Gisèle Ampleman, Jocelyne Barnabé, Yvan Comeau, Gérald Doré
Ronald Duhaime, Lorraine Gaudreau, Colette Humbert
Jacques Lacroix, Louise Leboeuf, Michel Matte

# PRATIQUES DE CONSCIENTISATION 2

Logement Alphabétisation
Aide sociale Féminisme
Syndicalisme Santé Politique

Collectif québécois d'édition populaire

# PRATIQUES DE CONSCIENTISATION 2

Gisèle Ampleman, Jocelyne Barnabé, Yvan Comeau, Gérald Doré
Ronald Duhaime, Lorraine Gaudreau, Colette Humbert
Jacques Lacroix, Louise Leboeuf, Michel Matte

# PRATIQUES DE CONSCIENTISATION 2

**Logement Alphabétisation Féminisme Aide sociale
Syndicalisme Santé Politique**

Collectif québécois d'édition populaire

ISBN 2-9800949-0-0
Dépôt légal : 3e trimestre 1987
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
©Collectif québécois d'édition populaire, Québec

Dessin de la couverture : Simon Hénaire
Couverture : G. Bochud Inc.
Composition : Philippe Faure

Pour nous faire part de vos commentaires, découvertes et réalisations,
écrivez-nous à l'adresse suivante :

Collectif québécois d'édition populaire
C.P. 428 St-Sauveur
Québec G1K 6W8
CANADA

*Au Collectif québécois de conscientisation*
*à l'occasion de son dixième anniversaire*

*A tous ceux et celles, militant-e-s populaires*
*et allié-e-s, qui ensemble bâtissent*
*sur le terrain une pratique de libération*

# INTRODUCTION

Les années soixante-dix et le début des années quatre-vingt ont donné l'impression d'une grande agitation politique au Québec. On a pensé pouvoir prendre des raccourcis pour bâtir une société nouvelle. Le virage à droite qui marque actuellement la crise de restructuration du capitalisme en a ramené plusieurs aux dures réalités de l'histoire, qui résiste à la fébrilité de nos intentions. L'économie, l'Etat, les médias sont des éléments de structure résistants au changement et à force d'y fixer obstinément le regard, on perd de vue les exigences culturelles d'une mobilisation collective durable pour les transformer.

L'isolement dans la radicalité d'un discours et d'un comportement revendicatifs, coupés de la culture populaire concrète, a conduit à la désillusion d'un lendemain qui ne chante pas aussi vite qu'on pensait. Il ne reste que la morosité chronique, la retraite militante prématurée... ou la continuité dans le recommencement, sur la base d'une patiente critique de ce qui semblait en train de monter, mais s'est apparemment renversé, faute d'un enracinement suffisamment profond.

C'est dans le creux de la vague que se prépare la vague suivante et les grandes marées ne sont pas abolies du fait des plus basses. C'est une sagesse qui vaut bien celle des militant-e-s désabusé-e-s qui mettent leur pavillon en berne.

Malgré la dureté des temps qui courent, des pratiques porteuses d'espoir continuent à émerger et à se développer. Nous en vivons et en témoignons dans ce livre, avec d'autres qui s'inscrivent dans la même mouvance que nous.

En 1983, nous publiions *Pratiques de conscientisation.* Comme collectif d'auteur-e-s, nous avions alors exprimé que notre intention, en produisant ce livre, n'était pas seulement de faire connaître nos expériences et les résultats de nos réflexions. Il s'agissait surtout pour nous "de stimuler l'implication et la créativité de militantes et de militants dans d'autres milieux et sur d'autres enjeux."[1]

Quatre ans plus tard, nous savons que cette créativité est à l'oeuvre. La conscientisation continue à chercher et bâtir des points d'appui dans de multiples champs de lutte dont nous voulons rendre compte.

Le projet de ce livre s'est ébauché au contact de pratiques dont nous n'avions pu parler dans notre premier ouvrage ou qui sont survenues depuis sa parution.

En nous appuyant sur notre expérience en tant qu'auteur-e-s de *Pratiques de conscientisation,* nous nous sommes transformés en collectif d'édition et nous avons lancé un appel à quelques-un-e-s dont la visée rejoignait la nôtre et s'était d'ores et déjà traduite dans des résultats observables et stimulants pour l'action.

Quatre d'entre nous signent ces Pratiques de conscientisation 2, avec six figures nouvelles, les dix oeuvrant dans des champs de lutte diversifiés: logement, alphabétisation, féminisme, aide sociale, syndicalisme, santé et politique.

La perspective commune est celle de la conscientisation que nous avons définie en 1983 comme "un processus d'apprentissage et d'interinfluence entre des groupes de personnes de la classe populaire, immergées dans des situations d'exploitation, de domination et d'aliénation, et des intervenant-e-s intérieurs ou extérieurs à la classe populaire, interpellés par ces situations et visant à les changer dans une interaction dialectique avec un processus plus global de transformation politique de la société."[2]

L'analyse sous-jacente à cette perspective est celle des classes sociales, et l'engagement avec les classes populaires est pour nous, une réalité concrète et définissable.

Quand tout au long de ce livre, nous parlons de *"classe populaire"* (au singulier), nous référons à tous les salarié-e-s exécutants (non-cadres et non-professionnels-les) et tous les exlu-e-s du marché du travail issus de ce groupe, qu'ils soient chômeurs-euses, assisté-e-s sociaux, retraité-e-s, conjoint-e-s au foyer ou étudiant-e-s. Nous savons qu'ils comptent pour environ 70% de la population de 15 ans et plus au Québec. Quand nous employons le terme au pluriel, nous ajoutons à la classe précitée la petite bourgeoisie traditionnelle ou artisanale (propriétaires d'entreprise sans main-d'oeuvre salariée et leur conjointe collaboratrice). Groupe social dispersé et plus ou moins organisé en milieu urbain, cette classe peut représenter une concentration significative dans certains milieux ruraux périphériques où des agriculteurs ont survécu à la rationalisation capitaliste de l'agriculture. La petite bourgeoisie traditionnelle compte pour environ 8% de la population de 15 ans et plus au Québec.

Les autres classes sociales sont:

- la nouvelle petite bourgeoisie ou petite bourgeoisie salariée qui regroupe tous les salarié-e-s qui exercent des fonctions d'encadrement social et/ou idéologique, c'est-à-dire les cadres intermédiaires et inférieurs, les professionnels-les salariés (y inclus les enseignant-e-s), les policiers et militaires. Cette classe compte pour environ 19% de la population de 15 ans et plus au Québec.

- la bourgeoisie, c'est-à-dire les propriétaires d'entreprises avec main-d'oeuvre salariée, les cadres supérieurs des entreprises et de l'Etat. Ils comptent pour environ 3% de la population de 15 ans et plus au Québec.[3]

C'est donc de pratiques avec les classes populaires, dans la ligne de la conscientisation, dont il sera question dans les pages qui suivent. Le chapitre 1 montre comment, dans un contexte de comité HLM, la parole spontanée de militant-e-s populaires, le "placotage", peut être support à l'émergence d'une conscience critique. Le chapitre 2 relate une expérience d'alphabétisation/conscientisation en

milieu rural québécois. Le chapitre 3 indique comment la conscientisation peut donner au féminisme sa pleine mesure en l'ouvrant au vécu des femmes de classe populaire qui comptent pour la majorité des femmes. Au chapitre 4, la lutte la plus récente des assisté-e-s sociaux est mise en valeur, avec un accent porté sur la dimension idéologique de cette lutte. Le chapitre 5 décrit une pratique d'éducation syndicale qui ne se définit pas explicitement en rapport avec la conscientisation, mais présente avec elle des affinités, notamment par l'attention qu'elle porte à la formation de formateurs-trices de classe populaire. Les chapitre 6 et 7 sont consacrés à des pratiques de formation et d'intervention en santé communautaire, en milieu populaire. Le chapitre 8 montre l'enquête conscientisante à l'oeuvre comme support à une réflexion de militant-e-s de classe populaire sur leur rapport à la politique. Les chapitre 9 et 10 effectuent une remontée vers la théorie de la conscientisation: retour sur la pensée et le cheminement de Paulo Freire, mise en valeur de la convergence entre Freire et Gramsci.

Les huit premiers chapitres de ce livre sont le récit de pratiques vécues, à travers lesquelles sont dévoilés des méthodes et des outils, susceptibles d'inspirer et de stimuler l'imagination créatrice des lecteurs-trices, dans leur propre pratique. Ce livre est un instrument de praxis, une réflexion conçue pour l'action. Nous invitons les lecteurs-trices à communiquer avec nous pour nous faire part de leurs commentaires, découvertes et réalisations.

Le Collectif québécois d'édition populaire :

Gisèle Ampleman, Gérald Doré, Lorraine Gaudreau
Claude Larose, Louise Leboeuf, Denise Ventelou

A l'attention des lecteurs et lectrices :
Le traitement équitable du genre (masculin ou féminin) n'étant pas une question résolue en matière d'écriture, nous avons laissé aux auteur-e-s le soin d'adopter la manière qui leur convienne.

# Chapitre 1

# Conscientiser par le placotage dans le cadre d'une expérience avec un comité H.L.M.

Jacques Lacroix

En 1985-1986, j'ai vécu une expérience de conscientisation d'un type particulier : une expérience de conscientisation basée sur le "PLACOTAGE". Cette pratique a pris forme dans la lutte pour l'amélioration des conditions de logement de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté. Elle s'inspire dans sa conception et dans son articulation de la pédagogie de Paulo Freire, et elle est issue de personnes de la classe populaire regroupées dans le Comité H.L.M. du Comité des citoyens/nes du quartier St-Sauveur de Québec.

## Le comité H.L.M.

Le Comité H.L.M. est un groupe d'une dizaine de personnes qui défend le droit à un logement décent et accessible pour toutes et pour tous. Il est composé à majorité de femmes de 50 ans et plus qui vivent pour la plupart du bien-être social et qui ont un sérieux problème de logement à cause du coût trop élevé des loyers et/ou à cause du mauvais état des logements. Son action se situe tant aux niveaux municipal, provincial que fédéral. Et c'est en étant avec eux comme permanent du Comité des citoyens/nes de St-Sauveur que je vais développer une démarche de conscientisation basée sur le "PLACOTAGE".

## Le "placotage"

Aux moments de commencer les rencontres du Comité H.L.M., il y avait toujours entre les membres un échange non structuré. Les membres parlaient sur une série de sujets, les uns après les autres et, le plus souvent de façon disparate, du coq à l'âne. Tous les sujets y passaient:

- L'architecte
- Les sans-emploi
- Les enfants
- Madame Simard de l'O.M.H.Q.
- Une émission de T.V.
- Les coupures
- Bourassa
- Une chicane avec le voisin
- Le député
- Le mariage
- Arthur (animateur de radio
- Pelletier (maire)
- Un chinois
- La malpropreté
- Son état de santé
- La déprime
- Les farces
- Un accident
- etc..., etc...

Il y a de tout: le senti, l'entendu, le visuel, les événements sociaux, les prises de conscience, les réactions, les farces... Dans le "PLACOTAGE", il y a tout le raisonnement que se font les gens de la base sur la vie, la politique, le culturel, l'économie, le social.

Le "PLACOTAGE" est un discours spontané de la classe populaire sur son vécu [1].

Hélas, dans notre pratique, le "PLACOTAGE" n'est pas tellement considéré. Nous sommes habitués à des réunions strictes où chacun a sa parole, avec des objectifs de réunion et un ordre du jour à travers lequel il faut passer. Dans cela, le "PLACOTAGE" n'a pas de place. Mais, il arrive parfois qu'on l'utilise. L'intérêt au "PLACOTAGE" se manifeste notamment aux temps des "retours". C'est revenir sur des moments importants du vécu des membres d'un groupe lors de l'après Noël ou Pâques, lors d'un événement social d'envergure, en raison d'une période d'évaluation ou d'un sérieux blocage affectif d'une personne. Dans cette approche, l'attention au "PLACOTAGE" n'apparaît que sporadiquement et il n'est pas réellement considéré comme base d'une démarche de conscientisation. Les expériences s'arrêtent au "retours".

## Comment le "PLACOTAGE" a-t-il pris sa place ?

En "81-82", le Comité H.L.M. était avant tout un comité d'action. Le but était simple et clair: "Faire des pressions pour construire des H.L.M.". Ainsi, toutes les réunions étaient axées sur la préparation d'actions. Trois ou quatre personnes, à majorité des militants/tes intellectuels/les du milieu, composaient l'équipe. Puis en décembre "83", vint l'idée de faire une assemblée publique sur les H.L.M. A cette rencontre, des députés, des hauts fonctionnaires de la Société d'habitation du Québec (S.H.Q.), de la Société canadienne d'hypothèque et de logement (S.C.H.L.) et de l'Office municipal de Québec (O.M.H.Q.), étaient là. Dans un froid d'hiver, plus d'une centaine de personnes étaient au rendez-vous. A partir de cette assemblée, plusieurs personnes ont voulu s'impliquer. Ce fut l'entrée d'un nombre important de gens de la base dans le Comité H.L.M. Ces derniers allaient considérablement changer les choses à l'intérieur du Comité.

Parmi les éléments nouveaux qu'ils apportèrent, notons la découverte de nouveaux moyens d'implication comme le petit journal interne, la chaîne téléphonique, le café-rencontre, l'opération "poteaux". Puis s'ajoute l'apport de l'élément social qui s'exprime dans les voyages, les quilles, les soupers en commun. Puis vient l'entrée de l'aide individuelle dans l'accompagnement des requérants/tes dans leur demande de H.L.M. à l'Office municipal d'habitation. A la revendication première de construire des H.L.M. d'autres sont ajoutées : l'allocation-logement, le psycho-social dans les critères de sélection pour l'obtention d'un H.L.M. et la qualité de la vie dans les H.L.M.

Aussi, les gens de la base se caractérisaient par la prédominance qu'ils accordaient à l'action par rapport à la réflexion. Les membres assistaient aux réunions pour avoir leur H.L.M. De plus, nous avions rassemblé les gens du quartier par l'action, soit par une assemblée publique, et non par une session. Ils ne venaient pas pour entendre des réflexions théoriques sur ce qui les opprime et encore moins entendre parler de structure de société, du système capitaliste.L'heure n'était pas à la formation. Il fallait donc garder cette volonté d'agir des gens, d'où l'importance d'enclencher très vite des mini-actions où il était possible d'avoir des gains à court terme. Au cours des mois suivants, nous sommes allés voir les députés, nous avons

fait des assemblées d'information, préparé la semaine H.L.M., voyagé, participé à des manifestations nationales soit à Montréal ou à Ottawa, fait circuler une pétition, etc.

Il y a plus de 35 000 demandes de H.L.M. au Québec [2]

Par l'action, les membres du Comité H.L.M. voyaient et apprenaient concrètement et lentement que le manque de H.L.M. ne reposait pas sur un problème de personnalité des élus politiques mais sur une structure qui favorisait les riches. L'empressement de tout régler en quelques mois s'estompait pour développer une constance dans l'action. Et la lutte pour son H.L.M. prenait la dimension d'avoir son H.L.M. et des H.L.M. pour les autres. L'action et les discussions sur les revendications avaient permis de faire des prises de conscience sur l'ampleur du problème du logement, de concevoir le rapport de force des gouvernants, de collectiviser son problème de logement, de commencer à développer une conscience des classes sociales. Ces éléments ne pouvaient pas être compris dans un cadre théorique, mais d'actions en lien avec de courtes réflexions. Mais la question était d'arriver à introduire une réflexion structurée en termes d'analyse et d'option de classe. Un élément de réponse se pointait. Il fallait que l'élément réflexion entre lentement et soit constamment présent pour que ça porte.

En septembre "85", au congrès du comité des citoyens/nes de St-Sauveur, le Comité H.L.M. se réunit et nous fixons ensemble nos orientations d'année. Je leur propose de se donner à chacune de nos rencontres un peu de temps de réflexion. Je leur demande s'ils sont intéressés à mieux comprendre les enjeux, le sens de notre lutte, l'arrière-scène du logement social. Le groupe était ouvert à cela, à être mieux informé même s'il n'en comprenait pas toute la portée. L'élément formation était donc introduit. Nous nous étions mis d'accord pour que nos rencontres soient axées sur trois points principaux:

- Faire du travail cas par cas pour obtenir des H.L.M.

- Poursuivre nos revendications

- Nous donner des temps de formation lors de nos rencontres

Le Comité H.L.M. s'acheminait donc dans une démarche A-R-A, c'est-à-dire d'Action-Réflexion-Action. La réflexion devenait ainsi partie prenante de toutes les réunions. Le principe était non pas de l'apporter comme journée spéciale ou fin de semaine mais comme constamment incluse dans les rencontres. C'est ainsi qu'en septembre "85", commençait pour le semestre en cours des mini-réflexions à chacune de nos réunions. Et c'est dans la préparation de ces rencontres qu'a émergé cette idée de puiser le contenu des mini-réflexions dans le "PLACOTAGE" des gens. Au fond, c'est à partir de cette interaction entre ce que sont les gens de la base et l'orientation de développer chez eux une analyse et une option de classe qu'est née lentement cette idée de conscientiser par le "PLACOTAGE".

## Le montage des mini-réflexions

Enclins à l'action, les membres du Comité étaient en général rébarbatifs à la réflexion. Pour leur en donner le goût, j'ai eu l'idée de leur faire vivre de courtes réflexions dans une atmosphère amusante et dynamique, par la voie d'une décoration appropriée de la salle, de sketches, d'écrits, de tableaux, de la présence du professeur du Crochet. Les jeux d'animation devenaient le moyen didactique choisi pour réfléchir. Aussi, la mini-réflexion portait seulement sur un thème. Mini-réflexion et thème devenaient donc synonymes. Pour choisir les thèmes, voici la démarche qui a été employée:

1) Le ramassage des données du "PLACOTAGE"
2) L'analyse des données
3) Les orientations pédagogiques

### *1) Le ramassage des données du "placotage" :*

Lors des réunions du Comité H.L.M., de visites informelles des membres au local, de coups de téléphone, de rencontres fortuites sur la rue, je ramassais des bouts de conversations, des manières d'être, des façons de parler, des images, des réflexions des membres du Comité. Pour cueillir les données, j'employais deux moyens simples: le carnet de faits et les fiches. Le carnet de faits, c'est un petit calepin qui se sort vite des poches et qui permet de prendre sur le champ les bouts de conversation, le vécu...etc. Les fiches sont montées du carnet de faits et sont un premier brouillon d'analyse.

Voici un exemple de fiche:

Fiche 1

Date : 25 septembre "85"

Sujet : Prise de conscience de l'action collective.

Faits : Lyne lors de la réunion H.L.M. parle de son histoire;
tout ce qu'elle a tenté pour avoir un H.L.M.: lettres, téléphones,
visites à l'O.M.H.Q., S.H.Q.

Elle dit : "Quand je suis arrivée au Comité j'étais au bout du tunnel."
"J'étais désespérée".
"Des médicaments, j'en aurais pris".

Elle vient au Comité pour continuer à se battre.
Elle se sent comprise.

"Madame Simard, si elle pense que je vais tout laisser tomber, elle se trompe. Je vais continuer à la taper".

ANALYSE :
- Il y a une volonté d'agir mais non pas seule.
- Elle prend conscience que le "Ayez pitié de moi" ne fonctionne plus face aux gouvernants.
- Elle a vécu un rapport de force.

## *2) L'analyse des données :*

Les fiches retenues portaient sur les sujets suivants :

- L'implication au Comité H.L.M.
- Le chacun pour soi
- Les pourquoi de notre action
- La dépression, les problèmes de vie, de santé
- Ensemble on est fort
- Les actions de révolte
- Le "courtisage" des personnalités politiques et des fonctionnaires
- Les moyens "sous la table" pour arriver
- Les vécus d'exploitation
- Les farces politiques
- Les élections (municipales et provinciales)
- Le défaitisme politique
- L'agressivité vis-à-vis l'O.M.H.Q.
- Les politiciens
- Gratitude entre les membres
- Conflits entre les membres
- Les immigrants
- Les sans-emploi
- Les malpropres, les violents
- L'accompagnement à l'O.M.H.Q.
- La venue d'un nouveau
- L'hydro
- L'étalage de sa misère
- L'action collective
- Les bons
- L'apathie des requérants/tes de H.L.M.
- Les commentaires sur les personnalités politiques, radiophoniques, etc ...

Il s'agissait ici de les mettre sous des sujets-thèmes. Quatre ont été retenus: les conditions matérielles et sociales, la conscience populaire, les actions et la solidarité. Après quoi, il était possible d'en faire l'analyse.

Avec une collaboratrice, Ginette Bergevin, nous constations que les acquis d'analyse et d'option de classe étaient beaucoup plus importants que nous ne les imaginions au début. Il était intéressant de remarquer que chacune des personnes du Comité H.L.M. portait à divers degrés beaucoup d'éléments de prise de conscience de son exploitation par les politiciens, les organismes para-gouvernementaux, les riches. Cependant, ces éléments n'étaient pas articulés dans un rapport de force et dans une vision pyramidale de la société.

Aussi, en faisant des liens entre toutes ces données, il ressortait une volonté chez les membres de vraiment s'en sortir même si, parfois, plusieurs tombaient dans le découragement et même dans la dépression. Nous nous rendions compte que chez eux, il y avait le développement de toute une série d'actions individuelles pour se libérer d'une pauvreté chronique. Il y avait donc là une volonté de se libérer. Et cette volonté les avait conduits au Comité. De là, il y avait cette découverte de l'action collective. Ils voyaient qu'en se mettant ensemble, en chiâlant ensemble, des résultats se faisaient sentir en terme d'obtention de H.L.M.

Par ailleurs, nous constations que les membres du Comité avaient de la difficulté à dépasser les différences immédiates de personnalité, de race et de même condition de vie pour s'unir en une même classe sociale contre les exploiteurs. La solidarité manquait souvent entre les membres et aussi en rapport avec leur classe sociale.

## *3) Les orientations pédagogiques :*

A partir de cette analyse, il s'agissait de déterminer les orientations pédagogiques de formation. Il fallait faire ressortir les points importants à travailler pour développer une analyse et une option de classe chez les membres du Comité H.L.M.

Voici le résultat :

A partir de la problématique du logement faire prendre conscience aux membres du Comité H.L.M. :

a) qu'ils sont au bas de la pyramide sociale.

b) que cet état de chose affecte considérablement la santé physique et mentale d'un grand nombre parmi eux.

c) que cet état de chose entraîne le développement d'une multitude d'actions individuelles :
- de survie pour arriver à se loger, à se nourrir...,
- de "courtisage" face au pouvoir politique et aux fonctionnaires,
- de supplication, en montrant sa misère pour que le dominant s'apitoie sur notre sort et nous accorde un H.L.M.,
- de révolte.

d) et que pour réellement s'en sortir, il faut:
- i) être solidaire entre nous, entre gens de même classe sociale et cela malgré toutes nos différences,
- ii) agir ensemble, développer l'action collective pour améliorer nos conditions de vie face à toutes les structures et personnes qui bloquent notre libération (la classe dominante).

## Les mini-réflexions

C'est ainsi qu'à partir de fiches du "PLACOTAGE", de leur analyse et des orientations pédagogiques, cinq thèmes ont été retenus:

1) Un voyage en Egypte à travers les pyramides.

2) La vie en bas de la pyramide: le ciel ou l'enfer?

3) Les mille et une nuits ou les mille et un trucs pour s'en sortir.

4) Pour avoir un H.L.M., qu'est-ce-qu'on ferait pas?

5) Solidarité.

Chaque thème était élaboré sous les volets d'une orientation à définir, d'objectifs à préciser, d'un contenu à déterminer et d'une méthode pédagogique à développer. Par exemple, pour la deuxième mini-réflexion, la situation codée représentait le montage suivant :

| | |
|---|---|
| Le thème | La vie au bas de la pyramide: le ciel ou l'enfer ? |
| L'orientation | Le fait d'être en bas de la pyramide sociale affecte considérablement la santé physique et mentale d'un grand nombre parmi nous. |
| Les objectifs | Leur faire prendre conscience de leur état de vie.<br>Leur faire faire des liens entre la structure pyramidale de la société et leur état de vie. |
| Le contenu | Leur vécu d'être en bas de la pyramide sociale. |
| La méthode pédagogique | L'arrivée du professeur du Crochet qui vient faire une étude sur leur état de vie.<br>Des grands cartons pour prendre le contenu.<br>L'arbre H.L.M. pour annoncer le prochain thème. |

Et, chaque mini-réflexion suivait en une heure le déroulement suivant:

Retour sur les mini-réflexions antérieures

A partir du thème, sortir le vécu des membres du Comité.

Faire l'analyse critique du tableau en termes de causes et de conséquences (décodage)

Mettre ce contenu sur un autre tableau

En faire la synthèse

Annoncer le thème de la prochaine mini-réflexion

Et les buts poursuivis par la réflexion étaient de trois ordres:

A) Retourner au Comité H.L.M. l'image de ses conditions de vie en rapport avec la problématique du logement.

B) Introduire certains éléments de contenu propre à développer une vision pyramidale de la société et une option de classe.

C) Conduire à l'action.

a) Retourner au Comité H.L.M. l'image de ses conditions de vie en rapport avec la problématique du logement, c'est faire revivre sous forme de jeux d'animation une réalité oppressive vécue par le Comité H.L.M. pour amener des prises de conscience de leur exploitation. Ainsi, par exemple, à la deuxième mini-réflexion, le professeur du Crochet venait faire une étude sur l'état de vie des membres: "La vie au bas de la pyramide, est-ce le ciel ou l'enfer?"

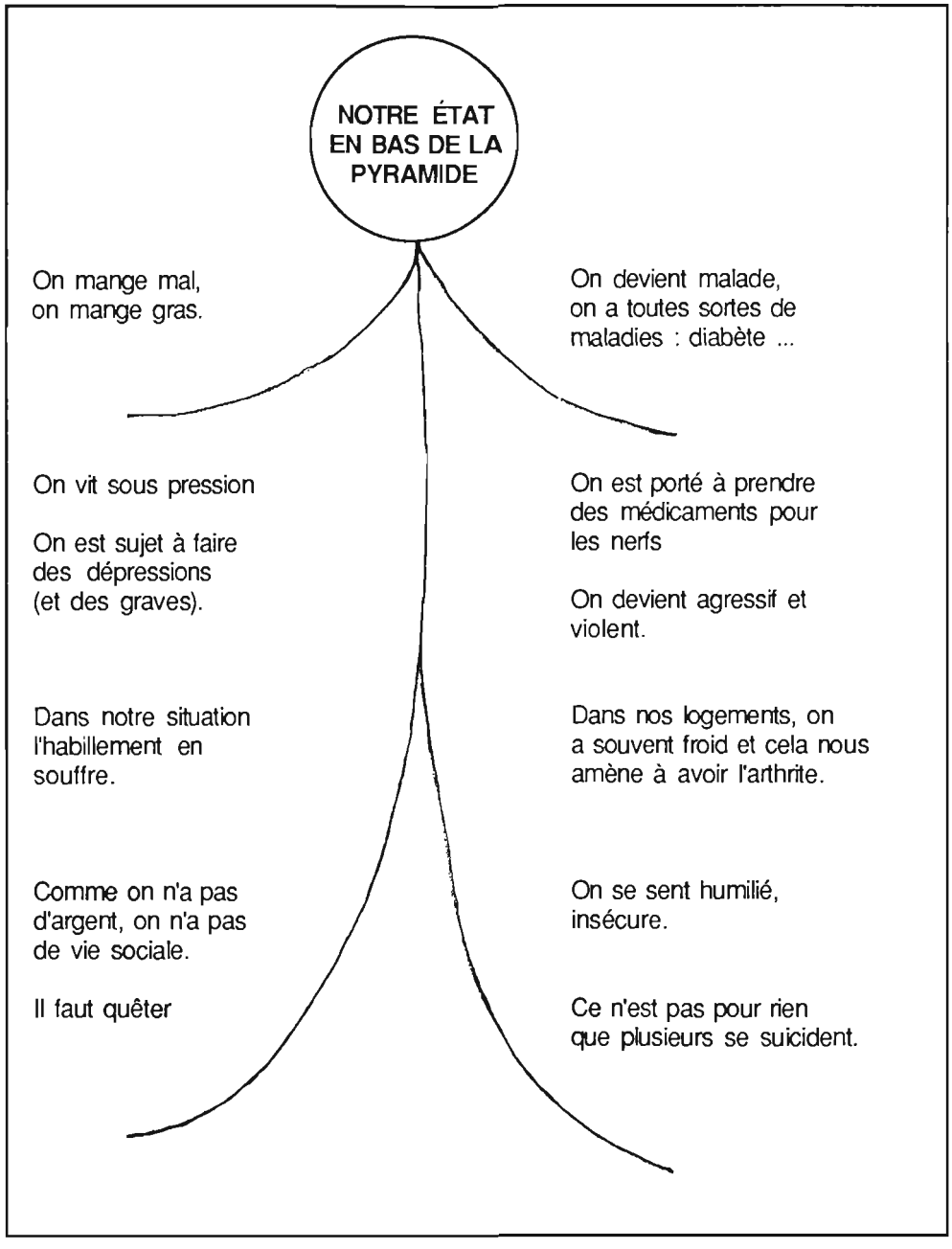
*Il s'agissait de sortir le vécu des membres.* Pour se faire, le professeur du Crochet demandait à chacun: "Ce que ça fait dans la vie que d'avoir juste des revenus de prestations sociales?" Cette interpellation, d'abord amusante, a fait prendre conscience de l'énorme tension économique que chacun vivait et de là comment cette situation les affectait dans leur état de santé et au plan moral.

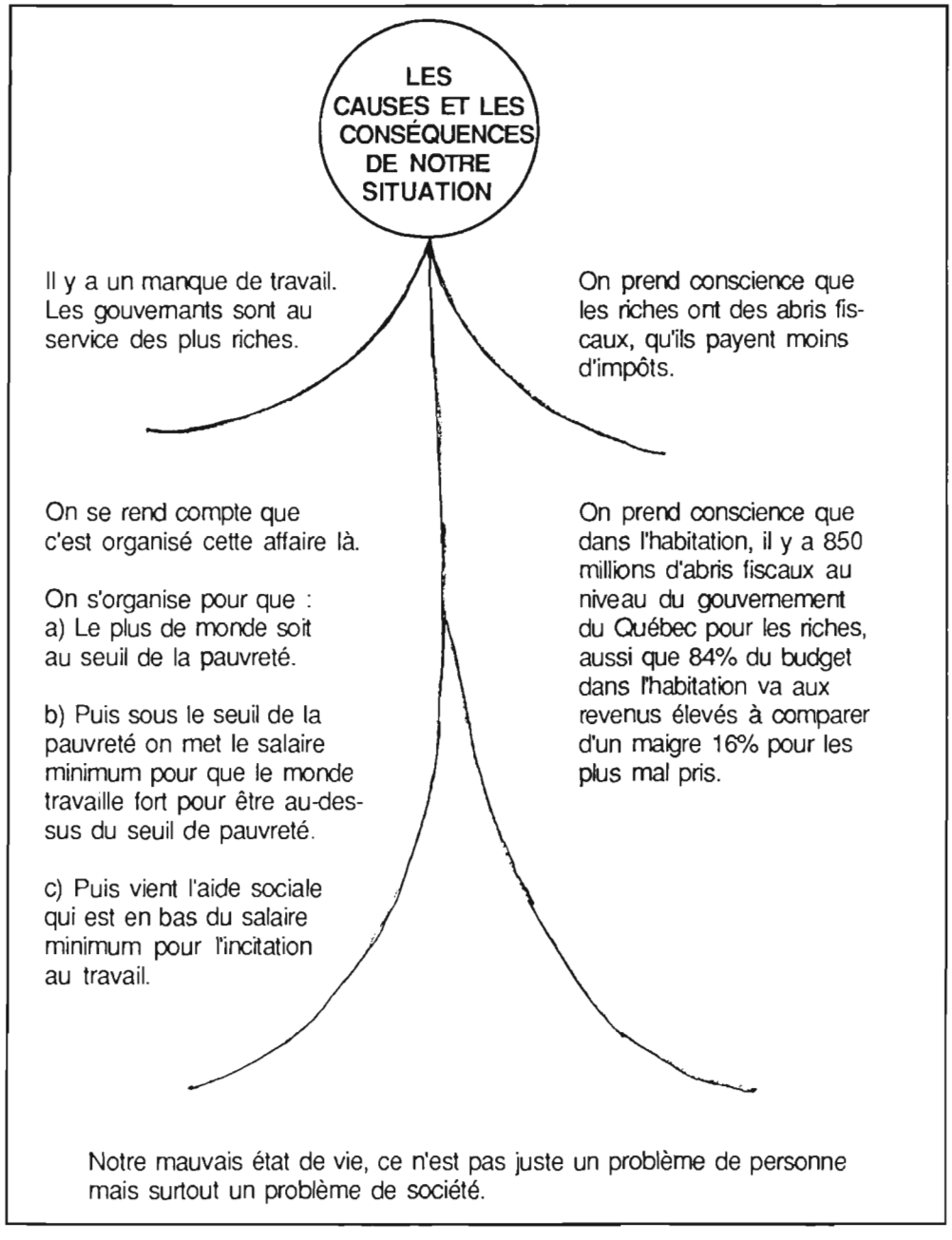
Le contenu des discussions était mis sur un grand tableau (voir page 28).

b) Introduire certains éléments de contenu propre à développer une vision pyramidale de la société et une option de classe était le deuxième but poursuivi des réflexions.

*Ceci nous conduisait à faire l'analyse critique du tableau sur le vécu des membres en termes de causes et de conséquences.* Pour continuer notre exemple de la deuxième mini-réflexion: "La vie en bas de la pyramide: le ciel ou l'enfer?", le professeur du Crochet posait toutes sortes de questions pour amener les membres du Comité H.L.M. à saisir que notre mauvais état de vie n'était pas juste un problème personnel, mais un problème extrêmement lié à la structure de notre société. Pour y arriver, il suffisait, une fois mis sur un grand tableau le vécu de tous sur leur état moral et de santé, de savoir pourquoi c'était comme cela? La situation codée, leur vécu en bas de la pyramide, était présentée sous forme d'un problème à résoudre. C'était de considérer ensemble les causes et les conséquences de notre situation.

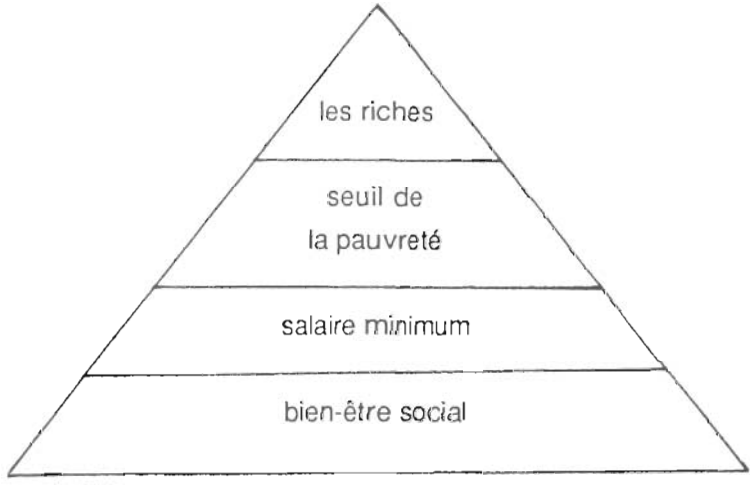
*Puis au fur à mesure de la discussion j'écrivais sur un autre grand tableau le résultat de ce décodage* (voir page 29).


NOTRE ÉTAT EN BAS DE LA PYRAMIDE
On mange mal, on mange gras.
On devient malade, on a toutes sortes de maladies : diabète ...
On vit sous pression
On est sujet à faire des dépressions (et des graves).
On est porté à prendre des médicaments pour les nerfs
On devient agressif et violent.
Dans notre situation l'habillement en souffre.
Dans nos logements, on a souvent froid et cela nous amène à avoir l'arthrite.
Comme on n'a pas d'argent, on n'a pas de vie sociale.
Il faut quêter
On se sent humilié, insécure.
Ce n'est pas pour rien que plusieurs se suicident.


LES CAUSES ET LES CONSÉQUENCES DE NOTRE SITUATION
Il y a un manque de travail. Les gouvernants sont au service des plus riches.
On prend conscience que les riches ont des abris fiscaux, qu'ils payent moins d'impôts.
On se rend compte que c'est organisé cette affaire là.
On s'organise pour que :
a) Le plus de monde soit au seuil de la pauvreté.
b) Puis sous le seuil de la pauvreté on met le salaire minimum pour que le monde travaille fort pour être au-dessus du seuil de pauvreté.
c) Puis vient l'aide sociale qui est en bas du salaire minimum pour l'incitation au travail.
On prend conscience que dans l'habitation, il y a 850 millions d'abris fiscaux au niveau du gouvernement du Québec pour les riches, aussi que 84% du budget dans l'habitation va aux revenus élevés à comparer d'un maigre 16% pour les plus mal pris.
Notre mauvais état de vie, ce n'est pas juste un problème de personne mais surtout un problème de société.

*A la fin de la mini-réflexion, je faisais avec les membres du Comité H.L.M. une synthèse de nos échanges.* A partir du tableau portant sur le vécu et celui de l'analyse critique, il s'agissait d'en retirer les traits fondamentaux, soit en termes de mots, de phrases, d'images...en les visualisant sur un carton. Pour la deuxième mini-réflexion qui avait pour titre: "La vie en bas de la pyramide: le ciel ou l'enfer ?", voici ce qu'il en est ressorti:

2. La vie en bas de la pyramide sociale:
   "Le ciel ou l'enfer?"
   - On n'a pas assez de "REVENUS"
   - Notre santé et notre moral en prennent un "COUP"
   - Notre mauvais état de vie, ce n'est pas juste un problème de personne, mais surtout un problème de structure de société.




c) Et le troisième but des réflexions était d'avoir cette préoccupation de conduire le Comité H.L.M. à l'action, dans une mentalité du dépassement de la situation-limite. C'était constamment intervenir pour mettre en lumière la possibilité de transformer la réalité oppressive. Tenant compte que le

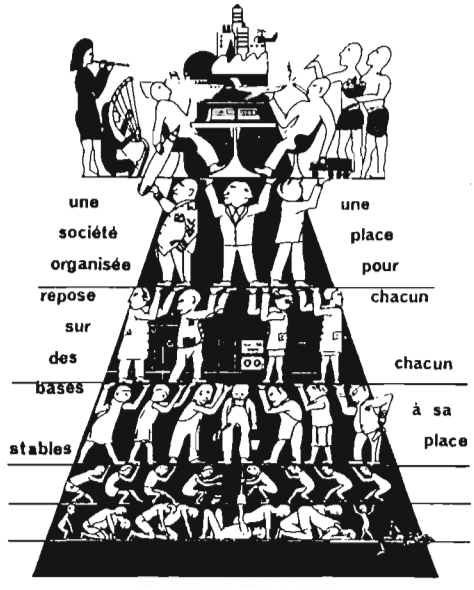
Comité H.L.M. avait à son crédit une multitude d'actions, il s'avérait plus facile de l'interpeller à la lutte à travers les discussions de la situation codée.

## Pour garder les acquis des mini-réflexions : le Tableau cadre

LE TABLEAU CADRE

UN VOYAGE EN ÉGYPTE A TRAVERS LES PYRAMIDES

"LA PYRAMIDE SOCIALE"




(1) Ce tableau est tiré de la session de formation sur la loi d'aide sociale de l'A.D.D.S. du quartier Mercier de la ville de Montréal

2. La vie en bas de la pyramide sociale :
"LE CIEL OU L'ENFER ?
- on n'a pas assez de "REVENUS"
- notre santé et notre moral en prennent un "COUP"
- notre mauvais état de vie, ce n'est pas juste un problème de personne, mais surtout un problème de structure de société.

3. Les mille et une nuits ou les mille et un trucs pour s'en sortir :
- Privation
- Travailler sous la table
- Pas tout déclarer
- Recours à la chance
- Se prévaloir des ressources du milieu

MENTALITÉ : Le chacun pour soi, et on a peur de se faire déclarer. Pourtant, on est tous poignés par un problème de "REVENU"

POURQUOI PAS ÊTRE ENSEMBLE. ON N'EST PAS DES FRAUDEURS. LA SOCIÉTÉ NOUS OBLIGE À NOUS DÉFENDRE POUR VIVRE.

4. Pour avoir un H.L.M., qu'est-ce qu'on ne ferait pas ?
- Action de révolte
- Action de courtisage
- Action de supplication

ET IL Y A L'ACTION COLLECTIVE

5. SOLIDARITÉ : Dépasser nos différences pour se mettre du monde avec nous autres pour lutter

A travers les mini-réflexions, une nouvelle conscience s'élaborait au Comité H.L.M. Elle venait du résultat des mini-réflexions. Pour ne pas perdre tous ces acquis des analyses critiques des situations codées et pour établir des liens entre ces acquis et les actions du Comité H.L.M., il m'apparaissait important de les représenter sur un grand tableau, le Tableau cadre.

En somme, c'était de reprendre les synthèses des mini-réflexions pour les mettre sur un grand tableau. Cela a donné le tableau cadre (voir page 31).

## La conscientisation par le placotage se fait par le Tableau cadre

Je me suis aperçu que l'utilisation du Tableau cadre à partir du "PLACOTAGE" développait une réflexion plus approfondie, en même temps qu'elle amenait à l'action. Le Tableau cadre, c'est la présentation d'une vue d'ensemble des prises de conscience que le Comité H.L.M. a faites à travers ses actions et ses réflexions. Il est le reflet de la nouvelle conscience qui émerge dans le groupe. Ainsi, lors des réunions, au moment où sortent des interrogations ou des questions du "PLACOTAGE", il suffit de se rapporter à notre pôle de référence, au Tableau cadre. Il permet de visualiser les acquis de nos prises de conscience et de pousser davantage notre réflexion et notre action. Le Tableau cadre devient l'outil pour conscientiser par le "PLACOTAGE". C'est un outil qui appartient en propre à la culture du Comité H.L.M. pour mieux développer son sens critique de la réalité. Avec cet instrument, la conscientisation va se dérouler beaucoup plus rapidement et efficacement.

La conscientisation nous incite à saisir toutes les occasions qui offrent des opportunités de formation. Avec le Tableau cadre, ce travail se fait très aisément. Cela nous conduit à avoir une attitude très souple dans les réunions. Dès qu'un sujet sort du "PLACOTAGE" et que l'ensemble des participants/tes a le goût d'en parler, de l'approfondir, nous prenons le temps de nous y arrêter. Et pour mieux saisir cette dynamique, prenons l'expérience des "enfants violentés".

Au mois de février, il y avait une série d'émissions à la télévision sur les enfants battus. Avant de commencer la réunion, c'était le point de discussion du "PLACOTAGE". Martine, mère de huit enfants, avait apporté le sujet parce qu'elle n'était pas d'accord. "C'est exagéré disait-elle". Elle était d'autant plus touchée en raison de l'intervention répétée de la Protection de la jeunesse chez elle pour vérification. Si Martine se trouvait dérangée par ces émissions de T.V., les autres trouvaient ça épouvantable de voir les parents battre leurs enfants. Les enfants violentés devenaient ainsi le grand sujet de conversation des membres du Comité H.L.M.

Dans ma façon d'intervenir, je trouvais important de laisser un certain temps la dicussion suivre son cours. Cela me permettait de saisir l'analyse que se faisaient les membres sur cette question. C'est au moment où chacun avait pu exprimer son idée sur le sujet que j'ai posé la question suivante :

"Est-ce-que ça vous tente qu'on creuse ensemble le POURQUOI des enfants battus?"

Voir tableau page suivante.

(Note : Lettres en italique : intervention de l'animateur
Lettres minuscules: intervention d'un membre du Comité H.L.M.)

| Référence au tableau cadre | La discussion |
|---|---|
| | *Pourquoi les enfants sont-ils battus ?*<br>- parents vicieux<br>- manque d'éducation des parents<br>- ils n'aiment pas leurs enfants<br>- ... |
| Point 2, du tableau cadre :<br>La vie en bas de la pyramide sociale: "le ciel ou l'enfer" ?<br>- On a pas assez de revenus<br>- Notre santé et notre moral en prennent un coup.<br>- notre mauvais état de vie, ce n'est pas juste un problème de personne, mais surtout un problème de structure de Société. | *N'y-a-t-il pas d'autres facteurs ?* |
| | - "Le problème d'argent ça nous amène des ??? de tension"<br>- "Tu n'as pas d'argent pour sortir"<br>- "Tu ne peux rien acheter aux jeunes quand les autres ... "<br>- "Moi, je me prive pour arriver" |
| Point 3, du tableau cadre :<br>Les milles trucs pour s'en sortir | - "Etre poigné par les enfants, c'est difficile de travailler sous la table pour arriver"<br>- obligé bien souvent de prendre un petit logement pour arriver: surpeuplement |
| | *Cette situation n'entraîne-t-elle pas de l'agressivité ?* |
| Point 1, du tableau cadre :<br>La pyramide sociale :<br> | *La structure de notre société ne joue-t-elle pas ?*<br>- Etre en bas ça entraîne des problèmes<br>- "ils ont dit à la TV que c'était les parents pauvres qui battaient le plus leurs enfants"<br>- "je le savais" |
| Point 5, du tableau cadre :<br>La solidarité | - "Moi, je comprends plus"<br>- A la TV ils n'ont pas expliqué ça de même"<br>- "il nous descend tout le temps nous autres sur le BS" |

Au bout de quinze à vingt minutes, nous passions à la préparation de la Semaine H.L.M. C'était la fin d'un autre moment où les membres du Comité H.L.M. apprenaient lentement à avoir une analyse structurelle d'un problème à connotation individuelle.

## Les avantages du Tableau cadre

L'expérimentation du Tableau cadre depuis janvier '86 m'amène aujourd'hui à y trouver plusieurs avantages:

- Il permet de toujours faire référence à un contenu qui a une orientation d'analyse et d'option de classe. Cela nous donne une logique constante dans notre intervention.

- Le Tableau permet de garder les acquis de la conscientisation de façon bien vivante. Toute la réflexion acquise durant les mini-réflexions est toujours présente et continuellement réappropriée.

- Chez les membres du Comité H.L.M., le Tableau donne un cadre d'articulation de leur pensée. Comme ils ont énormément d'acquis et que leur réflexion ne se trouve pas toujours articulée dans une vision pyramidale de la société, le fait de revenir constamment sur le Tableau cadre développe nécessairement une structure de pensée. Le répétitif dans la formation est important. Un consensus dans notre conception de société s'établit et s'approfondit lentement.

- Comme les membres du Comité se retrouvent vite dans le Tableau cadre, parce que nous l'avons fait ensemble, cela nous permet de pousser davantage la réflexion. Nous pouvons aller plus loin parce que nous nous sommes mis d'accord sur un consensus de base, une orientation dans nos discussions.

- Un contenu se rapportant à la conjoncture socio-économique et politique surgit bien souvent du "PLACOTAGE". Comme par exemple, les élections. Sur des événements de conjoncture, les membres donnent dans leur "PLACOTAGE" leur vision des choses. Et, en reprenant ce "PLACOTAGE" à l'aide du Tableau cadre, cela permet d'enrichir la réflexion dans l'identification des facteurs d'oppression et dans le développement d'une option de classe.

- Le Tableau cadre, c'est la mémoire et l'orientation vivantes du groupe. Mais qu'arrive-t-il pour les nouveaux membres qui n'ont pas vécu les mini-réflexions? Les membres du Comité H.L.M. ont décidé de se choisir une personne responsable pour accueillir les nouvelles personnes et pour lui accorder un suivi. La nouvelle, en s'insérant dans la discussion, amène les autres à expliciter davantage ce qu'ils ont découvert et appris à travers leurs actions et leurs mini-réflexions, et elle permet de réapproprier davantage les acquis du Tableau cadre. De cette manière, les membres deviennent des formateurs jouant ainsi le rôle d'éducateur-éduqué. Aussi, il est possible que la nouvelle personne ait un suivi par un leader du Comité.

- Il est toujours possible, dans l'expérimentation, de changer ou de compléter le Tableau cadre en lui adjoignant d'autres éléments de contenu. Ainsi, aujourd'hui, nous avons ajouté une nouvelle variable, celle des ACQUIS. Ce point exprime les gains autant au plan de la réflexion que de l'action, sur une base individuelle ou collective.

- Le Tableau cadre comporte ajourd'hui les divisions suivantes :
  1) La pyramide
  2) La vie en bas de la pyramide sociale
  3) L'action individuelle-collective (regroupement des variables 3 et 4)
  4) Les acquis
  5) La solidarité

## Les exigences de cette pratique

Conscientiser par le "PLACOTAGE" nécessite quelques exigences fondamentales. Il faut avoir une attitude dialogique, une ouverture au "PLACOTAGE", le souci du cheminement des personnes et une solidarité affective.

*Avoir une attitude dialogique,* c'est s'interroger sur le sens et la visée des échanges que nous avons avec les gens de la base. Le dialogue demande un grand respect de l'autre dans ce qu'il est, une confiance totale dans sa capacité, ses talents et un engagement avec lui dans la lutte pour notre libération. Le dialogue en plus de son sens humain, a un sens politique, un sens de praxis historique de transformation de soi et des autres...et du monde. Dans le contenu de notre échange, il doit toujours y avoir ce projet du plus-être, ce projet de se libérer ensemble de l'exploitation, des aliénations, de la domination. Je donne, je reçois, j'apprends, je change, il apprend, il change, on se libère ensemble. Le dialogue est l'outil-pivot du projet historique de libération de l'homme et de la femme et qui commande à court terme la libération prioritaire des opprimés. Alors, tout échange avec un membre ou des membres du Comité H.L.M. doit conduire à des prises de conscience de l'oppression et de la libération que nous vivons ensemble.

*Avoir une ouverture au "PLACOTAGE",* c'est laisser place aux idées de réflexion apportées par les gens de la base. Cela demande une souplesse dans les rencontres, une ouverture à l'apport des membres du Comité. Il faut être capable de sortir de l'ordre du jour pour saisir l'occasion qui offre des opportunités de formation. Il y a une attention au "PLACOTAGE" des gens. Et en même temps, il faut savoir maintenir l'équilibre entre la préparation de l'action et la réflexion partant du "PLACOTAGE". En somme, c'est être ouvert aux discours populaires tout en ne perdant pas la perspective de l'action à entreprendre pour améliorer nos conditions de vie.

*Alors le souci du cheminement des personnes,* c'est viser à ce que notre intervention tende vers le pôle de l'autonomie et du collectif-politique.

L'autonomie:

- C'est amené les personnes à faire leurs propres démarches pour s'en sortir.

- C'est les aider à prendre leur place dans le groupe (dire leur opinion, prendre des décisions,...)

- C'est leur apprendre à se défendre, à relever la tête face à leur problème, à avoir du courage, de la persévérance.

- C'est leur montrer à ne pas avoir peur de revendiquer leurs droits (un logement décent pour tous et pour toutes).

Le collectif-politique : C'est avoir le souci de favoriser chez les gens de la base une implication collective pour un changement de société. Et la façon de faire avancer les gens dans cette perspective, c'est de se donner un outil de cheminement. C'est d'avoir une feuille de route pour chacun des membres du Comité H.L.M., pour que l'intervention à leur égard puisse les faire cheminer vers le collectif-politique.

Voici le portrait d'une grille de cheminement pour le Comité H.L.M. qui s'inspire grandement du fichier de l'ADDS-Mercier et de la grille de cheminement de l'ADDS du Québec-Métro et du CCQSS[3] :

| | | |
|---|---|---|
| Noyau mou : | La sympathisante : | C'est le monde en contact avec le comité H.L.M. Ils reçoivent un petit journal et plusieurs participent aux grandes activités du comité H.L.M. exemple la Semaine H.L.M. |
| Noyau dur : | 1) L'amicale : | - venir au Comité H.L.M., c'est une activité sociale, c'est sortir de sa solitude.<br>- participation aux activités et aux tâches techniques. |
| | 2) L'active : | - compréhension de la pyramide sociale<br>- identification de certains facteurs d'oppression<br>- avoir un H.L.M. pour moi et les autres<br>- dévouée, elle s'implique dans les tâches techniques<br>- participation active aux réunions (apport de contenus et d'idées) |
| | 3) La militante : | - identification et compréhension des facteurs d'oppression<br>- conscience du rapport de force<br>- personne engagée dans les luttes de libération (logement)<br>- elle situe sa lutte pour de meilleures conditions de logement dans un processus historique de transformation<br>- leadership |

*Avoir une solidarité-affective,* c'est l'attitude de développer des contacts. C'est faire des téléphones, des marches dans la rue avec des membres, un souper chez l'une ou l'autre, accueillir une visite impromptue. La neutralité affective et la mentalité du travail de 9 à 5 ne tiennent pas ici, puisque la solidarité affective demande que les personnes du Comité puissent faire partie de ton réseau affectif. Pour s'impliquer, les gens de la base ont besoin de se sentir respectés, aimés comme ils sont, valorisés et mis en confiance. Il s'établit ainsi des liens forts d'affectivité. Et, c'est là que commence la conscientisation par le "PLACOTAGE". Cette solidarité affective est génératrice de volonté dans l'action et de dynamisme dans les apprentissages de la réflexion.

## Conclusion

Ce souci d'être logique, dans son intervention, avec son option de classe, et ce désir d'un changement de société et de former des êtres conscients/tes, capables de se dresser dans la voie de la construction d'une nouvelle société, m'a donc conduit bien simplement à développer cette pratique de conscientisation par le "PLACOTAGE". Je vous ai livré mes acquis. Et cette recherche pour travailler avec le "PLACOTAGE" se continue toujours.

J'en conclus qu'au niveau de la conscientisation, des liens se font de plus en plus entre les acquis que porte chacune des personnes du Comité H.L.M. et la vision de la pyramide sociale avec le rapport de force qui en découle. Il y a donc une meilleure compréhension dans l'identification des exploitations économiques, des dominations, des aliénations culturelles, religieuses et autres. Chacun des membres fait mieux face à ses difficultés personnelles. Ses difficultés, elle les situe moins comme personnelles, mais de plus en plus reliées aux conditions d'être en bas de la pyramide sociale. Il y a tout le développement d'une fierté d'être, de la découverte de leurs capacités, d'un gain de dignité, d'une identification au Comité H.L.M. et d'une solidarité. Il y a cette prise de conscience du pouvoir de l'action collective.

Au niveau de l'action, nous serions portés à croire que prendre le temps de réfléchir minimise l'action. C'est le contraire. La différence est que si dans les années antérieures, nous bâclions le tout en deux semaines, cette année la préparation de la Semaine H.L.M. s'est étendue sur un mois. Cela a demandé tout simplement une planification plus longue de l'action. Prenant plus de temps pour préparer et étant plus attentifs à leur "PLACOTAGE", les membres se sentent beaucoup plus respectés, écoutés dans leurs idées. Saisissant mieux le sens et la portée de leurs actions, ils dévelppent un consensus plus approfondi, une implication plus grande de chacune des personnes du Comité H.L.M., une cohérence. Nous allons vers une lutte plus énergique dans l'amélioration de nos conditions de vie. Le "PLACOTAGE" renforce l'action.

"Faire partie d'un comité de requérants m'a donné le courage de continuer. Si je n'avais pas eu le comité, j'aurais craqué. Seule, les nerfs pognent le dessus. Ca m'a fait sortir de la maison. J'ai rencontré des gens qui avaient des problèmes et certains sont plus sérieux que les miens. Ensemble on peut se donner des conseils, s'encourager, s'entraider. Quand un requérant obtient un H.L.M., on est content. Avec le comité, à l'Office municipal d'habitation, ils savent qu'on n'est plus seul. A plusieurs, on peut commencer à se faire respecter. On nous écoute un peu plus du côté de la mairie. Oh, ce n'est pas la perfection, mais c'est un pas. On va essayer de rencontrer des députés. Il faut qu'ils sachent qu'on existe. On ne veut pas nuire à personne. Mais on voudrait qu'il y ait des lois qui pensent à ceux qui sont au bas de l'échelle."[4]

# Chapitre 2

# Une entrée dans un réseau de solidarité L'alphabétisation-conscientisation

Yvan Comeau

En août 1980, quand je suis arrivé à Ste-Julienne, village situé à une trentaine de kilomètres de Joliette, je venais de me trouver un emploi à la Coopérative de services multiples de Lanaudière comme animateur populaire. Bien que mon rôle principal consistât à préparer et à animer les ateliers d'alphabétisation-conscientisation en collaboration avec l'éducateur-trice, j'ai pu au cours de ces deux années m'intégrer au réseau de vie de la Coopérative, connaître des personnes attachantes, voir d'un peu plus près comment se déroule la vie quotidienne en milieu rural québécois avec peu de moyens et me cultiver des arts de faire et de dire de ces personnes. Parallèlement à ces activités, j'avais amorcé le projet d'une thèse qui m'a permis de jeter un regard critique sur cette expérience [1].

Nous verrons ici en quoi l'analphabétisme est lié aux rapports de domination dans la vie quotidienne, ce qu'est la Coopérative des services multiples de Lanaudière, comment se sont faits le recrutement, le programme, les ateliers, quels ont été les résultats et quelques remarques sur les conditions pour que l'expression de la conscience critique se manifeste. Quelques éléments critiques et des perspectives concluront mes propos.

## On est du monde quand même !

La région de Lanaudière est avant tout rurale: c'est sans doute ce trait pittoresque qui attire touristes et vacanciers-ères. Mais derrière cette image rustique, il y a le chômage chronique, l'éloignement des gens entre eux et son corollaire l'absence de transport public difficiles à imaginer pour les urbains, l'analphabétisme, le chalet "hivernisé" ou encore la vieille maison qu'on a pu acquérir, qui élèvent le coût annuel de chauffage et dont les conditions sanitaires (manque de toilette, d'eau chaude et aération inadéquate) semblent avoir une incidence sur l'état de santé [2].

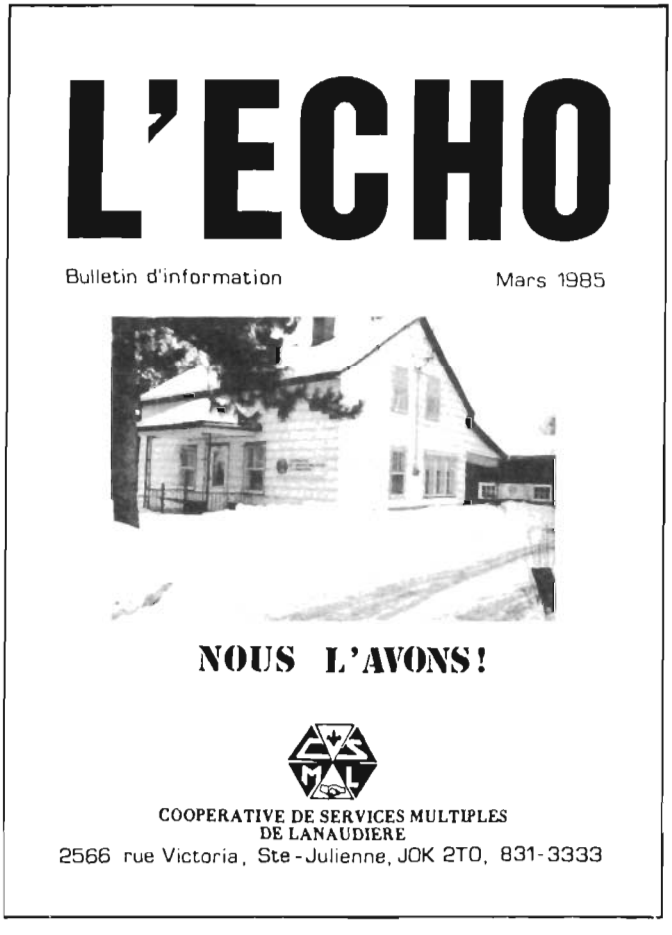
Pour survivre, on utilise les moyens qu'on a, individuellement. Un de ces moyens bien connu est la récupération d'à peu près tout; une morale du gaspillage n'est pas à faire aux personnes qui ont peu. Aussi, les femmes vont "faire des ménages", préparer et servir des banquets, prolonger la durée d'un vêtement; les hommes feront la coupe de bois de chauffage, auront quelques mois de travail à la Voirie pour ensuite revivre le cycle travail - assurance-chômage - aide sociale, décaperont des meubles pour des gens aisés de Rawdon ou répareront des bicyclettes pour quelques dollars. Les saisons offrent donc des possibilités fragiles de joindre les deux bouts; il en est ainsi du ramassage des "cocottes" à l'automne pour permettre le reboisement ailleurs...

L'analphabétisme ne peut être isolé de la réalité globale de ces personnes qui méconnaissent le code écrit: il accompagne des revenus plutôt modestes et une absence de pouvoir sur l'environnement social. Qui plus est, il est vécu comme une tare que les ruses les plus habiles cherchent à camoufler le plus longtemps possible: l'expression "J'ai pas mes lunettes..." est éloquente à cet effet. L'humiliation est appréhendée dans les différentes facettes de la vie, comme le montreront un peu plus loin dans le texte les verbalisations que j'ai recueillies.

Il s'agit aussi d'un stigmate que la culture dite "savante" accorde à des personnes pour qui l'oralité est le véhicule de l'information et de la connaissance; et pourtant, la culture "savante" devrait savoir que l'écriture ne peut pas fonctionner sans l'oralité.

Alphabétiser ne peut s'effectuer uniquement autour du simple code écrit. Ce dernier est partie intégrante des rapports sociaux qui sont généralement sous les enseignes de l'inégalité, de la domination et de l'hétéronomie [3]. L'alphabétisation doit aussi être conscientisation pour que les analphabètes développent leur conscience critique, agissent pour améliorer leurs conditions de vie, s'autonomisent collectivement et instaurent des rapports sociaux nouveaux basés sur la coopération et la solidarité.

## A notre Coopérative, pas besoin de "boss"


L'ECHO

Bulletin d'information Mars 1985

NOUS L'AVONS!

COOPERATIVE DE SERVICES MULTIPLES
DE LANAUDIERE
2566 rue Victoria, Ste-Julienne, J0K 2T0, 831-3333

Nul doute que le type d'institution qui répond du projet d'alphabétisation-conscientisation est un facteur important dans l'orientation de cette pratique. La Coopérative[4] s'est précisément donnée dans sa Déclaration d'Association (1977) l'objectif de "faire de l'éducation sociale, politique et économique au moyen de services communautaires identifiés par les membres et répondre aux besoins individuels et collectifs". La conscientisation correspond à la philosophie de la Coopérative.

Fondée officiellement en 1977, la Coopérative constitue une étape dans l'histoire de l'organisation populaire de la région nord-ouest de Lanaudière. A l'automne de 1974, un premier regroupement d'assistées sociales mono-parentales est réalisé à Ste-Julienne, suite à l'intervention de travailleuses sociales du CSS de Joliette et d'animateurs de Multi-Média de la région. Peu à peu, à partir de 1975, les personnes regroupées établissent un réseau de communication avec les municipalités environnantes, permettant la mise sur pied de nouvelles associations. En 1976, les diverses associations locales (tout près de vingt pour la région) mettent sur pied le Comité régional des assistés-es sociaux-ales de Lanaudière (CRASL). L'importance de cette organisation régionale pour moi vient de ce qu'elle peut être l'expression unifiée des principales revendications des assistés- es sociaux-ales membres de ces vingt associations, dont la Coopérative. Les actions locales, fruit de cette mise en commun[5] , concernent les membres de la Coopérative et éventuellement les participants-es aux ateliers , vivant majoritairement de l'aide sociale.[6]

La Coopérative forme donc une association véritablement populaire dans la mesure où le membership d'environ 200 membres est composé à 60 % d'assistés-es sociaux-ales, 30 % de retraités- es et 10 % de travailleurs-euses saisonniers-ères. Avant 1984, toutes les tâches étaient assumées bénévolement, sauf dans le cadre de projets précis (alphabétisation, coop d'habitation, recherches,...); maintenant, les membres comptent sur au moins un-e permanent-e. Cette présence a permis l'émergence de débats nouveaux sur les rapports entre les coopérants-es et les salariés-es.

Grâce au Prix Annuel Desjardins mérité en 1983 et à une campagne de financement, la Coopérative a pu acquérir une maison, dont le véritable coeur est le comptoir vestimentaire. Le lieu est très connu et fréquenté: à lui seul, le comptoir permet par ses ventes à prix modique d'assurer les dépenses minimales de fonctionnement de l'organisation.

Ainsi, la Coopérative offre divers services: comptoir vestimentaire, comptoir de meubles, éducation populaire, référence et information. Les groupes locaux qui existent présentement dans six villages sont surtout axés sur la lutte et les revendications. Un "réseau" existe et regroupe des personnes qui veulent établir des liens de coopération entre elles et rappeler aux technocrates qu'elles existent toujours !

La préoccupation pour l'alphabétisation est apparue bien avant 1979, année du début comme tel des activités. Sans trop le dire, certains-es membres n'étaient pas très à l'aise avec les écrits des réunions. Ce fut véritablement lorsque l'assemblée générale a élu un analphabète au poste de secrétaire que l'alphabétisation s'est imposée. Au premier conseil d'administration, lorsqu'il fut fait état de la difficulté pour l'analphabète d'occuper ce poste, les membres insistèrent pour que le secrétaire soit maintenu dans ses fonctions et qu'un service d'alphabétisation soit mis sur pied. Notre ami a utilisé un magnétophone à partir duquel sa famille pouvait reproduire par écrit les débats.

Un-e membre est élu-e annuellement responsable de l'éducation populaire et s'entoure de délégués-es des groupes locaux et des salariés-es pour débattre des nombreuses questions qui ne manquent pas de se poser pour l'alphabétisation-conscientisation et les autres activités d'éducation populaire. On essaie de faire en sorte que le programme ne se détache pas culturellement de la base sociale et politiquement de la Coopérative.

## J'y vas ou j'y vas pas aux ateliers ?

Au Québec, on ne parle pas de ses difficultés d'écrire ou lire à tout venant. C'est pourquoi le recrutement s'avère si difficile. Après avoir rencontré trente-cinq personnes, quinze se diront intéressées et dix participeront effectivement aux ateliers.

A la Coopérative, le recrutement devient le premier contact avec les futurs-es participants-es et permet la constitution du groupe. Cette étape cherche à atteindre trois objectifs : connaître les difficultés des personnes sur le code écrit, se sensibiliser à l'histoire sociale de chacun-e et prévoir les particularités du groupe. Ajoutons qu'on y puise aussi beaucoup d'éléments pour composer le programme des apprentissages, des thèmes et des attitudes en vue de faciliter l'intégration des personnes au groupe.

La stratégie de recrutement est relativement simple. Je multiplie les contacts par des communiqués dans les médias régionaux, des rencontres avec les associations de village, dont le groupe local "associé" à la Coopérative qui réfère toujours un bon nombre de participants-es potentiels-les, et des visites aux personnes en lien quotidien avec la population (curé, épicier, commis de la caisse populaire, du bureau de poste, etc.). Je constitue une banque de noms et je visite les personnes individuellement, après une première conversation téléphonique. Le contact se veut simple et cordial. Lors d'une nécessaire visite au domicile de la personne, un petit "test" permet d'amorcer une discussion sur le quotidien et les problèmes relatifs à la maîtrise du code écrit.

COOPERATIVE DE SERVICES
MULTIPLES DE LANAUDIERE

ALPHABETISATION

Nom: _____
Tél.: _____

LECTURE

Je lis déjà une phrase.

Je veux aller aux cours de lecture et d'écriture.

Je vais pouvoir rencontrer des personnes comme moi. Les animateurs sont là pour m'aider. Ca va m'aider à me souvenir de ce que j'ai oublié. En même temps, l'alphabétisation va me faire une sortie. C'est pas cher: c'est gratuit.

Sons difficiles:

Débit:

Ponctuation:

Intonation:

Compréhension:

(plier avant de dicter)

ECRITURE

_____

_____

_____

_____

CALCUL

| | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2 | 12 | 9 | 29 | 37 | 6 | 12 | 24 | 100 | 5 | 12 |
| + 5 | + 4 | + 6 | + 7 | +63 | -4 | -7 | -16 | -34 | x3 | x4 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 8 | 22 | 8 ÷ 4 = | 36 ÷ 4 = | 144 \| 12 | 625 \| 25 |
| x7 | x14 | | | | |

Face à leur *abandon scolaire*[7], les participants-es verbalisent de nombreuses raisons. Ainsi, des changements importants, souvent relatifs à des aberrations administratives ou des négligences, ont perturbé l'apprentissage scolaire qui débutait.

> A l'école, j'avais commencé les verbes en anglais. J'les ai pas appris les verbes.
>
> On était rendu à 2 ou 3, mettons 4e année, pis quand y changeait d'maîtresse, y fallait r'commencer en première année.
>
> Là, quand chuis partie de St-Paul pour aller à Cabtree,... J'étais en 6e à St-Paul... parce que j'étais trop p'tite pour les grandes, y m'ont garroché dans première année à Cabtree.

Pour d'autres, l'école n'avait tout simplement pas d'attrait. Sans doute l'intérêt est soutenu si on pense pouvoir se rendre jusqu'au bout un jour et si on partage le code culturel qui y est transmis.

> La maîtresse m'a dit si t'as l'goût de r'tourner école après deux ans de couture. Ah! ben, j'ai dit: "J'ai fini mes cours, je r'tourne pas école."
>
> Plus jeune, non, l'école, j'aimais pas ça. J'ai commencé à travailler.
>
> C'était les soeurs. J'n'ai fait plier une, une fois, pis ça l'a fini là. Quand t'es une dernière d'la classe là, essaye pas qu'un professeur t'aide. Mais ses p'tits chouchous elle les aidait: c'est la fille du maire, la fille du boucher, la fille du ci, la fille de monsieur l'curé.

Les apprenants-es s'attribuent généralement la faute en matière d'échec de l'expérience scolaire. Mais ils-elles peuvent dire avec un certain ressentiment en quoi l'école est un lieu de la reproduction sociale.

> Ben, c'est not'faute certain, c'est nous autres qui a voulu lâcher.

> Ben non c'est pas d'ma faute. C'est un peu d'ma faute aussi parce que j'avais une maudite tête de cochon, en bon canadien-français. Si les soeurs avaient eu la patience! On était pauvre, pis ceux qui avaient plus d'argent étaient plus appréciés, pis en tout cas y étaient mieux habillés que nous autres... Mais si y étaient ben habillés, c'était nous autres les plus nets dans l'coin en tout cas.

Les *motivations à participer* aux ateliers sont multiples. Plusieurs personnes verbalisent leur motivation par un besoin fonctionnel.

> Quand y nous envoie des formules, comme l'aide sociale nous envoie des formules-là. Savoir c'que signifie la phrase, pour savoir quoi marquer à côté, ou ben ça fonctionne pas ces choses-là.

> Si j'veux trouver une job... Là j'travaille à shop-là, mais j'aimerais ça travailler dans un restaurant pour gagner plus cher. Si j'veux avoir des enfants, pis j'sais pas lire, ni compter, si y faut tu y donnes des pilules, t'es mal pris.

> Veux lire quèkchose, peux pas lire... Pis les lettres!

D'autres ont ce désir d'améliorer leur écrit pour se sentir moins gênés-es et humiliés-es d'écrire.

> Ben, c'est parce que j'trouve que quand j'écris une lettre au professeur, au directeur, ou que j'ai affaire à écrire à quelqu'un, j'trouve que quand y lisent ma lettre, y risent de moé parce que je... Y m'renvoye ma lettre pis y m'corrige les fautes que j'ai faites dans ma lettre.

> C'est gênant, ouan...

> Ben, c'est par rapport quand tu t'fais dire qu't'as ben des fautes.

Chez quelques-uns-es, on note ce souhait d'écrire avec plus de facilité, d'être plus à l'aise avec le code écrit.

> T'arrives, t'écris, voyons, tu y penses, tu jongles, tu sais pas comment l'placer, c'est mêlant.
>
> Pour compter, ou ben même pour écrire des fois, j'ai ben d'la misère.
>
> Des fois, quand j'lis, j'laisse passer ces mots-là, pis c'est des mots ben importants... J'veux comprendre les mots.

Enfin, on veut briser le lien de dépendance face aux proches.

> Pas besoin d'aller chez l'voisin pour dire:
> "Apporte-moé c'formule-là." Malgré que, j'les fais moi-même, mais... J'veux pas être obligée d'aller chercher quelqu'un pour faire mes affaires, mais aujourd'hui y a tellement de nouvelles choses qui sortent, qu'on a d'la misère à comprendre.

## Etre ensemble 30 semaines... et plus !

On essaie à la Coopérative d'avoir une démarche d'une trentaine de semaines avec chaque groupe, divisée en deux périodes: une première de septembre à décembre, et une deuxième de janvier à avril. Chaque période est une occasion d'autocritique et d'évaluation de la progression des participants-es. Généralement, un-e participant-e bénéficie d'une démarche; parfois, selon le niveau d'analphabétisme, un-e participant-e est invité-e à poursuivre dans une deuxième démarche.

## *Lire, écrire, compter, réfléchir et agir*

L'objectif général est d'apprendre à lire, écrire, compter, réfléchir et agir. Cet objectif peut être atteint par des objectifs intermédiaires dont il convient de discuter.

Un premier objectif intermédiaire, *se solidariser comme groupe*, importe dans la mesure où il faut créer une relation confiante et émotive entre les personnes composant le groupe, les personnes-ressources incluses. Parmi les activités nécessaires à l'atteinte de cet objectif, je pense à :
- une présentation dynamique dès le départ: chacun-e présente l'autre après un court interview, à partir des questions :
"Depuis quand je demeure à ...?", "Qu'est-ce que je fais surtout dans une journée?" et "Qu'est-ce qui m'intéresse le plus?". Les personnes-ressources y participent aussi;
- attitudes d'ouverture, d'acceptation inconditionnelle et d'intérêt à connaître la réalité des participants-es, tout au long des ateliers, particulièrement au début;
-en traitant en tout premier lieu les thèmes de façon à favoriser l'expression spontanée, sans trop se préoccuper au départ du développement de la conscience critique[8] , afin d'intensifier la relation de confiance.

Un deuxième, *négocier un contrat collectif,* assure d'une entente mutuelle avec le groupe sur une proposition générale de travail qui est de "travailler ensemble pour mieux lire, écrire, compter, réfléchir sur soi et sur la société, et agir pour améliorer nos conditions de vie". Certes, les participants-es ont peu de commentaires à formuler au début, sauf pour spécifier certains apprentissages particuliers qu'ils-elles aimeraient réaliser (faire des chèques, connaître le système métrique,...) et que je prends soin de noter. C'est davantage en cours de route que j'aurai l'occasion de revenir sur le contrat, pour en démontrer les implications concrètes.

En troisième lieu, *réfléchir sur sa condition de s'éduquant* veut renforcer l'autonomisation du processus d'apprentissage. Les moyens pour ce faire sont:

- une discussion sur ses motivations à participer aux ateliers;

- une réflexion sur l'importance des apprentissages que chacun-e a effectué hors de "l'école";
- inciter les personnes à avoir des lectures quotidiennes;
- un contact familier avec le dictionnaire;
- la remise, à la fin des ateliers, d'une grammaire qui reprend l'essentiel des apprentissages et des réflexions sur quelques thèmes.

Quatrièmement, l'importance de *réfléchir à des thèmes relatifs aux besoins collectifs* réside dans le fait que la situation d'analphabétisme s'inscrit dans les rapports sociaux, comme je le disais précédemment. Je ne m'identifie pas à une "alphabétisation-domestication" dont l'infantilisation des adultes, le décrochage culturel et une soit-disante neutralité politique sont les caractéristiques principales; elles ont été concrétisées au Québec dans des brochures tirées à grands frais [9].

Il existe à mon avis un faux problème, à savoir si ce doit être les participants-es ou moi-même qui dois choisir les thèmes. En fait, il faut davantage s'assurer que les thèmes et la connaissance qu'ont les personnes de ceux-ci soient de discours quotidiens. Il n'est pas dit que les participants-es, dans le cadre d'un atelier, à plus forte raison au début d'une démarche, auront la même spontanéité que dans leur milieu de tous les jours.

Le choix des thèmes s'est opéré à partir de multiples sources. La première rencontre lors du recrutement, l'échange avec les participants-es, les actions menées par le groupe local de lutte et de revendication et l'actualité régionale et nationale permettent de choisir des thèmes qui sont précisés tout au long du déroulement du programme. Il n'y a donc pas de thèmes fixés a priori de façon immuable et universelle.

Un cinquième objectif intermédiaire, *connaître les associations, le groupe local en particulier et la Coopérative,* est de nature à permettre aux participants-es de sortir de leur isolement et d'entrer dans un réseau de solidarité. A ce moment, nous prenons le temps, lors d'un atelier, de situer le groupe local parmi les associations de la municipalité et de réfléchir ensemble sur les objectifs de ces associations et des personnes qui les composent. Surtout, c'est une occasion pour les membres du

groupe local et de la Coopérative d'apporter leur témoignage. Comme je le montrerai à l'analyse des résultats, ces membres ont un rôle important dans le fait que les apprenants-es, auparavant isolés-es, se joindront au groupe local et à la Coopérative.

Sixièmement, est-il besoin de rappeler qu'il faut *évaluer collectivement chacun des ateliers, les apprentissages et l'ensemble de la démarche?* Evaluer, c'est réfléchir sur sa pratique et créer une occasion pour les participants-es de s'impliquer activement dans le contrôle du procès éducatif, entre autres en les amenant peu à peu à animer les évaluations des ateliers.

## *Qu'est-ce que ça va donner ?*

Il est souhaité qu'au terme de ce processus, les personnes :

- puissent rédiger seules un court texte, compréhensible, avec un minimum de respect des règles de l'orthographe, de la syntaxe et de la ponctuation;
- puissent effectuer les quatre opérations mathématiques de base;
- deviennent membres du groupe local et de la Coopérative;
- entreprennent une action collective.

APPRENTISSAGES DE JANVIER A AVRIL 1982

Rawdon et St-Alphonse

| Date Rawdon | Date St-Alphonse | Calcul | Syllabe | Thème | Grammaire |
|---|---|---|---|---|---|
| 18/1 | 14/1 | | p, bl, c, t avec a,e,i,o, u, é | la publicité | il y a |
| 20/1 | 19/1 | | gr, pr, gl, pl avec a, e, i, o, u | les gros prix | la fin des mots à l'aide du féminin |
| 25/1 | 21/1 | soustraction | c et ç | la coopération | c'est, ces et ça, sa |
| 27/1 | 26/1 | soustraction | ch et voyelles | le chômage | ce, se et à, a |
| 3/2 | 2/2 | multiplicat. | on, ion et tion | la pollution | ont, on et sont,son |
| 8/2 | 4/2 | multiplicat. | h; s qui devient z; syllabes inversées | votre horoscope | l' |
| 10/2 | 9/2 | multiplicat. | eu; oeu; ou | à l'heure du souper | revision |
| 15/2 | 11/2 | multiplicat. | ai; et | cette pilule me donne mal à la tête (le groupe local) | revision |
| 17/2 | 16/2 | multiplicat. | y (ii et i); -ll-(fille) | Qui a les moyens de payer la crise? | -ent (ils aiment ou lentement) |
| 22/2 | 18/2 | division | y (ii et i) | (sur la crise) | -ent |
| 24/2 | 23/2 | division | g; ge; gu | Danger: le travail peut être dommageable | er; é |
| 1/3 | 25/2 | division | | (les accidents de travail) | er; é |
| 3/3 | 2/3 | division | qu- | quand quelqu'un nous dit qu'il fait de la politique parce qu'il aime le peuple! | . et ? |
| 8/3 | 9/3 | division | gn- | gagner ensemble | |
| 10/3 | 11/3 | division | oi; oin | Dans tous les cantons... | |
| 15/3 | | | in; im; ain; ein | les vacances | ' (apostrophe) |
| | 16/3 | division | in; im; ain; ein | Petites boîtes | ' (apostrophe) |
| 17/3 | | division | ail; eil | Petites boîtes | verbes "er" et "ir" au présent |
| 22/3 | | division | euil; ouil | la crise économique | |
| | 23/3 | division | ail; eil | lettre au pharmacien | |
| 24/3 | 25/3 | division | ui; ph | Quel est notre avenir? | verbes "er" et "ir" au présent (St-Alphonse) |
| 29/3 | 30/3 | division et métrique | ien; ieu; iel | Le métrique ou la porte | |
| 31/3 | 1/4 | revision | revision | (grammaire) | revision |
| 5/4 | 6/4 | revision | revision | (grammaire) | revision |
| 7/4 | 8/4 | EXAMEN | | | |

## *Plus concrètement, le programme*

Ayant à l'esprit les difficultés reliées au code écrit que j'ai relevées lors du recrutement, les thèmes qui me semblent importants et pertinents, et le souci d'étaler dans le temps les activités qui concrétisent les différents objectifs, j'élabore un programme incluant dates, thèmes à discuter et apprentissages à réaliser.

Le programme et le processus se veulent souples et adaptables. Certains thèmes pourront s'ajouter ou être retranchés; ainsi en est-il des apprentissages. De nouvelles personnes pourront se joindre au groupe en cours de route. Il conviendrait alors de parler de programme "brouillon".

A l'époque, un problème d'hétérogénéité du groupe se présentait. Quelques personnes étaient analphabètes complets, d'autres semi-fonctionnels-les et plusieurs fonctionnels-les[10] . Il peut devenir difficile de concilier tous ces niveaux lors d'un atelier. Pratiquement, nous avions une démarche pour les moins avancées et une autre pour les plus avancées. Depuis peu, les animatrices de la Coopérative ont eu la bonne idée d'une activité commune de discussion pour toutes et tous et d'exercices particuliers pour chaque niveau.

## Un atelier d'alpha

Chaque groupe suit deux ateliers par semaine de trois heures chacun, avec un décalage d'un ou deux jours entre chaque atelier. Les lieux et l'horaire sont décidés par le groupe et sont fixes, à moins que le groupe ne préfère effectuer des changements.

En route vers le lieu de l'atelier, j'arrête prendre des apprenants-es chez eux-elles. Dans une même journée, il m'arrive de me déplacer d'une municipalité à l'autre et l'utilisation d'un tableau de feuilles pliant et transportable s'avère très pratique. Les locaux sont plus ou moins adéquats (locaux de l'hôtel de ville ou de l'église): pour une période, les ateliers ont même dû se dérouler dans la cuisine d'une participante.

A l'arrivée dans le local, avant de débuter l'atelier, on échange de façon informelle avec les apprenants-es sur des sujets qui deviennent des lieux communs: visite d'un-e apprenant-e chez le médecin, actualités, absence d'une personne dont on connaît généralement la raison, échange de quelques blagues (l'humour me semble très important dans la vie d'un groupe), etc.

Les participants-es ont comme matériel des feuilles mobiles que nous fournissons. Une réserve de crayons est parfois utile.

## *Pour débuter, l'ordre du jour*

L'ordre du jour signifie le début formel de l'atelier. Il permet de "situer le groupe par rapport au contenu de l'atelier" et vise à introduire les personnes au fonctionnement d'un "groupe de tâches".

Tout le monde est invité à écrire la date et l'ordre du jour sur sa feuille. Au début, il est écrit au tableau par une personne-ressource. Peu à peu, ce sont les participants-es qui l'écrivent à tour de rôle, à partir d'une grille de préparation [11], avec laquelle ils-elles se familiarisent rapidement. L'ordre du jour du 20 mars 1982 reflète bien ce qu'on trouve généralement dans sa présentation.

1. Adoption 15 min.
2. Retour sur le travail 30 min.
3. Etude du son "eu" et "ou" 30 min.
4. (Mise en situation)[12] 15 min.
5. Pause 15 min.
6. Exercice 45 min.
7. Travail à la maison 15 min.
8. Evaluation 15 min.

## *On s'entend à propos de l'atelier*

L'adoption de l'ordre du jour est le moment de l'entente collective sur l'atelier. Ce peut être l'occasion de demander à une personne moins avancée de faire la lecture de l'ordre du jour.

Je détaille chaque point. Généralement, les participants- es remettent peu en question la préparation de l'atelier. Ce sera en fait au moment de l'"évaluation" que des commentaires seront formulés.

## *Un devoir pas fait: c'est pas grave!*

Je reviens à cette étape-ci sur le travail effectué à la maison. Ce dernier peut avoir été une composition ou un exercice. La plupart du temps, un exercice sur cinq ou six problèmes mathématiques avait été présenté. Il est toujours suggéré, mais non "obligatoire".

J'essaie le plus possible que ce soit les personnes qui se rendent au tableau pour effectuer les opérations, et qu'elles se corrigent entre elles: ils-elles le font d'ailleurs spontanément. Mon rôle est alors plutôt effacé et l'atmosphère s'anime.

Quant au calcul, il est approché de façon progressive et somme toute traditionnelle. C'est un élément d'apprentissage important, on comprend facilement pourquoi. J'insiste, dans le cas des multiplications par exemple, non pas pour qu'on les retienne "par coeur", mais pour qu'on apprenne à se servir d'une table. Aussi, compter "sur les doigts" n'est pas seulement permis, mais encouragé. L'important est de savoir se servir de ses outils.

Dans les autres cas (composition individuelle ou exercice), la correction sera toujours collective. On lira chacun-e les phrases qu'on a composées ou celles de l'exercice à tour de rôle; nous ne reprenons pas en groupe toutes les phrases, mais plutôt

quelques mots dont on a déjà fait l'étude syllabique. La mise en commun des compositions est aussi une excellente occasion de se détendre et de connaître des opinions et idées qui diffèrent.

Enfin, les compositions sont toujours "ramassées" pour un traitement plus individuel dans la "correction" (qui n'est pas une comptabilisation des "fautes") et pour servir de textes de travail à l'ensemble du groupe à l'occasion. Je note les difficultés principales selon le niveau de chacun. Je ne massacre pas la composition d'un-e participant-e moins avancée : je vais m'arrêter à des mots ou des syllabes déjà étudiés en groupe. Il y donc un quota (environ cinq) des difficultés notées pour chacun-e.

## *Pour lire et écrire, d'abord reconnaître les sons*

Les personnes les moins avancées trouvent dans l'étude des sons le plus grand bénéfice. Je prends un ou deux sons à la fois, du plus simple au plus complexe dans le programme, idéalement relié(s) au libellé du thème: par exemple, le son [k] correspondant à la lettre "c" du thème "la coopération" (voir pages 62 et 63).

A chaque son correspond une liste de mots reliés, dans la mesure du possible, au thème et à l'univers vocabulaire des personnes. Ils sont lus le plus souvent par les participants-es les moins avancés-es. Le même son est donc répété dans des mots différents. Après cette lecture, il est bon d'en écrire quelques-uns pour intégrer lecture et écriture.

# La coopération ...

Ce n'est pas un patron qui mène...

Ce n'est pas pour faire des profits...

C'est sortir de son isolement...

C'est s'informer ensemble...

C'est trouver des solutions ensemble.

**COOPERATIVE DE SERVICES MULTIPLES DE LANAUDIÈRE**
1462, rue Ste-Julienne, Ste-Julienne, Qué. J0K 2T0
(514) 831-3333

**'S'**

| -ce- | -cé- | -ci- | -cè- | -ça- | -çon- | -çu- |
|---|---|---|---|---|---|---|
| celle | céréale | participer | cèdre | rinçage | garçon | reçu |
| face | pincée | cinéma | | ça coûte | glaçon | déçu |
| place | célèri | ici | | il plaça | leçon | |
| Ce n'est pas | | | | | | |

**'K'**

| -ca- | -co- | -cré- | -cu- | -cou- | -con- |
|---|---|---|---|---|---|
| cadeau | coopérative | crédit | calcul | couleur | condition |
| cadenas | encore | créance | cure-dents | cou | flacon |
| placard | corps | | | coup | conquête |

| -a- | -é- | -i- | -o- | -u- |
|---|---|---|---|---|
| acheter | élire | inondation | opérer | usine |
| agréable | étirer | image | obéir | utile |
| réalité | goéland | imagination | coopérative | uni |

C'est une coopérative de services multiples pour la région Lanaudière. Ça comprend: un comptoir vestimentaire, la production artisanale, un bureau de référence et d'information, l'éducation (par des sessions de formation, conférence avec personnes ressources), une bibliothèque populaire, des activités socio-culturelles, de l'animation-consolidation, un comptoir de meubles, des coopératives d'habitation et tout service pouvant améliorer ou changer nos conditions de vie dans Lanaudière.

La Coopérative est aussi un lieu de rencontre pour nos loisirs, pour nos activités et pour nos travaux en sous-comité.

## *Un thème qui donne à réfléchir*

Une mise en situation à propos d'un thème est le moment privilégié de réflexion. Elle peut consister en une lecture, comme le bulletin *L'Echo* de la Coopérative, de coupures de presse, de compositions de participants-es ou plus rarement de textes que je me charge d'adapter. Pour la lecture, le texte doit être clair, accessible et pas trop long. La typographie doit être dégagée et variée.

Mais, idéalement, *la mise en situation est une illustration, une image*[13] . Une discussion de dix à douze minutes s'engage sur l'image, à partir de quelques questions préparées à l'avance et écrites au bas du dessin. Lorsque les idées sont émises, *l'illustration et les questions devant en elles-mêmes être suffisamment éloquentes pour permettre l'expression critique,* j'invite les participants-es à répondre aux questions par écrit. Puis, nous mettons en commun les compositions, chaque participant-e faisant la lecture de son texte à voix haute. Enfin, je recueille les écrits que je corrige selon les modalités que j'ai précisées.

Pour favoriser l'expression critique, je compte sur deux facteurs. Le premier est la présence de certains-es participants-es qui émettent des prises de position critiques; souvent ils-elles sont déjà membres de la Coopérative. Le deuxième est la qualité de l'illustration et des questions écrites plutôt qu'un questionnement improvisé ou un dialogue spontané où je verrais au fur et à mesure où je m'en vais. Je veux aussi éviter d'adopter le rôle d'inquisiteur-trice qui a la "ligne juste". Si les mises en situation ne sont pas suffisamment éloquentes, il me faut repenser mon matériel.

## *On discute aussi à la pause*

Sans être un lieu d'intervention comme l'échange sur le thème, la pause est souvent le moment pour les personnes du groupe de discuter de préoccupations quotidiennes. Cela a été souvent pour moi le moment de découverte de nouveaux

thèmes. Par ailleurs, il importe que les participants-es s'assurent d'avoir café, thé, biscuits,... Ils-elles en sont responsables.

## *L'exercice pratique pour apprendre l'écrit*

Les exercices concernent des difficultés précises que nous rencontrons dans les écrits des participants-es. Des exemples d'exercices sont fournis plus loin dans la discussion du matériel. Les phrases sont reliées au thème et proviennent le plus possible des compositions. Ce point peut être celui d'une dictée, qui devient un moyen de vérifier les acquis.

D'autres activités peuvent parfois remplacer l'exercice, comme les révisions, l'utilisation du dictionnaire, faire des chèques (activité précédée d'une réflexion sur les seuils de pauvreté) ou l'étude du système métrique (accompagnée de sa critique).

## *Pour ne pas s'oublier entre les ateliers*

Comme je l'ai mentionné, le travail à la maison concerne généralement le calcul. Il sera l'objet d'un retour au prochain atelier.

## *"J'ai trouvé ça pas pire, mais..."*

Dix à quinze minutes avant la fin de l'atelier, l'évaluation débute. Peu à peu, elle est animée par les apprenants-es, à tour de rôle. Au fur et à mesure que les ateliers progressent, les commentaires deviennent de plus en plus nombreux et critiques. Ils sont non seulement pris en considération, mais exécutoires.

## Le bon matériel et le moins bon

Concernant la capacité du matériel à favoriser l'expression de la conscience critique, les mises en situation sont d'inégales valeurs. C'est précisément dans le but d'en connaître les caractéristiques que je me suis livré à une analyse qu'on retrouve à la page qui suit :

**"EXTRAIT DU SCHÉMA DE REPÉRAGE DES NIVEAUX DE CONSCIENCE**

**Conscience soumise**

- fatalisme, résignation, sentiment de culpabilité et sauvegarde de la tradition;
- soumission au jeu de forces perçues comme irrationnelles ou magiques;
- population-objet immergée dans la "culture du silence" et subissant les déterminismes;
- non perception du rapport dialectique entre la nature et l'humain, la culture et l'humain, l'histoire et l'humain.

**Conscience pré-critique**

- insatisfaction du statu quo et émergence comme "sujet";
- ressentiment confus et global contre les privilégiés;
- passage d'une solidarité de "clan" à une solidarité plus large;
- remise de ses intérêts à de nouveaux notables, à de nouvelles autorités.

**Conscience critique intégratrice**

- passage du "perçu" à l'analyse;
- volonté de se poser en partenaire des pouvoirs dominants mais acceptation de structures hiérarchiques autoritaires;
- volonté de déterminer son propre devenir;
- volonté de compter sur ses propres forces et ses potentialités;
- passage à une solidarité socio-professionnelle d'intérêts.

**Conscience critique libératrice**

- clarification de sa propre position socio-politique;
- recherche de nouvelles relations interpersonnelles et de nouveaux rapports sociaux;
- dialectique action/réflexion/action permanente dans une perspective de créativité."[14]

A partir de compositions écrites et de discussions, j'ai fait une analyse de contenu qui m'a permis de traduire les écrits et les verbalisations de chaque participant-e en une "idée". J'ai mis en relation ces "idées" avec le schéma de repérage des niveaux de conscience, tel que formulé par Colette Humbert[14] afin, je le rappelle, de classer le matériel dans sa capacité de permettre l'expression de tel ou tel niveau de conscience.

Cette analyse permet de constater qu'il existe trois types de matériel: celui qui ne permet qu'une expression soumise, celui qui favorise une expression pré-critique et celui qui libère une expression critique intégratrice [15] .

## *Le matériel qui ne permet qu'une expression soumise*

Il s'agit bien sûr du matériel dont je suis le moins fier! De façon générale :

- ces activités ont peu ou pas d'illustration, ni de mise en situation permettant aux participants-es de faire clairement des liens entre des faits;

- l'utilisation de statistiques n'est pas de nature à susciter la réflexion chez les personnes des ateliers;

- les mises en situation et les questionnements ne mettent pas en évidence des faits contradictoires. Je souligne ici que c'est à partir des contradictions sociales vécues que la conscientisation est possible, car ce sont précisément elles qui posent un défi et exigent une réponse. Une réflexion peut alors s'amorcer et le dépassement de la contradiction nécessite une action;

- l'absence d'une discussion collective sur le thème ou encore une discussion sans un questionnement adéquat caractérisent aussi ce matériel. Un questionnement adéquat est celui qui s'intéresse aux deux pôles d'une contradiction.

## LES VACANCES

C'est quoi mes vacances ?
Est-ce que j'aimerais avoir d'autres sortes de vacances ?
Pourquoi je ne peux pas les avoir ?

A partir de l'exemple "Les vacances", voyons plus concrètement ce qu'il en est. L'image ne souligne pas avec suffisamment d'éclat les deux situations différentes: celle du "boss" et celle de ce qui semble être des travailleurs-euses de la production. Aussi, ce qui n'aide en rien, les questions :

"C'est quoi mes vacances?", "Est-ce que j'aimerais avoir d'autres sortes de vacances?" et "Pourquoi je ne peux pas les avoir?" ne sont pas de nature à reprendre le problème que des classes différentes ont des vacances différentes, donc d'insister sur les éléments de la contradiction. Les "idées" expriment par conséquent une certaine

résignation face aux déterminismes comme le montrent ces quelques exemples.

> Les vacances c'est faire autre chose que l'on fait continuellement. J'aimerais aller voir les animaux et la forêt en Afrique, mais je n'ai pas d'argent.
>
> Cet été, je vais aller chez ma soeur dans le nord-ouest à la pêche, me faire griller et me reposer. J'aimerais avoir d'autres sortes de vacances, mais je n'ai pas d'argent.
>
> Pour avoir des vacances, il faut travailler. Je n'aurai pas de vacances cette année parce que je n'ai pas d'argent.

## *Le matériel qui favorise une expression pré-critique*

Généralement, ces activités possèdent les caractéristiques suivantes :

- l'illustration ou le texte réfère à une situation vécue ou en rapport à une situation vécue par les participants-es. Comme les conditions de vie sont assez difficiles pour eux et elles, l'insatisfaction peut se manifester;

- les mises en situation n'offrent cependant pas la possibilité de faire des liens clairs entre des faits contradictoires. Les questions font davantage appel à la description;

- parfois, il n'y a pas d'illustration ou les questions n'ont pas été préparées à l'avance.

# LES GROS PRIX

1. Qui sont ces personnes?
2. Quelle entente ont-ils faite (au numéro 5)?
3. Pourquoi ont-ils mis un prix de $ 2.59?
4. Pensez-vous que les prix sont toujours justes?

L'exemple à propos des "gros prix" illustre bien mon propos. Le ressentiment contre le prix des biens, souvent les plus essentiels comme la nourriture, se manifeste, surtout lorsque le revenu est peu élevé. Le fait de signaler l'existence de cartels qui s'entendent pour hausser les prix a de quoi favoriser le mécontentement. Toutefois, le questionnement suscite davantage une opinion sur l'équité que sur le mécanisme de fixation des prix. A cet effet, les "idées" exprimées traduisent une insatisfaction et un ressentiment.

> Les vendeurs ont augmenté les prix pour vendre à leur prix. Les prix ne sont presque jamais justes.
>
> Les vendeurs ont fait un ajustement des prix. Les prix ne sont pas toujours justes.
>
> Les vendeurs de marchandises ont discuté de leur prix. Les prix ne sont pas toujours justes.

## *Le matériel qui libère une expression critique intégratrice*

Voici enfin le matériel tant attendu! Ces activités se caractérisent par :

- le fait qu'il y a toujours une discussion [16] ;

- un support à la discussion qui réside en une illustration et des questions préparées à l'avance;

- un questionnement qui permet de faire facilement des liens logiques entre certains faits et de "voir" le processus qui engendre ou entretient la contradiction. Ce qui distingue la conscience critique de la conscience pré-critique est bien cette capacité de la première à faire une analyse de la situation insatisfaisante en identifiant les

acteurs-trices concernés-es, leurs intérêts respectifs et le processus mis en branle pour défendre ces intérêts.

- Pourquoi des personnes perdent leur maison ?
- Quelle catégorie de personnes perdent leur maison ?
- Qui est responsable de la situation ?
- Quoi faire pour régler le problème ?

L'exemple de la "banque" est révélateur. La contradiction banque/consommateur est bien soulignée et le processus qui l'entretient: pendant que les taux d'intérêt sont élevés, les banques font des profits et plusieurs perdent leur maison. Je dois mentionner en passant qu'en milieu rural, les ménages sont majoritairement de petits propriétaires. Les questions permettent de préciser qui est concerné et suggère de

poser un geste. Les participants-es passent du perçu à l'analyse, comme le montrent les "idées" suivantes.

> Les taux d'intérêt élevés, responsabilité des gouvernements et des banques, font perdre aux gens à faible revenu leur maison. Pour régler le problème, il faut faire des pressions sur les gouvernements.
>
> Les personnes à faible revenu perdent leur maison à cause des hypothèques trop élevées, responsabilité des gouvernements. Il faut se regrouper et faire des pressions.
>
> Les personnes à faible revenu perdent leur maison à cause des taux élevés d'intérêt, responsabilité du gouvernement. Il faut faire des pressions en groupe sur nos députés et chefs de gouvernement.

Je pense qu'il s'agit là d'indications très précieuses pour fabriquer délibérément un matériel capable de permettre l'expression de la conscience critique et qui demeurent valables pour des pratiques de conscientisation autres que l'alphabétisation. Cette connaissance nouvelle du matériel me responsabilise dans le fait d'imaginer des mises en situation adéquates.

## *"J'écris mieux, donc j'ai moins peur..."*

J'ai noté une amélioration générale quant à l'utilisation du code écrit. Il vaut peut-être mieux, pour savoir de quoi il en retourne, redonner la parole aux participants-es :

- mon amie de femme m'a dit que je m'étais améliorée: j'étais contente;

- je suis moins paresseuse pour lire et écrire;

- j'ai fait un chèque pour la première fois, pis y a été bon;

- j'avais jamais compris ça, ça me rentrait pas dans tête;

- ça va mieux pour écrire ma commande;

- le cours m'aide à comprendre d'autres cours;

- je comprends mieux ce que je lis;

- j'aime mieux ça les compositions;

- avant j'le savais pas, j'pouvais pas le montrer à ma fille;

- j 'ai eu des améliorations sur mes cartes de Pâques.

Ajoutons que les participants-es les moins avancés-es me disaient tout au long des ateliers: "C'est difficile". La réalité d'un groupe hétérogène était bien là. Le climat du groupe est un facteur important du maintien de la motivation de ces personnes.

Au sujet de l'évolution générale du niveau de conscience, elle est difficile à cerner. Un indice se trouve peut-être dans les commentaires des participants-es lors des évaluations d'étapes; je livre quelques compositions sans correction des textes.

> Comme je me trouve heureuse d'avoir appris et aussi nous avons appris beaucoup de choses nouvelles qui a été pour nous enrichisent.
>
> Maintenant: jai l air moins idiote quant Le monde me pose des question à certain sujet parce que avec vous autre je n'ai appris pas mal sur les loi etc...
>
> C'est de se rencontrer deux soirts par semaine et partager ensembles nos idées et de pouvoir s'aider.

> La rencontre du groupe tout en apprenent, on discutais de différant sujets. entre nous et les professeurs.
>
> J'ai aimé travailler en équipe. Les professeurs qui savaient rire au bon moment pour nous détendre.
>
> ...et faire notre évaluation chacun notre tour ça nous aide beaucoup à exprime devant les autres sa nous degel

Ces propos m'incitent à faire un lien avec les actions individuelles et collectives qui ont été entreprises. A propos des actions individuelles, j'ai recueilli les présences aux rencontres des groupes locaux. J'ai noté qu'environ le tiers des participants-es des ateliers d'alphabétisation qui n'allaient pas à ces rencontres les fréquentaient après quelques mois de façon assidue. De plus, j'ai comparé deux groupes pour voir l'effet des membres du groupe local qui participaient aux ateliers sur la participation nouvelle des apprenants-es. Le groupe incluant des membres les plus critiques et les plus enthousiastes a permis une adhésion plus nombreuse de participants-es au groupe local. Les actions individuelles connues concernent donc le fait de participer au groupe local, pour "se tenir au courant", bénéficier des avantages et services de la Coopérative et "avoir une sortie", comme le disent les personnes elles-mêmes. Quelques années après cette expérience, des ex-participants-es avaient des responsabilités dans le groupe local.

Les actions collectives ont été réalisées en fonction des actions menées par les groupes locaux. A Rawdon, suite à une suggestion d'une participante aux ateliers et au groupe local, nous avons collectivement rédigé une lettre au député Blouin pour avoir une copie en anglais du livre blanc sur l'utilisation des autobus scolaires par des adultes, dans le but de rejoindre les anglophones du milieu. A St-Alphonse, toujours suite à une proposition d'une participante aux ateliers et au groupe local, les personnes ont rédigé une lettre invitant le pharmacien à donner davantage d'information sur les effets secondaires des médicaments prescrits.

Ainsi, à la lumière de mon expérience, le cheminement de la conscience a consisté à briser l'isolement, prendre un peu plus la parole et adhérer à un groupe. Les ateliers d'alphabétisation n'ont pas été un moteur de changement, mais ont été liés à la combativité locale et sous-régionale. En ce sens, l'alphabétisation-conscientisation s'est avérée une entrée dans un réseau de solidarité.

## La prochaine fois... !

Le choix des thèmes ne s'est pas toujours caractérisé par sa grande pertinence. Ce qu'il faudrait, c'est "l'investigation de la pensée du peuple"[17] pour découvrir les thèmes, les caractéristiques du mode de connaissance et de la logique, et les significations qui existent dans la vie quotidienne de la classe populaire. La recherche est à poursuivre à ce niveau.

Sur un plan linguistique, il conviendrait d'établir une progression syllabique et grammaticale à partir véritablement du discours des personnes et de leurs difficultés concrètes recueillies exhaustivement. Une première syllabe à étudier serait celle qui est la plus prononcée par la population. Cette recherche est aussi à l'ordre du jour ailleurs, entre autres au Burkina Faso.

Aussi, si je veux autonomiser les personnes dans un processus d'alphabétisation-conscientisation, il est clair que le maternage, la suffisance et la prétention n'ont pas leur place dans les attitudes des alphabétiseurs-es. C'est souvent lorsqu'on s'en croit dépourvu qu'on en est le plus atteint.

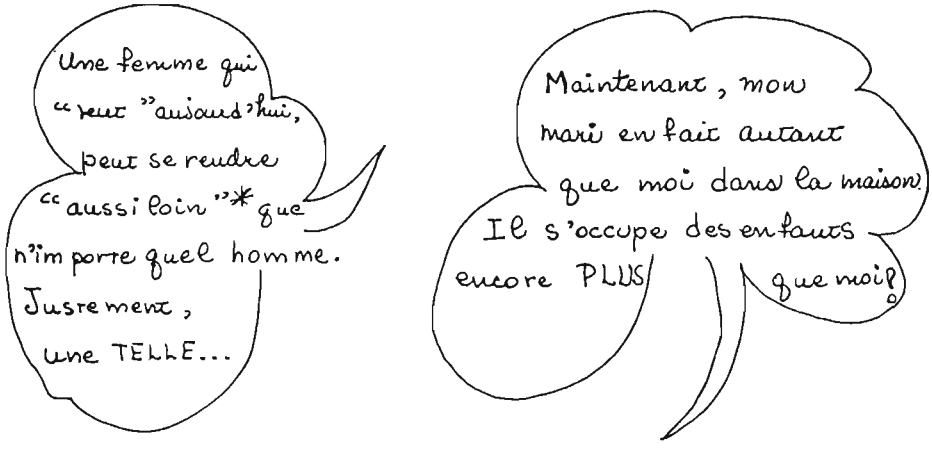
Enfin, l'"imagination pédagogique" doit être mise à profit pour que cessent les discours ennuyeux et sans effet pour la conscientisation. La créativité conduira à utiliser jeux de simulation, casse-tête à monter, rites quotidiens à adapter, etc. Il semble, encore là, que l'échange soit le procédé le plus fructueux pour permettre l'émergence du nouveau.

# Chapitre 3

# Féminisme et conscientisation L'expérience d'un groupe de femmes de classe populaire

Jocelyne Barnabé

Vous avez sans doute eu, comme moi, l'occasion d'entendre des femmes affirmer que la lutte des femmes n'avait plus sa raison d'être... Elles avaient remarqué dans leur entourage que les hommes et les femmes étaient devenus égaux. Elles ne se sentaient plus concernées par le mouvement féministe.




Ces femmes sont souvent parvenues à une promotion sociale et à une sécurité affective qui les satisfont; elles en déduisent que c'est une situation sinon généralisée, du moins réalisable par chacune. D'une certain façon, ce sont les "chanceuses"! Pourtant, la plupart d'entre elles sont inconscientes, victimes de leur propre aliénation, de leur ignorance.

Quand elles ont fait un demi-tour sur elles-mêmes pour observer leur environnement, elles n'ont probablement pas reconnu, au-delà de leur cercle privilégié, les femmes de la classe populaire. Elles n'ont pas remarqué, ou si peu, que sur le marché du travail, on était encore bien loin du salaire égal, que les postes coupés étaient surtout des postes détenus par des femmes, que l'Etat se déresponsabilisait de plus en plus sur le dos des femmes. Elles n'ont pas vu venir la menace du développement des réseaux de bénévoles, de la perte d'acquis aussi importants que l'universalité des allocations familiales. Elles n'ont pas vu non plus la menace qui pèse sur le droit à l'avortement. Elles n'ont pas entendu les femmes battues, harcelées, opprimées, sur la rue, au travail et dans leur maison. Elles ne se sont pas reconnues dans ces femmes et on peut comprendre pourquoi tant elles ne se ressemblent pas.

## Marie-Rose, Marie-Blanche et Marie-Louise

La situation des femmes se détériore et les politiques, surtout les politiques sociales qui les concernent, en font autant. Pour comprendre comment, laissons d'abord la parole à trois d'entre elles: Marie-Rose, assistée sociale, Marie-Blanche, auxiliaire familiale, et Marie-Louise, organisatrice communautaire. Les deux dernières sont travailleuses syndiquées au C.L.S.C. des Trois Pignons.

***Marie-Rose*** a 37 ans. Séparée depuis un an, elle vit avec sa fille, Catherine, 12 ans, à Charlesbourg, dans un 4 1/2 pièces qui lui coûte, tout compris, $395. par mois (c'est le coût minimum pour un logement dans Charlesbourg).

En prenant la décision de se séparer, elle prenait les moyens de se libérer d'une situation qui l'avait menée à une longue dépression, avec soins psychiâtriques et forte médicalisation. C'est après une tentative de suicide qu'elle a choisi de "sortir de là et vivre" plutôt que de ... mourir là.

Encore fragile, mais pleine de courage et d'espoir, elle a entrepris des démarches de divorce. Elle reçoit actuellement $200. de pension alimentaire qui lui sont déduits à 100% du $609.00[1] d'aide sociale (B.E.S.) auquel elle a droit pour elle et sa fille.

Elle a reçu au mois d'août $35.00 pour la rentrée scolaire; ça lui en a coûté $105.00; $85.00 de frais scolaires, le reste pour les espadrilles ... et le sac d'école! Et on dit que l'école est graduite. Elle vient d'apprendre que le loyer sera augmenté de $15.00 en juillet prochain. Elle n'arrive plus.

Elle se fait offrir de faire deux journées de ménage par semaine à $30.00 la journée, mais la loi du B.E.S. lui permet de gagner $45.00 par mois ($40.00 pour elle et $5.00 par enfant), plus 6% pour frais d'emploi. Il lui resterait donc $59.40 des $240.00 péniblement gagnés. Au bureau du B.E.S., on lui dit qu'elle doit se chercher du travail mais quand elle en trouve, elle est toujours aussi pauvre. Des vrais emplois, des bons emplois, il n'y en a pas! Elle avait envisagé de cohabiter avec Guy, son voisin de palier, avec qui elle et Catherine s'entendent bien, mais l'aide sociale la coupera automatiquement si elle partage le coût de son logement avec un homme.

Ce sont des cas comme ceux-là que les agents visiteurs, mieux connus sous le nom de "Boubou-macoutes" (voir chap. 4), vont chercher en forçant les portes des maisons.

***Marie-Blanche***, 42 ans, auxiliaire familiale au C.L.S.C. des Trois Pignons, contractuelle sur appel depuis quatre (4) ans. Mariée, elle s'est dirigée sur le marché du travail quand son troisième enfant a atteint la première année scolaire. Elle a réussi à faire valoir ses compétences dans le maintien à domicile. Elle y trouve une grande satisfaction. Elle se sent utile. Son travail lui permet d'apporter une contribution financière importante à la famille. Son mari qui est journalier dans la construction, connaît de longues périodes de chômage. Les grands enfants sont aux études et ça coûte cher.

Il y a deux ans, elle travaillait presque 30 heures par semaine. Puis, ça a commencé à diminuer. Maintenant, on ne l'appelle pratiquement plus. Marie-Blanche est toujours aussi compétente et les besoins n'ont pas diminué... au contraire! Pourquoi ne l'appelle-t-on presque plus ?[2]

***Marie-Louise***, 38 ans, a un double emploi: cheffe de famille de deux enfants et l'unique organisatrice communautaire à temps plein au C.L.S.C. des Trois Pignons. Il y a huit ans, on l'avait engagée surtout à cause de son option de classe et de son approche de conscientisation. Trois ans plus tard, les choses ont commencé à changer.

Alors qu'auparavant on lui laissait carte blanche pour développer une pratique de conscientisation, on lui demande maintenant de coordonner des réseaux de bénévoles autour de projets pour "aider les pauvres gens" ... à moindre frais. On lui soumet souvent de nouvelles priorités qui relèvent presque toutes du développement des réseaux d'entraide. Ses collègues d'autres services voudraient bien l'utiliser dans leur équipe. On manque de ressources partout. Elle doit constamment justifier la nécessité d'approfondir et de développer cette expérience de conscientisation qu'elle a initiée avec des gens de classe populaire et qui prend de l'ampleur. Les enjeux sont énormes. Elle se sent bien seule et souvent vidée d'énergie à cause de cela. Dans son syndicat aussi, les enjeux sont tellement gros à l'heure actuelle qu'elle ne voit pas comment elle pourrait partager ses problèmes à ce niveau-là. Une question la hante: "Jusqu'à quand pourra-t-elle servir au mouvement populaire?" Elle voit bien ce qui se dessine dans l'orientation des politiques sociales...

Pourquoi le C.L.S.C. appelle-t-il de moins en moins Marie-Blanche, alors que la population vieillit et que les politiques sociales avouées favorisent le maintien à domicile?[2] Pourquoi l'agent du B.E.S. fait-il pression sur Marie-Rose pour qu'elle trouve du travail ou qu'elle participe à un programme de travaux communautaires, alors que les emplois sont rares même pour les gens scolarisés? Pourquoi insiste-t-on auprès de Marie-Louise pour qu'elle développe des réseaux d'entraide et de services bénévoles après avoir reconnu, de un, l'existence d'un haut taux de pauvreté sur le territoire, et de deux, l'importance de mobiliser les personnes concernées sur leurs propres bases?

L'histoire de ces trois femmes est un reflet de ce qui se passe actuellement dans l'ensemble des politiques sociales. L'Etat se déresponsabilise sur le dos des femmes.

Il tente de privatiser les services, référant de plus en plus au réseau des services privés, et de développer des réseaux de bénévoles compétentes. En effet, qui seront ces bénévoles et cette main-d'oeuvre à rabais sur laquelle on pourra désormais compter? Des femmes qui font déjà du bénévolat et d'autres femmes, comme Marie-Rose et Marie-Blanche, amenées à être "formées", quand on le jugera nécessaire, par du personnel salarié d'institutions tels que les C.L.S.C.... comme c'est le cas de Marie-Louise. Le gouvernement fait d'une pierre, plusieurs coups. C'est beau, bon, pas cher et qui mieux est, ça divise les travailleuses entre elles. Rien de mieux qu'une bonne division pour augmenter les préjugés qu'ont déjà entre elles les femmes exclues du marché du travail, les femmes sur le marché du travail et les femmes travailleuses au foyer, et pour passer en douce des changements rétrogrades.

Le mouvement de déresponsabilisation de l'Etat menace l'ensemble des classes populaire et petite bourgeoise, mais particulèrement les femmes au Québec et en Amérique du Nord.

## Marie-Rose, Marie-Blanche, Marie-Louise ... et les autres femmes

La grande majorité des femmes sont celles qui sont touchées par les problèmes que vivent Marie-Rose, Marie-Blanche et Marie-Louise. Elles sont soit travailleuses au foyer ou travailleuses plus ou moins qualifiées avec double emploi ou travailleuses exclues du marché du travail. A tous ces niveaux, elles sont plus nombreuses que les hommes. Et à tous ces niveaux, elles s'appauvrissent davantage.

Les femmes sont également touchées de plus en plus par le divorce. D'après une étude réalisée par l'américaine Leonore J. Weitzman[3] dans les années 1970, le niveau de vie des femmes divorcées et de leurs enfants baissait de 73% après le divorce, alors que celui de leurs ex-maris s'améliorait de 42%. Pas surprenant de constater qu'au Canada, la moitié des familles dirigées par une femme est pauvre[4] et qu'au Québec, alors que les statistiques de l'aide sociale de mars 1986 révélaient déjà que les familles monoparentales représentaient près de 17% des ménages vivant de l'aide sociale, celles de janvier 1987 confirment que ce taux est passé à 20%

C'est très révélateur de la pauvreté des femmes, car on sait que 95% des familles monoparentales vivant de l'aide sociale, ont une femme comme responsable. Au cours des dernières années, disait Louise Vandelac au colloque de l'Association d'économie politique en 1985, "nombre d'entre elles (les femmes) ont vu augmenter à la fois leurs charges familiales, leur temps de travail global et leur pauvreté. Non seulement a-t-on assisté à un élargissement de l'écart des revenus, de responsabilités familiales et de temps de travail domestique et salarié entre hommes et femmes, mais on a constaté une véritable féminisation de la pauvreté".[5] Les femmes seules et les femmes âgées sont aussi touchées.

Une récente étude du Conseil national du Bien-être social[6] révélait qu'on dénombrait 627,000 femmes seules pauvres au Canada en 1985 par rapport à 376,000 hommes, le taux de pauvreté chez les femmes seules étant de 41.6%. La pauvreté des femmes croît aussi, semble-t-il, avec l'âge, puisque sept personnes âgées pauvres sur dix sont

des femmes. Selon le Conseil national du Bien-être social, toutes les données statistiques révèlent cette féminisation de la pauvreté au Canada.

La majorité des femmes se retrouvent donc de plus en plus nombreuses, par rapport aux hommes, dans le bas de la pyramide sociale, du fait d'une intervention de l'État qui augmente les écarts entre les sexes.

## L'égalité garantie ou ... la pauvreté, pour toutes, garantie

Au lieu d'apporter des solutions au problème de la pauvreté des femmes, au lieu de réduire le grand écart entre pauvres et riches, l'Etat tend à faire partager la pauvreté par l'ensemble de la classe populaire et des secteurs de services de la petite bourgeoisie salariée... là où les femmes sont majoritaires. Pour y arriver, nos dirigeants prennent tous les moyens, des plus subtils aux plus clairement répressifs.

Ils adoptent des lois sans consulter personne; qu'on se souvienne de la loi 160, passée à la sauvette, à l'automne 1986! Cette loi s'appliquant aux établissements de

la santé et des services sociaux, enlève aux travailleurs-euses toute capacité de s'organiser, d'utiliser des moyens de pression, quels qu'ils soient, en période de négociation. Il s'agit là d'une loi qui réprime tout le secteur public des Affaires sociales dont la grande majorité (les 3/4) est féminine.

Nos gouvernants introduisent, du jour au lendemain, dans l'aide sociale, des mécanismes de contrôle qui portent nettement atteinte aux droits fondamentaux des personnes. Qu'on pense aux agents visiteurs, appelés Boubou-macoutes par les assistés(es) sociaux(ales). Une telle mesure de contrôle a l'effet escompté de détourner l'attention de l'opinion publique. En effet, la population ne voit plus l'incapacité de l'Etat à créer de vrais emplois pour toutes et tous et à assurer un revenu minimum décent aux sans- emploi. Elle ne voit que des fraudeurs-euses. Pourtant il s'agit là d'un précédent qui ouvre la porte à une série de contrôles semblables dans d'autres programmes. En effet, ce n'est pas sans raison qu'on introduit une telle mesure dans le bas de la pyramide sociale, là où les préjugés sont bien ancrés et là où il y a surtout des femmes qui, comme Marie-Rose, ont peur (avec raison), de perdre un revenu minimum très bas, faible garantie d'accès à une autonomie minimale.

Le vent de droite qui souffle partout facilite grandement la tâche de nos dirigeants en favorisant la campagne idéologique qu'ils mènent de concert avec la plupart des médias. Des émissions animées et contrôlées par des personnages tels que Pascau à Montréal, et Arthur à Québec, sont de plus en plus estimées. Le Journal de Québec a consacré des pages entières, pendant toute une semaine, à mettre la lumière "sur la fraude de l'aide sociale". Mais où sont donc les dossiers de presse sur les vraies fraudes qui représentent des sommes effarantes? Les fraudes de l'impôt? Les fraudes de la douane? Les fraudes des médecins à la R.A.M.Q.? Les fraudes des professionnels dans les comptes de dépenses?

Les préjugés vont bon train sur le dos des pauvres, majoritairement des femmes, tandis que les mieux nanti-e-s continuent à s'enrichir tranquillement, presque secrètement, dans un contexte de crise économique.

Ce mouvement de déresponsabilisation de l'Etat qui contribue à élargir les écarts entre riches et pauvres, entre hommes et femmes, est aidé par une tendance à retourner aux valeurs traditionnelles. Dans cet ordre d'idées, l'organisation des Real Women qui entreprend une guerre ouverte contre le féminisme, tout en servant les intérêts du patronat et du patriarcat, mérite qu'on la mentionne.

Les Real Women qui arrivent des Etats-Unis, en passant par l'ouest du Canada, commencent à exercer leur influence chez nous, particulièrement dans la région de l'Outaouais et à Montréal. Elles ont, pour la population insécure, un visage bienheureux d'antan. Elles véhiculent des valeurs de "don de soi", du "joyeux sacrifice" et du "quand tu veux, tu peux". Elles sont toutes "la femme de quelqu'un", "la généreuse, bonne, courageuse, valeureuse femme grâce à qui ..." Elles prônent avant tout (quel hasard!) le retour des femmes au foyer et aux rôles traditionnels. Les Real Women sont sans conteste un instrument important de la coalition dominante. Elles servent l'Etat, les patrons et le pouvoir mâle.[7]

Le ministre du Commerce extérieur du Québec, monsieur Pierre Mc Donald, avait bien raison d'utiliser le concept d'Etat-business pour désigner notre Etat,[8] ... cet Etat qui gère ouvertement la nation comme s'il s'agissait d'une entreprise à profit ... Et qui dit profit, dit "cheap labor"!

De concert avec les Etats-Unis et le gouvernement fédéral, de concert avec les grandes entreprises et les médias, en travaillant constamment l'opinion publique en sa faveur, le gouvernement québécois s'engage dans un mouvement de déresponsabilisation, surtout par la privatisation. Ce sont les femmes qui sont les plus touchées par ce mouvement; que ce soit dans les projets de réforme de l'aide sociale, de fiscalité, que ce soit dans la privatisation des services où elles se retrouvent majoritaires, ce processus coûte déjà fort cher aux femmes et profite beaucoup aux mieux nanti-e-s.

Pour régler les problèmes économiques, l'Etat tend à augmenter les inégalités. Les écarts s'élargissent entre pauvres et riches, entre femmes et hommes. La majorité des femmes se retrouvent de plus en plus nombreuses, par rapport aux hommes, et de plus en plus pauvres dans le bas de la pyramide sociale.

Certaines féministes l'ont compris. Lors d'une conférence qu'elle donnait à Montréal en octobre 1985, Betty Friedan n'a pas eu peur de remettre carrément le mouvement féministe en question en lançant le message suivant: La véritable obscénité contre laquelle il faut lutter, "c'est celle de la pauvreté des femmes, une pauvreté qui devrait pourtant être la principale cible du mouvement féministe des années 80."[9]

## Féminisme et conscientisation

Qui dit féminisme dit mouvement des femmes contre l'oppression des femmes. Il existe un certain féminisme, porté surtout par des femmes de la petite bourgeoisie intellectuelle, qui ignore les problèmes que vivent la majorité des femmes. Il définit souvent les enjeux sur le terrain du corps de la femme, comme la violence, le viol et la pornographie. Ceci peut comporter certains dangers, parce que ce genre de féminisme distrait des problèmes prioritaires de la majorité, parce qu'il risque de diviser des forces déjà affaiblies, parce qu'il tourne les femmes vers elles-mêmes plutôt que de les mobiliser, et parce que de telles luttes peuvent entraîner de "curieuses" alliances.

Par exemple, lutter contre la pornographie nous rapproche souvent de groupes de droite qui veulent rétablir un plus grand ordre moral. Je crois pourtant que nous avons beaucoup acquis dans ces luttes. Les féministes ne doivent pas les "abandonner", mais le mouvement féministe doit se rallier autour des enjeux qui vont dans le sens de l'intérêt de la majorité des femmes qui sont de classe populaire. L'approche de conscientisation, parce qu'elle intègre l'analyse des classes et qu'elle se vit dans les milieux populaires, nous mène directement au coeur même de la situation de l'ensemble des femmes.

R.Q.S.E. du Nord, le Regroupement des femmes sans emploi du nord de Québec, un groupe auquel j'appartiens comme personne-ressource depuis ses débuts, en 1983, poursuit une expérience de conscientisation avec des femmes majoritairement assistées sociales et divorcées.[10] C'est un groupe de femmes qui mène la lutte des femmes sur un élément déterminant de l'oppression spécifique des femmes: la pauvreté. A l'automne 1983, le groupe s'incorporait et se donnait des activités de formation, afin d'assurer des services d'aide aux femmes en difficultés dans l'aide sociale et le divorce, et de donner un cours "féministe" sur la loi de l'aide sociale. Des liens se créaient avec d'autres groupes de femmes et d'assistés sociaux de la région, spécialement le Centre des Femmes de la Basse-Ville et l'Association pour la défense des droits sociaux du Québec métropolitain (A.D.D.S.-Q.M.). La démarche conscientisante qui s'est poursuivie dans l'organisation, ainsi que certains éléments conjoncturels tels que la sortie du livre blanc sur la fiscalité au printemps 1985, le changement de gouvernement en décembre 1985 et les différentes mesures qui ont suivi, annonçant une prochaine refonte de l'aide sociale, ont contribué à rapprocher R.Q.S.E. du Nord du Front commun des assistées sociales et sociaux du Québec (F.C.A.S.Q.) dont il devenait membre actif au printemps 1986.

## R.Q.S.E. du Nord au Front commun des assistées sociales et sociaux du Québec

En adhérant au F.C.A.S.Q., R.Q.S.E. du Nord signifiait davantage son orientation dans la lutte des femmes de classe populaire sur des enjeux économiques et politiques d'abord. Bien sûr, nous aurions pu être aussi membre de la table régionale des groupes de femmes et de l'R. des femmes au niveau provincial. Nous ne pouvions être "actives" partout à la fois et c'était au Front commun des assistées sociales et sociaux que se menaient les luttes les plus significatives par rapport aux conditions de vie des femmes de notre regroupement, conditions déterminées par leur situation de pauvreté.

Les groupes membres du Front commun sont majoritairement composés de femmes et représentés par des femmes. Leur situation est à peu près partout la même. Toutefois, R.Q.S.E. du Nord est, à l'heure actuelle, le seul groupe composé exclusivement de femmes assistées sociales. En tant que groupe de femmes, nous nous devons, par conséquent, d'affirmer davantage ce que c'est qu'être assistée sociale quand on est une femme. Il faut dire qu'en plus de vivre tout ce que les hommes vivent sur l'aide sociale (pauvreté, peur, honte, préjugés), les femmes vivent sur l'aide sociale des situations liées à leurs conditions de femmes et au rapport de domination qui s'exerce sur elles dans la société. Il faut nommer et expliquer ces situations; il faut relever les cas. Et il faut aller plus loin ...

Dans la conjoncture actuelle des visites surprises faites à domicile par les Boubou-macoutes, on reçoit à R.Q.S.E. du Nord davantage d'appels de femmes dont les chèques sont coupés ou menacés de l'être pour les raisons suivantes: vivre maritalement ou faire du travail au noir, la plupart du temps de la garde d'enfants ou de l'entretien ménager. Il faut en débattre au Front commun.

Les femmes sont plus nombreuses à se faire harceler par les agents visiteurs. Les questions qu'on leur pose sont plus insidieuses et indiscrètes quand elles ne sont pas malhonnêtement biaisées. "T'as bien des beaux cheveux. Où vas-tu te faire coiffer?" (vérification du budget). "Tu ne me feras pas accroire qu'une belle femme comme toi vit seule. T'as certainement une vie sexuelle ..." (vie maritale) "Quand j'ai téléphoné l'autre jour,ton fils m'a répondu que tu étais partie travailler ...:"(travail au noir).

Parmi ces agents visiteurs, l'aide sociale en a formé spécialement pour détecter les cas de vie maritale. Ce sont les investigateurs. Ils se présentent presqu'exclusivement chez les femmes et veulent arriver à leur faire signer une déclaration de vie maritale; arriver à prouver qu'elles devraient se faire vivre par un homme. Les femmes ont souvent gardé de leur éducation des attitudes de soumission, de peur, de manque de confiance en soi qui en font des victimes idéales, des répondantes dociles et sensibles à la gentillesse des agents.

Il faut apporter les intérêts particuliers des femmes dans la lutte des assisté-e-s sociales et sociaux. Il faut concrétiser partout sur notre terrain de lutte l'enjeu féministe global que sont la place et les rôles des femmes dans la société. Partout à la fois et en ne décrochant pas de la base. Comment cela peut-il se faire? Pour répondre à cette question, je vous ferai part d'une expérience amorcée à R.Q.S.E. du Nord. Les résultats de cette démarche sont très incertains. Je crois cependant qu'elle illustre bien la double nécessité d'avancer dans la lutte des assisté-e-s sociales et sociaux et de rester branchées sur ce que vivent les femmes de la base. Cette expérience est celle du comité "autonomie financière des femmes".

## Un comité spécial: "Autonomie financière des femmes"

En septembre 1986, on révisait pour une xième fois la formule de notre cours "féministe" sur la loi de l'aide sociale. Nous voulions l'actualiser en abordant la réforme de l'aide sociale et y laisser davantage la parole aux femmes, afin d'en tenir compte dans la relance de notre action. A la fin de la démarche, après avoir compris l'histoire de l'aide sociale et la conjoncture actuelle, on se demandait "Qu'est-ce qu'on veut nous, les femmes assistées sociales, d'une réforme de l'aide sociale?"

Les résultats nous ont paru si intéressants que nous avons repris la démarche lors de notre assemblée générale d'octobre 1986, en laissant la parole aux femmes nouvellement arrivées au Regroupement. De ces deux exercices, on retenait le schéma de projet de réforme suivant :

C'est de ce schéma que nous sommes parties pour bâtir la proposition à travailler au Front commun, dans le but d'arriver à concrétiser les positions de principes déjà adoptées, telles que de réduire les inégalités, de garantir un revenu minimum de base décent, de mettre fin à la discrimination, d'assurer l'autonomie financière des personnes, de créer des emplois pour tous-toutes avec de bonnes conditions, de maintenir l'universalité des allocations familiales, de mettre sur pied des services sociaux accessibles, adéquats et suffisants, d'assurer le respect de la liberté et de la dignité des personnes, etc.

Entretemps, nous recevions plusieurs appels de femmes qui avaient signé une déclaration de vie maritale, suite à une visite à domicile. A la Coalition B.S. Dignité à laquelle nous appartenions depuis ses débuts, au printemps 1986, nos contacts avec d'autres groupes révélaient que ces cas se présentaient ailleurs. Après nous en être parlé entre représentantes de groupes différents, nous avons décidé de nous réunir, pour comprendre ce qui se passait et voir ce qu'on pouvait y faire de plus que d'amener les femmes à se défendre individuellement dans des causes qu'on savait souvent perdues d'avance. Il y eut, à partir du mois d'août 1986, dans le local de R.Q.S.E. du Nord, quelques rencontres d'exploration à laquelle ont participé sporadiquement des femmes, militantes actives, personnes-ressources et stagiaires de R.Q.S.E. du Nord, de la Maison des femmes de Québec, du Collectif Femmes et Justice et de l'A.D.D.S.-Q.M. Au cours du mois de novembre, nous nous sommes donné un nom et un fonctionnement un peu plus rigoureux. Nous nous appellerions le comité "Autonomie financière des femmes" pour signifier vers quoi nous voulions avancer et, pour préciser notre action, nous regrouperions les femmes concernées par le problème.

Quand on a voulu fouiller la question du droit de cohabiter avec qui on veut sans être coupée, on s'est rendu compte de l'ampleur du problème.

Tout d'abord, urgence! Certaines femmes en lien direct ou indirect avec notre comité s'étaient trouvées du jour au lendemain sans aucun revenu. Il fallait:
- leur faire connaître de bonnes ressources de dépannage budgétaire;
- les amener à faire une demande de révision;
- les amener à se prévaloir de leur droit à recevoir l'aide sociale en attendant la décision de la révision (art. 22 du règlement de la Commission des Affaires sociales);
- dans la plupart des cas, les préparer à se rendre en appel avec un-e avocat-e allié-e.

En fouillant davantage, on a constaté que:
- l'application de la loi devenait plus rigide dans cette question comme ailleurs. Il n'y avait plus d'entente possible : tu partages ton logement avec un homme = ton chèque de B.E.S. est coupé, sinon annulé.

sociales et sociaux. Le gouvernement aurait plutôt tendance à appliquer le règlement à toutes et tous indépendamment des sexes et à niveler par le bas: tout le monde qui partage un logement serait coupé!

- Sur le plan légal, le "droit de cohabiter" nous ramenait non seulement à la définition de conjoint dans la loi de l'aide sociale, mais touchait la définition de la famille, de l'unité de base, de la cellule dans l'ensemble des politiques (aide sociale, fiscalité, etc.).

On ne s'était pas trompé, le morceau était de taille, mais il fallait l'aborder dans la mesure de nos capacités. On a donc décidé d'assurer des services d'urgence adéquats. Les permanentes de R.Q.S.E. du Nord ont pris en charge la responsabilité des démarches urgentes.

Le comité "Autonomie financière des femmes" poursuit, pour sa part, une démarche en regroupant des femmes qui ont vécu le problème ou qui sont menacées de le vivre et qui veulent aller plus loin ensemble là-dedans. On a voulu partir de ce qu'elles ont vécu, de leur parole. L'outil qu'on a utilisé pour le début de cette démarche: le magnétophone. Nous avons entrepris de produire une entrevue collective enregistrée. Les questions:

- "Tu as été coupée du B.E.S. pour vie maritale. Raconte-nous comment ça s'est passé."

- "A partir du moment où tu as été coupée, quelle a été ta vie?"

- "Comment t'es-tu sentie là-dedans?"

- "Pour quelle-s raison-s on t'a coupé ton chèque du B.E.S.?"

Cette expérience nous a permis de voir les points communs et d'en faire une certaine analyse. Toutes se sont senties honteuses, coupables et fraudeuses. C'est pourquoi elles ont signé une déclaration de vie maritale. Elles se sont retrouvées ensuite sans aucun revenu, obligées de "quêter" pour donner à manger à leurs enfants ... Encore la honte! et l'insécurité! C'est aux femmes qu'on a coupé le

enfants ... Encore la honte! et l'insécurité! C'est aux femmes qu'on a coupé le chèque de B.E.S.; c'est souvent plus facile pour les hommes. Elles ont été forcées de changer toute leur vie; souvent elles se sont retrouvées encore plus dépendantes... d'une autre famille chez qui elles chambrent avec leur enfant et à qui elles doivent rendre des services en retour ... d'un vieux pensionnaire "malcommode" qu'elles ont pris en famille d'accueil pour joindre les deux bouts ... ou de l'homme qui est devenu, sans qu'elles le veuillent, leur conjoint. Dans une lettre ouverte à publier largement et composée dans le cadre du comité "Autonomie financière des femmes", Cécile exprime clairement l'impact de ces coupures dans sa vie.

# LE VÉCU D'UNE FEMME VIVANT DE L'AIDE SOCIALE

Après une visite en septembre dernier d'un boubou-macoute, mon aide sociale fut immédiatement coupée car j'avais un conjoint. Étant donné que celui-ci ne travaillait pas, nous avions fait une demande familiale et on nous l'avait refusée car nous ne pouvions pas leur procurer de preuve de revenu sur les douze derniers mois qu'il avait travaillé. Il dû donc déménager afin que je puisse ravoir de l'aide sociale avec mon enfant, mais là encore, on me la refusa, ce qui prouve que lorsqu'on est une femme sur l'aide sociale, on ne peut être indépendante financièrement de notre conjoint.

Je dus donc faire appel à la **St-Vincent de Paul** et ensuite au C.L.S.C. afin de pouvoir manger, mais cela ne paie pas le loyer et le chauffage. **Au C.L.S.Q.** on me conseilla d'appeler à **"R.Q.S.E. du Nord".** Là, on me conseilla une avocate et l'on garda contact avec moi.

Je n'avais plus d'argent pour mon loyer, alors je dûs déménager en chambre avec mon enfant afin de ravoir l'aide sociale, c'est-à-dire en janvier 87, trois mois d'humiliation, de manque d'argent de stress, de peine, de pleurs...

Quand les choses commencèrent à se placer, je me suis rendue à **"R.Q.S.E. du Nord"** afin de mieux connaître ce regroupement. Le Regroupement des femmes sans emploi du Nord de Québec regroupe des femmes assistées sociales pour défendre leurs droits. Je peux dire que je n'ai pas été déçue, car ce sont des femmes qui sont là pour travailler avec nous afin d'améliorer notre sort.

Il y a plusieurs comités à "R.Q.S.E. du Nord", entre autres celui de l'autonomie financière des femmes dont je fais maintenant partie et qui est très intéressant, il consiste à trouver une nouvelle définition de conjoint, à améliorer la vie des femmes qui doivent vivre sur l'aide sociale et à être reconnues comme des personnes à part entière. Mais pour y arriver, nous avons besoin de femmes prêtes à foncer avec nous et aussi pour ouvrir les yeux à toute la population. **Pour nous rejoindre, téléphonez à 622-2620, les mardis, mercredis et jeudis.** ●

**Cécile Boudreau**

*DROIT de PAROLE, vol. 13, no. 4, mai 1987*

Tout ça parce qu'elles ont voulu garder une certaine indépendance et faire leurs propres choix de vie. Il y a même des femmes qui "font du temps" à l'heure actuelle pour avoir voulu être indépendantes financièrement. C'est ce que révèle, suite au jugement Fortin, rendu en novembre 1986, l'article de journal qui suit :

# UN CHATIMENT NOUVEAU GENRE POUR UNE FRAUDEUSE DU B.-S

*Gaétan FONTAINE*

**Pour la seconde fois en moins d'un mois, une fraudeuse de l'aide sociale, au lieu de se retrouver en prison, a été astreinte à des conditions de vie très rigides pour les six prochains mois.**

Les mesures qui lui ont été imposées par la Cour, du moins l'espère-t-on, seront plus profitables, autant à l'accusée elle-même qu'à la société en général.

S'inspirant du nouveau programme d'alternative à l'emprisonnement, le juge Louis Fortin a en effet soumis Marie Rhéaume à une probation de deux années, période durant laquelle elle devra résider en permanence à la maison Expansion-Femmes et se soumettre aux règlements sévères de cette institution.

Elle devra de plus compléter son stage de formation dans un atelier protégé de Charlesbourg et qui, selon un rapport, devrait déboucher sur l'obtention d'un emploi permanent.

Marie Rhéaume avait, durant six années, perçu illégalement $21 829 en prestations d'aide sociale, en omettant de déclarer les revenus de son concubin.

Lors de son procès, elle s'en était défendue, en affirmant qu'elle et lui vivaient comme des amis.

Elle avait toutefois admis avoir fait de fausses déclarations à l'aide sociale, sous prétexte qu'elle voulait garder son indépendance.

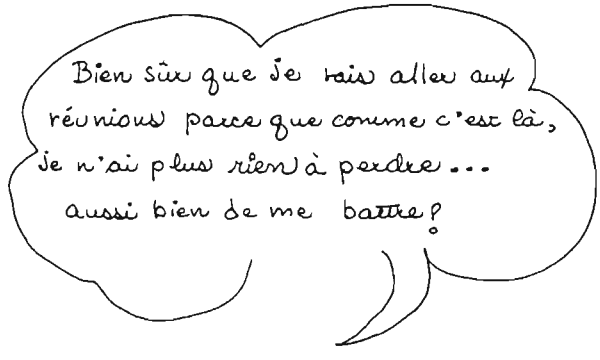
Dans un important jugement rendu en novembre, le juge Fortin avait notamment énoncé que l'absence de relations sexuelles entre un homme et une femme, vivant sous le même toit depuis six ans, n'excluait pas le fait qu'ils pouvaient quand même vivre en union libre.

*Journal de Québec, 15-02-87*

La loi leur donne tort; la loi est injuste; il faut changer la loi. Nous en sommes là. A la prochaine réunion, nous nous expliquerons la définition de conjoint que propose Ruth Rose dans son projet de réforme fiscale[11] et nous nous fixerons un objectif d'action réalisable avant la fin de l'année. Nous envisageons la possibilité de faire une entrevue avec une journaliste alliée ou d'organiser une conférence de presse ... Nous pensons développer des alliances avec d'autres groupes de femmes localement et régionalement d'abord...

Il sort quelque chose de cette démarche, au départ informelle. Nous apprenons beaucoup ensemble. Nous trouvons des pistes d'offensive. Les femmes ont moins peur; elles n'ont plus honte; elles sont plus fortes.

Vers quoi ça nous mènera? Aussi loin qu'ensemble on voudra et pourra aller, en lien avec nos luttes. Nous ramenons les résultats de cette démarche dans tous les lieux où nous sommes. Certaines femmes reconnaîtront sans doute l'importance de lutter individuellement et collectivement, feront les liens entre ce pour quoi elles luttent et l'ensemble de la lutte des femmes de classe populaire. En tout cas, les conditions se prêtent à cette démarche. Comme disait l'une des participantes au comité "Autonomie financière des femmes":




## Un cheminement qui respect les valeurs et la culture des femmes

Tout en étant un groupe de femmes axé sur l'élément déterminant de l'oppression des femmes qu'est la pauvreté, R.Q.S.E. du Nord intègre d'autres dimensions de la lutte des femmes, à travers un cheminement qui respecte la culture des femmes de la classe populaire.

En même temps que nous abordons ces aspects de la lutte des femmes assistées sociales pour le droit à leur autonomie financière; en même temps que nous partageons toutes les revendications des assistées sociales et sociaux pour le droit à

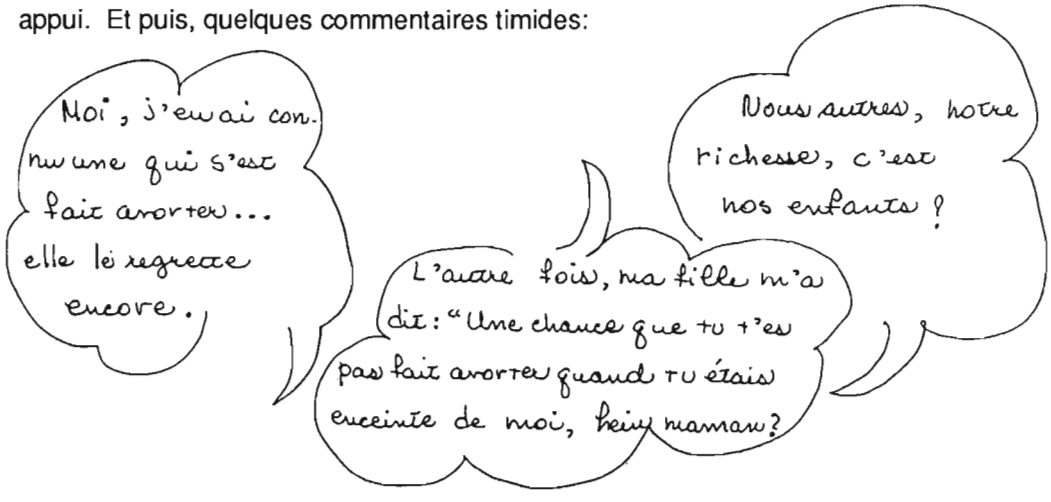
un véritable emploi, à un revenu minimum garanti décent, au respect de nos droits à la dignité et à notre vie privée, nous continuons de vivre un quotidien spécifique en plus des services, de la formation, de l'organisation, de la mobilisation ... comme partout ailleurs.

Dans la vie de tous les jours passent les problèmes de la violence faite aux femmes, la dépression, la médicalisation, la contraception, la responsabilité des enfants quand on est cheffe de famille, nos attitudes apprises de dépendance, de culpabilité, de victime, de manque de confiance en soi ...

Nous verrons à travers une expérience vécue à R.Q.S.E. du Nord comment la question de l'avortement a cheminé et comment le regroupement a finalement pris position dans le respect des valeurs réciproques et dans la réflexion collective.

## Une histoire vraie: PRO-CHOIX ou PRO-VIE

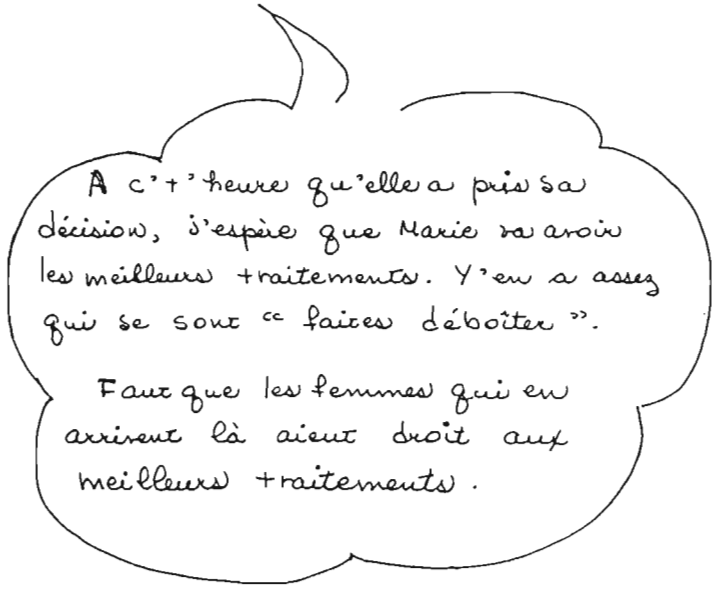
Depuis qu'on recevait du courrier, les demandes d'appui à la lutte pour le droit à l'avortement arrivaient régulièrement. Quand elles avaient été discutées en réunion, les femmes n'étaient jamais arrivées à prendre position à leur sujet. La plupart du temps, de longs silences régnaient après la lecture d'une lettre demandant un tel appui. Et puis, quelques commentaires timides:



Bien sûr qu'une ou deux d'entre nous ont essayé de ramener la question aux faits : Il y a des milliers de femmes qui décident de se faire avorter à travers le monde; plusieurs d'entre elles en meurent ... Mais le mur était là, épais et dur.

Bien sûr que j'aurais pu, comme personne-ressource, enligner la discussion sur un terrain plus intellectuel, manipuler, comme nous savons si bien le faire quand nous le voulons, faire un grand discours sur l'histoire des femmes, l'évolution des mentalités, donner des exemples d'évêques qui appuient la lutte, enrober ça de sentimentalité, en donnant des exemples de mon vécu d'accompagnatrice au Centre de santé pour les femmes de Québec. Mais, tout ça serait venu de moi pour s'injecter, pour influencer sans respect pour les valeurs, le savoir et la culture autres que la mienne. Tant pis pour MES convictions. R.Q.S.E. du Nord n'appuyait pas la lutte pour le droit à l'avortement.

Puis, un jour, une histoire vraie a commencé à R.Q.S.E. du Nord. Marie, une jeune femme d'entre nous, est arrivée un beau matin, dépitée et les yeux bouffis. Elle avait une grosse inquiétude qu'elle gardait pour elle depuis plusieurs jours. Ce matin-là, elle n'en pouvait plus! Un retard de dix jours dans ses menstruations: elle avait peur d'être enceinte. Pendant les jours qui ont suivi, bon gré, mal gré, les femmes de la permanence ont partagé son malaise. Toutes ont essayé de lui faire croire au bonheur, à la bonne nouvelle. Rien n'y faisait. Elle ne voulait pas être enceinte et était très malheureuse. Arrive enfin le jour du résultat du test de grossesse: elle était enceinte. Tout le monde s'y attendait, mais personne ne savait plus comment réagir. Pour Marie, c'était clair: elle voulait mettre fin à cette grossesse. Toutes les femmes aimaient Marie. Elles la savaient mal dans sa peau, mais ferme dans sa décision. Certaines étaient mal à l'aise, confuses et souvent maladroites envers elle. Par exemple, un jour qu'elle avait à déplacer une table lourde, l'une d'elles la pousse pour prendre sa place en disant: "Laisse-moi faire, ce n'est pas bon pour toi de faire ça. Ca va tout décrocher." Alors Marie s'exclame: "Mais c'est ça que je veux. Je n'aurais pas besoin de passer aux grands moyens! Tu ne comprends pas ça?" Petit à petit, elles ont compris et le jour même qu'elle avait son rendez-vous pour l'avortement, à travers les différents commentaires qu'on échangeait, une des femmes a dit :




Il n'arrive pas des histoires comme celle-là tous les jours et pour tous les enjeux. Heureusement pour Marie et les autres! Mais quand elles arrivent, elles peuvent permettre de faire en peu de temps ce qu'aucun discours n'aurait pu rendre possible.

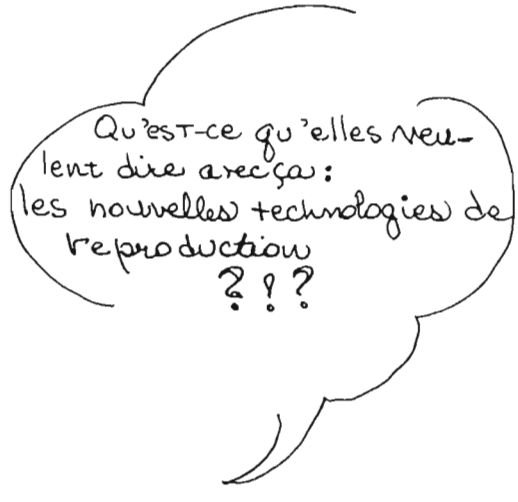
## Chez les féministes socialistes

Comme nous venons de le voir, certaines revendications féministes sont plus difficiles à aborder dans les groupes de femmes de classe populaire. En contrepartie, j'aimerais souligner par un exemple, comment c'est difficile pour des femmes de la petite bourgeoisie, même quand elles se définissent comme féministes et socialistes, de saisir la place concrète de la pauvreté dans l'oppression des femmes. Je crois même que c'est impossible quand elles ne sont pas en contact étroit et fréquent avec des femmes de la classe populaire.

En novembre 1986, j'assistais, en compagnie d'une militante de R.Q.S.E. du Nord, au congrès du Mouvement Socialiste. Les propositions qui nous attiraient là étaient

celles concernant les femmes et celles concernant l'aide sociale. Nous connaissions, pour les avoir rencontrées dans des lieux de lutte commun, les personnes qui présentaient les propositions concernant l'aide sociale. Etant donné le discours qu'elles tenaient, nous nous sommes tout de suite reconnues dans les propositions avancées. Pour ce qui est de celles du comité de la condition féminine, rien n'allait plus. Les seules propositions dans lesquelles nous nous reconnaissions concernaient le libre choix de maternité dont on proposait de faire une priorité, en développant des alliances solides et en menant des actions significatives à tous les niveaux. Il s'agissait là de propositions d'action.

Un autre thème, "Les nouvelles technologies de reproduction", chapeautait des propositions comportant des études, des analyses, des élaborations de "position politique et d'un code d'éthique"... On parlait de "susciter un débat public:, etc ...




On se sentait mal à l'aise là-dedans. Peut-être n'étions-nous pas de vraies féministes?

Deux thèmes qui touchent de près la pauvreté actuelle des femmes étaient abordés: "un programme d'action positive" et la "féminisation de la pauvreté". Cependant, les propositions étaient "pauvres" en terme d'action: informer, développer une politique concrète en matière d'action positive, étudier la question de l'appauvrissement des

femmes, élaborer une stratégie de dénonciation... C'était vague et général, alors qu'il y a déjà à la base, partout à travers le Québec, des femmes mobilisées autour de ces questions, des femmes qui vivent la pauvreté tous les jours, maintenant... aujourd'hui... ici... juste à côté.

Comment se sentir pareilles?... Comment se reconnaître?...Comment dégager des priorités communes quand nos réalités sont si différentes. Nous n'étions pourtant pas sur des terrains idéologiques et politiques étrangers. Nous étions au Mouvement Socialiste.

## Porno aliénante ou libératrice?

Si les nouvelles technologies de reproduction sont loin des préoccupations des femmes assistées sociales, la lutte contre la pornographie, pour sa part, ainsi que les attitudes et interprétations de la violence faite aux femmes, posent une énigme en elles-mêmes. J'abordais déjà brièvement la question dans un article publié dans la revue *Service social.* Il m'avait été assez pénible, en tant que militante féministe de la petite bourgeoisie, de comprendre, par exemple que "pour des femmes qui ont dû se débarasser "en vrac" des notions de censure et de péché pour aborder la sexualité, un sujet comme la lutte contre la pornographie est chargé d'incompréhensions fondamentales."[12]

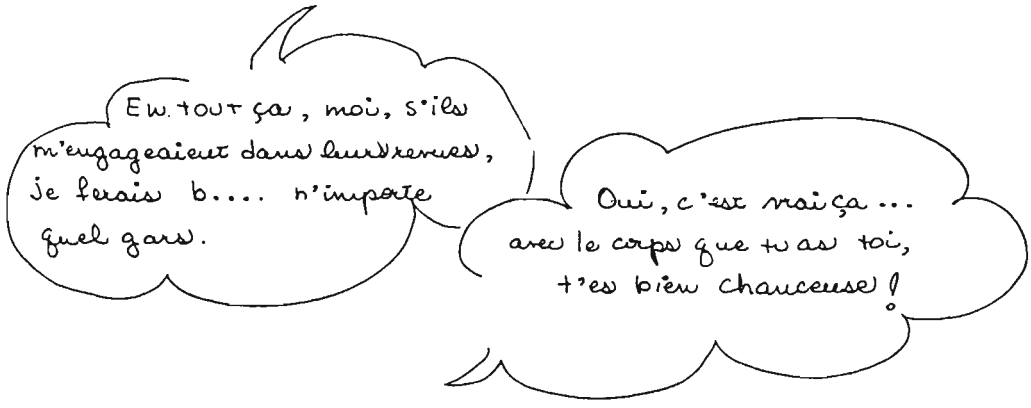
Je me souviens d'un café-rencontre organisé, à la demande des femmes, sur le thème de la sexualité. Pour libérer la parole, j'ai pensé commencer la rencontre par un brassage d'idées sur le mot sexualité. Nous devions nous expliquer les mots à partir de notre vécu, puis les analyser à partir de deux clés. "Qu'est-ce qui est bon (me fait plaisir) pour moi/nous?" "Qu'est-ce qui est mauvais (me fait mal) pour moi/nous?"

Au début, les mots sortaient timidement, en douceur (amour, tendresse, sein, corps), puis de plus en plus précis et crus (cul, 69, queue, fourrer), entremêlés de références à la pornographie (strip-tease, danseuses à gogo, revue cochonne). Par la suite, quand on s'est expliqué les mots entre nous, on s'est rendu compte que certaines

femmes plus âgées avaient réussi à se libérer de la morale sexuelle aliénante de l'Eglise catholique (mauvaises pensées, mauvais touchers, empêchement de famille, mauvaises parties du corps, souillures menstruelles, péché mortel, etc ...) en partageant un certain matériel pornographique (revues, films, spectacles, etc...) la plupart du temps avec leur mari, unique partenaire sexuel, et quelquefois avec des couples d'amis ou de la parenté. Ces femmes semblaient éprouver une certaine fierté dans cette image d'elles-mêmes; elles se trouvaient émancipées. D'autres femmes, surtout parmi les plus jeunes s'évaluant elles-mêmes comme objets sexuels, devenaient plus ou moins réceptives à la pornographie, selon l'image qu'elles se faisaient d'elles-mêmes sur ce plan. Certaines d'entre elles disaient clairement n'avoir rien contre le fait d'être objet sexuel.

Au moment de distinguer ce qui est bon de ce qui est mauvais pour nous, toutes étaient facilement d'accord pour classer certains des mots qui avaient été dits plus d'une fois. Amour, tendresse, caresse et tous les mots du corps étaient bons pour elles. Mais les mots directement ou indirectement reliés à la pornographie ont entraîné une discussion très intéressante, mais qui n'a pas abouti à un consensus. Certains mots sont restés inclassables: revues "cochonnes", strip-tease, etc.

On ne prend pas facilement position à travers des discussions du genre:




Cette discussion a pourtant permis de s'expliquer différents types de pornographie et de faire une certaine analyse de la question.

On comprend à qui profite la pornographie; on rejette d'emblée la pornographie dure qui mêle la violence et les enfants à ça. Le Regroupement des femmes sans emploi du Nord de Québec a toujours, un peu naturellement, appuyé toute lutte contre la pornographie. Les femmes comprennent l'exploitation de la femme par les commerçants. Ce qui est plus difficile à comprendre, c'est le mépris des hommes pour les femmes, c'est l'encouragement à l'inégalité entre hommes et femmes dans les rapports sexuels. Certaines femmes semblent plutôt "pour" une certaine forme de pornographie quand ça leur rapporte quelque chose immédiatement: un chum plus gentil ou plus de plaisir sexuel. Quand il est moins gentil, plus violent ou méprisant, ça peut être autre chose... mais pas nécessairement ...

Il ne faut pas oublier que, parmi les femmes qui ont ces réactions face à la pornographie, quelques-unes ont pu avoir recours, à l'occasion, à la prostitution ou à la pornographie sous une forme ou une autre, pour finir le mois. La prostitution et la pornographie ne sont pas tout à fait étrangères l'une à l'autre. Comment peut-on les condamner inconditionnellement quand on s'en sert pour survivre? Le féminisme peut bien condamner toute la pornographie et toute la prostitution du monde, mais tant que des femmes en vivront, on se heurtera à une contradiction fondamentale.

Sans penser qu'il faille abandonner la lutte contre la pornographie, je crois qu'elle doit être abordée dans un cheminement plutôt que d'être traitée comme une question

réglée. On doit pouvoir en discuter, en tenant compte de la culture, des valeurs et des expériences des femmes, en comptant qu'en temps opportun, ce questionnement conduise à des positions plus claires et à des actions conséquentes.

## Conclusion

Une expérience de conscientisation telle que celle qui se vit à R.O.S.E. du Nord, ne va pas, comme toute autre pratique de conscientisation ouverte et inventive, sans contradiction ni, comme nous l'avons vu, sans remises en question. Toutefois, elle comporte l'avantage de nous situer au coeur de la situation de l'ensemble des femmes, au sein de la classe populaire. Là, on ne peut pas "se faire des accroire", on ne peut pas se permettre de "flyer" bien longtemps. Toute réflexion, toute théorisation issue de cette pratique doit y rester fidèle si elle veut y retourner... Sinon, elle ne fera pas long feu! En ce sens, l'approche de conscientisation donne au féminisme sa pleine mesure. Elle interpelle celles qui veulent lutter contre l'oppression des femmes pour que la lutte se mène sur le terrain des majoritaires, les femmes de classe populaire.

Elles sont celles qui ont le plus à gagner d'une société juste, égalitaire, où le pouvoir et les richesses seront partagés et où règnera le respect des droits et des libertés des personnes. En même temps, leur libération est le chemin par où peut passer la libération de TOUTES LES FEMMES et de TOUS, finalement.

# Chapitre 4

# Vaincre la peur et les préjugés
# La lutte contre les Boubou-Macoutes

Louise Leboeuf

Haïti a eu ses Tonton-Macoutes. Depuis 1986, le Québec a ses Boubou-Macoutes. Le terme réfère au gouvernement du Premier ministre Robert Bourassa (Boubou), à son programme répressif envers les bénéficiaires de l'aide sociale et aux pouvoirs quasi-policiers donnés à ceux et celles engagés pour les contrôler, et que l'État désigne par l'euphémisme "agent-visiteur". Création d'une alliée syndiquée, ne réclamant aucun droit d'auteure, le terme "Boubou-Macoute" sera rapidement approprié par les assistées sociales et assistés sociaux, le milieu journalistique et la population en général. La répression n'est pas la même ici que dans l'Haïti de Duvalier. Les assistées sociales et assistés sociaux le savent aussi bien que leurs allié-e-s. Mais l'image est efficace pour faire saisir qu'au nord comme au sud, la liberté surveillée fait partie du vécu des plus pauvres.

Ce chapitre témoigne de la lutte contre les Boubou-Macoutes. Il a été écrit pour que l'on garde en mémoire le programme des visites au domicile des bénéficiaires d'aide sociale comme une mesure injuste et discriminatoire. Aussi pour qu'on se rappelle la lutte menée par les assistées sociales et assistés sociaux et leurs allié-e-s. Car c'est à

travers une lutte comme celle contre les Boubou-Macoutes que se traduit l'option que l'on a. A la fois pour celles et ceux provenant des milieux populaires, et particulièrement les assistées sociales et assistés sociaux eux-mêmes, qui deviennent davantage conscients de leurs intérêts de classe et les défendent. A la fois pour celles et ceux d'autres milieux qui se font solidaires de ces intérêts et des luttes qu'il faut mener . Espérant que d'autres ressentent cette colère face à l'injustice, se sentent interpellés, et contribuent par leur engagement sous diverses formes, à transformer la réalité d'aujourd'hui.

C'est de l'intérieur du Front Commun des assistées sociales et sociaux du Québec (FCASQ) que je serai impliquée dans les moments les plus forts de la lutte contre les Boubou-Macoutes. Active pendant dix ans dans des groupes d'assistées sociales et assistés sociaux de Montréal et rattachée pendant deux ans comme personne ressource à l'exécutif du FCASQ, la mise en place du programme des visites à domicile arrive au moment où je termine un dernier mandat. Quand la question des visites à domicile sera débattue devant les tribunaux et par la suite, je poursuivrai mon engagement dans un groupe de recherche et de formation en politiques sociales, en m'impliquant à la Ligue des Droits et Libertés et au sein d'un groupe de travail pour une réforme juste et équitable de l'aide sociale.

## Une histoire qui commence par un budget gouvernemental

Le 25 mars 1986, le président du Conseil du Trésor dépose à l'Assemblée nationale ses prévisions de dépenses pour l'année 1986-87. On y apprend alors que les prestations d'aide sociale seront réduites de 100 millions de dollars, malgré "une croissance anticipée du nombre de ménages" bénéficiaires.

Une première économie de 31 millions résulte de la décision gouvernementale d'indexer les prestations seulement une fois l'an plutôt que chaque trimestre, comme on le faisait depuis 1982. Une autre économie de 68 millions est prévue grâce à des mesures de contrôle appliquées par de nouveaux inspecteurs qui seront chargés de débusquer "les erreurs et les fraudes".

Le même budget prévoit par ailleurs la cessation des activités de placement des Centres Travail Québec. Ces activités seront dorénavant assumées par les Centres de Main-d'Oeuvre du Canada. Les employés-es des Centres Travail-Québec seront affectés au développement de l'employabilité et de l'emploi des bénéficiaires d'aide sociale aptes au travail. Est également annoncée pour l'automne une réforme de l'aide sociale qui éliminera toute forme de discrimination selon l'âge, mais qui fera une distinction entre aptes et inaptes au travail.

Ces différentes interventions gouvernementales, inscrites dans le sillon du Livre Blanc sur la fiscalité des particuliers tracé par le précédent gouvernement, marquent une étape importante dans l'histoire de l'aide sociale au Québec.

## L'aide sociale au cours des années

La réforme de l'aide sociale du début des années 70 s'appuyait sur un principe formulé en 1963 dans le rapport Boucher , et qui a servi de fondement à la réforme. Ce principe est le suivant: "Tout individu dans le besoin a droit à une assistance de la part de l'Etat, quelle que soit la cause immédiate ou éloignée de ce besoin". [1]

Ainsi, à cette époque, on tenait davantage compte de la situation que vivait la personne ou la famille, du nombre d'enfants, du loyer payé, et de différents "besoins spéciaux" (diète pour anémie, literie, achat ou réparation de meubles, système de chauffage, déménagement etc...). Au cours des années, le barème pour le loyer a diminué, la prestation d'aide sociale a cessé de tenir compte du troisième enfant et des suivants et la plupart des besoins spéciaux ont été enlevés. Maintenant, pour en bénéficier, il faut être prestataire d'aide sociale depuis six mois. Le tableau qui suit donne, au fil des ans, une vue d'ensemble des différentes coupures dans l'aide sociale. Ces coupures ont eu pour effet d'appauvrir les assistées sociales et assistés sociaux .

## "La petite histoire des coupures dans l'aide sociale[2]

**1973**: Coupures dans les besoins spéciaux tels literie, achat et réparation de mobilier, installation et réparation d'un système de chauffage, des services essentiels à la santé et à la sécurité;

**1974**: Coupure du paiement de la taxe d'eau à Montréal, cela équivalant à payer un mois de loyer supplémentaire par année; coupure du barème d'aide sociale pour trois enfants et plus;

**1975**: Coupures du barème de logement qui passe d'un maximum de $143. par mois à $85. par mois pour une famille;

**1976**: Coupure dans les besoins spéciaux tels le paiement d'arrérages de loyer, d'auxiliaires familiales, le déménagement, *(mise en place d'une politique de retour au travail prévoyant des coupures à même le chèque, pour abandon ou refus d'emploi);*

**1979**: Non-indexation des prestations en janvier, compte tenu du versement du crédit d'impôt -enfant fédéral; diminution du droit à l'aide sociale pour les travailleurs-euses saisonniers et autonomes;

**1980**: Coupure du bien-être social sous forme de don en attente de l'assurance-chômage;

**1981**: Coupure du chèque si "dettes" envers l'aide sociale; désindexation des allocations familiales provinciales;

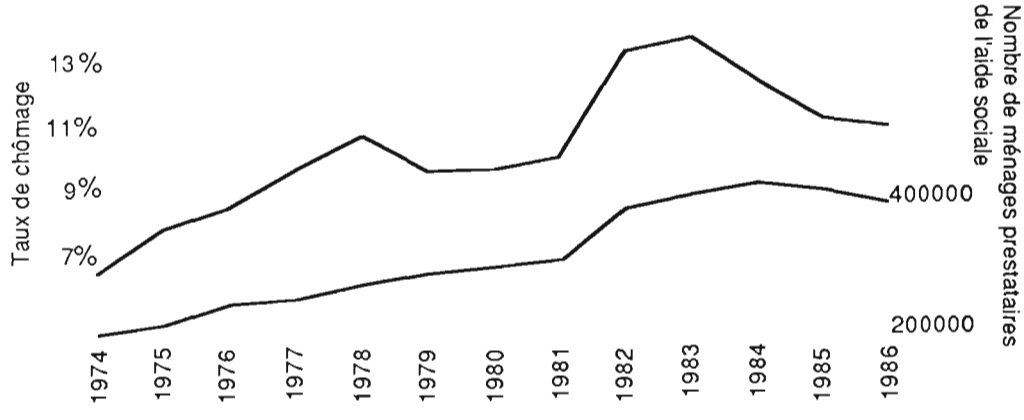
**1982**: Coupure du crédit d'impôt foncier et de l'allocation de disponibilité si "dettes" à l'aide sociale; coupure sur les remboursements des médicaments et des diètes; coupure pour la garde d'enfants en milieu scolaire; coupure sur le remboursement des montures de lunettes; coupure du barème pour deux enfants et plus; coupures de besoins spéciaux pour les nouveaux assistés sociaux. Ils sont rétablis après six mois à l'aide sociale;

**1986**: Dernière année pour recevoir le crédit d'impôt foncier. Compensation sur le chèque d'aide sociale mensuel. Malgré cela, c'est une perte. Perte de l'indexation des chèques aux trois mois. Adoption de cinq mesures de "rationalisation interne" telle l'augmentation du revenu minimum comptabilisé lorsqu'un bénéficiaire a un pensionnaire ou qu'il possède des biens autres que les biens essentiels, excédant la valeur de $2500. pour une famille;

> **1987**: On indexe les chèques seulement en janvier maintenant et on en profite pour enlever un montant pour chaque enfant parce que le fédéral indexe le crédit d'impôt pour enfant.
>
> Différentes mesures ont aussi été adoptées qui ont eu pour effet de restreindre le droit à l'aide sociale. En 1979 les travailleuses et les travailleurs saisonniers et autonomes ont vu diminuer leur droit à l'aide sociale. La Loi 183, adoptée en 1981, oblige... à des démarches pour obtenir le versement d'une pension alimentaire *(dans le cas de femmes assistées sociales ou de femmes qui font une demande d'aide sociale)* peu importe les conséquences pour la femme et ses enfants , par exemple de la violence de l'ex-conjoint."

Pris individuellement, les assistées sociales et assistés sociaux se sont appauvris. Si le budget de l'aide sociale a beaucoup augmenté pendant toutes ces années, c'est principalement dû à l'augmentation du nombre de prestataires . Leur nombre est passé de 200,000 en 1974 à 400,000 en 1986, suivant de près la courbe du taux de chômage. Le manque d'emplois est donc actuellement un problème majeur et entraîne l'arrivée de plusieurs personnes à l'aide sociale.

**Évolution comparative du taux de chômage et du nombre de ménages prestataires de l'aide sociale au Québec (1974-1986)** [3]



Dans les récentes années, différents programmes de réinsertion des bénéficiaires de l'aide sociale au marché du travail ont été instaurés. Cependant, dans les faits, les bénéficiaires qui s'impliquent dans ces programmes n'ont pas le statut de travailleurs. Ils demeurent des prestataires d'aide sociale, ayant des conditions en dehors des normes minimales du travail et conséquemment n'ont pas accès à la syndicalisation. En parallèle, les gains admissibles de travail, sans diminution de la prestation d'aide sociale, n'ont pas été indexés depuis 1970, le salaire minimum est demeuré à $4.00 l'heure pendant cinq ans, et le plein emploi n'a pas été jusqu'à maintenant une priorité gouvernementale.

Le programme des visites à domicile instauré par le ministre du Travail et de la Sécurité du revenu, M. Pierre Paradis en avril 1986, suite au dépôt des dépenses budgétaires, indique plutôt le choix gouvernemental de contrôler la vie privée des bénéficiaires d'aide sociale et d'entretenir ces derniers, dans une structure ne leur permettant pas de se sortir de la pauvreté. L'image des assistées sociales et assistés sociaux, véhiculée par le programme, reflète le mépris gouvernemental envers 10% de la population québecoise qui n'a pas choisi de vivre sur l'aide sociale. Elle atteint les personnes assistées sociales au niveau de leur réputation, en présumant de leur malhonnêteté.

**L'image de l'assisté-e social-e fraudeur**

Peu après le dépôt des prévisions de dépenses gouvernementales en mars 1986, le président du Conseil du Trésor, Paul Gobeil, affirme: " On dit qu'il y a des personnes qui reçoivent de l'aide sociale qui ne devraient pas en recevoir. On va le découvrir."[4] Les grands titres des journaux montrent bien l'image alors projetée dans l'opinion publique par le gouvernement Bourassa.

C'est contre un programme portant atteinte à la dignité des personnes, au respect de chacun à la vie privée qu'il faudra se battre. C'est à ces mesures faisant ressentir la honte d'être assisté social, entraînant la peur et provoquant la délation, qu'il faudra faire face. C'est à cette campagne d'opinion publique, nourrie de préjugés envers les assistées sociales et assistés sociaux et préparant le terrain d'une réforme de l'aide

sociale appauvrissante pour la majorité des prestataires d'aide sociale, qu'il faudra réagir. L'aspect idéologique de la lutte contre les visites à domicile mérite qu'on s'y attarde d'un peu plus près.

LE BUDGET DES DEPENSES 86-87

**Chasse à l'assisté fraudeur**

ON CRÉE UNE POLICE SPÉCIALE 150 NOUVEAUX INSPECTEURS!

**UNE «POLICE» DE L'AIDE SOCIALE POUR FREINER LES ABUS**

PROSTITUÉES, MASSEUSES, DANSEURS ET DANSEUSES NUS, SOUTENEURS, CHAUFFEURS DE TAXI, SÉPARÉS, DIVORCÉS, SERVEURS, SERVEUSES ET AUTRES QUI RETIRENT DU "B.S." EN TRAVAILLANT

POUR DÉBUSQUER LES FRAUDEURS
FOUILLES AU BESOIN CHEZ LES ASSISTÉS

**Aide sociale: les fraudeurs seront perquisitionnés...**

**LES FRAUDEURS DE L'AIDE SOCIALE POURRAIENT RECEVOIR «DE LA VISITE»**

L'annonce du programme des visites à domicile sur la lancée de préjugés vise à renforcer dans l'opinion publique, la mise en marge de la société des assistées sociales et assistés sociaux. Elle vise à faire accepter comme normales par l'opinion publique, des mesures discriminatoires et portant atteinte à la dignité des personnes. Elle vise à préparer un terrain propice pour des coupures dans l'aide sociale. D'autre part, le secret dans lequel on a voulu garder les directives permettant l'application du programme des visites à domicile, révèle la volonté gouvernementale de limiter l'accès à l'information. Ces directives sont la preuve du caractère arbitraire du programme et montrent l'ampleur du pouvoir administratif dans la Loi de l'aide sociale.

Le mouvement de défense des droits et intérêts des assistées sociales et assistés sociaux et ses allié-e-s devront donc intervenir dans l'opinion publique, pour faire ressortir le caractère discriminatoire des visites à domicile et organiser la résistance à ce programme. Les organisations regroupant les personnes assistées sociales agiront auprès des bénéficiaires, des femmes en particulier, pour les informer et les soutenir dans la défense de leurs droits.

Cependant, elles seront confrontées à la honte et la peur que plusieurs subissent. La honte de sa condition sociale qui entraîne l'isolement et limite la connaissance de ses droits. La peur de perdre un maigre revenu, qui empêche d'agir et de revendiquer une amélioration de ses conditions de vie. Un contexte idéal pour soumettre des assistées sociales et assistés sociaux souvent victimes de délation.

Ces limites seront bien présentes dans la lutte. Elles marqueront la différence entre des militants et militantes assistées sociales engagées dans des organisations de défense, et les personnes assistées sociales isolées dans leur milieu. Le programme des visites à domicile vient donc reconfirmer l'importance du travail au niveau idéologique. Je citerai, à ce sujet, Gisèle Ampleman qui nous résume les propos de bénéficiaires d'aide sociale, se remémorant la demande d'aide sociale, au cours d'une session de formation.

> "La majorité voit cette démarche comme de l'humiliation, de la honte. Cette demande est vue comme une atteinte à la dignité de la personne. Se présenter au bureau de l'aide sociale, c'est être traité comme un numéro; ... c'est vivre un dépouillement. Quand tu vas là ... disent-elles, tu ne t'appartiens plus. Dans certains bureaux c'est un garde de sécurité qui accueille les gens, ils fouillent dans tes revenus, tes dettes. Ils veulent tout savoir : tes biens, ton carnet de banque. Si tu es une mère chef de famille, attention ta vie affective sera contrôlée. Face à ce contrôle, à cette répression, on éprouve des sentiments d'agressivité, de révolte, mais les sentiments sont vite étouffés par la crainte d'être refusé, peur de l'officier ou de l'agent ... Et cette peur a bloqué toute possibilité de contester et puis si on est seule qu'est-ce qu'on peut faire ?"

Elle ajoute avec justesse :

> "C'est une des raisons pour lesquelles depuis des années nous avons axé le travail de conscientisation sur les pôles suivants : abattre les préjugés, vaincre la peur et la honte, travailler d'abord sur l'axe de l'aliénation plutôt que celui de l'exploitation. Aussi longtemps que l'assisté social subira la gêne, l'humiliation il sera difficile à mobiliser."[5]

## Une lutte dans un contexte de mobilisation et de politisation

En survenant sur le terrain d'un mouvement déjà mobilisé et politisé, ce programme déclenche une lutte. En même temps, parce qu'il atteint l'opinion publique et interpelle tous ceux et celles qui sont préoccupés d'une plus grande justice et du respect des personnes , la lutte qu'il déclenche pourra bénéficier d'un large réseau d'alliances qui l'aideront à se poursuivre.

Le FCASQ existe depuis le milieu des années soixante-dix et regroupe près d'une trentaine d'organisations de défense des droits des assistées sociales et assistés sociaux à travers le Québec. Les groupes partagent leur information, se donnent de la formation et sur la base de revendications communes, se concertent dans le cadre de luttes visant à améliorer les conditions de vie des personnes assistées sociales.

**FRONT COMMUN DES ASSISTEES SOCIALES ET SOCIAUX DU QUEBEC**

**Groupes membres:**

Centre C. de Châteauguay
RAS Chicoutimi
Action Plus Farnham
RAS d'Hébertville
ADDS Hull
ADDS Huntingdon
RASJM Joliette Métro
ADDS Laval
CCAS Lotbinière ouest
RDAS Mont-Laurier
ADDS-MM Montréal
CAS Pointe St-Charles Mtl
ODAS Petite-Bourgogne Mtl
OPDS-RM Montréal
St-Columba House Mtl
OPDS Petite-Nation
ADDS-QM Québec
ROSE du Nord-Québec
RPDS Roberval
RDDS Shawinigan
GARDS Sherbrooke ouest
RASS Sherbrooke
RAS Sorel
RAS St-Hyacinthe
RASST Témiscouata
ADDS Thetford-Mines
GDDS Trois-Rivières
OPDS Valleyfield

Le FCASQ participe également à des coalitions visant la défense des intérêts des classes populaires. Ce mouvement , qui poursuit des objectifs de formation et d'action et qui a survécu à la crise de démobilisation que l'on a connu dans les groupes populaires, s'est avéré capable d'intervenir au plan idéologique et de réagir rapidement à la stratégie gouvernementale .

Au lendemain du dépôt des prévisions de dépenses du ministre Gobeil, le FCASQ et l'un de ses groupes membres, l'Association pour la Défense des Droits Sociaux (ADDS) du Québec-Métropolitain, dénoncent simultanément les mesures contenues dans le budget 1986-1987. Par l'intermédiaire des médias, le FCASQ affirme que "le gouvernement libéral favorise les hauts revenus en leur accordant une diminution d'impôt et appauvrit les personnes et familles à faible revenu". Pour le FCASQ, la création d'une police de l'aide sociale "augmente les préjugés envers une population déjà démunie". L'ADDS-Québec dénonce pour sa part les mesures d'appauvrissement des prestataires d'aide sociale et le mépris gouvernemental envers ces derniers : "On nous coupe le crédit d'impôt foncier, on nous enlève l'indexation de nos chèques aux trois mois et, ce qui est le plus insultant, on vient maintenant nous traiter de bandes de fraudeurs" . A Québec, plusieurs groupes populaires dont le Regroupement Autonome des Jeunes (RAJ), des groupes de femmes et des centrales syndicales manifestent leur appui. Des lettres ouvertes dans les journaux témoignent de cet appui.

A la mi-avril, des députés et des bureaux d'aide sociale reçoivent la visite d'assistées sociales et assistés sociaux dénonçant l'abolition de l'indexation des chèques aux trois mois et la création d'enquêteurs spéciaux. Ils réclament une consultation publique sur toute réforme de l'aide sociale.

La semaine des assistées sociales et assistés sociaux, début mai, sera une nouvelle occasion de mobilisation des membres des organisations de défense, et de sensibilisation de l'opinion publique à la situation que vivent les bénéficiaires d'aide sociale. On en profitera pour rencontrer des députés et faire connaître les revendications.

Les enquêtes sont perçues comme un harcèlement inutile

18 avril 1986

## Des assistés sociaux manifestent

Manifestation à Cowansville

### Des assistés sociaux jouent les enquêteurs de l'aide sociale

Chicoutimi
Roberval
Québec
Hull

Le bureau de l'aide sociale OCCUPÉ

*Coupures*

**Bataille pour les assistés sociaux**

**ILS MANIFESTENT contre la «police de l'aide sociale»**

Photo : R. Peterson - FRAPRU

Photo : R. Peterson - FRAPRU

L'expression "Boubou-Macoute" sera un élément important de la lutte au plan idéologique. Elle contribuera à démasquer un gouvernement qui renforce les inégalités sociales en établissant des contrôles plus rigides pour l'aide sociale que pour l'impôt des particuliers. Dès lors, les économies réalisées ne pourront plus être retenues comme seul critère des visites à domicile. La campagne contre les Boubou-Macoutes contribuera également à ternir l'image des agents "d'aide sociale" qui deviennent de plus en plus des agents de "contrôle social", appliquant une loi de plus en plus restrictive et laissant davantage place à l'arbitraire.

Les visites à domicile, comme telles, débuteront le 20 mai 1986. Profitant d'une assemblée générale les 23 et 24 mai, où quelque vingt-cinq groupes de différentes régions du Québec étaient représentés, le FCASQ prend connaissance de la mise en application du programme des visites à domicile et dénonce publiquement le traitement que subissent les bénéficiaires . A cette étape, des brigades spéciales sont mises sur pied dans certains groupes, pour observer le comportement des Boubou-Macoutes. L'assemblée générale du FCASQ se demande s'il y a obligation de les laisser entrer , s'ils peuvent venir à n'importe quelle heure du jour et s'ils ont les pouvoirs de commissaires-enquêteurs.

Face aux accusations du FCASQ, le gouvernement doit publiquement affirmer que les agents visiteurs sont soumis à un code d'éthique. Cependant, le ministre Paradis met en doute la crédibilité du FCASQ, devant le fait qu' aucun bénéficiaire d'aide sociale visité au cours de cette première semaine d'application du programme n'accepte de témoigner publiquement . La honte et le mépris que subissent les assistées sociales et assistés sociaux contribuent pour beaucoup au fait qu'ils ne veulent pas s'identifier en référence à leur condition sociale.

> *"J'ai fait une demande d'aide sociale pour la première fois... Je me suis sentie méprisée d'être pauvre. On me regardait comme on ne regarde pas les autres...A force de m'entendre dire que j'étais une profiteuse, coupable de vivre aux dépens de la société, j'ai craqué! J'ai fait une dépression nerveuse. J'ai voulu mourir pour ne plus avoir à subir tant de remarques, tant d'accusations et tant d'exclusion..."*[6]

Au début des visites à domicile, ceux et celles qui feront appel aux organisations de défense des droits des assistées sociales et assistés sociaux, en seront à leur premier contact avec ces organisations. N'étant pas sûrs de leurs droits et craignant la répression, plusieurs n'accepteront même pas de laisser leur nom aux organisations. Dénonçant une mesure qui porte atteinte à la dignité des personnes, les militants et militantes des différentes organisations devront lutter en tenant compte du vécu et du niveau de conscience des personnes visitées et des limites ainsi posées. Et s'il est vrai qu'une démarche de conscientisation porte toujours ces exigences, cette lutte oblige à y apporter une attention particulière.

**Un lutte supportée par des allié-e-s**

Dès que les médias font état de la situation, une avocate militante de la Ligue des Droits et Liberté entre en contact avec le FCASQ pour offrir son soutien, ainsi que celui d'autres militant-e-s. Un comité de travail est alors formé . Il permettra de répondre aux questions formulées par l'assemblée générale du FCASQ et amènera la Ligue des Droits et Libertés (LDL) à prendre position publiquement, le 3 juin 1986.

En conférence de Presse la LDL déclare que les visites à domicile sont illégales et qu'elles contreviennent à des dispositions fondamentales des deux chartes canadienne et québécoise des droits et libertés. En conséquence, la LDL et le FCASQ informent les prestataires qu'ils peuvent refuser l'accès de leur domicile aux agents visiteurs et réclament la cessation des visites. L'intervention de la LDL vient fournir un appui public au FCASQ et contribue à élargir le débat. L'apport de la Ligue à cette lutte s'avère par ailleurs important, devant le fait qu'il faudra agir de façon soutenue pendant plusieurs semaines. De plus, la Ligue contribuera à élargir le réseau des alliances et ainsi, a établir un rapport de force favorable aux assistées sociales et assistés sociaux.

Des allié-e-s, en se faisant solidaires des intérêts des assistées sociales et assistés sociaux, ont joué un rôle important dans cette lutte. Ce rôle ne nie en rien celui des militants et militantes assistées sociales, qui sont elles-mêmes des personnes visées par le programme. Elles sont souvent les premières à agir auprès de celles qui ont été

visitées ou le seront, et doivent leur apporter tout le support nécessaire dans l'affirmation de leurs droits. Les conditions de lutte rendent nécessaire cette complémentarité, qu'il y a peut-être lieu de mieux définir.

> "*Le combat est inégal! Tant qu'il n'y aura pas des gens qui se mettront de notre bord pour nous aider à être reconnus comme des citoyens à part entière, on n'y arrivera pas.*"[7]

Les médias reprendront largement le contenu de la conférence de presse du 3 juin 1987. Des éditoriaux feront ressortir le caractère discriminatoire de ce programme et contribueront à une sensibisation de la population à la situation des assistées sociales et assistés sociaux. L'opposition reprendra à l'Assemblée nationale, les arguments juridiques de la Ligue des Droits et Libertés, obligeant le ministre Paradis à dire que l'exercice comporte des risques de fouilles abusives, que des directives de prudence ont été émises, qu'un code d'éthique a été publié et qu'il a demandé un avis au ministre de la Justice.

Le 11 juin 1986 , le député de l'opposition Jean-Pierre Charbonneau adresse une demande officielle à la Commission des Droits de la Personne afin qu'elle examine dans quelle mesure ces directives pourraient ou non constituer des contraventions à la charte des droits et liberté de la personne. Ce même jour, à Montréal, une douzaine de groupes de femmes et groupes familiaux déclarent en conférence de presse, que le programme d'aide sociale tel qu'il existe, constitue un piège de pauvreté et empêche les femmes de retrouver leur autonomie financière. Ces groupes dénoncent les mesures et méthodes de contrôle à l'égard des bénéficiaires d'aide sociale.

> "Le gouvernement n'est jamais allé si loin dans le contrôle de la pauvreté (disent les femmes). Il en est rendu à administrer avec les pauvres leur pauvreté, par des contrôles à domicile de plus en plus serrés, que la Ligue des Droits et Libertés juge illégaux et insconstitutionnels. Il n'offre pour autant aucune solution."[8]

*Le Nouvelliste 23-06-86*

A l'occasion de la conférence de presse tenue par les groupes de femmes et groupes familiaux, le FCASQ diffuse le document secret du gouvernement, contenant les directives pour la mise en application du programme des visites à domicile. Cette étape est marquante dans la lutte, car elle apporte la preuve du caractère arbitraire et discriminatoire du programme.

Le lendemain, soit le 12 juin 1986, huit groupes de la région de Québec rejoignant des personnes assistées sociales, tiendront une conférence de presse avec deux assistées sociales témoignant des visites à domicile, la tête couverte d'une cagoule.

Deux jours plus tard, la Commission des services juridiques du Québec, dont le mandat est de superviser l'application et le contrôle de la Loi de l'aide juridique, émet un avis selon lequel les visites à domicile vont à l'encontre de la charte canadienne et de la charte québécoise des droits de la personne et sont illégales au sens de la Loi de l'aide sociale.

Le 17 juin ce sont vingt-trois organismes dont plusieurs groupes religieux, et une coalition de groupes anglophones, qui dénoncent les visites et réclament qu'elles cessent. Représentant du comité des affaires sociales de l'Assemblée des évêques du Québec, Mgr Proulx prend ainsi position:

> *"On n'a pas le droit de harceler les assistés sociaux. Cette démarche de solidarité avec 22 organismes représentatifs de divers forces sociales est conforme à notre enseignement et respecte absolument notre option préférentielle pour les pauvres et les humiliés. Faire cela aux assistés sociaux c'est ajouter l'injure à l'humiliation, c'est un abus de pouvoir contre les citoyens."* [9]

Avant que le mois de juin ne s'achève, cinquante groupes réclament la cessation des visites. L'intervention du premier ministre Robert Bourassa est alors demandée. Le tableau suivante montre la diversité de ces groupes.

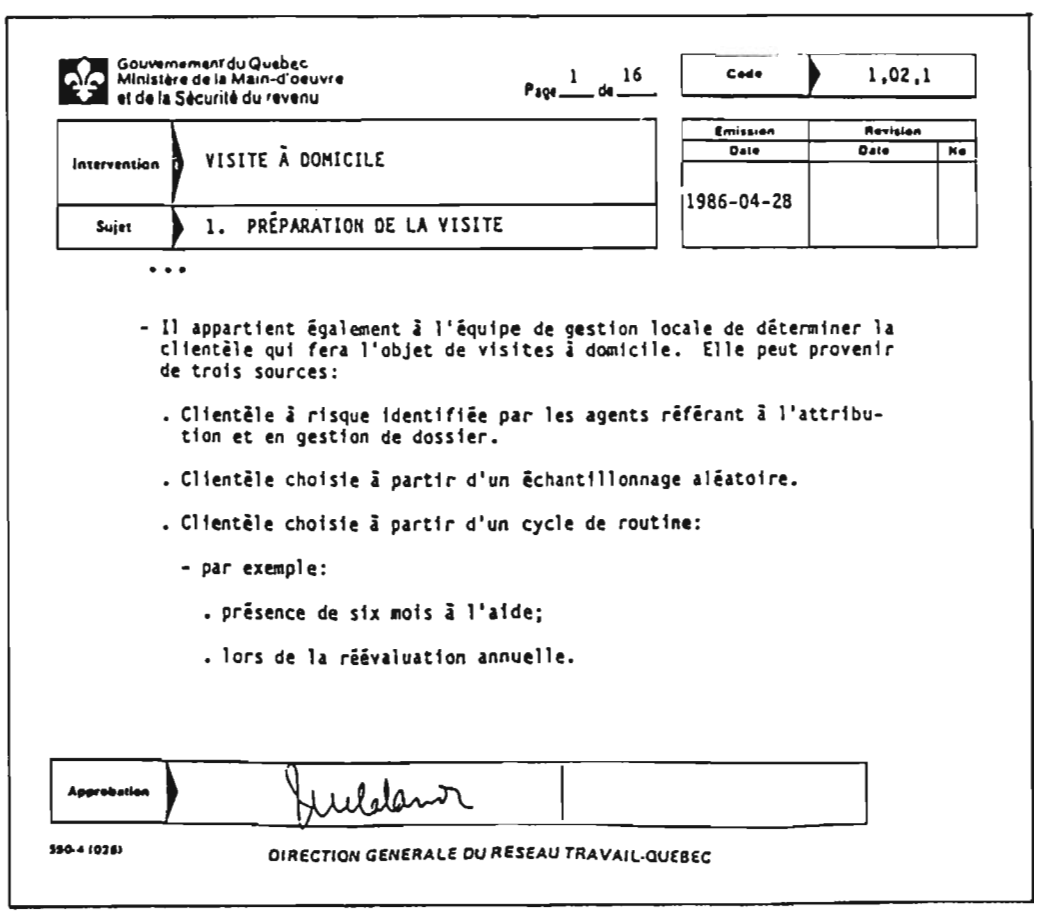
Association Coopérative d'Economie Familiale (ACEF) de Québec
Assemblée des évêques du Québec (Comité des affaires sociales)
Association des juristes du Québec
Association des parents uniques de Québec
Association pour la défense des droits sociaux du Québec Métropolitain (ADDS-QM)
Association québécoise pour les droits des retraités/es et pré-retraités/es (AQDR)
Black Community Council of Quebec
Capucins de l'Est (Comité Justice et Paix)
Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ)
Centre Saint-Pierre Apôtre
Centre de pastorale en milieu ouvrier (CPMO)
Centre des femmes de la Basse-Ville de Québec
Centre d'éducation aux adultes de Québec
Coalition des groupes communautaires de Châteauguay
Collectif des femmes immigrantes de Montréal
Comité de travail sur l'accessibilité des services sociaux aux communautés culturelles
Comité des citoyens et citoyennes de St-Jean Baptiste
Comité des citoyens et citoyennes de St-Sauveur
Comptoir alimentaire de Québec
Confédération des syndicats nationaux (CSN)
Conférence religieuse canadienne-Région du Québec (Comité exécutif)
Conseil central de Montréal (CSN)
Conseil central de Québec (CSN)
Conseil des travailleurs et travailleuses du Montréal-Métropolitain (FTQ)
Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT)
Corporation des diététistes du Québec

Eglise Unie du Canada (Comité économie et pauvreté)
Fédération des associations de familles monoparentales du Québec (FAFMQ)
Fédération des femmes du Québec
Fédération des travailleurs du Québec (FTQ)
Femmes et justice
Front Commun des assistées sociales et sociaux du Québec (FCASQ)
Groupe oecuménique sur les réfugié-e-s
Intervenants/es du C.L.S.C. Basse-Ville de Québec
Intervenants/es du C.L.S.C. La Source
Intervenants/es du C.L.S.C. Limoilou
La Clairière
Ligue des droits et libertés (LDL)
Maison des femmes de Québec
Maison des jeunes St-Jean Baptiste
Mouvement des travailleurs chrétiens (MTC)
Mouvement socialiste (MS)
Organisme national anti-pauvreté (ONAP)
Pastorale St-Roch
Projet Genesis
Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM)
Regroupement autonome des jeunes (RAJ)
Regroupement des femmes sans emploi du Nord-Québec (RQSE du Nord)
Regroupement des unités de formation universitaire en travail social (RUFUT)
Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence
Solidarité Populaire-Québec
Y.M.C.A. International

C'est la première fois qu'autant de groupes prennent position publiquement sur un programme s'adressant aux assistées sociales et assistés sociaux. Ces groupes remettent en question un pouvoir gouvernemental dont les mesures portent atteinte aux droits et libertés des personnes assistées sociales. C'est également la première fois que dans les médias, la situation des personnes assistées sociales est présente quotidiennement et qu'une image plus fidèle à leur vécu est véhiculée. Le gouvernement se fait dire de "Respecter leurs droits" (The Gazette). Les journaux communautaires et régionaux, à l'échelle du Québec, traitent de la question des Boubou-Macoutes et l'Opposition se sert de cette couverture publique pour intervenir fréquemment à l'Assemblée nationale.

**L'ampleur du pouvoir administratif telle que révélée dans un document secret**

Les dépenses budgétaires 86-87 étaient connues, les coupures que subiraient les assistés sociaux étaient publiques, les moyens pour y arriver avaient fait la manchette des journaux. Mais les procédures de l'intervention "visites à domicile" étaient demeurées secrètes, au moment de leur mise en application. Seul un code d'éthique de quatre pages avait été rendu public suite aux protestations du FCASQ qui après quatre jours d'application du programme, avait fait état publiquement du traitement que subissaient des prestataires de l'aide sociale.



Gouvernement du Québec
Ministère de la Main-d'oeuvre
et de la Sécurité du revenu

Page 1 de 16

| Code | 1,02,1 |
|---|---|

| Intervention | VISITE À DOMICILE |
|---|---|
| Sujet | 1. PRÉPARATION DE LA VISITE |

| Emission Date | Revision Date | Revision No |
|---|---|---|
| 1986-04-28 | | |

• • •

- Il appartient également à l'équipe de gestion locale de déterminer la clientèle qui fera l'objet de visites à domicile. Elle peut provenir de trois sources:

  . Clientèle à risque identifiée par les agents référant à l'attribution et en gestion de dossier.

  . Clientèle choisie à partir d'un échantillonnage aléatoire.

  . Clientèle choisie à partir d'un cycle de routine:

    - par exemple:

      . présence de six mois à l'aide;

      . lors de la réévaluation annuelle.

Approbation

550-4 (02B)

DIRECTION GENERALE DU RESEAU TRAVAIL-QUEBEC

En juin 1986, le FCASQ met la main sur le document de quarante pages de directives pour mener l'intervention "visites à domicile" et le publicise. Il convient d'en rappeler quelques extraits et leur implication , d'autant plus qu'à partir du moment où les directives sont connues, le gouvernement doit justifier son programme par son application "humaine" et son efficacité.

Ainsi, sans la moindre preuve, sur les seuls soupçons du gestionnaire local, 10% de la population québecoise est devenu sous surveillance et présumée fautive. Si vous êtes assistée sociale et que votre loyer est trop élevé en regard de ce que l'Etat vous accorde pour survivre, si vous avez un pensionnaire (présumé marital) ou si vous êtes victime de délation, la procédure peut s'enclencher.

Le gouvernement et ses agents ne se demandent pas pourquoi les loyers ne sont pas plus accessibles aux populations à faible revenu. Pourquoi de plus en plus de jeunes assistés sociaux, avec leur 170 $ par mois, doivent coucher n'importe où et que plusieurs autres bénéficiaires d'aide sociale doivent s'entasser dans des logements insalubres. Le gouvernement n'a pas jusqu'à maintenant voulu s'attaquer sérieusement au problème du chômage. Il n'a pas encore accordé la parité de l'aide sociale aux jeunes de moins de 30 ans. Il n'a pas indexé depuis 1970 les gains de travail admissibles sans coupure de la prestation d'aide sociale. Non, il a plutôt mis en place des mesures limitant davantage l'accès au travail pour les assistées sociales et assistés sociaux (modifications de l'aide sociale en juin 86 ). Et il a instauré un système de liberté surveillée.

Dans la préparation de la visite, l'agent visiteur étudie toutes les données connues du dossier (identification, état social, signatures, composition du ménage, biens, revenus) et établit un état sommaire des revenus et dépenses. Suivant les raisons de la référence, il prend en considération des données concernant la présomption de vie maritale, la non déclaration de revenus de travail ou de biens, etc ... Un dossier silencieux devient sujet à soupçon . En cas de doute, le document précise que l'agent visiteur peut vérifier par téléphone, auprès de tiers, certaines "anomalies" au dossier.

"L'agent visiteur établit l'horaire de ses visites sans en informer la clientèle".[10]

(Au moment de la visite, ) "S'il y a d'autres personnes au domicile, l'agent :

- tente de réaliser l'entrevue seul avec le client;

- en cas de refus, juge de la pertinence de réaliser ou non l'entrevue;

- tente de connaître le nom et la relation des autres *interlocuteurs avec le client s'il effectue l'entrevue en leur* présence."[11]

(voir tableau page suivante)

Engagée depuis plusieurs années dans des luttes avec les assistées sociales et assistés sociaux, j'ai pu à l'occasion d'une conférence de solidarité aux Philippines à l'automne 1985, connaître la combativité du peuple philippin, mais aussi mesurer la répression qui s'exerçe sur lui. Actuellement encore, des paysans et leur famille sont regroupés dans des villages stratégiques, permettant ainsi un contrôle sur des populations suspectées d'aider la guérilla. Les militaires indiquent sur chaque maison le nombre de personnes l'habitant. Et à l'entrée du village, on vérifie si les quantités de nourriture en provenance du marché correspondent au nombre de personnes qui habitent la maison. Plusieurs personnes continuent encore de disparaître.

Non, la répression n'est pas la même ici, mais la liberté contrôlée des plus pauvres est une réalité commune. Et force est de constater, qu'avec le contrôle du budget de la famille par l'agent d'aide sociale, les pauvres ne peuvent plus gérer seuls leur pauvreté. La démonstration doit être faite que l'on peut vivre avec des revenus 50% sous le seuil de pauvreté.

Gouvernement du Québec
Ministère de la Main-d'oeuvre
et de la Sécurité du revenu

Page 3-4 11 de

Code 1,02,2

| Intervention | VISITE À DOMICILE |
|---|---|
| Sujet | 2. DÉROULEMENT DE LA VISITE |

| Émission Date | Révision Date | Révision No |
|---|---|---|
| 1986-04-28 | | |

2.3 Vérifications et observations générales

• • •

2.3.1 Identification et composition du ménage

- L'agent visiteur:

  . S'assure de l'existence des personnes composant le ménage;
  . Compare les informations fournies par le client par rapport à celles qui sont présentes au dossier;
  . Observe le domicile du client et note les constatations significatives:

    - Outils;
    - Vêtements (présumé conjoint);
    - etc.

2.3.2 Les biens

- L'agent visiteur:

  . Compare les informations fournies par le client par rapport à celles qui sont présentes au dossier.
  . Observe le domicile du client et note les constatations significatives:

    - Oeuvres d'art;
    - Télévision, vidéo, super écran, téléphone;
    - Qualité de vie (ameublement);
    - etc.

2.3.3 Les revenus

- L'agent visiteur:

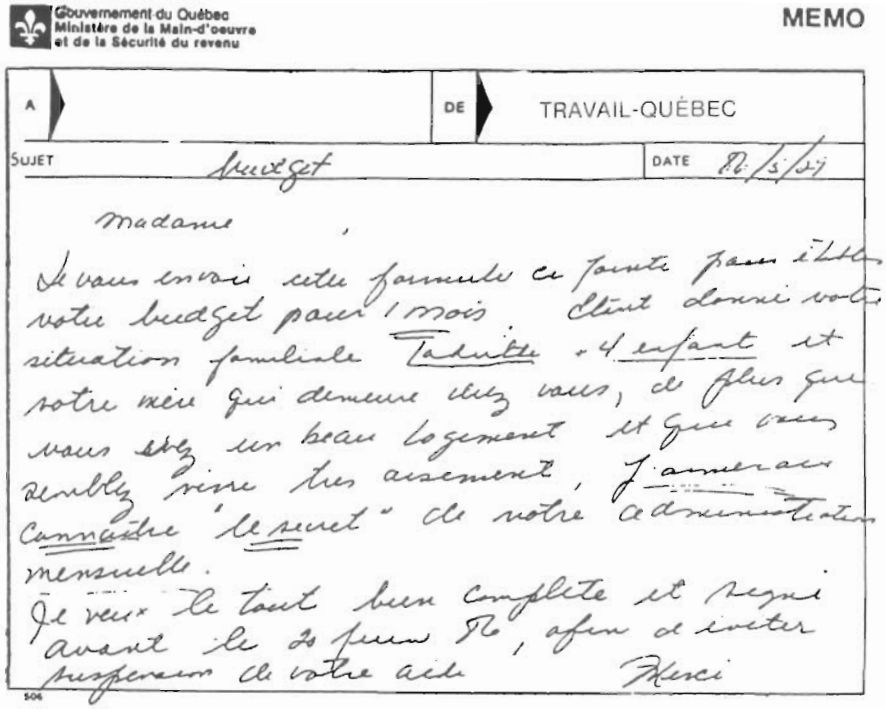
  . Compare les informations fournies par le client par rapport à celles qui sont présentes au dossier.
  . Observe le domicile du client et note les constatations significatives:

    - Indices permettant de présumer le travail à domicile:

      . Machine à coudre (pile de linge);
      . Séchoir à cheveux et accessoires de coiffeur(se);
      . Parc d'enfant, si pas d'enfant déclaré (garde à domicile);
      . Etc.

  . Établit l'état des revenus et dépenses (voir 1.3.3).

Approbation



Gouvernement du Québec
Ministère de la Main-d'oeuvre
et de la Sécurité du revenu

**MEMO**

A

DE TRAVAIL-QUÉBEC

SUJET budget

DATE 86/5/27

Madame,

Je vous envoie cette formule ci jointe pour établir votre budget pour 1 mois. Étant donné votre situation familiale Tadrille + 4 enfant et votre mère qui demeure chez vous, de plus que vous avez un beau logement et que vous semblez vivre très aisement, j'aimerais connaître "le secret" de votre administration mensuelle.

Je veux le tout bien complète et signé avant le 20 juin 86, afin d'éviter suspension de votre aide. Merci

506

*"Il faut surtout pas que tu aies plus que ce qu'on t'accorde. Des fois que ça te permettrait de t'en sortir!...Eh ben, non! Il faut que tu gardes toujours la tête en dessous de l'eau"*[12]

Le programme, tant dans sa conception que dans son langage parle par lui-même. Tel que l'identifie J.-C. Leclerc dans un éditorial du journal Le Devoir du 18 juin 1986, "Ce contrôle est discriminatoire, constitue un traitement cruel et inusité et sape le droit à la réputation de près d'un million de personnes qui n'ont pas choisi de dépendre de l'aide sociale... Cette forme de terrorisme bureaucratique que les victimes ont peur de dénoncer par crainte de perdre leur chèque d'aide sociale, suscite une vive opposition dans la plupart des milieux. Des groupes religieux, syndicaux et populaires y voient le prologue inquiétant de la réforme que le gouvernement a annoncé dans l'aide sociale. A la discrimination en raison de l'âge va-t-il succéder la répression à l'endroit de toute une classe sociale ?"[13]

A ceux et celles qui diront que les agents d'aide sociale ont toujours fait des visites à domicile, il faut préciser qu'elles n'ont jamais été faites d'une façon aussi systématique, avec une mentalité voulant que la personne visitée ait quelque chose à cacher et en profitant du consentement de la personne qui ouvre sa porte, de la confiance accordée lors de l'entrevue, pour chercher des preuves entraînant des coupures pouvant s'appliquer de façon tout à fait arbitraire. Le pouvoir d'enquête présent depuis 1982 permettait déjà d'entrer dans les domiciles avec un mandat de perquisition. Cependant, c'est un juge, sur présentation d'une preuve suffisante qui autorise la perquisition.

**Boubou-Macoutes, un titre mérité**

J.-C. Leclerc a qualifié l'intervention "visite à domicile" de "terrorisme bureaucratique". C'est à juste titre que les agents visiteurs méritent leur nom de "Boubou-Macoutes". Dans nos sociétés, dites libres et démocratiques, qui nous semblent loin de la réalité du tiers monde, l'oppression se fait davantage sentir par le pôle de l'aliénation culturelle.

Le programme des visites à domicile a procédé de toute une campagne idéologique, au moment du dépôt des dépenses budgétaires gouvernementales, pour porter atteinte à la réputation des assistées sociales et assistés sociaux, en les qualifiant de "fraudeurs". Sur la base de l'arbitraire, les directives traduisent bien la conception gouvernementale dans laquelle toute une population est présumée malhonnête .

Les agents visiteurs sont ceux qui tiennent dans leurs mains les armes de la soumission.
Des agents s'identifieront à cette politique.
"Les gens doivent se conformer à la Loi et je suis payé pour l'appliquer"[14]
Il s'agit de voir avec chaque individu, chaque famille, si le montant qui est reçu est bel et bien le montant qui lui appartient en plus ou moins." (Donc qu'il a, et a seulement la prestation à laquelle il a droit.) "[15]

Le Syndicat des fonctionnaires de la province de Québec (SFPQ) auquel sont affiliés les agents visiteurs, n'est pour sa part intervenu qu'une seule fois, disant craindre pour la sécurité de ses membres. Dans l'application d'un programme, les agents peuvent jouer un rôle important. Certains posent des gestes de solidarité, d'autres pas. Ainsi dans la lutte de la taxe d'eau à Montréal, en 1975, les huissiers avaient déclaré qu'ils ne procéderaient pas à des saisies chez les bénéficiaires d'aide sociale. Et récemment en 1987 le président du syndicat des ambulanciers RETAQ a dénoncé la politique patronale visant à ne plus accorder de services ambulanciers aux bénéficiaires d'aide sociale, aussi longtemps que le gouvernement n'aurait pas payé la facture. Il a recommandé aux ambulanciers de passer outre à la directive patronale et de donner quand même le service aux assistés sociaux. Le syndicat s'est engagé à défendre les ambulanciers qui pourraient être victimes de poursuites de la part de l'employeur.

Dans la lutte contre les Boubou-Macoutes, il faut également souligner l'appui d'individus demeurant inconnus pour le FCASQ, mais qui ont aidé à la lutte. Ainsi ce mémo , reçu à l'automne 85 dans un groupe membre du FCASQ, qui nous avisait des mesures de contrôle allant être mises en place en cours d'année. Et le document contenant les directives de l'intervention "visites à domicile" aurait pu demeurer bien longtemps secret s'il n'était pas tombé entre les mains du FCASQ.

"Boubou-Macoutes", expression que les agents d'aide sociale ont dû constamment contrer en montrant leur visage "humain". Ils ne se sont jamais opposé au caractère discriminatoire des visites à domicile, mais l'image dont ils étaient porteurs les a constamment obligés à parler du caractère "humain" des visites. Et le terme dont ils continuent d'être affublés n'est pas très apprécié.

"ça n'est jamais agréable de se faire crier des noms ..."[16]

"J'espère que le terme va s'atténuer"

"Je ne me sens pas justicier"

"je ne me sens pas un chasseur de tête"[17]

Même le Premier ministre Robert Bourassa, et pour cause, s'est dit agacé par le terme Boubou-Macoutes. Plus tard, le ministre de la Sécurité du revenu a tenté sans grand succès, de faire imposer le terme d'agent de "revitalisation" (Sic!)

**Les visites à domicile devant la Cour**

Bien qu'il devait demeurer secret, l'avis juridique du ministère de la Justice concernant les visites à domicile,sera finalement rendu public le 22 juin 1986. Cet avis viendra confirmer la position du ministre Paradis un jour avant que la Commission des droits de la personne ne s'adresse officiellement à ce dernier. La Commission déclare que les visites à domicile chez les personnes prestataires de l'aide sociale "apparaissent contraires à la charte québécoise des droits et libertés et risquent de violer les droits fondamentaux de plusieurs de ces citoyens". Dans une lettre adressée au ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu, la Commission exhorte le gouvernement à mettre fin à l'opération "visite à domicile" et à ses vérifications abusives.

> "Les assistés sociaux, qui sont déjà victimes de préjugés, écrit la Commission, n'ont pas à subir ce qui semble être une forme d'intimidation, d'humiliation ou de menaces indues en raison de leur situation économique...La Commission croit que ces directives sont inacceptables, laissent place à l'arbitraire, permettent des visites au hasard dans les demeures, sans qu'il y ait nécessairement un quelconque soupçon d'irrégularité. Elles ne prévoient pas non plus de mesures garantissant un consentement libre et éclairé chez les personnes "visitées", enfin, "elles s'apparentent au harcèlement et à l'intimidation de tout un groupe de personnes dont la fragilité et la dépendance de l'Etat sont telles qu'elles engendrent la crainte et l'anxiété de se voir enlever le minimum vital"."[18]

Dans un contexte où la pression populaire devenait plus forte, et où des organismes tels que la Commission des services juridiques et la Commission des droits de la personne remettaient en question le programme des visites à domicile, il apparaît clair

que l'avis du ministre de la Justice n'aurait pas été rendu public s'il avait été défavorable au programme des visites à domicile, et donc au ministre de la Sécurité du Revenu. Le filtrage de l'information montre bien le rapport de force qui s'est établi. Le ministre avait besoin de cet avis pour ne pas faire marche arrière avec son programme. Trois avis légaux considéraient le programme des visites à domicile comme illégal et allant à l'encontre de la charte des droits et libertés: celui de la Ligue des Droits et Libertés, celui de la Commission des services juridiques et celui de la Commission des droits de la personne. Seul l'avis du ministre de la Justice était contradictoire.

Devant la pression exercée, le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu se dit prêt à "bonifier" les directives du programme des visites à domicile. Cependant, l'avis du ministre de la Justice lui permet de poursuivre les visites et de déclarer que seul un tribunal pourrait trancher. Il sait que plusieurs mois s'écouleront avant qu'un jugement ne soit rendu.

Durant cette période, malgré un large mouvement d'appui, plusieurs bénéficiaires d'aide sociale manifestent de l'insécurité devant ces avis différents. La question de la légalité ou de l'illégalité des visites demeure donc présente. Les mesures prises par le bureau d'aide sociale, en cas de refus de laisser entrer l'agent à son domicile, demeurent vagues et les risques de coupures restent présents.

Au cours de la première semaine de juillet, le ministre Pierre Paradis fait le bilan des six premières semaines de visites à domicile et déclare que les visites ont permis de réduire ou d'annuler 20% des prestations versées aux assistées sociales et assistés sociaux. Des journaux titrent alors: "Un prestataire sur cinq était surpayé", "Des visites efficaces", "Une enquête qui était justifiée", "Les dénonciations sur les cas de fraude se multiplient". Plus tard en saison, le Journal de Québec publiera une série d'articles intitulés "Les fraudeurs de l'aide sociale". C'est le retour du balancier! Le ministre Paradis recevra même les félicitations de l'ancien ministre des Finances du gouvernement du Parti québécois, pour son courage politique.

Durant la première quinzaine de juillet, le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du Revenu commande un sondage en préparation du projet de réforme de

l'aide sociale. Cependant, certaines questions touchent le programme des visites à domicile, et seront rendues publiques au début du mois d'août 1986. Ainsi, le sondage révèle que quatre Québécois sur cinq approuvent les visites au domicile des assistées sociales et assistés sociaux, pour vérifier s'ils ont droit aux prestations qui leur sont versées. Il semble qu'une majorité de bénéficiaires d'aide sociale y soient également favorables.

Le Quotidien 08-08-86

Sur le plan politique il semble difficile alors d'aller plus loin. Le journal The Gazette résume ainsi l'état de la situation :

> "Les réactions aux Boubou-macoutes n'auraient pas été si positives si les inspecteurs avaient été envoyés, sans rendez-vous, dans la classe moyenne au lieu des assistés sociaux. Aussi longtemps que les Boubou-macoutes resteront dans les quartiers pauvres et seront absents des banlieues, les bénéficiaires de l'aide sociale ne seront pas capables d'exercer une pression politique suffisamment forte sur le gouvernement pour que cessent les visites à domicile."[19]

Par ailleurs, la lutte est inégale. L'Etat a des moyens que ne peuvent se permettre les bénéficiaires d'aide sociale et les organisations qui défendent leurs intérêts. Ceux qui nous gouvernent ont des intérêts contraires à ceux des assistées sociales et assistés sociaux et des classes populaires en général. Il s'avère donc nécessaire de travailler à l'organisation d'un pouvoir différent, qui réponde aux intérêts de la majorité des Québécois et Québécoises.

L'objectif de la lutte était la cessation des visites à domicile. La bataille sur le plan politique semblait avoir atteint son sommet. Elle s'est transportée sur le plan légal. Elle fut limitée par le fait que si une personne bénéficiaire d'aide sociale refuse de s'identifier comme assistée sociale dans son milieu, à cause des préjugés, si elle craint de perdre sa prestation en faisant respecter ses droits, elle sera d'autant plus difficile à mobiliser pour intervenir en cour.

Les limites étaient connues. Dans la meilleure des causes, il aurait fallu connaître au moment du dépôt de la requête, une assistée sociale, qui par refus d'ouvrir la porte à l'agent visiteur aurait eu sa prestation coupée. Pendant ce temps les visites se poursuivaient. Une requête a donc été déposée en août 1986, par une militante d'un groupe membre du FCASQ sur la base du droit préventif, car à tout moment, elle pouvait faire l'objet d'une visite surprise de la part des agents-visiteurs.

Sans vouloir atténuer les difficultés rencontrées, le FCASQ, la Ligue des Droits et Libertés, la Commission des services juridiques et la Commission des droits de la personne ont travaillé de façon concertée pour l'audition de cette cause en Cour supérieure. Le travail de coordination et la défense sur le plan légal ont nécessité la mise sur pied d'un fonds d'aide juridique dans lequel des individus et organisations ont versé en peu de temps plus de $7,000. Sans cette solidarité concrète, il aurait été plus difficile, sinon impossible de mener à terme cette intervention juridique.

## Le jugement

Le jugement rendu est venu confirmer sur le plan légal la nécessité du consentement du bénéficiaire pour qu'une visite à domicile ait lieu.

**JUGEMENT TANNENBAUM**

Cour supérieure de Montréal, 30/12/86

***"Une visite à domicile, sans le consentement du bénéficiaire serait évidemment une violation de plusieurs droits protégés par les chartes, soit:***

| | |
|---|---|
| *la charte québécoise:* | Art.5- "Toute personne a droit au respect de sa vie privée"<br>Art.7- "La demeure reste inviolable"<br>Art.8- "Nul ne peut pénétrer chez autrui ni prendre quoi que ce soit sans son consentement exprès ou tacite"<br>Art.24.1- "Nul ne peut faire l'objet de saisies, perquisitions ou fouilles abusives." |
| *la charte canadienne:* | Art.8: " Chacun a droit à la protection contre les fouilles, les perquisitions ou les saisies abusives" |

*Extrait d'un dépliant produit par le FCASQ et la LDL*

Si le jugement est venu confirmer la nécessité du consentement pour qu'une visite ait lieu, il est venu par ailleurs élargir le pouvoir administratif :

> "Le ministre intimé a évidemment une tâche considérable à administrer un budget de plus de 2 milliards de dollars de fonds publics destinés à l'aide sociale. Il est évident que ceux qui ont vraiment besoin de cette aide devraient la

> recevoir sans restriction; mais il est aussi évident que ceux qui administrent des fonds publics ont le devoir de s'assurer que la disposition de ces fonds soit strictement en conformité de la loi et des règlements. Lorsqu'il effectue une visite à domicile avec le consentement de la personne visitée, il ne fait que ce que la loi l'oblige de faire, soit de s'assurer que ceux qui reçoivent des prestations de l'aide sociale ont le droit de les recevoir".[20]

Sous cet aspect,"la LDL considère que le jugement Tannenbaum est un recul pour les droits fondamentaux. En effet, sous prétexte de l'importance d'un budget social, le juge accorde à l'Etat, sans qu'aucune loi ni règlement ne le permette, le pouvoir d'harceler et d'intimider les citoyens à leur domicile. Ce faisant l'honorable juge s'éloigne considérablement de son devoir de "dire le droit" et glisse vers une appréciation de l'opportunité politique d'une mesure de contrôle administrative illégale. "[21]

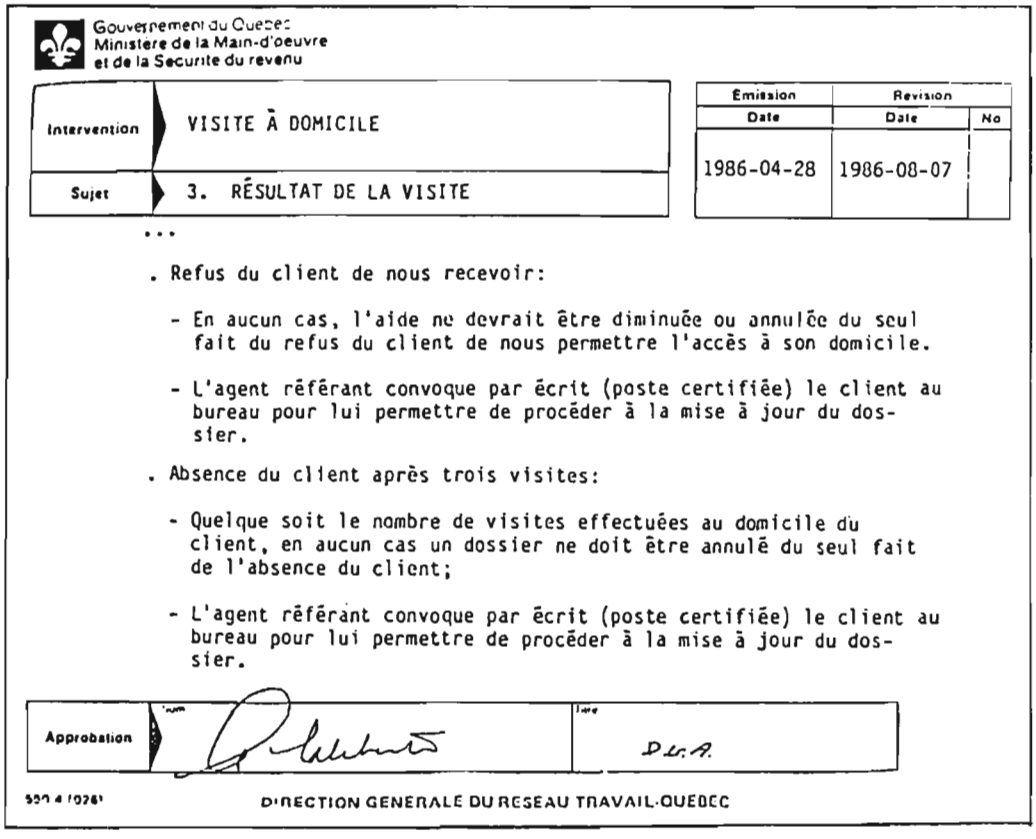
Au lendemain de ce jugement, les journaux titrent "Les visites des "Boubou-Macoutes" ne sont pas illégales, dit la Cour supérieure" ," La Cour supérieure avalise les visites chez les assistés sociaux" , mettant ainsi l'accent sur une des parties du jugement Tannenbaum. C'est pourquoi devant ces grands titres et suite aux appels reçus de prestataires d'aide sociale inquiets, La Ligue des Droits et Libertés et le FCASQ font ressortir en conférence de presse, la nécessité du consentement du bénéficiaire pour que l'agent entre dans sa demeure. Ils n'en continuent pas moins de réclamer la cessation des visites à domicile. Pour les groupes de défense des droits et intérêts des assistées sociales et assistés sociaux, le jugement n'est pas un point d'arrivée. Il est plutôt un point de départ pour que s'entreprenne une démarche sur le droit à la vie privée pour les assistées sociales et assistés sociaux, comme pour toute personne, et que soit posé le geste de fermer sa porte aux Boubou-Macoutes.

Fruit de la pression politique exercée pendant plus d'un mois par des groupes venant de différents secteurs de la population, dont des organismes para-publics tels que la Commission des droits de la personne, et devant la probabilité d'être poursuivi en Cour le ministre du Travail et de la Sécurité du Revenu a finalement amendé les directives le 7 août 1986. Cependant, ces modifications n'ont été révélées que trois

mois plus tard, soit au moment de l'audition en cour. De fait, elles font disparaître le caractère "arbitraire" des mesures prises en cas de refus ou d'absence du domicile.

> Les directives datant du 28 avril 1986 énonçaient entre autres :
>
> "Si le client refuse de recevoir l'agent, ce dernier l'informe que nous communiquerons avec lui ultérieurement. "[22]
>
> "Absence du client après une troisième visite : ...prend l'action appropriée selon la nature du cas."[23]

Des modifications à ces directives, en date du 07 août 1986, y apportaient les changements qui suivent.



Gouvernement du Québec
Ministère de la Main-d'oeuvre
et de la Sécurité du revenu

| | |
|---|---|
| Intervention | VISITE À DOMICILE |
| Sujet | 3. RÉSULTAT DE LA VISITE |

| Émission | Révision | |
|---|---|---|
| Date | Date | No |
| 1986-04-28 | 1986-08-07 | |

...

. Refus du client de nous recevoir:

- En aucun cas, l'aide ne devrait être diminuée ou annulée du seul fait du refus du client de nous permettre l'accès à son domicile.
- L'agent référant convoque par écrit (poste certifiée) le client au bureau pour lui permettre de procéder à la mise à jour du dossier.

. Absence du client après trois visites:

- Quelque soit le nombre de visites effectuées au domicile du client, en aucun cas un dossier ne doit être annulé du seul fait de l'absence du client;
- L'agent référant convoque par écrit (poste certifiée) le client au bureau pour lui permettre de procéder à la mise à jour du dossier.

| | | |
|---|---|---|
| Approbation | Nom | Titre |
| | [signature] | D.G.A. |

550 4 (026)

DIRECTION GENERALE DU RESEAU TRAVAIL-QUEBEC

Ville de Montréal

Service des affaires sociales

1125, rue Ontario Est
Montréal H2L 1R2

Le 14 janvier 1986

Mademoiselle Danièle Bourassa
5843, rue St-Denis
MONTREAL (Québec)
H2S 2R4

Objet: Demande de révision
Dossier: BOUD 185655-C9

Mademoiselle,

Votre demande de révision a été reçue à notre bureau régional le 15 décembre 1986.

Vous contestez la décision du centre local Beaubien qui, le 28 novembre 1986, a refusé de vous verser de l'aide sociale à compter du 4 novembre 1986, parce qu'il n'a pas été possible à un agent de vous rencontrer à votre domicile.

Nous avons appris que votre centre local avait reconsidéré sa décision du 28 novembre 1986 et que l'aide sociale vous sera versée à compter du 4 novembre 1986.

En raison de ce qui précède, le bureau régional rejette votre demande de révision, faute d'objet.

Le directeur

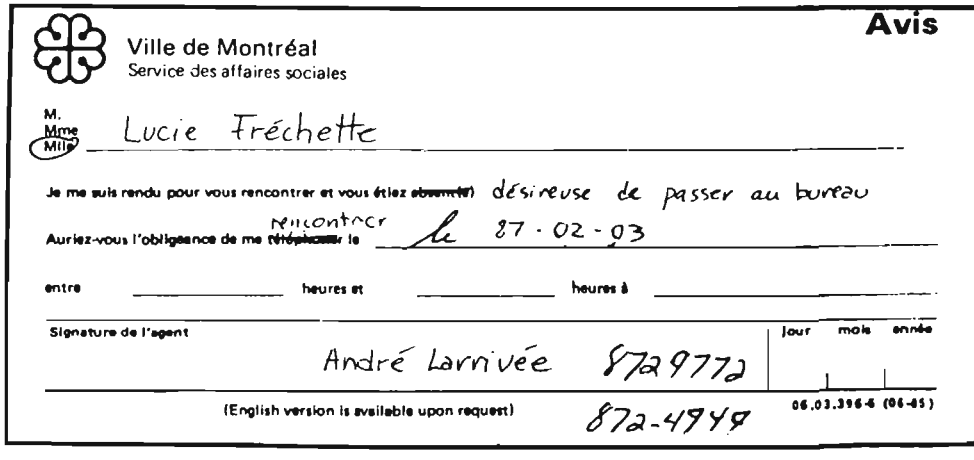
Jean-Vianney Jutras

Jean-Vianney Jutras

Cependant, jamais jusqu'à l'audition en cour, le ministre Paradis n'a reconnu aux assistées sociales et assistés sociaux le droit de refuser l'entrée de leur domicile aux agents d'aide sociale. Et si les directives avaient été amendées, elles n'étaient pas connues publiquement et n'étaient pas appliquées. En preuve cette assistée sociale, Danièle Bourassa, qui au moment même de l'audition en cour, était privée de sa prestation d'aide sociale pour avoir refusé l'entrée de son domicile à un agent d'aide sociale, un agent qui avait aperçu deux bicyclettes dans son hangar.

C'est le procureur de la Couronne au moment de l'audition , qui est venu révéler que les directives avaient été amendées. Dans une société où nul n'est sensé ignorer la loi, il est bien difficile de faire respecter ses droits si des directives demeurent cachées et si les prestataires sont volontairement privés d'information par un gouvernement davantage soucieux d'économie que du bien-être de la population. Danielle Bourassa n'a recouvert sa prestation qu'après le jugement Tannenbaum rendu le 30 décembre 1986.

Ce jugement fait en sorte que les bénéficiaires d'aide sociale peuvent "de fait" refuser l'entrée de leur domicile sans courir le risque de se voir couper leur prestation d'aide sociale. Des militants et militantes conscients de leurs droits et supportés par leur groupe d'appartenance, peuvent ainsi se faire respecter.



Ville de Montréal
Service des affaires sociales

**Avis**

M. Mme Mlle Lucie Fréchette

Je me suis rendu pour vous rencontrer et vous étiez ~~absent(e)~~ désireuse de passer au bureau

Auriez-vous l'obligeance de me ~~téléphoner~~ rencontrer le le 87-02-03

entre _____ heures et _____ heures à _____

Signature de l'agent André Larrivée 872 9772

Jour mois année

(English version is available upon request) 872-4948

06.03.396-6 (86-05)

*Extrait de L'OPDS en direct, Journal de l'OPDS-RM, mars 1987*

Pourtant, bon nombre d'assistées sociales et assistés sociaux ne pourront donner un consentement libre. Ainsi en témoigne cette assistée sociale, lors de l'émission Contrechamp du 10 avril 1987, à Radio-Canada :

> *"Même si je savais que j'avais le droit, je sentais que je n'avais pas vraiment le droit parce que j'avais peur qu'ils pensent que j'avais quelque chose à cacher".*

Les assistées sociales et assistés sociaux isolés, dans leur milieu, peu informés et craignant de perdre leur seul revenu, utiliseront peu ce gain obtenu sur le plan légal. C'est ainsi que le FCASQ et la Ligue des Droits et Libertés n'ont pas exclu la possibilité de revenir devant les tribunaux.

Les limites du gain obtenu pose aux groupes de défense des assistées sociales et assistés sociaux, le défi de rejoindre un plus grand nombre de bénéficiaires d'aide sociale et de poursuivre un travail de conscientisation au niveau du "droit" à l'aide sociale, mais aussi du "droit" à la vie privée et donc du "droit" des femmes à une vie affective. Un travail qui amène les assistées sociales et assistés sociaux eux-mêmes à se défaire de préjugés qu'ils peuvent avoir entre eux, à vaincre la peur et la honte et à se lier à d'autres personnes assistées sociales et d'autres groupes, pour défendre des intérêts communs. On peut constater que durant cette période de lutte, de nouveaux groupes ont adhéré au FCASQ, et quelques femmes qui ont dû défendre leur droit à l'aide sociale et leur autonomie, sont devenues militantes dans des organisations de défense des droits et intérêts des assistées sociales et assistés sociaux.

## Les femmes particulièrement touchées

Le ministre Paradis a toujours refusé de donner le détail des coupures. Cependant, à l'émission Contrechamp déjà citée, il était révélé que "les fausses déclarations de vie maritale représentent 80% de toutes les fraudes commises à l'aide sociale". Toute une section des directives du programme des visites à domicile traite des situations de vie maritale non déclarée.

Selon la référence qui a déclenché la procédure, l'agent visiteur fait des observations spécifiques. Dans le cas de :

Gouvernement du Québec
Ministère de la Main-d'oeuvre
et de la Sécurité du revenu

Page 6 de 11

| Code | 1,02,2 |
|---|---|

| Intervention | VISITE À DOMICILE |
|---|---|
| Sujet | 2. DÉROULEMENT DE LA VISITE |

| Émission Date | Révision Date | Révision No |
|---|---|---|
| 1986-04-28 | | |

• • •

2.4.1 Vie maritale non considérée (faux pensionnaire/fausse séparation)

- L'agent visiteur porte une attention particulière:

  . Au(x) nom(s) sur la boîte aux lettres et/ou sur la porte;
  . A la présence d'une automobile en s'informant à qui elle appartient et qui l'utilise;
  . L'existence de comptes conjoints, d'emprunt ou endossement;
  . Au nom figurant sur les comptes d'électricité, de téléphone, etc.;
  . A la présence d'indices tels que vêtements, outils, équipements.

- L'agent visiteur vérifie:

  . Le moyen de transport de la personne pour effectuer son épicerie, ses sorties, etc.;
  . Qui s'occupe de faire les réparations à la maison;
  . Les autres éléments identifiés lors de la préparation du cas.

- L'agent visiteur effectue une visite des lieux avec le consentement et l'accompagnement du client afin d'observer:

  . Le nombre de pièces disponibles par rapport au nombre d'occupants;
  . L'utilisation commune des ressources matérielles familiales (dans le cas de pensionnaire).

Approbation

550-4 (0281)

DIRECTION GENERALE DU RESEAU TRAVAIL-QUEBEC

Un programme laissant place à l'arbitraire était un nid tout à fait approprié pour favoriser la délation. Érigé en système, la délation permet un contrôle de la part de l'Etat et du milieu environnant. Elle remet en question le droit des femmes qui reçoivent une aide matérielle de l'Etat à une vie affective. Le programme des visites à domicile, sous cet

aspect, nous ramène à l'époque des mères nécessiteuses où il fallait faire preuve de bonnes moeurs. Quand l'agent-visiteur tente de connaître le nom et la relation des personnes présentes avec la bénéficiaire visitée, quand il vérifie si la personne qui aide à l'occasion ne pourrait pas subvenir aux besoins de l'assistée sociale, il se fait l'agent d'un système qui nie le droit des femmes à leur autonomie.

> *"Tu sais, quand tu vois débarquer chez toi, à n'importe quelle heure, un inspecteur qui vient voir si tu vis bien seule, tu vas pas me dire...que c'est pas du contrôle policier, ça. Certains commencent même avant l'heure autorisée. Ca m'est arrivé. Eh ben, eux, ça les dérange pas: "Ouvrez, madame, que je mette mon nez dans vos affaires.*
>
> *Alors, si t'as un chum à la maison, eh ben tu risques tout simplement de te faire couper ton chèque. On va te dire: "Je regrette, mais vous n'êtes pas seule chef de famille puisque je vous trouve avec un homme. Désormais, vous serez coupée." Et crac!"*[24]

Les directives indiquent clairement que la vie affective des femmes ou simplement l'entraide est sous surveillance, et que dans la mesure où une femme entretient des relations avec un homme, celui-ci devrait la prendre en charge. Toute présence d'homme peut entraîner la délation, la visite à domicile et la coupure du chèque. Coupables jusqu'à preuve du contraire! Plusieurs femmes verront leur prestation coupée suite à une visite à domicile. Ce n'est le plus souvent, qu'après une révision de leur dossier ou en procédure d'appel devant la Commission des affaires sociales qu'elles seront réintégrées dans leurs droits, si la Commission juge, sur la base de critères pour le moins arbitraires, qu'elles ne sont pas en situation de vie maritale.

Cette conscience du droit des femmes à une vie affective en même temps que le droit à l'aide sociale aurait été difficilement pensable il y a seulement quelques années. Dans les faits, cette résistance, bien qu'elle soit limitée, montre la prise de conscience des femmes de leur droit à une vie affective, tout en maintenant leur droit à l'aide sociale et donc leur droit à une autonomie financière. Il y a là des enjeux majeurs, celui d'un nouveau rapport des sexes, mais aussi celui du rapport des femmes à l'Etat.

# Aide Sociale

## Visite des "boubou-macoutes"...

## * Je vous déclare MARI et FEMME !

Lise est une assistée sociale de 29 ans qui est mère de trois enfants et qui doit assumer seule la charge de sa famille. Histoire d'améliorer sa condition de vie, elle suit, à temps plein, des cours donnés par l'Education des adultes. Mme Lacroche, son agent de BES, est au courant de ces activités puisque Lise, par ses études, participe à un programme du BES.

En novembre dernier, Mme Lacroche décide d'aller rendre visite à sa "protégée", histoire de jaser un peu. Elle "oublie" d'appeller Lise à son domicile pour la prévenir de sa visite et semble du même coup oublier que celle-ci est à l'école. C'est donc vers 11:00 AM que Mme Lacroche sonne chez Lise et demande à l'enfant qui vient lui ouvrir d'aller chercher sa mère. "Surprise" de constater l'absence de Lise, elle entre dans la maison et pose à l'enfant une série de questions dans le but évident de "réajuster" son dossier. Mme Lacroche a prioritairement une grande préoccupation; savoir si Lise a un ami qui la fréquente "régulièrement".

Pauvre Mme Lacroche, une mauvaise surprise l'attendait. Alors qu'elle discutait sérieusement avec l'enfant, un grand méchant loup, portant chemise et pantalon, apparut dans la cuisine. Assiettes en main, il invita le garçon à aller dîner. "Inquiète", Mme Lacroche ordonna à ce monsieur de se présenter (les rôles changent vite). Celui-ci s'exécuta en présentant ses cartes d'identité. Il était le frère de Lise, en visite depuis la veille. Au comble de la surprise, Mme Lacroche vit un autre méchant loup pénétrer dans la cuisine. Invité lui aussi à prouver son identité, il se révéla être le cousin de Lise, également en visite.

Une fois revenue à son bureau, Mme Lacroche repensa à cette situation. Jugeant malhonnête que Lise "vive maritalement" avec "un" ami sans l'avoir déclaré, elle décida d'annuler son chèque d'aide sociale aussitôt. Lorsque Lise reçu cet avis de décision, elle fut sidérée. Elle était accusée de vivre avec son premier mari (père de ses deux aînés) et voyait par ce fait, sa seule source de revenu lui être enlevée. Désemparée, Lise fit appel au RPDS.

Etant décidé à ne pas laisser passer pareille injustice, le RPDS fit une demande de revision de ce dossier auprès du Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu. Lors de son entrevue, Lise, accompagnée d'une militante du RPDS, put déclarer et prouver que l'accusation portée contre elle était fausse. Les messieurs présents lors de la visite de Mme boubou-macoute Lacroche était bel et bien son cousin et son frère. Deux semaines après cette rencontre Lise reçevait l'avis que ses prestations allaient être rétablies.

Bravo au RPDS et à Lise pour leur persévérence!!

Voilà toute l'importance de la lutte face aux injustices!!

*Extrait de LASSO, Bulletin du RPDS Roberval, avril 1987*

les boubou macoutes marient les femmes malgré elles

J"ai été coupé à l'aide sociale cette année et on me réclame 8,000.dollars. La raison, j'aurais vécu maritalement avec un homme que je gardais comme pensionnaire depuis plusieurs année.J'ai 4 enfants à faire vivre et je n'arrive pas à payer mon loyer seul et il faut que je loue une chambre.Je l'ai toujours déclaré à l'aide sociale Si j'avais su le trouble que éa me donnerait je ne l'aurais pas gardé. Je suis allé en revision et en appel et j'attend la décision Lors de l'appel le bureau d'aide sociale a fait témoigner des voisins et la directrice de l'école pour faire dire que cet homme allait chercher les enfants Ce sont mes enfants ,je m'en suis toujours occupé toute seule et la directrice ne pouvait rien dire.Je crois qu'ils l'ont fait venir pour me gêner ou gêner les enfants.

Avril 87.

Marie-Claire de Pabinais-Ouest

# BES: AGENCE DE RENCONTRE !

Claire est une assistée sociale célibataire sans enfant. Celle-ci reçoit un appel téléphonique à sa résidence. N'étant pas là, son ami répond. C'était Mme Lacroche son agent bien décidé d'ouvrir une enquête sur sa vie privée. Elle a déjà interrogé ses parents et amis. Celle-ci se rend au domicile de Claire pour la questionner sur sa vie privée, elle en profite pour jeter un coup d'oeil sur l'ameublement.

Par le suite, Claire est convoquée au BES. Mme Lacroche lui présente une déclaration composée de questions et réponses, rédigée bien sûr par elle et invite Claire à la signer. Cette dernière n'a pas eu la prudence de lire ce document qui veut prouver qu'elle vit maritalement.

Après cette rencontre, quelques jours plus tard, Claire reçoit une lettre de son agente. Celle-ci lui confirme qu'elle n'est plus admissible à l'aide sociale et qu'en plus elle doit rembourser son dernier chèque. La raison qu'on lui donne, c'est qu'elle est accusée de vivre maritalement.

Au lieu d'accepter cette décision, elle décide d'aller consulter le RPDS de Roberval et nous demandons une revision de son dossier. La revision est fixée en mars et avant que celle-ci n'aie lieu, Claire reçoit une nouvelle lettre lui expliquant que son dossier a été réévalué et que son aide sociale a été rétablie.

*Extrait de LASSO, Bulletin du RPDS Roberval, juin 1987*

Par les visites à domicile, l'Etat exerce actuellement un contrôle sur la vie privée de tous les bénéficiaires d'aide sociale, et des femmes particulièrement. Mais elle étend aussi son contrôle sur la vie privée de personnes non-assistées sociales, en relation avec des bénéficiaires de l'aide sociale. L'exemple de la page qui suit en est la preuve. Avec le nouveau programme APPORT et l'intégration de toutes les familles à faible revenu dans la réforme de l'aide sociale, d'autres catégories de population pourraient bien subir un contrôle gouvernemental abusif.

Dans les groupes d'assistées sociales et d'assistés sociaux, la résistance passe par la défense de bénéficiaires aux prises avec des situations pénibles, conséquences du programme des visites à domicile, et de la mentalité gouvernementale qui présuppose de la malhonnêteté des bénéficiaires d'aide sociale. Le Regroupement des femmes sans emploi du Nord-Québec en lien avec le Collectif "Femmes et Justice" (référer au chapître 3, p. 94), fait le relevé de toutes les situations qui lui sont rapportées dans la région de Québec. Un projet en cours permettra de faire le relevé à l'échelle du Québec. Préoccupés de l'autonomie des femmes, des groupes de femmes poursuivent une recherche en se référant au Code civil, et une avocate de la Ligue des Droits et Libertés travaille sur l'aspect légal de la définition de la vie maritale.

Cette période de recherche , de réflexion et de défense individuelle, devrait préparer le terrain pour d'autres actions collectives. Et cette prise de conscience des femmes de leur rôle social et de l'importance pour elles d'une autonomie financière, auront des effets certains sur l'organisation sociale. La mise en place du programme des visites à domicile a été une occasion pour les groupes de femmes et certains groupes familiaux, de se solidariser avec les groupes d'assistées sociales et assistés sociaux. Le terrain commun sur lequel ils se sont retrouvés fait la démonstration du chemin parcouru par les femmes et s'avère important dans le cadre d'une réforme de l'aide sociale.

TEMOIGNAGE D'UNE ASSISTEE SOCIALE DE LOTBINIERE-OUEST FACE AUX BOUBOUS MACOUTES

J'ai reçu la visite des boubou macoutes à l'hiver 1987. En premier j'ai reçu un téléphone me demandant à me recontrer chez moi. La personne voulait aussi rencontrer ma mère qui a 78 ans mais sans témoin. J"ai refusé ainsi que ma mère. Nous avons alors reçu une convocation écrite.Cela a beaucoup fatigué ma mère. Dans la convocation on disait qu'elle devait se présenter au bureau local(à Bécancour) pour un cas relatif à un dossier d'aide sociale.Après avoir consulté le Comité Chomage Aide Sociale Lotbinière-Ouest, elle a pris la décision de ne pas y aller car cette convocation n'était pas signer par un juge ou un personne autorisée et qu'elle ne reçoit pas d'aide sociale. Dans mon cas, j'ai du y aller car moi je reçois de l'aide sociale.

En arrivant au bureau,on a refusé que je soit accompagnée par les 2 amies qui étaient avec moi. L'agent m'a dit que la salle était trop petite et qu'il ne pouvait accepter qu'un seul témoin. Pourtant, c'était un grande salle de conférence avec des tables et une quinzaine de chaises.

En commençant l'interrogatoire,on m'a dit que j'avais le droit de demander à être accompagné par un avocat.Comme j'avais fait 30 milles pour me rendre et qu'il n'y a un bureau d'aide juridiue qu'à trois-Rivières(à 45 milles de chez moi,)j'ai accepté de répondre. Si on m'avait prévenu de mes droits avant, j'aurais demandée à être accopmpagné par un avocat. J'étais nerveuse car les deux agents qui m'interrogeaient se sont présentés avec leurs cartes comme des enquêteurs spéciaux. Ils avaient tout un dossier devant eux et ils semblaient avoir des factures ,des chèques et autres documents personnels mais ils ont refusé de me les montrer. Ils ne m'ont jamais dit de quoi ils m'accusaient et ils m'ont fait signer un compte-rendu de mon témoignage mais ne m'en ont pas donner de copies.

Plus tard j'ai reçu un avis que j'étais coupé pour 6 mois en 1985 car j'aurais dépassé à cette époque l'avoir liquide permis. On n'indiquait rien de plus. J'ai demandé par la loi d'accès à l'information de recevoir tout les documents à mon dossier. Je n'ai reçu que des feilles de relevés des chèque que l'aide sociale m'a donné Rien sur tous les documents qu'ils avaient lors de l'interrogatoire. Ils avaient des choses très personnelles comme les factures des choses que j'avais acheté pour le mariage de ma fille. Ils avaient vu les commerçants et s'étaient identifié comme agent de la Sécurité du revenu(C'est ce qu'ils m'ont dit). Je leur ai dit qu'ils étaient des SUPER BOUBOU MACOUTES.IL Ils ont dit qu'ils n'aimaient pas ce nom là.

Fortierville, le 5 mai 87

Jacqueline Monfette
142 St Antoine
St Sophie de Levrard

**Des chiffres à démystifier**

Entre mai 1986 et février 1987, 100 000 visites à domicile ont été effectuées. Les derniers chiffres ont été rendus publics au milieu de l'automne 1986. Sur 58 438 visites, 5710 prestations ont été annulées (soit 9.8%) et 1 960 bénéficiaires ont vu leurs prestations réduites (soit 3.4%). Pour 46 682 bénéficiaires (soit 79.8%), les prestations ont été maintenues et pour 988 autres (1.7%) elles ont été augmentées. Chaque fois que des chiffres ont été rendus publics, les journaux ont fait état d'un dossier revisé sur cinq. Et dans la population, on pouvait entendre des réflexions exprimant le fait que les visites étaient justifiées.

En octobre 1986, on comptait 384 200 ménages bénéficiaires d'aide sociale. Si on ramène ces chiffres à l'ensemble des bénéficiaires d'aide sociale, c'est moins de 2% des ménages qui ont vu leur prestations annulées ou diminuées, suite à des erreurs administratives ou des fraudes. On est loin de l'image voulant que les assistées sociales et assistés sociaux soient en majorité des fraudeurs. Sans nier qu'il y en ait, pourquoi y en aurait-il plus que dans d'autres catégories de population? Et pourquoi les assistées sociales et assistés sociaux comme catégorie sociale devraient-ils subir des contrôles différents du reste de la population?

Par ailleurs, le ministre n'a jamais été très loquace sur ce qu'il qualifie de fraude. Un directeur de service d'investigation hésitait même, à l'émission Contrechamp déjà citée, à parler de fraude pour le bénéficiaire qui arrondit ses fins de mois.

> *"C'est difficile de définir ce qu'est la fraude face à un bénéficiaire d'aide sociale. On se retrouve face à une clientèle qui est démunie financièrement, si on considère qu'il a juste le chèque d'aide sociale pour vivre. Il y a des gens qui essaient de s'en sortir en gardant des enfants en faisant $25-$30-$40 par semaine, qui ne déclarent pas ça à l'aide sociale. Est-ce qu'on peut qualifier ça de fraude? C'est chacun qui se fait son propre jugement là-dessus."*

Alors, ça dépend de qui vous juge. Et sur la base de critères qui peuvent être différents d'un agent à l'autre. Pourquoi les revenus de travail sans coupure de la prestation n'ont-ils pas été indexé depuis 1970? Le maximum permis de $50 par mois pour une famille serait aujourd'hui d'environ $165 s'il avait simplement été indexé au coût de la vie. En mai 1987, un économiste chercheur à l'Institut de recherches politiques, Mario Iacobacci, écrivait qu'une réduction du taux de récupération inciterait beaucoup d'assistées sociales et assistés sociaux à se procurer un emploi, car ce revenu servirait à augmenter, et non pas à réduire, leur niveau de vie. Il évalue que si 30% des assistées sociales et assistés sociaux pouvaient travailler 150 heures par mois à $5/heure, tout en bénéficiant d'une sécurité assurée par des services sociaux gratuits, c'est $600 millions que l'Etat économiserait.

> *"Il est foncièrement injuste de laisser en place un système qui assujettit les prestataires à un taux de 100% tandis que les plus riches de notre société paient moins de 60%...Etant donné qu'il est possible d'épargner beaucoup plus que $150 millions tout en atténuant les pièges de pauvreté et en améliorant la productivité de la population active et de l'économie québécoise, le régime de boubou-macoutes ne jouit d'aucune justification économique ou fiscale. De plus, un tel régime risque de nuire au marché du travail québécois dans l'avenir"* [25]

On peut penser que si le programme des visites à domicile avait certains objectifs sur le plan économique, il intervenait d'abord sur le plan idéologique, en augmentant les préjugés envers les personnes assistées sociales. Il préparait ainsi le terrain pour des coupures beaucoup plus importantes par le biais d'une réforme de l'aide sociale.

A Québec, la Coalition populaire sur l'impôt et le revenu (CPIR) se demande "Où est l'équité ?" lorsqu'elle constate qu'en décembre 1985, le maximum annuel reçu en prestations d'aide sociale (équivalent d'une famille de 2 adultes et 2 enfants ou plus) est de $ 9 ,708 et représente 50% du seuil de pauvreté. Alors qu'en 1984, les déductions et exemptions fiscales réclamées par 13 752 contribuables déclarant des

revenus de $ 100,000 et plus ont signifié pour le gouvernement un manque de revenu de $ 9,715 en moyenne, pour chacun de ces contribuables. Point de Boubou-Macoutes pour ce type de bénéficiaires. Dans son rapport annuel pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986, le vérificateur général fédéral Kenneth Dey affirme d'ailleurs, que les échappatoires et abris fiscaux coûtent $28 milliards annuellement au trésor public.

> "*L'élément de notre système gouvernemental*, écrit-il, *fut l'adoption de mesures permettant au Parlement d'avoir le dernier mot sur la façon dont le gouvernement dépense les deniers publics. Les principaux éléments en sont le contrôle de l'impôt, le contrôle des dépenses, une vérification des comptes et finalement un examen rigoureux de la part du Comité des comptes publics. A l'heure actuelle, l'utilisation des dépenses fiscales sape réellement ces contrôles.*" [26]

S'il est injuste d'avoir un système de contrôle pour l'aide sociale qui n'ait aucune commune mesure avec les autres systèmes de contrôle, on peut aussi se poser quelques questions sur les chiffres avancés par le ministre Paradis.

Il semblerait que l'objectif prévu de $ 68 millions de coupures ait été dépassé. Le chiffre serait plutôt de l'ordre de $150 millions. Quelles sont les économies attribuables aux visites à domicile et qu'est-ce qui est attribuable aux modifications apportées aux règlements de l'aide sociale en juin 1986 ? Ces modifications ont eu pour effet de réduire davantage les prestations d'aide sociale dans le cas de ceux qui ont des biens évalués à plus de $50 000 (Ex. : maison, ferme, boisé, etc ...) ou des revenus de pensionnaires, d'un enfant à charge, etc ... En juin 86 on évaluait que ces modifications affecteraient 42, 000 bénéficiaires et feraient économiser au gouvernement $11.2 millions.

Dans les cas de dossiers annulés ou de prestations réduites, les bénéficiaires peuvent aller en révision ou en appel de la décision. "Au bureau régional de Montréal ... depuis le début des opérations des agents visiteurs, 13.2% des personnes rencontrées avaient vu leur prestations réduites ou coupées. De ce nombre plus du quart ont été

réadmis, à la suite d'une demande de révision de leur dossier."[27] Ces chiffres montrent bien la part d'arbitraire que sous-tend le programme des visites à domicile et remettent en question la valeur des chiffres avancés par le ministre. On peut aussi se demander comment ces mesures de contrôle, qui portent atteinte à la dignité des personnes, n'ont pu empêcher plusieurs de recourir à l'aide sociale. Combien de femmes ont subi une situation pénible avant de faire une demande à l'aide sociale? Combien de jeunes ont préféré la rue aux contrôles exercés pour un faible dû (170$ par mois)? Non quantifiable à ce niveau, le contrôle exercé a un effet certain, celui de restreindre le droit à l'aide sociale.

## Un travail dans le quotidien

Suite au jugement Tannenbaum, le ministre Paradis n'a pas vu la nécessité d'informer directement les assistées sociales et assistés sociaux de leurs droits , au moyen de l'envoi des chèques d'aide sociale. De plus, il a manifesté sa volonté de poursuivre le programme des visites à domicile. Les organisations de défense des droits et intérêts des assistées sociales et assistés sociaux et différents groupes doivent donc travailler à ce que les assistés sociaux soient informés, dépassent leurs peurs, la honte et les préjugés, et exercent librement leurs droits.

Ce travail s'avère d'autant plus important que les visites à domicile demeurent la partie rendue la plus visible du non-respect quotidien de la vie privée des personnes assistées sociales. Il faut que soit connu le fait que dans certains cas, les agents d'aide sociale, devant l'exercice du droit de refuser l'entrée du domicile par un bénéficiaire, tenteront de le priver d'autres droits, tel celui de se faire accompagner par une personne au bureau d'aide sociale ( à moins que ce ne soit par un-e avocat-e).

La poursuite d'un travail d'information auprès de la population s'impose également . Les assistées sociales et assistés sociaux doivent être considérés comme des personnes à part entière. La semaine des assistées sociales et assistés sociaux, qui existe depuis maintenant onze ans, contribue à faire mieux connaître les conditions dans lesquelles vivent les bénéficiaires d'aide sociale, ainsi que leurs revendications. La participation du FCASQ et de ses groupes à différentes coalitions créent autant

**MESSAGE du FRONT COMMUN des ASSISTÉ(E)S SOCIALES(AUX) du QUÉBEC**

d'occasions de faire connaître le vécu des personnes assistées sociales et de défendre des intérêts communs. Ainsi, les enjeux importants de la réforme de l'aide sociale ont incité plusieurs groupes à élaborer une plateforme commune sur les principes que devraient porter une réforme juste et équitable de l'aide sociale. Des économistes participant à un groupe de travail, sont à élaborer des propositions concrètes permettant l'application des principes déjà avancés. Le projet de réforme de l'aide sociale permettra de mesurer les acquis des solidarités exprimées dans la lutte contre les Boubou-Macoutes.

## CONCLUSION

La lutte contre les Boubou-Macoutes a connu ses limites. L'objectif était d'obtenir la cessation du programme des visites à domicile. Au plan politique, il n'a pas été possible de développer un rapport de force suffisant amenant l'Etat à retirer son programme. Cependant, l'Etat a dû modifier les directives du programme dans les situations de refus ou d'absence du domicile, devant la pression populaire et la perspective d'une défense en cour supérieure.

La lutte au plan légal a permis de faire reconnaître, en conformité avec les chartes des droits et libertés, la nécessité du consentement du bénéficiaire d'aide sociale, pour que l'agent entre dans la demeure de ce dernier. Les bénéficiaires peuvent donc exercer dorénavant ce droit sans la menace d'une coupure de leur prestation. Cependant, il est évident après un an d'application du programme, que les femmes sont particulièrement touchées par ces mesures. Évident aussi, que pour plusieurs bénéficiaires qui subissent la honte, la peur et les préjugés, il ne s'agit pas d'un consentement libre et éclairé. Ces situations montrent l'importance de la conscientisation pour un changement des mentalités et des structures d'oppression. Les données qui seront recueillies à partir des situations vécues par les assistées sociales et assistés sociaux, permettront peut-être de revenir en cour ou à tout le moins de préparer d'autres actions collectives.

Cependant, même si les acquis sont limités, on peut imaginer que la situation aurait été pire si le mouvement des assistées sociales et assistés sociaux n'avait pas réagi rapidement, si des allié-e-s n'avaient pas pris position en faveur des intérêts des assistées sociales et assistés sociaux, et si le programme et sa contestation avait été ignoré des médias.

Dans le cadre de cette lutte, si une action a pu être déclenchée rapidement, c'est d'abord que l'intervention gouvernementale est tombée sur un terrain où la conscientisation et la mobilisation étaient à l'oeuvre depuis des années.

Depuis le début des années soixante-dix, on est passé de bureaux d'avocats populaires qui donnaient aux assistées sociales et assistés sociaux, une information sur leurs droits et permettaient un défense individuelle, à des locaux davantage axés sur la défense collective et la prise en main par les assistées sociales et assistés sociaux.

A partir du milieu des années soixante-dix, les sessions de formation sur la loi d'aide sociale tiennent davantage compte de la réalité concrète des personnes assistées sociales, de leur vécu économique, politique et culturel. Ces sessions qui visent à briser l'isolement, abattre les préjugés, la peur, la honte, développer une solidarité de classe, connaître ses droits, se défendre personnellement et collectivement, impliquer de nouvelles personnes et agir dans une action collective, se donnent depuis quelques années par des militantes assistées sociales, dans plusieurs régions du Québec.

Le Front Commun des assistées sociales et sociaux du Québec (FCASQ), malgré le manque d'une permanence, réunit depuis plus de dix ans des groupes d'assistées sociales et assistés sociaux qui, sur la base de revendications communes, se concertent dans le cadre de luttes visant à améliorer les conditions de vie des personnes assistées sociales. Chaque année, la semaine des assistés sociaux permet de poursuivre des objectifs de lutte, mais également de faire sentir à l'ensemble des assistées sociales et assistés sociaux membres des organisations du Front Commun,

Semaine des assistées sociales et assistés sociaux - 1987 Photos : GARDS Sherbrooke

le mouvement qui le sous-tend et l'importance de chacun-e dans cette mobilisation. Cette activité est également un lieu d'expression culturelle privilégié à travers lequel passe toute une analyse politique. Et depuis quelques années, une formation commune est donnée à l'ensemble des délégué-e-s des groupes membres du Front Commun.

Les sessions de sensibilisation à la conscientisation et d'autres sessions de conscientisation données par le Collectif Québécois de Conscientisation, et auxquelles ont participé des militantes assistées sociales et des alliés-es impliqués dans des groupes d'assistées sociales et assistés sociaux de différentes régions du Québec, ont sûrement eu des retombées au sein du FCASQ. Le mouvement des assistées sociales et assistés sociaux n'est pas sorti du mouvement de la conscientisation, tous ses militant-e-s populaires et allié-e-s ne s'inscrivent pas dans ce courant. Mais la conscientisation a contribué dans ce mouvement populaire à une politisation qui tient compte de la condition d'assisté social, dans les termes de la culture populaire.

Les difficultés rencontrées dans cette lutte, par le fait que plusieurs bénéficiaires d'aide sociale sont isolés, ne connaissent pas leurs droits ou ne peuvent dans plusieurs cas les exercer, par peur de la répression, confirment l'importance d'une pratique de conscientisation. une pratique par laquelle s'exerce la prise de la parole des milieux populaires, et par laquelle émerge et mûrit une conscience de classe qui se traduit dans des luttes contre les exploitations économiques et les dominations politiques.

Le vécu pénible de femmes assistées sociale que l'Etat déclare en situation de vie maritale, le travail au noir d'assistées sociales et assistés sociaux, nécessaire à leur survie, dans un contexte où les heures travaillées déclarées n'améliorent en rien leurs conditions de vie, la mise en place de mesures discriminatoires et renforçant les inégalités sociales, et la perspective d'une réforme de l'aide sociale appauvrissante pour les assistées sociales et assistés sociaux tout en ayant des répercussions négatives sur l'emploi, confirment l'irnportance d'une réflexion orientée vers l'action, et indissociable d'une transformation sociale.

Au cours d'échange avec les auteurs-es de Pratiques de Conscientisation, Colette Humbert de L'INODEP[28] définissait la conscientisation comme "l'éveil et la maturation de la conscience de classe des milieux populaires, dans des organisations populaires, pour une militance de plus en plus active dans des luttes de classes, au niveau national et international et dans les luttes contre certains pouvoirs dominants de l'Etat. Elle est formation à l'engagement politique et vise au développement de la solidarité des milieux et groupes opprimés. C'est une pédagogie politique, pour une action politique, à partir des problèmes vécus par les milieux populaires, des lutte locales ou sectorielles qu'ils mènent et dont il est essentiel d'identifier avec eux les enjeux dans le champ politique, les solidarités et alliances à promouvoir."

Cette lutte pour vaincre les peurs et les préjugés met bien en valeur les enjeux d'un programme tel que celui des visites à domicile. Elle montre l'importance d'un travail au niveau idéologique et la nécessité de passer par le culturel pour faire reculer les inégalités sociales et économiques.

La lutte contre les Boubou-Macoutes témoigne également du rapport de force créé par tout un mouvement de solidarité. Cette lutte a pu avoir l'ampleur qu'on lui connaît et toucher l'opinion publique, en concurrence avec les immenses moyens de l'Etat, que parce qu'elle a pu bénéficier d'un exceptionnel réseau de solidarité. Plusieurs groupes et personnes se sont mis dans un rapport d'alliance avec les assistées sociales et assistés sociaux et avec eux, ont défendu leurs intérêts. Ce rapport d'alliance avec les classes populaires, cette option et ce principe d'action de la conscientisation se sont largement actualisés dans cette lutte. Ils demandent à se poursuivre, car la transformation des structures et des mentalités visant une société plus juste, est à bâtir avec les classes populaires et ceux et celles qui sont solidaires de leurs intérêts et de leurs luttes.

# Chapitre 5

# La formation de formateurs et formatrices à la FTQ

Michel Matte

Si dans le langage courant, on dit que la FTQ (Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec) est une centrale syndicale, dans les faits, c'est une fédération et sa structure de pouvoir est très différente de celle d'une centrale syndicale. Son système d'éducation résulte directement de cette structure démocratique de pouvoir et pour comprendre le fonctionnement de ce programme particulier de formation qu'est la formation de formateurs et formatrices, il nous semble important, sinon indispensable, d'avoir une connaissance minimale de la FTQ.

La FTQ, c'est environ 470 000 membres, pas nécessairement tous affiliés à la FTQ, répartis dans 900 sections locales et qui appartiennent juridiquement et administrativement à 70 syndicats différents. Sur le plan de l'éducation, chacun de ces syndicats possède son histoire, son idéologie, ses pratiques et ses méthodes d'éducation, pour la formation de ses militants et militantes.

Comme son nom l'indique, la FTQ est une fédération. Il en existe une par province et l'organisme qui les réunit à travers le canada est le Congrès du travail du Canada (CTC). Dans les régions du Québec, il y a des sous-structures de la FTQ qu'on nomme des conseils du travail. Les conseils du travail, les fédérations de travailleurs des provinces, de même que le CTC, ne sont pas des syndicats mais des organismes qui, sur un territoire précis, les réunissent, principalement pour avoir un porte-parole politique

respectif, au niveau des régions (municipalités), des provinces et du Canada.

Une autre fonction importante de ces organismes est la mise en commun des problèmes dans le but de trouver ensemble des solutions plus économiques ou plus efficaces. Le programme de formation de formateurs-trices réalisé par la FTQ est l'une de ces solutions.

Ce sont les syndicats ou leurs locaux qui négocient les conventions collectives et qui les font appliquer. Dans les négociations à l'échelle de la province, on se sert de la FTQ surtout comme porte-parole politique et non comme négociateur.

Une autre caractéristique de la FTQ est que les locaux de syndicats ou les syndicats ne sont pas obligés de s'affilier à la FTQ. L'affiliation se décide de mois en mois. La FTQ est donc sur le plan de l'exercice du pouvoir un organisme extrêmement faible, qui doit constamment rallier la grande majorité de ses membres (les locaux) pour continuer à exister. De ce fait, les services qui sont offerts par la FTQ doivent donc répondre exactement aux besoins et aux aspirations de ses membres. Pour y arriver, il y a -plus particulièrement à l'éducation- un processus lourd et complexe de consultation .

## Historique des idéologies et des pratiques des affiliés de la FTQ

Les confrères menuisiers de Québec adressèrent une requête à la confrérie de Madame Sainte-Anne de Paris, le 5 août 1658, pour la prier de leur accorder la permission de fonder une confrérie de menuisiers en québec. Leur requête fut accordée rapporte le Journal des Jésuites de l'époque... ce dimanche, dernier jour de mars, 1659.

Les menuisiers furent le seul corps de métier à poursuivre en Nouvelle-France les règlements d'une confrérie d'origine française dont on sait qu'elle existait déjà au

douzième siècle.

Les autres métiers, tels les charpentiers, maçons, taillandiers, brasseurs, boulangers, cordonniers, tonneliers, serruriers, armuriers, charrons et cloutiers, fondèrent également des confréries, mais se développèrent strictement comme des corporations de métiers. Tandis que les menuisiers, en plus d'être une corporation, furent également une "confrairie" religieuse de métier dont la bulle leur fut accordée par le pape Innocent XII, comme le voulait la tradition française de l'époque.

La Confrérie des menuisiers de Madame Saint-Anne disparut en 1858 par un interdit de l'Église. Par contre, la corporation continua à exister mais, avec l'ère de l'industrialisation, elle se transforma, comme la plupart des confréries, en union de métier, tout en conservant l'essentiel de ses statuts, exception faite des rites religieux.

Les confréries étaient dirigées par un Maître et la formation des apprentis, que ce soit du métier, de la religion ou des devoirs comme membre de la confrérie, était transmise par une méthode fort longue qu'on appelait "compagnonnage."

La méthode du compagnonnage des vieilles confréries de métier que certaines légendes font remonter à Salomon (les devorants ou compagnons du devoir) s'est conservée dans les corporations, les unions de métiers et on la trouve encore aujourd'hui dans les syndicats de métiers.

La méthode du compagnonnage occupe une place importante dans le programme de formation de formateurs et formatrices de la FTQ que l'on appelle du nom "d'encadrement", nous y reviendrons plus loin.

La principale caractéristique de l'industrialisation qui naît à la fin du 19ième siècle, est le fait qu'on a réuni entre quatre murs de béton des milliers de travailleurs et travailleuses. Cette situation allait faire naître un autre type de syndicalisme dont le lien d'appartenance n'était plus le métier mais le lieu de travail. Egalement, une autre caractéristique fut la présence massive des femmes dans ces lieux de travail qui allait fortement influencer les nouveaux syndicats appelés "organisations industrielles".

Dans les unions de métier, il n'y a jamais eu de femmes, cela était même interdit dans tous les statuts des vieilles confréries de compagnons et, si aujourd'hui on a enlevé les interdits, la situation de fait est toujours la même. Il n'y a toujours à peu près pas de femmes et l'une des principales raisons vient du fait que les patrons sont d'anciens hommes de métier.

Ces organisations industrielles vont dès leur naissance se réunir sur la base de deux autres caractéristiques. Premièrement, le secteur industriel, et on va voir apparaître ainsi des organisations dans l'automobile, les mines, les plastiques, l'aluminium, le verre, les chemins de fer, la céramique, etc. Chaque nouveau secteur industriel a son organisation syndicale. Deuxièmement, le lien qui va réunir toutes ces organisations disparates va être leur idéologie sociale, car elles vont toutes se retrouver sous la bannière des Chevaliers du travail, fondés aux Etats-Unis en 1869, et dont le principe de base qui vient des socialistes utopiques est que les "travailleurs doivent être assurés de recevoir la pleine jouissance des richesses qu'ils créent". Les Chevaliers du travail prônent donc le renversement du système capitaliste et ceci ne peut se réaliser que par l'action politique qui va toujours être, pour le bien ou pour le pire, l'une des principales caractéristiques des organisations industrielles.

Avec la naissance massive de l'Etat-employeur va naître également un troisième type de syndicalisme. Si, dans les unions de métier, l'employeur-homme vient du métier et son droit à l'existence dépend d'abord de l'Église et ensuite des lois civiles, dans les organisations industrielles formées d'hommes et de femmes, ce sont les lois spécifiques du travail qui leur accordent le droit d'exister en syndicats. Dans le secteur public, ce sont aussi les lois particulières du travail qui accordent le droit de se syndiquer, mais l'employeur réel est en fait l'ensemble de la société et dans la société, les hommes et les femmes appartiennent d'abord à des classes : classes de collet blanc, bleu, etc ... Cette réalité particulière va influencer toute l'organisation syndicale. N'étant liés historiquement ni par les unions de métiers ni par les organisations industrielles, même si les syndicats de ce secteur public se forment d'abord sur ces bases, très rapidement ils développent leur propre fonctionnement et leur propre idéologie où apparaît la notion de "personne humaine". C'est dans ces syndicats que

naissent également de nouveaux droits et processus, tels les programmes de discrimination positive (les programmes d'accès a l'égalité), d'équité en emploi etc.

La FTQ, c'est d'abord la coexistence de ces trois idéologies et pratiques syndicales fort différentes, et la formation qui se fait à la FTQ se doit de composer avec cette réalité.

## Les besoins de formation

Il y a environ 2500 unités de négociation, regroupées en 900 locaux qui appartiennent à 70 syndicats différents. Il existe également 17000 militants et militantes qui sont élus démocratiquement par les membres, et l'expérience nous enseigne qu'il y en a environ le tiers par année qui se font élire pour la première fois et qui, de ce fait, ont besoin immédiatement d'une formation de base pour commencer à fonctionner adéquatement. On estime également qu'une formation suffisante doit être d'environ 20 à 30 heures par fonction syndicale. Comme la formation se fait par groupes de 10 à 20 personnes, si on doit former 5600 nouveaux officiers par année avec une moyenne de 18 heures de formation de base par personne, cela représente 570 jours de formation par année. De plus, la FTQ et ses affiliés réunissent chaque année environ 12 000 militants et militantes pour au moins une journée de formation syndicale. Ce qui nécessiterait environ 70 éducateurs-trices à temps plein pour cette seule opération. Or il n'y en a que 6 pour toute la formation dans l'ensemble de la FTQ.

## La naissance du service d'éducation de la FTQ

Le service d'éducation de la FTQ a été créé officiellement en 1973 et est né du désir des affiliés de réunir leur expérience de formation. En plus d'être un lieu propice à la mise en commun de cette expérience, il devait permettre la production d'un matériel de formation propre à être utilisé par le plus grand nombre possible de syndicats affiliés à la FTQ.

## Les caractéristiques des militants et militantes de la FTQ

Il nous semble évident que la condition la plus importante pour réussir l'implantation d'un programme de formation de formateurs et formatrices c'est d'avoir la certitude que ceux et celles qu'on va former vont effectivement être capables de faire de la formation. Nous savons aujourd'hui que beaucoup de nos échecs passés résultaient d'une mauvaise analyse des capacités des personnes qu'on voulait former et de notre prétention hautement intellectuelle de définir, à priori, le portrait "d'un bon(ne) formateur-trice". Avec de telles opinions on arrivait immanquablement à un programme pédagogique traditionnel, tel que :

- la personne qui veut devenir formateur-trice doit avoir telle ou telle qualité, genre être à l'écoute du groupe;
- connaître telle ou telle méthode, la discussion, l'exposé, le jeu de rôle;
- connaître tel ou tel auteur;
- connaître tel vocabulaire spécialisé.

La FTQ est fortement présente dans tous les secteurs industriels (80% de ses membres) et de ce fait les principales caractéristiques de ses membres sont que :

- peu ont terminé leur secondaire;

- beaucoup ont quitté le réseau scolaire public pour des incompatibilités de toutes sortes tels le refus de l' autorité arbitraire, l'allergie aux raisonnement théoriques, etc...

Bref leur expérience de l'école n'est pas pour eux un bon souvenir et leur expérience de travail les conduit plutôt à agir qu'à analyser. Enfin, le fait qu'ils et elles se sont présentés librement à un poste électif dans leur milieu de travail leur fait préférer l'action directe plutôt que la réflexion.

## Les objectifs et les méthodes

Compte tenu des différentes caractéristiques de la réalité de la FTQ que nous venons de décrire, il est facile de comprendre qu'il ne peut pas exister une seule pédagogie de l'action syndicale, d'où des objectifs et des méthodes fort différentes pour former les militants-es.

Dans ce qui suit, compte tenu de la situation propre de la FTQ, nous développerons seulement les objectifs et les méthodes qui concernent le programme de formation de formateurs-trices.

On a voulu que la formation de base, que ces formateurs et formatrices seront appelés à donner, soit le plus près possible de l'action syndicale quotidienne. Ce type de formation de base se construit donc comme un ordre du jour très précis dont chaque partie s'organise autour de situations, d'objectifs et de méthodes. Vu de l'extérieur, ceci pourrait ressembler à une réunion particulière de travail qui durerait de deux à trois jours .

Dans un groupe d'adultes en formation syndicale, il y a toujours trois situations différentes :

- la situation du groupe sur le plan du climat;
- la situation du groupe par rapport au contenu de la session;
- la situation du groupe par rapport à nos principes syndicaux.

Ces trois situations particulières vont nécessiter trois types d'objectifs différents :

- un objectif sur le climat du groupe;
- un objectif sur le contenu;
- un objectif sur le plan des principes.

A titre d'exemple, dans ce qui suit, nous décrivons le guide de formation d'un cours de base pour la première heure d'une session.

## CLIMAT/CONTENU/PRINCIPES SYNDICAUX

EXEMPLE : L'OUVERTURE DE LA SESSION DURÉÉ : 1 HEURE

SITUATION

**a) - Le climat**

Les participants et participantes qui se trouvent devant vous viennent de toutes les régions du Québec, très peu se connaissent, il n'y en a pas beaucoup qui parlent ensemble, la plupart sont silencieux. En conclusion, l'ambiance du groupe n'est pas tellement chaude ou amicale et peut-être un peu sèche.

**b) - Le contenu**

Ils et elles ne connaissent pas le programme de la session sur le plan du contenu et des méthodes, ne savent pas ce qu'on va leur demander, ils et elles ont des questions à poser, veulent savoir des choses précises; bref ça n'aide pas à maintenir un climat de camaraderie.

**c) - L'orientation syndicale**

Les formateurs et formatrices, au début d'une session, se posent habituellement les questions suivantes : quelle est leur idéologie de l'action syndicale ? Aurais-je un groupe de travailleurs et travailleuses d'expérience ou des jeunes arrivants sur le marché du travail ? Toutes ces questions n'aident pas à avoir un climat serein.

En conclusion, nous pouvons dire qu'à l'ouverture d'une session, le climat influence beaucoup les deux autres types de situation et on a souvent tendance à trop prioriser le climat du groupe; trop de centralisation sur le groupe, alors que les attentes du groupe sont en sens inverse.

Face à ces trois groupes de situations, on va habituellement retrouver dans les guides de formation les objectifs suivants :

## LES OBJECTIFS

**a) Climat du groupe**

Former un groupe et d'une manière plus spécifique, pour cette première heure de la session, leur donner la possibilité de se connaître mutuellement.

**b) Contenu**

Leur présenter le programme de la session et répondre à leurs questions.

**c) L'orientation syndicale**

Etre à l'écoute de chaque personne sur son expérience de travail et syndicale.

## LES MÉTHODES

**a) Le climat**

Comme méthode qui vise à atteindre notre objectif, on utilisera par exemple le tour de table et on les questionnera sur des sujets qui les mettent à l'aise, tel leur travail.

**b) Le contenu**

On fera un exposé sur la présentation du programme de la session.

**c) Orientation syndicale**

On se situera dans le groupe.

Dans la deuxième heure de la session, nous aurons de nouveau une deuxième situation qui dira, par exemple, sur le climat, que les gens se connaissent un peu mieux, sur le contenu, si le sujet est la responsabilité des accident de travail, etc... dépendamment du fait que les personnes soient âgées ou non, nous aurons des

situations différentes etc.

Ce qu'il est important de retenir, c'est qu'il y a toujours des éléments de situation qui sont à peu près fixes, c'est-à dire que l'on retrouve dans tous les groupes, mais qu'il y en a d'autres qui varient d'un groupe à un autre. Il en est de même des objectifs et parfois des méthodes, et plus particulièrement les techniques doivent être ajustées pour chaque groupe. Ce qui ne change pas, c'est la durée (2 ou 3 jours) et les objectifs généraux de toute formation syndicale.

La méthode que nous venons de décrire est celle qui est employée pour construire tous les cours de la FTQ, y incluant les sessions du programme de formateurs-trices.

## Formation des formateurs et formatrices

On partira de l'idée générale que l'information, l'éducation ou la formation sont des outils qui peuvent aider :

- à développer le sentiment d'appartenance à son syndicat et à la FTQ;
- à donner de l'assurance pour agir avec conviction dans la défense des membres;
- à développer le goût et la motivation pour l'action syndicale collective;
- à développer les qualités de leadership;
- à travailler au développement et à la consolidation du mouvement syndical FTQ;

Ce qui précède peut sembler évident, mais à la FTQ, il y a des affiliés qui croient à la sélection des meilleurs, des leaders, et pensent que ceux et celles-là trouveront eux-même la formation dont ils-elles ont besoin. Au contraire, l'histoire de la FTQ nous prouve que l'idéologie, consistant à investir dans la formation poussée des meilleurs leaders (ceux et celles qui sortent du rang), fut et est encore une bonne méthode. C'est d'ailleurs cette méthode qui a créé le climat propice pour mettre au point le programme de formation des formateurs et formatrices.

## *Les sujets de la formation de base*

A la FTQ, on ne croit pas à la pédagogie en soi et, de ce fait, chaque session de formation de formateurs-trices a comme objectif premier de former des personnes capables de donner un cours précis de formation de base. Dans ce qui suit, nous développons un peu cette notion de "formation de base".

Les quatre principaux sujets que l'on retrouve habituellement dans la formation de base d'un syndicat sont :

-l'amélioration des conditions de travail, c'est-à dire l'action syndicale qui consiste à améliorer les conditions de santé et de sécurité des travailleurs et des travailleuses dans leur milieu de travail;

-l'information des membres, leur défense et l'application des droits contenus dans la convention collective, c'est-à-dire la fonction du et de la délégué-e syndical-e;

-le travail de réorganisation des milieux de travail basé sur des concepts de sexe, c'est-à-dire l'action syndicale des femmes pour l'équivalence, l'égalité et l'équité dans l'application des droits;

-l'amélioration des conditions de vie des travailleurs et des travailleuses dans la société, à tous les niveaux, ce qu'on appelle la fonction de "délégué social".

On aura sans doute remarqué que l'on ne retrouve pas la formation des officiers et officières, car cette formation ne peut être mise en commum. Elle est spécifique à l'administration et à la pratique de chaque syndicat. Pour que la FTQ réalise une activité de formation, il est nécessaire qu'elle puisse être utile à plusieurs affiliés : c'est un des principes de base de la formation à la FTQ.

## *Quelques caractéristiques de la structure de la formation de base*

Ces caractérisques sont pour nous des règles d'élaboration de tous nos cours. Nous ne croyons pas qu'elles sont universelles. Elle ont été déduites de notre fonctionnement, de la réalité propre de la FTQ, des personnes qu'on cherche à former pour faire de la formation, et il y a dans celles-ci une part importante d'expérience qui n'est sans doute pas transposable dans un autre milieu.

### Les ratios

La première règle la plus visible est sans doute celle des rapports de temps (ratio) entre les trois types d'objectifs pédagogiques, c'est-à-dire le temps qu'on accorde :
- pour faire apprendre un nouveau contenu;
- pour développer une habileté;
- pour sensibiliser à une nouvelle responsabilité.

On croit qu'il faut accorder comme première expérimentation un tiers du temps à chacun de ces objectif. Dans les faits, plus le sujet touche des comportements qui résultent de notre éducation, plus il faut accorder de temps à la partie sensibilisation qui peut absorber jusqu'aux 4/5 du temps disponible.

### Partir de l'expérience

On croit également qu'il faut partir de ce que les personnes à former savent du sujet à apprendre, sur les plans de la connaissance et de l'expérience. Il faut d'abord discuter de ce qu'elles savent ou croient être la vérité avant d'introduire de nouvelles connaissances ou conceptions de la vie syndicale.

**Pédagogie de l'action syndicale**

On croit qu'il faut employer des méthodes de formation qui sont le plus près possible de l'action syndicale, telle qu'elle se vit dans les milieux de travail.

**Psychologie de l'action syndicale**

Ici, il y a divergence parmi les personnes qui font les sessions de formation de formateurs-trices. Il y en a qui croient qu'on peut changer les comportements des adultes au plan de l'action syndicale (de l'individualité à l'action collective). D'autres croient que ceci est impossible avec des adultes et qu'il faut plutôt chercher à les intéresser à l'action syndicale, à partir d'une valorisation du leadership personnel, et, qu'en prenant de l'expérience, ils découvriront par eux-mêmes la nécessité de l'action collective.

## *Les objectifs de la formation de formateurs et formatrices*

Les objectifs de ce programme de formation ne diffèrent pas sensiblement de ceux de la formation des maîtres, au sens traditionnel du mot, que nous formulons ainsi :

1- apprendre à faire de la formation;
2- développer les habiletés nécessaires pour bien faire ce type de formation;
3- reviser la connaissance du contenu du cours de base à donner;
4- se sensibiliser à son rôle de formateur et formatrice comme agent(e) de changement dans le mouvement syndical et la société;
5- pour les responsables des sessions de formation, s'assurer également que le genre d'orientation syndicale est en accord avec celle du syndicat, de la FTQ et du programme.

## *A qui s'adresse ce programme ?*

A tous les militants et militantes :

- qui sont membres d'un syndicat affilié à la FTQ;
- qui ont une grande expérience syndicale dans le sujet du cours;
- qui sont recommandés par leur organisme;
- qui ont le goût de faire de la formation.

## *Les parties de ce programme de formation*

Ce programme de formation se divise en quatre parties :

- la session de base de formation de formateurs-trices;
- l'encadrement des nouveaux formateurs et formatrices;
- l'évaluation de leur habileté à faire de la formation;
- les sessions de perfectionnement pédagogique.

## *La session de base de formation des formateurs-trices*

Ce type de session dure du dimanche au vendredi et consiste à apprendre à donner un cours précis, en se pratiquant à le donner sous forme de jeu de rôle. Ainsi tous et toutes les participants-es, en équipe de deux, vont présenter devant le groupe une partie du cours, pendant une heure. Par la suite, à l'aide des méthodes d'analyse traditionnelles des jeux de rôle ou sociodrames, on va défaire la pratique qui a eu lieu, c'est-à-dire qu'à l'aide de ceux et celles "qui ont suivi le cours", avec ceux et celles qui ont observé la pratique (le jeu de rôle), on va analyser ce qui s'est passé sur le plan du climat, de l'animation et du contenu, pour en ressortir les causes et leur enchaînement.

Après cette analyse, on va présenter la théorie sur le plan du climat, de l'animation et du contenu, sur les sujets qui auront été analysés.

Un bloc dure 3 heures:

- une heure de pratique (jeu de rôle);
- une heure d'analyse;
- une pause-café de 20 minutes;
- de brefs exposés théoriques pendant 40 minutes.

En pratique, les exposés se font simultanément dans le cadre de l'analyse. Ce qui précède indique des rapports de temps à peu près constants. La partie qui est à peu près toujours ignorée est le contenu, car les militants-es qui suivent ces sessions ont toujours plusieurs années d'expérience syndicale.

Comme tous et toutes doivent faire une pratique d'une heure, que chaque bloc prend trois heures, et qu'il y a huit blocs (du lundi matin au jeudi après-midi), le maximum de participants-es à ce genre de session est de seize.

La soirée du dimanche est consacrée à comprendre la structure situation-objectif-méthode, en analysant dès l'ouverture ce qu'ils et elles sont en train de vivre à ce moment et on en dégage en même temps quelques éléments théoriques. C'est le seul moment de la semaine où l'analyse a lieu sur le vécu réel. Dans les blocs, on crée la situation en disant aux participants-tes qu'ils vont apprendre à faire de la formation en se pratiquant à donner le cours qu'ils seront appelés à donner.

Le vendredi matin sert à présenter le guide complet de formation pour donner le cours et on procède à l'évaluation de la semaine. On consacre également les soirées à des éléments d'information sur l'organisation de l'éducation .

Ce sont des semaines très chargées et on en réalise environ dix par année. De ceux et celles qu'on forme, 50% s'essaieront au moins une fois à donner un cours et 25% deviendront des formateurs et formatrices autonomes. Du fait que toutes ces

personnes sont élues et qu'ils-elles feront en moyenne un mandat et demi (5 ans) comme militant-e actif-ve, il faut en former, année après année, environ 150 nouveaux, pour avoir en permanence 200 formateurs et formatrices capables de donner au moins une session en cours d'année.

## *L'encadrement des nouveaux formateurs-trices*

Lorsqu'un militant ou militante sort d'une session de formation de formateurs-trices, il serait prétentieux de croire qu'il ou elle puisse faire parfaitement de la formation. Il faut l'encadrer pendant le temps nécessaire.

Cet encadrement consiste à adjoindre à deux nouveaux ou nouvelles formateurs-trices une troisième personne : l'encadreur-euse, pour les aider se préparer, à évaluer leur travail et à compléter leur formation. Leur encadrement peut se poursuive pendant trois ou quatre sessions.

## *L'évaluation de leur habileté à faire de la formation*

Au début du programme, on accordait beaucoup d'importance à l'opinion des responsables des sessions de formateurs-trices, de même qu'à celle des encadreurs-euses. Aujourd'hui, on est moins moraliste sur le plan du "formateur-trice idéal-e" et on considère que le goût et la motivation à vouloir faire de la formation sont, pour la plupart des affiliés, les éléments les plus essentiels.

Notre opinion s'est modifiée principalement en constatant que des personnes qui n'avaient jamais suivi de session de formateurs-trices faisaient très bien de la formation, en employant des méthodes différentes, et que l'action syndicale qui en résultait, était exactement celle qu'on poursuivait avec notre programme de formateurs-trices. De plus, une nouvelle génération de militants et militantes, beaucoup plus instruite et ayant vécu une multitude d'expériences scolaires différentes, a un cadre de référence beaucoup plus large, a moins de résistance à

changer et alimente, sinon conteste, notre propre expérience de la formation. Toute cette situation fait que l'évaluation des aptitudes des personnes qu'on forme à faire de la formation, se fait de moins en moins sur les personnes et de plus en plus sur les résultats obtenus.

### *Les sessions de perfectionnement pédagogique*

Après plusieurs années d'expérience comme formateurs et formatrices, les personnes sentent le besoin de se rencontrer pour échanger sur leur pratique et pour en apprendre davantage. Ce genre de session se donne exactement comme une session de formation de formateurs-trices où il n'y aurait plus de contenu. Il s'agit donc essentiellement d'une session de formation sur la pédagogie (discussion, jeu de rôle, étude de cas, etc). A ce moment, nous pouvons appliquer nos propres principes, à savoir qu'il faut partir de l'expérience, de ce qu'ils-elles savent déjà et, effectivement, c'est alors possible, car ils-elles ont la connaissance et l'expérience pédagogique nécessaires.

## Le rôle joué par le programme de formation de formateurs-trices dans la consolidation du mouvement FTQ

Ce rôle a été très grand. Certains prétendent même que ce programme a été le coeur de cette consolidation et pour comprendre cette prétention, un rappel historique est indispensable.

Pendant toutes les années de mobilisation intense contre le gouvernement Bourassa, le programme de formateurs-trices n'existait pas. Toute l'action a été réalisée grâce aux forces d'action syndicale et surtout politique qui ont toujours caractérisé l'histoire syndicale depuis les Chevaliers du travail, en 1869. Avec l'arrivée sur la scène politique du Parti québécois, ce dernier a drainé peu à peu tous les

groupes politiques, en commençant par le RIN, et à l'intérieur des centrales syndicales, a commencé une mini-chasse aux sorcières contre les militants et militantes qui appartenaient à des groupes politiques de gauche. On devait tous et toutes être derrière le Parti québécois.

En 1975, on faisait une mauvaise analyse de notre force véritable. On a cru que cette force existait à l'intérieur même du mouvement syndical, alors quelle venait de l'appartenance des militants et militantes à des organismes politiques de gauche. Un bon exemple de cette force est le nombre de nos militants et militantes qui marchaient dans les grandes manifestations sous la bannière de ces groupes et qui représentaient souvent plus de 50% des manifestants. A partir de 1975, la plupart de ces groupes politiques allaient disparaître, chacun à son tour, avec l'arrivée au pouvoir du Parti québécois.

Le programme de formation de formateurs-trices est né quelques mois avant l'arrivée au pouvoir du Parti québécois et allait créer un nouveau lien d'appartenance à l'intérieur de la FTQ.

Ce phénomène de besoin de formation allait également être présent dans les groupes populaires qui, contrairement aux groupes politiques, étaient éligibles aux subventions de la Direction générale de l'éducation des adultes (DGEA), en tant qu'organismes volontaires d'éducation populaire (OVEP). En 1975, les centrales syndicales se trouvaient également sous le parapuie des OVEP, mais elles allaient obtenir plus tard un financement autonome directement de la DGEA. Du côté du gouvernement fédéral, la situation allait être la même. Le mouvement syndical québécois allait bénéficier des intentions centralisatrices du gouvernement fédéral de contrôler de plus en plus le domaine de l'éducation qui est de juridiction provinciale. Ne pouvant le faire sur le plan légal, il allait y arriver en accordant des aides financières pour la formation sous toutes les formes, y incluant la formation populaire, syndicale et professionnelle.

Cet engouement pour la formation va être suffisamment grand pour que le congrès de la FTQ de 1977 accorde une grande partie de sa semaine à tout le domaine de l'éducation.

Pour rallier la majorité des affiliés, le programme de formateurs-trices a dû couper à la hache dans la formation qui existait au moment de sa création, en 1975. Le premier bloc qui a sauté, dès 1976, fut l'histoire syndicale qu'il était impossible de raconter sans parler d'action politique, car une grande partie de la FTQ a une origine strictement politique. On supprime donc dans toute la formation les références à l'histoire syndicale ou politique. Un autre changement est le vocabulaire qui devient strictement technique et neutre. Ainsi le système capitaliste devient le système de libre entreprise, la social-démocratie à la suèdoise ne vient plus de la deuxième internationale, mais d'une création pure (la cuisse de Jupiter), etc.

Par contre, ce programme de formation apporte à la FTQ un nouveau langage emprunté en partie à la formation populaire et politique. En effet, ce programme n'est pas né de l'intérieur de la FTQ, mais bien par l'engagement d'animateurs sociaux qui oeuvraient au Québec et qui avaient pris leur expérience de l'animation au Brésil, au Pérou et au Chili.

Voici en parallèle le programme de formation de base des délégués qui existait en 1975 et celui qu'on a construit pour la première session de formation de formateurs-trices :

| LE COURS DE 1975 | LE NOUVEAU COURS EN 1975 |
|---|---|
| 1-Le syndicalisme (6 heures) :<br>- l'origine et l'histoire<br>- les grandes victoires<br>- les structures actuelles | 1- Le grief (6 heures) :<br>- l'identification<br>- l'enquête<br>- le droit<br>- la rédaction |
| 2- Les devoirs du délégué (6 heures) :<br>- l'action politique<br>- informer les membres<br>- les défendre<br>- la solidarité<br>- la syndicalisation des non syndiqués | 2- Le rôle du délégué en santé sécurité (2heures) :<br>- règlements<br>- prévention<br>- premiers soins |
| 3 - L'applications des droits :<br>- la négociation collective et la grève<br>- les droits<br>- violation et grief<br>- règlement des griefs | 3 - Le rôle du délégué dans son département :<br>- informer les membres<br>- les défendre<br>- la solidarité<br>- les structures de la FTQ |

Le plus grand défi actuel de ce programme de formation est de trouver une voie pour rejoindre les aspirations des membres de la FTQ. Une des solutions avancées est d'introduire des éléments d'histoire et d'action politique dans la formation de base. Mais, depuis deux ans qu'on en discute, on n'a trouvé encore aucune solution qui permettrait de conserver intégralement nos acquis.

# Chapitre 6

# La formation des intervenantes en santé communautaire en milieux populaires

Gisèle Ampleman

J'ai été mise en contact avec la pensée et la pédagogie de Paulo Freire dès le début de mon engagement avec les groupes populaires. Pendant neuf années consécutives (de 1972 à 1981), j'ai développé une pratique conscientisante dans le quotidien d'une organisation locale d'assistées sociales à Montréal.

Depuis 1978, j'ai été appelée à préparer et à animer des sessions de formation dans les groupes d'assistées sociales de différentes régions du Québec ainsi qu'au Collectif québécois de conscientisation, anciennement le Regroupement des organisateurs-trices communautaires du Québec (ROCQ). Ces différentes expériences m'ont amenée à développer une pratique qui tient compte de la culture des milieux populaires et de la culture de la petite bourgeoisie.

En novembre 1985, lorsque Francine Ouellet, conseillère en santé communautaire au Département de santé communautaire de l'hôpital Sacré-Coeur, est venue sonner à ma porte pour me demander de collaborer à un projet de formation dans le domaine de la périnatalité avec des infirmières, j'ai eu quelques instants d'hésitations. Même si mon expérience comportait plusieurs acquis, il n'en demeurait pas moins que ce travail représentait deux nouveaux défis à relever: le premier, de sensibiliser des

intervenantes travaillant dans le domaine de la périnatalité à l'approche conscientisante; le deuxième, celui de me sensibiliser à une pratique d'intervention en santé au niveau de la périnatalité.

Ces défis ont été relevés grâce à un travail d'équipe soutenu et complémentaire; par la compétence en périnatalité et en santé communautaire de Catherine Martin et de Francine Ouellet et par mon expérience en conscientisation auprès de personnes de milieux populaires et de la petite bourgeoisie.

**Mise en route de la préparation de la session**

Dès l'été 1984, un premier scénario du programme de formation est présenté au comité MAS-Réseau (Ministère des Affaires sociales). Dès la première rencontre, à la demande du Ministère, le secteur de l'éducation des adultes du Collège Bois-de-Boulogne se joint au comité pour assumer l'encadrement pédagogique et l'organisation matérielle et administrative. Assez rapidement des conceptions différentes se confrontent concernant l'embauche des animatrices et la pédagogie à utiliser. Pour Francine Ouellet et Catherine Martin, les responsables de la session, une des animatrices doit avoir une bonne expérience des milieux populaires et posséder les atouts de la pédagogie active, alors que ces mêmes critères ne semblent pas tellement pertinents pour les représentantes du Ministère et du Collège.

Après plusieurs rencontres de négociation et selon certaines conditions, le Ministère et le Collège acceptent ma candidature. Les mandats confiés au Collège Bois-de-Boulogne sont redéfinis. Le Collège fera l'administration et le travail de secrétariat. Le comité d'animation composé de trois personnes: Catherine Martin , Francine Ouellet et moi-même, assumera la préparation, l'animation, et l'encadrement pédagogique. Le comité commence à se réunir vers la mi-janvier pour préparer une session-type qui sera expérimentée pour la première fois le six mars 1985 .

# Trois jours de formation

## *Le thème : l'éducation sanitaire en milieux populaires dans le domaine de la périnatalité.*

### *La représentativité des participantes et des institutions*

Cette session veut rejoindre des intervenantes de différentes disciplines telles: des infirmières, des coordonnatrices, des responsables, des conseillères en programmation etc. . . venant des établissements de la santé. Elle sera répétée onze fois dans différentes régions.

On pourra constater au terme de la démarche, que cette session a rejoint l37 infirmières, l6 coordonnatrices, 27 responsables en programmation , 6 agents de planification, 6 diététistes nutritionnistes. D'autres professions sont aussi représentées telles que: des travailleuses et organisatrices communautaires, des travailleuses sociales etc. Les participantes viennent principalement des C.L.S.C. et des D.S.C.. Au total, 209 professionnelles provenant des régions suivantes : Montréal, Québec, Estrie, Bois Francs, Bas-St-Laurent, Côte Nord, Saguenay-Lac-St-Jean, Abitibi-Témiscamingue, Outaouais, Haut-Richelieu et Laurentides.

### *Les objectifs généraux : tels que définis par le Ministère.*

Cette session a pour objectifs généraux :

◊ Sensibiliser aux besoins spécifiques de la clientèle en milieu défavorisé et développer des moyens d'action pour rejoindre les populations susceptibles de présenter des risques dans le domaine de la périnatalité.

◊ Connaître de nouvelles pistes d'intervention en éducation sanitaire.

◊ Développer des habiletés requises en intervention auprès de milieux défavorisés.

Lors de la session, ces objectifs seront formulés en fonction de la démarche présentée :

1.- Se connaitre comme intervenante et mieux connaitre les milieux populaires.
2.- Connaitre des expériences-terrain en milieu populaire dans le domaine de la périnatalité
3.- Découvrir des outils et réfléchir sur la pédagogie active.

**La pédagogie**

La conscientisation est une " pédagogie des opprimés " selon le titre de l'ouvrage de Freire.[1] C'est une pédagogie conçue dans le contexte d'une démarche entre personnes vivant des situations d'exploitation, de domination, d'aliénation, et des intervenantes interpellées par ces situations comme le définissent les auteurs-es de Pratiques de conscientisation:

> " La conscientisation est un processus d'apprentissage et d'interinfluence entre des groupes de personnes de la classe populaire, immergées dans des situations d'exploitation, de domination et d'aliénation, et des intervenant-e-s intérieur-e-s ou extérieur-e-s à la classe populaire, interpellé-e-s par ces situations et visant à les changer dans une interaction dialectique avec un processus plus global de transformation de la société. "

Organiser une session à l'intention de professionnelles oeuvrant en milieux populaires en s'inspirant de cette pédagogie, c'est les préparer, non seulement au plan des connaissances, mais à celui des attitudes et des habiletés, à développer leur relation aux milieux populaires. Selon le principe pédagogique cité par Freire : "identifier le contenu de l'apprentissage avec le processus même de

l'apprentissage".[2]

## *Plan et horaire de la session*

Cette session se déroule sur trois jours consécutifs, de 9h. 00 à 16h. 30. Elle se divise en trois grandes parties correspondant à trois journées. En voici le plan.

**Première journée : Se connaître comme intervenante et mieux connaître les milieux populaires**

- ◊ Mise en route: Mot de bienvenue, rappel historique de la session.
- ◊ Présentation des objectifs
- ◊ Présentation des participantes
- ◊ Formulation des attentes et des questions
- ◊ Synthèse des attentes et des questions
- ◊ Explication de l'outil photolangage
- ◊ Analyse et synthèse du photolangage
- ◊ Présentation de l'outil double-portrait
- ◊ Exposé-éclair sur la pauvreté

**Deuxième journée : Connaître des expériences-terrain en milieu populaire dans le domaine de la périnatalité**

- ◊ Présentation des expériences d'intervention communautaire sous forme de panel
- ◊ Analyse des projets

**Troisième journée : Découvrir des outils et réfléchir sur la pédagogie active**

Dans un premier temps il y a :

- ◊ Réflexion sur les outils utilisés pendant la session

◊ Présentation de nouveaux outils pour les rencontres prénatales
◊ Exposition de livres, de jeux, de revues, etc... en lien avec les thèmes de la session : grossesse, santé, pauvreté, intervention communautaire, pédagogie
◊ Réflexion sur les principes de base de la pédagogie active

Dans un deuxième temps il y a :

◊ Les retombées-terrain suite à cette session
◊ L'évaluation en deux temps:
a) questionnaire écrit
b) le jeu des mots

## Première journée : Se connaître comme intervenante et mieux connaître les milieux populaires

Afin de permettre de bien vivre cet objectif, un temps important est alloué à créer un climat d'accueil et de confiance. Nous prenons la matinée pour nous connaître les unes et les autres. Vivre une démarche de remise en question, de clarification, demande un temps d'apprivoisement. C'est pourquoi les deux animatrices sont au rendez-vous tôt le matin, pour se familiariser avec les lieux, préparer la salle et la rendre plus chaleureuse en affichant les pancartes et en accueillant les intervenantes avec un café ou un jus . Chacune trouve à sa place quelques documents nécessaires à la session et reçoit un macaron sur lequel elle écrit son nom avec un crayon feutre.

### *Présentation des participantes*

Après le mot de bienvenue, un rappel est fait de l'historique de la session et de ses objectifs. La session démarre alors avec un exercice d'entrevue par paires au cours

duquel deux participantes se présentent l'une à l'autre. Des numéros sont distribués en double et des paires se forment entre participantes qui ont reçu le même numéro . A tour de rôle, l'une et l'autre membre de la paire doivent répondre aux questions suivantes :

- ◊ Qui es-tu ?
- ◊ Où travailles-tu ?
- ◊ Que fais-tu ?
- ◊ Travailles-tu ou as-tu travaillé en milieu défavorisé ?

Très rapidement, la salle est habitée d'échos sonores de toutes sortes. Pour les animatrices, c'est un soupir de soulagement : " ouf ! dira l'une d'elles, la session est partie ". . .

Une fois les dix minutes terminées, chacune présente en plénière celle qu'elle a interviewée. Selon le nombre des participantes à chaque session, cette prise de contact dure entre une heure et une heure trente. Une des animatrices fait un court résumé des caractéristiques que présente le groupe. Ce premier tour de table nous démontre que nous sommes en présence d'un groupe ayant des expériences diversifiées, aux professions multiples, et aux âges variés. Les institutions et les villes sont aussi bien représentées.

### *La formulation des attentes et des questions*

Chacune les dit spontanément et l'une des animatrices les écrit au tableau. Des commentaires sont apportés en fonction des objectifs poursuivis et de la démarche proposée. A l'occasion, des réajustements sont faits, il est mentionné que cette formation veut surtout poser des questions et que les réponses se trouvent surtout sur le terrain de l'action. Dans l'ensemble, les questions et les attentes se situent à l'intérieur du plan proposé.

Tout au long de la session, les affiches posées au mur nous rappelleront les attentes et les questions des participantes avec les modifications apportées. Lors de l'évaluation, ces pancartes sont un bon point de rappel.

L'horloge sonne et c'est l'heure de la pause-santé. Cet arrêt permet de préparer la prochaine activité nommée le photolangage.

## *Présentation du photolangage*

Cette activité a pour but de prolonger la prise de connaissance des participantes entre elles et de découvrir leurs expériences face à la pauvreté. Une quarantaine de photos sont disposées sur une grande table. Après l'explication de l'outil [3], chacune est invitée à choisir ses photos, deux ou trois, selon les critères suivants :

◊ Choisir une photo parlant d'une expérience positive en milieu de pauvreté.

◊ Choisir une photo exprimant une difficulté rencontrée.

◊ Choisir une photo représentant ce que nous rêvons de faire .

Spontanément les unes et les autres, de même que les animatrices, choisissent les photos et s'expriment sur leurs expériences positives et négatives et sur leurs rêves. Une animatrice note les mots-clés correspondant aux photos choisies. Après cet échange personnel, une des animatrices invite le groupe à faire une synthèse de l'activité. Ensemble nous retraçons les photos choisies le plus souvent pour représenter les expériences positives avec les mots-clés correspondants. Nous faisons de même pour les expériences négatives et les rêves.

## *Synthèse du photolangage*

Sur les 209 participantes, sauf quelques-unes, toutes ont eu une expérience avec la réalité de la pauvreté. Les difficultés rencontrées sont nombreuses. La majorité des participantes situe la pauvreté dans ses effets plutôt que dans ses causes. Il n'est pas question du chômage, des fermetures d'usines, du plafonnement du salaire minimum, des structures d'exploitation, de l'enrichissement des classes privilégiées, etc.. La réalité économique et politique n'est pas tellement présente. Ces premières constatations nous révèlent que nous sommes en présence d'un groupe ayant peu développé une conscience critique de la réalité sociale de son milieu d'intervention.

De plus, les expériences positives se situent dans une approche humaine, affective, individuelle, dans la ligne de la famille traditionnelle (père, mère, enfants). Il y a peu d'allusions à des expériences de type communautaire. Elles parlent de créer une solidarité entre les femmes, de développer l'entraide et de susciter de petits projets.

**SYNTHESE DU PHOTOLANGAGE (à lire à la verticale)**

| **Expériences positives** | **Difficultés rencontrées** | **Rêves** |
|---|---|---|
| Amour, tendresse<br>Relation mère-enfant<br>Bébés de bons poids | Pauvreté affective<br><br>Enfants malades | Autonomie<br>L'implication<br>des grand-mères |
| Présence du père<br>Famille unie | Absence du père<br>Mères célibataires<br>Solitude, isolement | Implication du père<br>Regrouper les<br>adolescentes, |
| Entraide<br>Solidarité entre<br>les gens | Méfiance<br>Isolement | Entraide<br>Solidarité entre les<br>femmes |
| Famille importante | Promiscuité | Plus d'argent<br><br>Support discret |
| Relation d'aide | Dépendance<br>Ignorance<br>Manque d'information<br>Violence<br>Malpropreté<br>Honte | Se déplacer<br><br><br><br>Partir des petits<br>projets |
| | Evasion, impuissance<br>Alcoolisme, drogue<br>Surconsommation de médicaments | |
| | Pauvreté matérielle<br>Manque d'argent<br>L'environnenement<br>Système contraignant<br>L'isolement de<br>l'intervenante | <br><br><br><br>Solidarité entre les<br>intervenantes |

## Elles et Nous : le double-portrait

Après le dîner, on passe à une nouvelle étape. Celle-ci vise deux objectifs ou la réponse à deux questions :

a) Au niveau des participantes: quelle connaissance avons-nous de nous-mêmes concernant nos valeurs, nos attitudes, notre statut social, notre rôle et de nos conditions de vie et de travail ?
b) Au niveau des personnes rejointes: quelle connaissance avons-nous des personnes que nous voulons rejoindre en termes de valeurs, d'attitudes, de conditions de vie et de travail ?

Pour atteindre ces deux objectifs, l'outil suggéré est le double portrait. Au début de l'exercice, chaque participante reçoit une feuille sur laquelle est dessinée une silhouette féminine divisée en deux par un trait vertical. Dans un volet du portrait, celui de l'intervenante, chacune doit inscrire aux endroits appropriés les caractéristiques de sa classe sociale :

◊ quelles sont nos valeurs, nos croyances et nos connaissances ?
◊ quels sont nos réseaux sociaux et quelles sont nos sources de communication ?
◊ quelles sont nos conditions de travail et de vie ?

Le deuxième volet du portrait est celui de la classe populaire, définie ici comme étant les couches sociales que les intervenantes rejoignent ou veulent rejoindre. Chaque caractéristique inscrite sur le portrait doit s'appuyer sur des faits concrets, des observations vécues, et non sur des "on dit ..." ou des spéculations théoriques. Il ne s'agit pas non plus de faire un portrait "modèle" mais bien d'essayer de comprendre le pourquoi de cette réalité.

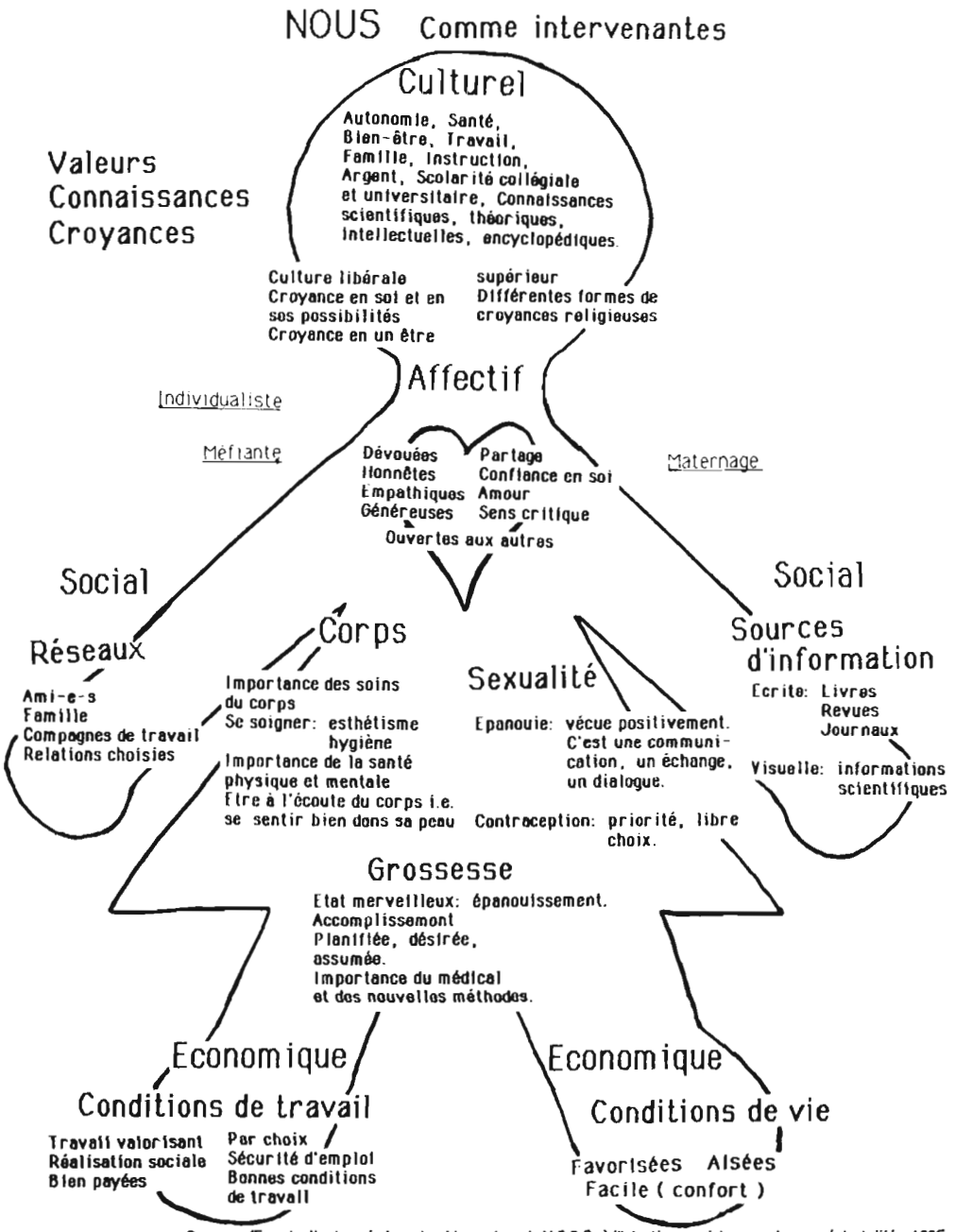
Un temps personnel d'environ quinze minutes est alloué pour remplir le double portrait. Les participantes se retrouvent ensuite en atelier pour échanger, confronter leurs perceptions et leurs connaissances. Chaque équipe doit inscrire d'une couleur,

sur un portrait format pancarte, les caractéristiques faisant consensus, et d'une autre couleur, les points divergents. Cet exercice dure environ une heure et demie.

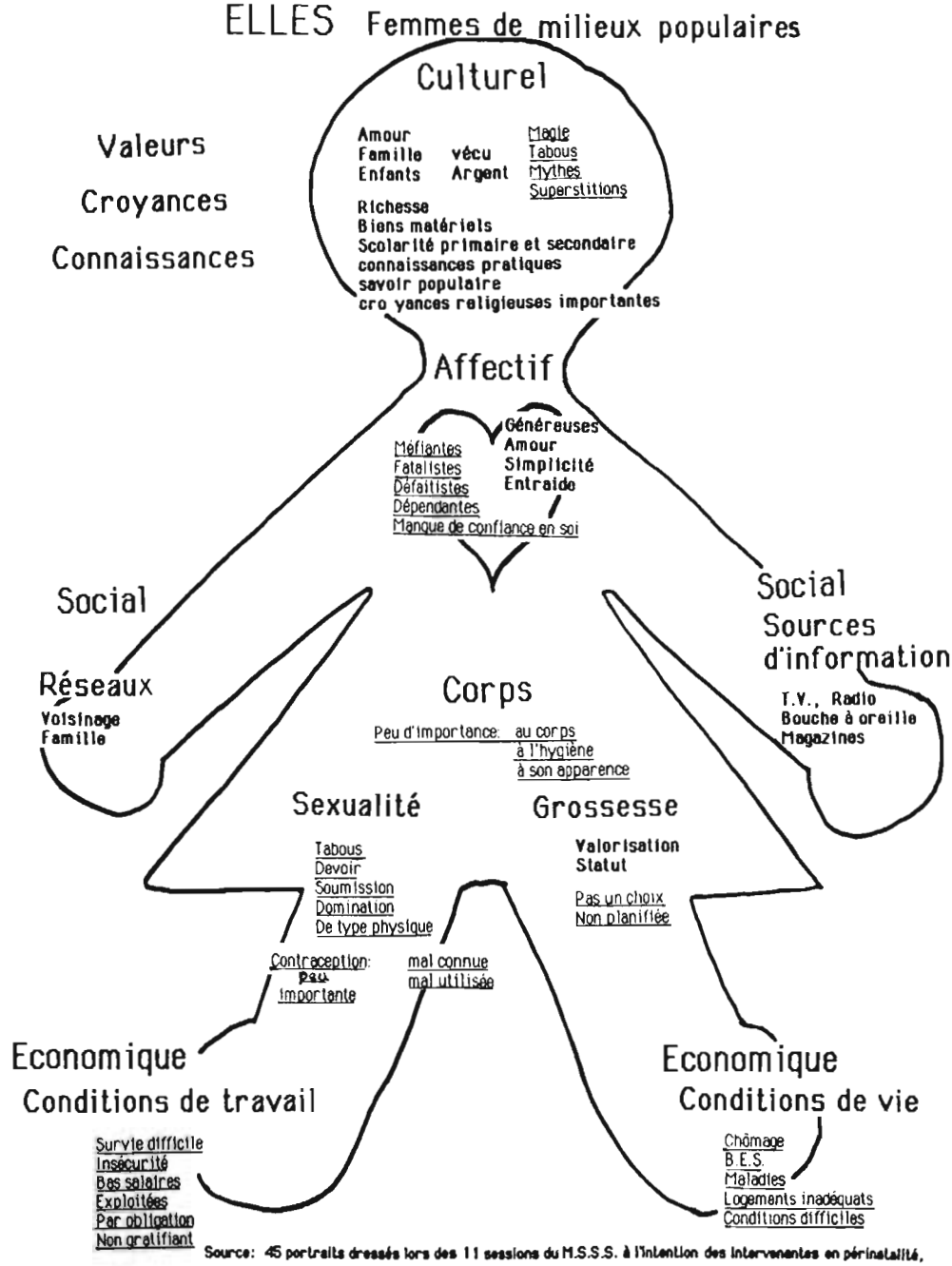
La rencontre en plénière consiste à revoir le portrait de chaque atelier. Après un compte rendu rapide des ateliers, il y a un temps d'échange pour demander aux participantes leurs réactions, leurs découvertes et leurs questions et aborder les points divergents "les plus chauds". Ayant travaillé plusieurs années avec les classes populaires et ayant utilisé cet outil à maintes reprises, je présente différents portraits réalisés par des militantes populaires . J' explique l'un de ces portraits intitulé La charte des droits sociaux et attire l'attention sur la définition du droit à la santé, au logement, etc...Je termine en lisant et commentant le portrait de la petite bourgeoisie, fait par des militantes assistées sociales, lors d'une session de conscientisation .

Cette présentation permet de questionner la perception que les participantes ont d'elles-mêmes et des personnes de milieu populaire. Pour la majorité des intervenantes, ce sont des considérations nouvelles. Vivre une remise en question sur ses façons de voir, de penser et de juger, ce n'est pas un exercice facile. Beaucoup se sont laissées interpeller dans leur rôle, leurs attitudes et leurs valeurs. Pour certaines, ce questionnement est bouleversant, pour d'autres il est heurtant, mais sauf exception, toutes acceptent de poursuivre la démarche.

Les onze sessions nous ont laissé quarante-cinq doubles portraits, grandeur pancarte. L'analyse de ces portraits nous donne un contenu très significatif que nous allons présenter et commenter en deux tableaux simples.




Source: 45 portraits dressés lors des 11 sessions du M.S.S.S. à l'intention des intervenantes en périnatalité, 1985.




Source: 45 portraits dressés lors des 11 sessions du M.S.S.S. à l'intention des intervenantes en périnatalité,

## *La tête*

### Les valeurs

Les portraits nous révèlent que les intervenantes se reconnaissent plus de valeurs qu'aux femmes de milieux populaires. La valeur primordiale que les intervenantes s'attribuent c'est l'autonomie. Elle est répétée treize fois. Les autres valeurs sont: la santé, le bien-être, le travail, l'instruction, la famille nucléaire et l'argent. Les valeurs attribuées aux femmes des milieux populaires sont: la famille traditionnelle, les enfants, l'amour et l'argent.

Ce qui ressort des portraits, c'est que les intervenantes ne voient pas beaucoup de différence entre leurs valeurs et celles des femmes en milieux populaires. Elles disent avoir les mêmes valeurs: " Nous sommes toutes humaines".

### Les croyances

La plus grande croyance des intervenantes est en elles-mêmes, en leurs possibilités, en leur développement. Elles disent aussi croire en un être supérieur. Elles ont différentes façons de vivre ces croyances: croyantes pratiquantes dans la religion catholique, croyantes non pratiquantes ou tout simplement, croyantes dans une vie spirituelle ou en un au-delà.

Les femmes de milieux populaires ont, selon elles, une croyance religieuse plus importante. Elles adhèrent à une religion traditionnelle: soit la religion catholique, soit les sectes. Elles croient plus aux tabous et aux superstitions.

Nous sommes surprises de constater que les participantes ne s'attribuent pas de tabous, de superstitions et de mythes. Est-ce que ces croyances sont l'apanage des milieux populaires ? Qui ne connaît pas son signe du zodiaque et ne lit pas son horoscope à l'occasion ? Qui parmi elles n'a pas parfois la tentation de se faire tirer aux cartes, de connaître ses lignes de mains et d'aller voir la diseuse de " bonne aventure "? Lors d'une de nos sessions dans une région, plusieurs participantes ont

payé vingt dollars pour une heure de rencontre avec une voyante, ce qui a mis beaucoup d'humour dans la session.

### Les connaissances

Les intervenantes se disent scolarisées au niveau collégial ou universitaire. Elles décrivent leurs connaissances comme étant scientifiques, théoriques, intellectuelles, universelles et encyclopédiques (sic). Les femmes de milieux populaires sont, selon elles, très peu scolarisées. Elles ont des études du niveau primaire et secondaire. Elles possèdent un savoir populaire, un gros bon sens basé sur leur expérience de vie.

En même temps que les intervenantes reconnaissent deux formes de connaissance: le savoir intellectuel théorique et le savoir populaire pratique, nous ne sentons pas la complémentarité, la reconnaissance de ces deux savoirs chez elles. Leur vision négative des milieux populaires les empêchent-elles de reconnaître l'apport enrichissant du savoir populaire lié à l'expérience de vie ?

## *Le coeur*

### Les qualités et les attitudes

Les participantes ont surtout mentionné leurs qualités que nous qualifierons de "professionnelles ": l'empathie, le respect des autres, le dévouement, l'écoute et le support. Les qualités qu'elles attribuent aux femmes de milieux populaires sont plus d'ordre personnel: la générosité, l'entraide et la simplicité.

Pour les intervenantes, les attitudes qu'elles se reconnaissent sont beaucoup plus nombreuses que celles qu'elles attribuent aux femmes de milieux populaires et elles sont majoritairement positives (41 sur 53). Les attitudes les plus nommées sont : l'ouverture aux autres, l'accessibilité, le respect de l'autre, l'écoute, l'empathie et la confiance en soi. Leurs attitudes négatives sont: la peur de leur incompétence, la peur d'être rejetées, l'intolérance, la méfiance et les façades. Elles se disent trop

directives, possessives et peu démonstratives.

Les attitudes attribuées aux femmes de milieux populaires sont moins nombreuses et majoritairement négatives (23 sur 38). Les attitudes le plus souvent mentionnées sont: la dépendance, la méfiance, le défaitisme, le peu d'estime de soi, la frustation et la peur d'être jugées. Leurs attitudes posivites sont: le sens de la créativité et la fierté.

## *Les mains*

### Les réseaux sociaux

Les relations sociales des intervenantes sont, disent-elles, plus choisies et s'établissent surtout avec les amis-es, les compagnons et compagnes de travail et aussi avec la famille. Les femmes de milieux populaires sont vues comme vivant beaucoup d'isolement. Leurs relations sociales se limitent au voisinage et à leur famille. Dans aucun cas, les intervenantes ne mentionnent l'appartenance à des associations, des clubs sportifs, des clubs sociaux, des groupes religieux, des organisations syndicales, communautaires ou politiques.

### Les habitudes de vie

En général, les intervenantes disent avoir des habitudes de vie saines, plus équilibrées et variées que celles des femmes de milieux populaires. Elles ont une bonne alimentation et en abondance. Elles pratiquent l'activité physique et les sports. Elles prennent moins d'alcool et de tabac que les femmes de milieux populaires.

Pourtant, qui prend des apéritifs, des vins de tables et des digestifs ? Pour ce qui est de l'usage du tabac, par ailleurs, il est vrai que parmi les participantes aux sessions, la très grande majorité était non-fumeuse.

Les habitudes de vie des femmes de milieux populaires sont décrites comme étant malsaines. Leur alimentation est mauvaise, inadéquate et peu variée. Elles fument, boivent, et consomment de la drogue. Au niveau des loisirs: elles sont sédentaires et passives, leurs passe-temps préférés sont le bingo et la loto. Elles manquent d'organisation et de planification.

Nous nous demandons quelle connaissance elles ont des femmes de milieux populaires lorsqu'elles les voient comme sédentaires et non-organisées. Est-ce que les intervenantes réalisent tout le temps que ces femmes passent à courir les spéciaux dans les différents magasins d'alimentation et de vêtements? Le temps passé à courir les rendez-vous soit chez l'agent de bien-être, le médecin, l'école ou autre ? De plus, il ne faudrait pas passer sous silence les nombreuses femmes de milieux populaires assumant un petit travail pour boucler le budget des fins de mois.

**Les sources d'information**

Les principales sources d'information des participantes sont les écrits: les livres, les revues scientifiques, les journaux ( Le Devoir, Le Soleil, La Presse ). Pour ce qui est de la télévision, elles regardent surtout les bulletins de nouvelles et les émissions documentaires.

La source principale d'information des femmes de milieux populaires serait le bouche à oreille au niveau de la famille et du voisinage. Elles regardent surtout le canal l0 de Montréal ou son relai à Québec, télé 4. A Montréal, elles écoutent plutôt le poste CJMS que Radio-Canada. A Québec, les émissions d'André Arthur sont très populaires. Elles lisent peu et quand elles le font, elles achètent le Journal de Montréal ou de Québec. Ces hebdos ont recours à une mise en page, à des éléments visuels et à un langage qui rejoignent plus facilement les classes populaires, même si le contenu est souvent aliénant. Alors que d'autres médias (comme Le Devoir, La Presse, Radio-Canada ) sont sous le contrôle de la petite bourgeoisie intellectuelle qui exerce son hégémonie et donne une information à l'image de sa culture.

## Le corps

Les intervenantes de la santé accordent une grande importance à leur corps, à leur hygiène et à leur esthétique. Pour elles, la santé physique et mentale est primordiale, de même que se sentir bien dans sa peau. Par contre, les femmes de milieux populaires sont perçues comme étant dures avec leur corps. Elles donnent moins d'importance à l'hygiène et sont moins soignées. Nous constatons, une fois de plus, que leur perception est négative. Comment se fait-il qu'elles ne soulignent pas leur force, leur endurance et leur résistance à l'épreuve ?

### La sexualité

Les intervenantes ont une vision très idéaliste de leur sexualité. Elle est épanouie et vécue positivement. Elles la vivent comme un accomplissement, une réalisation de soi, une communication dans l'échange et le dialogue. Elles signalent l'importance de la contraception comme un moyen de choisir librement la maternité. En prenant connaissance du portrait-synthèse des intervenantes, une sexologue ayant suivi plus tard la même session formulait le commentaire suivant: " Comme elles ont beaucoup de connaissances sur le sujet, elles tendent à l'idéal... et pourtant, beaucoup de collègues de travail me demandent des consultations ".

La sexualité des femmes de milieux populaires est vue très négativement par les intervenantes. Elle se caractérise par la domination de l'homme et la soumission de la femme. C'est un devoir. La contraception n'est pas importante, elle est mal connue et mal utilisée. La sexualité est plus physique et génitale.

### La grossesse

Pour les participantes, la grossesse est un état " merveilleux " et " grandiose " selon leurs propres termes. Elles la planifient, la désirent et l'assument. C'est un épanouissement et un accomplissement. Elles insistent sur l'importance de l'aspect médical, des nouvelles méthodes et du savoir théorique. Nous constatons que les

intervenantes ont une vision idéaliste et théorique de leur grossesse.

La grossesse chez les femmes de milieux populaires est perçue comme non choisie, non planifiée. C'est un phénomène naturel, un événement de la vie. Dans certaines situations, la maternité accorde un statut social, une revalorisation. Pour quelques unes, c'est parfois un moyen d'augmenter leurs prestations d'aide sociale.

## *Les pieds*

### Les conditions de travail

Le travail des intervenantes de la santé est un choix valorisant. Il est bien rémunéré. Elles sont syndiquées et jouissent d'une stabilité d'emploi. Leurs conditions de travail sont en général gratifiantes mais source de stress.

Les femmes de milieux populaires travaillent pour survivre. Si elles veulent satisfaire leurs besoins essentiels, elles n'ont pas le choix de travailler ou non. Elles sont non syndiquées et très mal payées. Elles accomplissent des travaux durs physiquement et elles sont souvent exploitées. C'est un travail suscitant peu de valorisation et de motivation. La grande majorité vit de l'aide sociale ou de l'assurance chômage.

Aucune participante ne mentionne la baisse de son pouvoir d'achat. Elles ne semblent pas conscientes de la précarité du travail infirmier à temps partiel et sur appel. Aussi nous nous demandons, les animatrices, s'il n' y a pas contradiction lorsqu'elles affirment avoir de bonnes conditions de travail et qu'elles vivent le stress et le "burn-out". Nous sommes étonnées du peu de mention des changements liés aux surcharges de tâches, aux coupures de personnel et aux nouvelles priorités gouvernementales.

Au niveau des conditions de travail des femmes de milieux populaires, il n'est pas fait mention des accidents de travail, ni des maladies industrielles. Aucune référence

n'est faite au salaire minimim, à la précarisation du travail, à la sous-traitance, au temps partiel et saisonnier. Bref, leur combativité au travail pour boucler les deux bouts soit par le double travail, soit par le temps supplémentaire ou par le travail clandestin est à peine soulignée.

**Les conditions de vie**

Les intervenantes qualifient leurs conditions de vie de faciles, d'aisées, douces et confortables. Elles se disent privilégiées. Nous nous interrogeons à savoir si cet état de fait est le résultat d'un seul salaire, ou s'il ne s'expliquerait pas plutôt par un deuxième revenu provenant d'un conjoint bien salarié.

En ce qui concerne les conditions de vie des femmes de milieux populaires, elles sont décrites comme étant très difficiles et les qualificatifs ne manquent pas : non-privilégées, mauvaises, défavorables, dévalorisantes, restreignantes, inadéquates et pénibles. Certaines notent une absence de services tels que les garderies et les logements salubres. Ni pour elles-mêmes, ni pour les femmes de l'autre milieu, les intervenantes ne semblent prendre conscience de la société duale qui s'instaure de plus en plus dans le système capitaliste .

Voici les principales considérations qui se dégagent des quarante-cinq doubles portraits analysés.

D'abord nous observons qu'il y a une absence de vision globale de la situation de la part des intervenantes. Elles voient à travers les lunettes de leur profession et cette vision se limite à leur acte professionnel. A plusieurs niveaux, elles possèdent une vision très positive de leur situation: valeurs, connaissances, attitudes, qualités, grossesse, conditions de vie et de travail. Mais, en général, leur vision des milieux populaires dégage un négativisme bien ancré dans l'idéologie dominante, véhiculant des idées toutes faites et préjugées. En particulier, elles ne prêtent pas beaucoup de crédibilité au savoir et à la culture populaire. Une réfléxion beaucoup plus élaborée pourrait s'accrocher à ces constatations. Nous sommes au coeur des contradictions culturelles qui servent de pivot à l'approche de conscientisation. La conscientisation

pour des professionnelles de la petite-bourgeoisie , c'est de se laisser interpeller, de relativiser le sentiment de supériorité culturelle et professionnelle qui a été intériorisé par une éducation bancaire à travers des années de formation.

Concernant les conditions de vie et travail, les intervenantes démontrent plus de réalisme. Leur analyse de la réalité se situe beaucoup plus au niveau des phénomènes que des causes, aussi bien pour elles-mêmes que pour les femmes de milieux populaires.

Si nous faisons un parallèle entre le portrait des intervenantes de la petite-bourgeoisie tracé par les militantes populaires 4 et celui fait par les intervenantes elles-mêmes, nous constatons que, dans l'ensemble, les deux portraits convergent. C'est le cas au niveau du savoir intellectuel, des sources d'information, des conditions de travail et de vie et de la confiance en soi. Là où il y a divergences, c'est au niveau des attitudes et des qualités. Les militantes populaires voient les intervenantes comme réservées, distantes, individualistes, compliquées, peu à l'écoute, et convaincues de posséder la vérité.

Par ailleurs, les intervenantes se perçoivent comme empathiques, généreuses et ouvertes aux autres. La disproportion entre leur vision idéaliste de la santé et d'elles-mêmes et leur perception très négative des femmes de milieux populaires constitue le coeur des barrières culturelles qui séparent les deux classes. Ce qui nous donne une clé d'analyse par rapport à la question que les participantes se posent tout au long de la session: comment rejoindre les femmes de milieux populaires? D'où l'importance de travailler au niveau des contradictions de classe et des aliénations culturelles. Il ne suffit pas de vouloir les rejoindre, mais la question fondamentale dans une approche de conscientisation, c'est de se demander : pourquoi nous voulons les rejoindre?

## Exposé-éclair sur la pauvreté

L'échange sur le double portrait porte surtout sur le terrain de la subjectivité, car il s'agit de partager des perceptions, de réfléchir sur les valeurs et les attitudes, les conditions de travail et de vie etc. Il est donc important de regarder aussi les conditions objectives des situations. Un exposé-éclair, composé d'une douzaine d'affiches, essaie de répondre aux trois questions suivantes:

- ◊ Quelle est l'importance des inégalités socio-économiques?
- ◊ Quels liens y-a-t-il entre pauvreté et santé ?
- ◊ Quels liens y-a-t-il entre pauvreté et santé maternelle et infantile?

Ces données statistiques, ajustées à la conjoncture de chacune des régions, nous montrent une facette très concrète de l'ampleur du phénomène de paupérisation au Québec. Comment expliquer l'écart grandissant entre les riches et les pauvres ?

Selon les groupes, les questions ne manquent pas et cet exposé-éclair qui se voulait au départ d'une vingtaine de minutes dure parfois près d'une heure. C'est une excellente occasion de remettre en questions le but des politiques sociales, de situer dans la conjoncture le livre blanc sur la fiscalité et les coupures dans les politiques sociales.

A la suite de ces échanges, plusieurs intervenantes constatent leur manque d'information et de formation sur la réalité socio-politique. D'autres prennent conscience de leur manque d'intérêt concernant les politiques gouvernementales. Quelques-unes nous reprochent de " politiser les débats "... tandis que plusieurs autres désirent poursuivre le dialogue et demandent des textes de référence. Dans l'ensemble, nous avons trouvé une grande ouverture aux questions soulevées.

# Deuxième journée : Présentation des expériences d'intervention communautaire

L'objectif de cette deuxième journée se définit ainsi: connaître de nouvelles pistes d'intervention en éducation sanitaire afin de mieux les analyser et pouvoir mieux agir.

## *Présentation des expériences d'intervention communautaire*

C'est sous le mode "panel" que nous tentons de faire cette connaissance terrain des expériences menées un peu partout au Québec. Trois ou quatre projets défilent devant nous. Nous en citerons quelques uns :

◊ Clinique de grossesse à Laurier Station ( C.L.S.C. Arthur Caux)
◊ L'intervention O.L.O. (Oeufs, Lait, Oranges) à Valleyfield (C.L.S.C. Seigneurie de Beauharnois) .
◊ Un projet OLO à Sherbrooke ( C.L.S.C. "SOC" )

Une analyse du projet OLO est présentée au chapitre suivant.

◊ " A travers ma tendresse " ( C.L.S.C. Basse-Ville, Québec)
◊ Rejoindre les femmes de milieux populaires dispersées sur un vaste territoire ( C.L.S.C. des Chutes, Mistassini )
◊ Service d'accueil et de références pour les grossesses à risques (C.L.S.C. La Source, Charlesbourg )
◊ Les soins aux nouveaux-nés dans les milieux défavorisés (Centre de santé de Havre St- Pierre)
◊ Une analyse des besoins en périnatalité pour le secteur "Gascons " à Percé ( C.L.S.C. La Saline, Chandler )
◊ Comment rejoindre les mères adolescentes et les jeunes couples (C.L.S.C. Partage-des-Eaux, Rouyn-Noranda )
◊ Le jardin d'enfants de l'Association Action-Plus Farnharm Inc. (C.L.S.C. de Farnharm )

◊ Recherche-action en petite enfance dans un milieu populaire (D.S.C. Sacré-Coeur/Equipe St-René-Goupil, Montréal )

Au cours des 11 sessions, ces différents projets sont analysés et discutés en atelier par les participantes.

## *Analyse des expériences présentées*

Les ateliers se forment selon le champ d'intérêt des participantes, en lien avec les expériences-terrain présentées le matin. Par exemple, les intervenantes intéressées à mieux connaître le projet d'intervention communautaire du quartier St-Michel se regrouperont autour de la paneliste qui l'a présenté. Après un travail d'analyse sur le projet, l'atelier doit être prêt à répondre aux questions suivantes et c'est là-dessus que porte la plénière:

◊ La connaissance de la population visée dans le projet tient-elle compte du contenu du double portrait?

◊ A-t-on impliqué la population aux différentes étapes du projet?

◊ L'approche du projet est-elle globale: est-ce qu'on tient compte de toutes les composantes de la personne?

◊ Les solutions dans le projet débordent-elles du secteur médical ? Si oui, comment ?

◊ Quel a été le support institutionnel ?

◊ Quels sont les moyens pour rejoindre les femmes enceintes dites " à risques "?

◊ Dans quelles perspectives se situe la stratégie du projet?

Autant que possible, les ateliers sont invités à répondre à l'ensemble de ces questions sur une affiche. Les réponses soulèvent bien d'autres questions, mais une préoccupation importante se dégage: comment rejoindre les femmes enceintes de milieux populaires? En plénière, c'est la question que nous avons privilégiée.

## Troisième journée : découvrir des outils et réfléchir sur la pédagogie active

Après deux jours bien remplis, le comité d'animation planifie une troisième journée plus détendante, ce qui plaît beaucoup à l'ensemble des participantes. L'objectif de cette journée est d'enrichir notre "boîte à outils" et de réfléchir sur la pédagogie active.

### *Retour sur les outils de la session*

Cette dernière partie se divise en deux étapes. Dans un premier temps, une bonne heure et demie est accordée au retour sur les outils utilisés pendant la session. J'explique dans quel cadre cette pédagogie s'est développée au Québec, et plus spécialement dans les organisations populaires, comment et pourquoi je l'utilise. Je

reprends plus en détails le macaron et le jeu de présentation en insistant sur l'importance de l'accueil, de créer un climat de confiance, faisant aussi des liens avec l'exercice du double portrait. Je m'attarde un peu plus longuement sur l'outil du photolangage. Je donne des exemples de son utilisation avec des groupes différents et fais quelques applications concernant les rencontres prénatales. Je reviens sur l'importance de la connaissance de la classe populaire en faisant des commentaires sur le double portrait, ce qui permet de faire un retour sur la journée précédente. Voici la liste des outils présentés au cours de cette session :

◊ macaron ◊ photo-langage ◊ double-portrait
◊ exposé-éclair sur affiches ◊ grilles de travail ◊ panel
◊ vidéo ◊ jeu de présentation: la technique de l'entrevue
◊ jeu des mots ◊ questionnaire ◊ journal de bord

Voici les différentes techniques de travail employées :

◊ Travail en atelier
◊ Travail en plénière
◊ Atelier-éclair (buzz)
◊ Exposition de livres, documents, revues, etc...

## *Présentation de nouveaux outils*

A cette étape, nous visionnons un vidéo dans lequel une équipe d'infirmières, aidée d'une conseillère en formation en santé communautaire, repense l'animation des rencontres prénatales. Ce vidéo de trente minutes présente une nouvelle façon d'organiser ces rencontres. Trois infirmières, à tour de rôle, nous révèlent leur démarche d'apprentissage : "Partir du vécu des gens - dira l'une d'elle - et le considérer comme une source d'apprentissage importante, demande des attitudes de base telles la souplesse, la confiance, être concrète, ouverte aux changements et ne pas arriver avec des réponses toutes faites ".

Après le visionnement du vidéo, en plénière, il y a une période d'échange sur le

contenu, la démarche et les résultats obtenus.

D'une session à une autre, les échanges nous font découvrir de nouveaux outils sur les rencontres prénatales ou sur les cliniques de grossesse. Un peu partout à travers le Québec, on cherche, on invente, mais le peu de communication entre les intervenantes d'une région à l'autre fait que les trouvailles restent parfois cachées. C'est pourquoi tout au long de ces rencontres, nous avons monté une banque d'expériences à partir des projets apportés par chacune. Cette banque est devenue une brochure institulée : *Périnalité en milieux populaires.*

## *Le temps du magasinage*

Ce premier temps sur la boîte à outils se termine par une exposition de livres, de documents et de jeux en lien avec les sujets traités tout au long de la session tels que: la périnalité, la santé, la pauvreté, la pédagogie et l'intervention communautaire etc... Pendant environ une heure, les participantes regardent, découvrent, notent des références et surtout s'émerveillent de la créativité des groupes qui oeuvrent depuis plusieurs années dans ce domaine. Voici quelques outils suggérés :

- ◊ Des séries de photos
- ◊ Le jeu " Au travail "
- ◊ Le jeu : le bingo de nos droits
- ◊ La revue *Vie Ouvrière*
- ◊ Le livre *Objectifs Santé*
- ◊ Les cahiers de la maîtresse d'école
- ◊ Le quizz féministe
- ◊ La revue *Mouvements*
- ◊ Le guide de la clinique de grossesse
- ◊ Le livre *L'intervention communautaire*
- ◊ Quelques numéros des bulletins des R.P.D.S., O.P.D.S., A.D.D.S.
- ◊ Le document guide pour l'animation des rencontres prénatales
- ◊ Le rapport d'évaluation concernant le programme de rencontres prénatales
- ◊ Le livre *Pratiques de Conscientisation* etc, etc

## *Réflexions sur les principes de base en pédagogie active*

Un atelier éclair réunit les participantes pour réfléchir sur quelques principes de base de la pédagogie active. Une brève plénière en ramasse les éléments essentiels.

## *Les perspectives d'action*

Comme la session s'adresse à des intervenantes-formatrices, un temps est alloué pour réfléchir ensemble sur les suites à donner à cette session. En plénière, chacune doit répondre aux questions suivantes :

- ◊ Ce que nous voulons faire dans notre équipe de travail
- ◊ Ce que nous voulons faire dans notre milieu
- ◊ Ce que nous attendons des autres institutions: DSC,CLSC, et groupes communautaires et universitaires.
- ◊ Ce que nous attendons des journées de formation, en terme de suivi, pour l'année 1986.

Voici quelques résultats qui se dégagent. Il apparaît que les retombées, dans un premier temps, se situeront dans les équipes de travail. Plusieurs intervenantes communiqueront à leurs collègues de secteur ce qu'elles ont appris, non par un rapport-synthèse de quelques minutes, mais en faisant expérimenter quelques éléments de la démarche, comme le photo-langage et/ou le double-portrait.

Plusieurs participantes sentent le besoin de digérer le contenu de cette session qui a laissé peu de personnes indifférentes. Pour une très grande majorité d'entre elles , ces journées de formation sont venues ébranler des certitudes et des attitudes, remettre en question leur rôle professionnel et leur travail quotidien. D'autres désirent rencontrer des intervenantes des autres institutions ayant fait cette démarche. Certaines veulent communiquer et même faire faire le portrait à des cadres, à des médecins, à des travailleuses sociales et aux autres infirmières des divers secteurs. Quelques-unes veulent sensibiliser les membres du conseil

d'administration. Plusieurs autres souhaitent intervenir dans le milieu en expérimentant les nouveaux outils sur le terrain ou partir un réseau à la base. D'autres veulent mettre sur pied un projet O.L.O. ( oeufs, lait, oranges ). D'autres participantes parlent d'établir des liens de concertation entre le D.S.C. et les C.L.S.C..

Deux ans après cette formation quelles sont les retombées-terrain ?

Dès janvier l986, une nouvelle session de deux jours a été offerte à quatre reprises aux participantes ayant suivi la formation du printemps l985. Environ une centaine d'intervenantes de toutes les régions y ont participé. Quelle joie de se retrouver. Catherine, Francine et moi étions fières de connaître les acquis, de découvrir la créativité de plusieurs participantes, de mieux cerner les difficultés rencontrées par la mise en oeuvre de cette nouvelle approche. Lors de cette formation, une brochure appelée : *Périnatalité en milieux populaires* a été remise aux participantes et ensuite distibuée a plus de 5,000 exemplaires dans les CLSC et DSC du Québec. Elle relate une vingtaine d'expériences et d'initiatives dans le secteur de la périnatalité s'adressant aux milieux populaires et présentées lors de la première session. Autre résultat significatif, Catherine Martin et Francine Ouellet ont organisé au cours de l'année l986, six sessions de la première formation pour les CLSC de leur territoire. Environ l20 intervenantes ont été rejointes.

Nous arrivons à la toute dernière étape de la session : la période d'évaluation. Elle se fait en deux temps.

La première étape de l'évaluation consiste à remplir un questionnaire écrit, proposé par le Ministère des Affaires sociales, questionnaire à la fois quantitatif et qualitatif . Les points évalués concernent les objectifs, le contenu, les personnes ressources,le choix des lieux et les suites à donner à cette formation.

Deuxième étape de l'évaluation: les animatrices proposent leur mode d'évaluation en

lien avec la pédagogie active. C'est par le jeu des mots que les intervenantes exprimeront le vécu de ces trois jours. Chacune écrira sur un carton deux ou trois mots qui reflètent les points forts et les points faibles de la session. Ensuite, on colle les cartons sur le tableau. Une des animatrices en fait la lecture puis, très spontanément, les unes et les autres sont invitées à les commenter. Cette méthode permet de saisir la dynamique du groupe et de faire verbaliser autant les bons coups que les difficultés.

Voici un exemple de l'évaluation d'un groupe: (lire horizontalement)

| | | |
|---|---|---|
| dynamisant | sensibilisation | équipe de travail |
| emballée | enrichissant | ressourçant |
| seule | réflexion | préjugés |
| partage | créativité | |
| dynamisme | support | solidarité |
| stimulant | fierté | énergie |
| stimulée | entrain | rassurer |
| regroupement | difficile | concret |
| entrain | rassurer | encourageant |
| réflexion | dynamique | vivant |
| connaissances | réflexion | enrichissant |
| regroupement | intense | trop court |
| compréhension | échanges | |
| stimulant | fierté | motivation |
| clarification | intense | |
| ressourçant | énergie | stimulation |
| ouverture | fermée | |
| dynamique | énergisantes | fatigue |
| motivation | prise de conscience | respect |
| réflexion | confusion | |
| satisfaction | vivant | interrogations |
| malaise | impliquant | solidarité |

La session se termine sur des messages de solidarité. Une grande pancarte représentant toutes les régions du Québec, veut faire ressortir les liens entre les régions. Les participantes sont invitées à écrire un message de solidarité:

ENSEMBLE ON EST CAPABLE ! LACHEZ PAS LES FILLES!
ROMPRE L'ISOLEMENT.....
QUE LA SESSION DE FORMATION SOIT UN PRELUDE AU PRINTEMPS !
QUE LES GROSSESSES VECUES DANS LA TRISTESSE SOIENT BANNIES !
C'EST ENCOURAGEANT D'ETRE TOUS ET TOUTES ENSEMBLE POUR CONTINUER !
DONNE-MOI TA FLAMME, ON FAIT DU FEU ENSEMBLE !
SALUT, CHEZ NOUS Y FAIT PAS "FRETTE " ... mais C'EST L'FUN !
NOUS QUI AVONS LES MEMES PREOCCUPATIONS, OSONS DEFIER LES BARRIERES INSTITUTIONNELLES ...
FINIES LES BATAILLES DE CLOCHER C.L.S.C.- D.S.C.
POUR TRAVAILLER ENSEMBLE , DU BEAU ET BON TEMPS, SALUT!
ENSEMBLE PERSEVERONS !

# Conclusion

## *Expérience enrichissante*

Ma pratique d'un an et demi avec les intervenantes de la santé a été pour moi une expérience positive et enrichissante, et cela pour diverses raisons.

D'abord ce fut une première tentative de développer une approche de conscientisation dans le domaine de la santé.

Cette formation répondait aux attentes des intervenantes en périnalité. Elle arrivait après un certain cheminement à travers leur pratique quotidienne, et des évènements tels le colloque " Accoucher ou se faire accoucher" , le mouvement d'humanisation

des naissances et la remise en question des cours prénataux traditionnels. Ces différentes démarches, échelonnées sur une période de plus de l0 ans, expliquent la très grande ouverture manifestée par l'ensemble des intervenantes, laquelle a facilité cette formation de sensibilisation à la conscientisation.

De plus, cette expérience m'a fait découvrir les nombreuses facettes de la pratique en périnatalité et les expériences novatrices réalisées dans ce domaine. Elle m'a révélé également les préoccupations des intervenantes de répondre plus adéquatement aux besoins des femmes des milieux populaires.

## *Difficultés rencontrées*

Les principales difficultés rencontrées sont:

- La perception très négative des classes populaires, de la part des intervenantes, la tenacité de leurs préjugés et leur manque de confiance dans le potentiel des femmes des classes populaires.

- La méconnaissance des politiques sociales et de leur impact sur le vécu quotidien des femmes des milieux populaires.

- La difficulté de relier leur pratique quotidienne à des perspectives de changement social à plus long terme.

- L' absence d'une vision globale de la santé dans notre société.

Cependant je dois souligner leur préoccupation de transformer leur pratique pour surmonter ces difficultés, leur souci d'apprendre des nouvelles méthodes, leur désir de poursuivre leur formation dans la ligne déjà commencée, leur volonté de s'apprivoiser à la réalité sociale. Bref, toutes les retombées-terrain mentionnées aux pages précédentes. De plus, il est question qu'à l'automne l987, une série de six ou sept sessions se redonnent dans les différentes régions du Québec.

## *Sensibilisation à la conscientisation:*

Il faut préciser que cette formation se voulait conscientisante. C'est pourquoi nous avons travaillé sur quelques principes de cette approche, c'est-à- dire sur une prise de conscience, comme professionnelles, de leurs valeurs et leurs préjugés, et sur une remise en question de leur rôle et de leurs attitudes.

Pour que cette sensibilisation débouche sur une véritable pratique de conscientisation, je crois essentiel de développer les perspectives suivantes et ce à trois niveaux :

### Au niveau des femmes des milieux populaires

- Partir de leur vécu quotidien;
- Reconnaître leurs problèmes de survie (manque d'argent, violence, logement inadéquat, etc...).
- Croire à leur capacité de s'affirmer et de s'organiser pour répondre à leurs besoins et améliorer leurs conditions de vie et de travail.
- Savoir repérer les leaders du milieu, connaître leurs organisations populaires, et établir des liens de collaboration et de solidarité.
- En somme, avoir un parti pris.

### Au niveau de l'intervenante

Comme nous l'avons déjà dit, il faut pouvoir remettre en question son rôle, ses attitudes et ses valeurs d'intervenante. Pour développer une vision et une approche plus globale de la réalité des femmes et de leur santé, il est important de travailler en équipe multidisciplinaire avec d'autres intervenantes partageant cette vision et cette approche. Comme nous le rappelle Paulo Freire: "On ne se conscientise pas seul, on se conscientise avec d'autres". Pour cette raison, je crois important que les intervenantes désireuses de poursuivre cette approche conscientisante soient en lien avec des personnes ou des équipes du Collectif Québécois de Conscientisation.

**Au niveau de l'institution**

Pour qu'une véritable approche conscientisante se développe, certaines conditions sont nécessaires.

D'abord, il faut développer une politique globale de la santé avec un projet de changement social. Nous ne devons pas nous limiter à une approche uniquement épidémiologique. Cette approche tend à établir une adéquation entre les comportements individuels et l'apparition de maladies ou de détériorations de la santé. Sans nier cette approche, nous pensons qu'il est urgent de prendre conscience de l'importance de la qualité de l'environnement physique, social et économique pour qu'une population puisse maintenir un niveau de santé acceptable.

Cela implique que l'institution se donne une priorité pour les femmes de milieux populaires, favorise le travail en équipe multidisciplinaire, permette l'expérimentation de nouvelles formules pédagogiques et mette en place des mécanismes favorisant des temps d'échange et de réflexion.

Pour moi ces conditions constituent les éléments de base du développement d'une véritable pratique conscientisante.

# Chapitre 7

# Le projet O.L.O. et la conscientisation

## Une expérience terrain en périnatalité en milieu populaire

Ronald Duhaime

Depuis plus d'un an, je suis impliqué comme organisateur communautaire dans un projet O.L.O. au C.L.S.C. "SOC" de Sherbrooke.

Plusieurs équipes de périnatalité dans les C.L.S.C. et D.S.C. sont en train de mettre sur pied de tels projets. D'un endroit à l'autre, ils prennent des formes diverses et variées. Certains se limitent au seul objectif de réduire le nombre de bébés de petit poids alors que d'autres visent la prise en charge par les bénéficiaires de leurs conditions de vie.

L'analyse qui suit porte sur le projet O.L.O. du C.L.S.C. Seigneurie de Beauharnois de Valleyfield à partir de documents rédigés par les responsables. Ce projet origine d'une remise en question fondamentale de leur pratique en périnatalité. Aussi, au C.L.S.C. "SOC", nous sommes-nous fortement inspirés de l'expérience du C.L.S.C. Seigneurie Beauharnois pour la mise sur pied de notre projet O.L.O., surtout au niveau des objectifs et du fonctionnement.

La conscientisation est l'approche que j'essaie de développer dans ma pratique depuis cinq ans. Ce texte est un effort de réflexion pour dégager les éléments de conscientisation présents dans l'intervention du C.L.S.C. Seigneurie de Beauharnois.

Le projet O.L.O. sera décrit et examiné en regard des attitudes et rôles des intervenantes, des dimensions fondamentales et des axes de la conscientisation.

# Description du projet O.L.O.

## L'origine du projet

Le projet O.L.O. est un projet de distribution d'oeufs, de lait, et d'oranges à des femmes enceintes de milieu défavorisé. Il est issu d'une recherche-action implantée par le D.S.C. de Valleyfield à l'automne 1982, suite à la constatation faite par les infirmières en périnatalité que les cours prénataux ne rejoignaient pas les femmes enceintes de milieux défavorisés.

Ces intervenantes ont essayé, avec beaucoup d'énergie et peu de succès, diverses expériences: rencontres de cuisine, cliniques de quartier, gymnastique en piscine, etc... Le D.S.C. de la région invite donc les différents C.L.S.C. à entreprendre une recherche-action, afin d'explorer de nouvelles stratégies pour rejoindre la clientèle de milieu défavorisé.

Lors d'une session de formation sur le Montreal Diet Dispensary (M.D.D.), l'idée jaillit de rejoindre les femmes enceintes de milieu défavorisé par la distribution d'un supplément alimentaire gratuit. C'est alors qu'une intervenante ébauche le projet O.L.O.

La pertinence d'intervenir n'est pas difficile à démontrer :

> "L'efficacité d'un oeuf, d'un litre de lait, d'une orange (O.L.O) par jour sur le poids des bébés
>
> Le M.A.S. incitait à poursuivre comme objectif la réduction des bébés de petit poids vu les nombreux problèmes et handicaps qui surgissent chez ces enfants
>
> L'existence d'un lien entre les milieux défavorisés et les bébés de faible poids."[1]

Partant d'une approche épidémiologique, l'importance d'une bonne alimentation pour réduire le nombre des bébés de petit poids, i.e., des bébés à risques, le projet se dotera dès le début d'autres objectifs plus poussés comme: connaître le vécu des femmes, briser leur isolement, créer des liens significatifs, rejoindre les femmes non atteintes par les cours prénataux, informer et agir pour transformer leurs conditions de vie.

## *L'intervention O.L.O*

L'information sur le projet se fait par les intervenantes (médecins, infirmières, travailleuses sociales, travailleuses communautaires), par les bureaux d'aide sociale, ou de bouche à oreille par une amie. La femme enceinte assistée sociale téléphone alors au C.L.S.C. pour s'y inscrire et une responsable de l'équipe lui explique le fonctionnement du projet (services, rencontres collectives, etc.).

Un laitier apporte régulièrement les oeufs et le lait; et un membre de l'équipe O.L.O. du C.L.S.C. vient la visiter à toutes les deux semaines en lui apportant sa provision de jus d'orange.

Ainsi, à tous les quinze jours, une visite individuelle est faite à chaque femme inscrite à O.L.O. pour lui assurer un support alimentaire, une aide pour qu'elle s'alimente bien, ainsi qu'un support psychologique.

**Support Alimentaire**

Lors de la visite, un temps est accordé au support alimentaire. L'intervenante vérifie le poids de la femme enceinte ainsi que son menu. Elle porte une attention particulière aux aliments proposés tels que les oeufs, le lait et les oranges. De plus, elle encourage le support de l'entourage, car l'expérience démontre que les personnes entourant la femme enceinte peuvent jouer un rôle de premier plan dans ce genre de support.

**Support psychologique**

Le support psychologique prend forme au fur et à mesure que se développe un lien de confiance entre la personne visiteuse et la femme enceinte. Ce support peut jouer sur différents plans: briser l'isolement, invitation aux rencontres collectives, information sur les cours prénataux, expression des problèmes tels logement inadéquat, manque de matériel nécessaire à la venue du nouveau bébé, absence de conjoint, grossesse difficile, etc.

L'équipe O.L.O. est multidisciplinaire. Sa composition peut être variée. A Valleyfield, l'équipe est composée d'une nutritionniste, d'infirmières, et d'un agent de relations humaines. Chez nous, au C.L.S.C. "SOC", l'équipe est composée d'une médecin, une infirmière, une technicienne en assistance sociale, une travailleuse communautaire et un organisateur communautaire. Chaque semaine, l'équipe consacre quelques heures aux visites à domicile. L'équipe se réunit mensuellement pour assurer le suivi général du projet. La complémentarité des approches de professions différentes rend le travail d'équipe très riche. Chaque membre de l'équipe accompagne régulièrement quelques bénéficiaires d'O.L.O.

**Bilan de l'intervention**

En 1984, l'objectif de rejoindre 30 femmes est dépassé. En 1985, le projet O.L.O offre un service à environ quarante-cinq femmes. Du nombre d'enfants nés, tous, à part quelques exceptions, ont eu un poids supérieur à six livres et cinq onces. Dans le profil des femmes, on note autant de multipares que de primipares. En 1984 , l'âge moyen des femmes était de 21 ans.

## *O.L.O un projet en mouvement*

L'intervention O.L.O. se veut en mouvement. Elle se développe selon une attention aux événements et aux besoins qui surgissent. Déjà, la naissance de quelques bébés a amené l'équipe à élargir son action au-delà de seules femmes en période de grossesse pour assurer une continuité au niveau de la postnatalité. Car les besoins en lien avec la santé physique et mentale de la mère et de l'enfant ne s'arrêtent pas avec l'accouchement.

Après la naissance du bébé, les mères continuent d'être invitées aux rencontres collectives. Sont invitées à ces rencontres: les femmes enceintes, celles qui ont accouché, les conjoints, les bébés, une amie, etc... Ces rencontres permettent un échange sur divers aspects du vécu des femmes, et développent l'entraide entre les femmes.

Ces activités font ressortir différents besoins: besoins d'échanger sur la monoparentalité, sur le comportement des enfants, sur la grossesse et l'accouchement; besoin de se retrouver avec d'autres femmes pour se divertir; besoin d'avoir de meilleurs conditions de vie comme au niveau des revenus et du logement; besoin de connaître leurs droits par rapport à l'aide sociale. De ces rencontres naissent certains projets d'action: halte-garderie, coopérative d'habitation, lutte pour la gratuité du lait maternisé, groupe de rencontres sociales, etc.

Le bilan préliminaire de février 1985 du "Projet Développement de stratégies d'intervention auprès des femmes enceintes vivant en milieu défavorisé" (Recherche action) précise :

"Les points forts de ce projet sont :

- O.L.O. apporte quelque chose de très concret : alimentation

- O.L.O. est essentiel tant du point de vue nutritionnel que du point de vue économique

- La clientèle fait elle-même la démarche

- O.L.O. permet une rencontre dans leur milieu, cela apparaît pour elles plus sécurisant. Elles sont à l'aise et en confiance dans leur milieu; pour nous cela permet de mieux identifier leur réalité et leurs problèmes.

- O.L.O. renforcit l'image positive pour elles de la maternité.

- O.L.O. permet l'établissement d'une relation de confiance ce qui entraîne d'être identifiée comme personne ressource et ce qui facilite par la suite leur participation à d'autres activités: rencontres prénatales, rencontres de groupe (clinique)."[2]

Le grand point faible de ce projet est la difficulté de trouver des fonds.

Pour que l'action O.L.O. soit valable, un certain nombre de conditions sont importantes :

- tenir compte du vécu des femmes et de leur entourage

- établir un lien de confiance en lien avec la continuité possible

- prendre le temps de les connaître et être attentif à leur vécu

- travailler en équipe multidisciplinaire

- avoir une volonté et une préoccupation constante axée non seulement sur le développement du foetus par la naissance d'un bébé de poids supérieur à 2 500 grammes, mais aussi sur l'amélioration des conditions de vie générales de la famille.

"L'ACCOMPAGNEMENT DE LA FEMME ENCEINTE ET L'EQUIPE RESSORTENT COMME CONDITIONS PRIORITAIRES"[3]

Il faut souligner que le projet est passé graduellement d'une distribution de nourriture à un intérêt pour l'amélioration des conditions de vie des femmes.

### *L'impact de l'action à l'intérieur du C.L.S.C.*

O.L.O. démontre que les intervenantes peuvent travailler en équipe multidisciplinaire tout en s'accordant une période de réflexion sur leurs approches. A partir d'une approche individuelle, un projet peut déboucher sur un réseau d'entraide et favoriser le regroupement. Par une réflexion constante sur leur action, elles en arrivent à une attitude de remise en question de leur pratique.

## Analyse du projet

Après avoir décrit ce qu'est le projet O.L.O., j'aimerais maintenant ressortir quelques éléments de conscientisation qu'il peut contenir.

A partir des documents produits par l'équipe de Valleyfield, je regarderai dans un premier temps les rôles et attitudes développés par les intervenantes. Le travail en équipe multidisciplinaire, l'approche globale et l'attention à la culture et au vécu des femmes constituent les éléments principaux qui nous ont influencé pour la mise sur pied de notre projet O.L.O. à Sherbrooke.

Ensuite, j'examinerai quelles sont les dimensions fondamentales de la conscientisation contenus dans le projet O.L.O. Finalement, je rechercherai quels axes de la conscientisation sont développés dans ce projet.

En ce qui concerne les aspects théoriques de la conscientisation, je me réfère aux chapitres 10 à 12 du livre *Pratiques de Conscientisation*.[4]

### *Attitudes et rôle des intervenantes*

Les thèmes abordés sont les suivants: remise en question de la pratique; développement d'une pédagogie active; attention à la culture; s'impliquer d'abord soi-

même; développer une solidarité effective avec les opprimés; agir avec ses contradictions; dépasser le travail au "pif"; échanger plutôt que faire des discours; et créer des méthodes et des outils appropriés.

**Remise en question de la pratique**

La première attitude observée chez les intervenantes du projet O.L.O. est la remise en question de leur pratique. Cette remise en question part du constat que les activités de prévention atteignent faiblement les femmes enceintes vivant en milieu défavorisé.

Les intervenantes précisent le pourquoi de la non-participation à leurs activités des femmes vivant en milieu défavorisé :

> "Les cours prénataux sont conçus dans leur contenu, leur forme, leur technique pédagogique et leur mode d'apprentissage en fonction des critères et des normes d'une classe sociale déterminée. On comprendra pourquoi les individus de la classe moyenne et en plus grande proportion de la classe supérieure, participent en plus grand nombre à une activité qui leur est familière et qui, en plus, est valorisée selon leur critère ...
>
> Pour les femmes non-participantes, originantes surtout de la classe sociale inférieure, le contenu et la forme des cours prénataux ne constituent pas une activité valorisée, importante et nécessaire selon la culture de cette classe..."[5]

De cette constatation, la conclusion vient d'elle-même:

> "...il ne sert à rien d'imposer un cadre à une population qui, fondamentalement, à cause de ses valeurs et de sa culture n'adhère pas à l'orientation, au contenu, à la forme, à la philosophie d'une autre classe sociale qui détient actuellement le monopole de la réalisation et de la diffusion des "objets culturels".[6]

Le projet O.L.O permet, par le biais d'un service alimentaire, de connaître les femmes enceintes vivant en milieu de pauvreté à l'intérieur de leur milieu naturel. Les intervenantes ont décidé de prendre le temps de les connaître ainsi que leurs problèmes et leurs conditions de vie.

Elles prennent conscience que même si le besoin d'information existe, il y a peut-être d'autres besoins plus fondamentaux: comme les besoins primaires de se loger, se nourrir et se vêtir. Ainsi elles identifient les attentes des femmes comme étant de les aider à trouver des moyens pour se sortir de leur situation.

Les intervenantes commencent à développer une approche moins compartimentée, moins spécialisée. Cela remet en question leur "professionnalisme". Les intervenantes identifient les deux problèmes suivants comme les plus fréquents dans leurs relations avec les familles défavorisées: la confrontation des valeurs et de la pédagogie utilisée pour faire passer les messages sanitaires. Regardons maintenant comment les intervenantes du projet O.L.O. tentent de résoudre ces deux difficultés.

## Développement d'une pédagogie active

Voici une typologie de façons d'élaborer une programmation. Le type I correspond à l'approche traditionnelle que nous retrouvons dans les cours prénataux et que l'on peut appeler, comme Paulo Freire, une approche bancaire.[7] Le type II part du vécu des gens, favorise la prise en charge individuelle et collective et correspond plus à ce que Freire appelle une pédagogie libératrice. Le projet O.L.O. privilégie le type II dans son approche. Le tableau I présente cette typologie.

A partir de ces deux façons d'établir une programmation, l'équipe O.L.O. de Valleyfield en arrive à préciser à la suite de Monique Ouellette[8] deux démarches en éducation populaire: une démarche "verticale" qui est bancaire et une démarche "horizontale".

DEUX FAÇONS D'ELABORER UNE PROGRAMMATION[9]

| TYPE I | TYPE II |
|---|---|
| Les besoins de la population sont pressentis par des experts. | Les besoins sont exprimés par la population concernée. |
| Les programmes sont conçus par les experts. | Les programmes sont élaborés avec la participation de la population |
| La diffusion des programmes est faite par des professionnels. | La responsabilité de diffuser des programmes est partagée par les professionnels et la population. |
| Le contenu est figé, prioritaire et invariant. | Le contenu s'adapte à la situation. |
| Les problèmes sont abordés séparément. | On aborde les problèmes dans leur ensemble. |
| AVANTAGES | DIFFICULTES |
| Facilite la planification. | Complique la planification. |
| Assure un meilleur contrôle administratif. | Le contrôle administratif doit s'ajuster au fur et à mesure. |
| Possibilité d'évaluer les résultats de façon apparamment précise. | L'évaluation des résultats doit s'adapter à la modalité de la démarche. |

| DIFFICULTES | AVANTAGES |
|---|---|
| La réponse au besoin est hasardeuse. | La réponse au besoin est pertinente. |
| Favorise la consommation service | Favorise la prise en charge de individuelle et collective . |
| La rigidité de la structure risque d'anihiler la créativité. | La souplesse de la structure permet l'éclosion de la créativité. |

De ces deux approches, celle du type I est la plus couramment répandue. En ce qui concerne le projet que nous vous soumettons, l'approche du type II sera privilégiée.

Dans la démarche verticale, l'intervention vise à transmettre la science aux participantes. Le moyen utilisé consiste en des exposés magistraux suivis d'une discussion et/ou d'une période de questions étroitement liées au contenu de l'exposé. L'organisation de l'exposé suit une démarche logique et rationnelle. Le nombre de participantes peut être élevé (de 30 et plus). Les documents remis aux participantes reproduisent souvent l'exposé textuellement. De telles sessions sont généralement préparées par un comité de formation qui fixe et la démarche et le contenu en partant des désirs exprimés par les membres du comité.

Au contraire, le but de la démarche horizontale consiste à partir de la connaissance des participantes dans le but de la systématiser et de l'élargir. Pour ce faire, il y a présentation de la session et de ses objectifs suivie d'une discussion sur la démarche proposée. La formatrice fait ressortir les réalités vécues par les participantes et les attentes de celles-ci vis-à-vis la session. Le nombre de participantes est limité (de 12 à 15). La formatrice structure les éléments apportés par les participantes en thèmes qui serviront de contenu de base. Elle a pour tâche de retourner les thèmes au groupe sous forme de problèmes à résoudre ou de questions à étudier. Les outils écrits ou audio-visuels utilisés dans une telle session représentent des informations complémentaires sans nécessairement tenter de couvrir toute la réalité. Dans une

telle démarche, l'équipe de formation se préoccupe de deux "savoirs": le savoir des formatrices et des personnes ressources, et le savoir populaire des participantes acquis à travers leurs expériences et leur vécu.

Entre ces deux types de démarche, l'équipe O.L.O. de Valleyfield opte pour la deuxième, la démarche horizontale:

> "la démarche du type vertical ressemble sous certains aspects aux méthodes adoptées par les cours prénataux. Considérant la non-pertinence de cette démarche pour travailler en milieu défavorisé, nous visons l'acquisition d'habiletés que requiert la démarche de type horizontal."[10]

Cette démarche horizontale s'apparente à ce que Paulo Freire appelle une pédagogie libératrice:

> "L'essentiel, du point de vue d'une éducation libératrice et "non-bancaire" est que, en tout état de cause, les hommes se sentent les sujets de leur propre pensée et puissent mettre en question leur pensée et leur vision du monde, exprimées implicitement ou explicitement dans leurs suggestions et dans celles de leurs compagnons."[11]

C'est une pédagogie qui débouche sur l'action, sur la prise en charge individuelle et collective.

Pour les intervenantes d'O.L.O., cette pédagogie horizontale exige une confrontation de deux vérités: la vérité théorique et intellectuelle de l'intervenante, et la vérité pratique des gens en milieu de pauvreté. Cette confrontation doit revaloriser le savoir populaire qui est souvent relégué aux oubliettes.

### Attention à la culture

La principale caractéristique de l'intervention conscientisante est l'attention apportée à la culture des femmes et des hommes avec qui nous militons. Cette attention se retrouve dans l'intervention de l'équipe O.L.O. Elle a amené l'équipe à changer ses attitudes: à être en contact avec le milieu, à établir une relation de confiance avec la population, à acquérir une connaissance de ce que représente vivre dans des conditions difficiles, à réfléchir sur la confrontation des valeurs, à s'habiliter à intervenir avec cette clientèle, et à travailler en collaboration avec d'autres intervenantes.

### Rencontres collectives plutôt que des cours

L'équipe découvre que la non-participation des femmes de milieux socio-économiques faibles aux cours prénataux est à la fois reliée à la forme et au contenu de cours, mais aussi à la conception qu'elles se font de leur grossesse.

Par exemple, elles constatent que le simple fait d'appeler l'intervention "cours" peut être un facteur rebutant pour ces femmes. L'image que fait naître ce mot se traduit souvent par "école", "scolaire", "intellectuel", ce qui est souvent relié, quand on vient de milieu défavorisé, à "échec", "exclusion", "écrasement", "frustration", "punition". C'est pourquoi elles ont remplacé les cours "traditionnels" par des rencontres collectives où les femmes peuvent partager leur vécu et leurs expériences, autant celles qui ont accouché que celles qui accoucheront.

### Conception différente de la grossesse

Aussi, elles remarquent que dans certains milieux, le fait d'avoir des enfants (multipares) est une valeur en soi, et ce, en dépit de tous les problèmes financiers et autres engendrés par cette situation. Les enfants viennent combler un vide affectif.

Aussi, les femmes se représentent leur grossesse d'une façon différente, non pas en termes rationnels. C'est une valeur de créativité. C'est leur richesse. Ca leur appartient.

### Réseau de communication

Pour ce qui est des informations à recevoir, elles s'aperçoivent que les femmes consultent plus facilement leurs parents et amies.

### Mécanismes de contrôle

Les intervenantes constatent les différents mécanismes de contrôle exercés sur ces femmes et se posent la question suivante: "Est-ce que nous les contrôlons?": elles ont les mêmes réactions que nous, sauf qu'elles ont des comptes à rendre à tout le monde (B.E.S., C.S.S., etc.). Elles sont plus contrôlées ..., plus surveillées. Est-ce qu'on les contrôle aussi?"[12] "Il n'est pas nécessairement facile d'établir une relation de confiance avec les femmes de milieu défavorisé qui ont des comptes à rendre à tout le monde et qui sont jugées sevèrement par plusieurs personnes dont les intervenantes."[13]

Les intervenantes constatent qu'il est important de se démarquer de "l'aide sociale". Il est important de dire dès le premier contact qu'il n'y a pas de relation directe entre elles et l'aide sociale.

Ainsi l'équipe O.L.O. arrive à une meilleure compréhension du vécu des femmes. Les intervenantes reconnaissent la compétence de ces femmes, se fient à elles et en même temps acquièrent leur confiance. Elles apprennent que l'intimité des femmes de ce milieu est souvent brimée et qu'elles reçoivent la visite de plusieurs intervenantes.

### Solitude et isolement

Enfin, elles découvrent les multiples facettes de la solitude et de l'isolement que peuvent vivre ces femmes de milieux pauvres :

- la femme vit la maternité seule et est seule pour éduquer les enfants.
- en milieu rural elle est isolée géographiquement
- elle est seule pour affronter le système
- elle vit une dépendance financière par rapport à son mari ou à l'Etat
- elle vit des sentiments de stress et d'insécurité
- elle est exclue, dévalorisée, et victime de préjugés
- elle a des comptes à rendre à tout le monde
- ses choix et gestes doivent être justifiés

Pour contrer cet isolement, elles regroupent les femmes afin de mieux s'entraider.

### S'impliquer d'abord soi-dême

Une approche de conscientisation nécessite une implication de l'intervenante. Colette Humbert nous l'explique bien dans son livre *Conscientisation: expériences, positions, dialectiques et perspectives*

> "... le groupe intervenant doit mettre à jour ses propres aliénations, car la pédagogie de la conscientisation s'adresse tout autant aux conscientisateurs qu'à la population concernée. Il s'agit pour eux, ni plus ni moins, en se mettant aux côtés des classes populaires, de travailler à leur propre libération. C'est ainsi seulement qu'ils pourront sortir du paternalisme et de la mauvaise conscience signes

> d'une position sociale ambigüe entre l'aménagement du système et la lutte avec les opprimés"[14]

Le projet O.L.O. permet de développer cette attitude. Réfléchir sur les besoins des femmes amène les intervenantes à remettre en question leurs attitudes et leurs préjugés. L'important c'est de réfléchir sur l'expérience vécue et d'utiliser cette réflexion pour aller plus loin. Cette découverte du potentiel des femmes conduit à démystifier le rôle d'intervenante. Cette attitude nous permet de comprendre que les femmes ont aussi des choses à nous dire et à nous apprendre.

Ainsi il faut se "déprogrammer", établir une relation "d'égal à égal". Comme le dit Paulo Freire, il faut "travailler avec, plutôt que pour".

Dans le projet O.L.O., les intervenantes prennent le temps d'écouter les femmes, de les connaître: "Il est très important de ne pas négliger le temps d'entrevue avec la femme (pour lui laisser le temps de parler de son vécu)".[15]

L'autre moyen qui permet aux intervenantes de s'impliquer à fond, c'est le travail d'équipe. Le support apporté par l'équipe permet à l'intervenante de s'impliquer plus à fond dans la relation avec la femme et de mieux la comprendre et la supporter. Mais cette implication apporte aussi une tension. Les intervenantes sont prises entre la définition du rôle que leur donne l'institution (ex. est-ce le rôle de l'infirmière de faire une action sur le logement?), les exigences de l'institution (axées sur l'évaluation quantitative d'actes professionnels, ponctuels et répétitifs) et les besoins immédiats des femmes (ex: problème de logement, de garderie, de relations de couple, etc.).

Prendre le temps d'écouter les femmes et de les connaître permet aux intervenantes d'identifier leurs propres préjugés et de remettre en question leurs attitudes. Cette implication favorise un travail non "pour elles", mais "avec elles". Elle permet de changer une situation d'oppression, mais en même temps, elle favorise l'instauration de conditions d'exercice du métier plus conformes à la conception des objectifs poursuivis.

## Développer une solidarité effective avec les opprimées

Les auteurs-es du livre *Pratiques de conscientisation* nous expliquent en ces termes ce qu'elles veulent dire par développer une solidarité effective avec les opprimées: "Le travail de conscientisation, c'est un engagement, une option qui se fonde sur la révolte face aux situations d'oppression, l'espoir de transformer ces situations et la confiance dans les capacités créatrices des opprimés."[16]

Il est difficile d'évaluer ou de se prononcer sur l'engagement ou l'option des intervenantes des C.L.S.C. impliquées dans les projets O.L.O. face aux opprimées. Elles n'ont pas beaucoup écrit ou dit à ce niveau. Cependant, leur décision de transformer une pratique qu'elles voyaient comme opprimante nous semble un pas dans cette approche de conscientisation.

Ce qui ressort clairement, c'est la volonté et l'énergie qui sont mises à créer un climat de confiance avec les femmes opprimées et à se mettre à l'écoute de leur vécu et de leurs besoins.

Créer un climat de confiance en lien avec une continuité possible c'est vouloir aller plus loin, ne pas s'en tenir à une relation autour de la périnatalité. A cause des barrières culturelles qu'elles découvrent, les intervenantes sont conscientes de la difficulté d'établir ce climat de confiance. Cependant, elles reconnaissent qu'un dialogue se poursuit. Il y a un enrichissement mutuel. Et en plus, ça devient de plus en plus le "fun" de travailler ensemble.

## Agir avec ses contradictions

Agir avec ses contradictions implique une conscience claire des contradictions personnelles et institutionnelles entre le mode de vie, les valeurs petites-bourgeoises des intervenantes et l'affirmation de leur solidarité avec les classes populaires.

La principale contradiction vécue par l'équipe O.L.O. est celle entre les besoins de l'institution (C.L.S.C.) et ceux de la clientèle. Les principaux problèmes en lien avec cette contradiction sont:

- la faiblesse au niveau de la concertation
- la division prénatale/postnatale
- la spécialisation
- l'absence d'approche-milieu
- le manque de moyens (temps, outils de travail)
- la tension entre attentes institutionnelles et les besoins des familles défavorisées

Ces problèmes n'empêchent pas l'équipe O.L.O. de passer à l'action. Et c'est en passant à l'action qu'elle trouve certaines pistes de solutions à ces problèmes :

- travailler en équipe multidisciplinaire
- avoir une approche terrain
- augmenter la polyvalence de l'intervenant-e
- diminuer le territoire couvert
- développer des formules pédagogiques nouvelles
- s'organiser une formation répondant aux besoins (en cours d'emploi)
- se donner des lieux d'échange et de réflexion
- acquérir une latitude dans l'action
- recevoir du support et de l'encadrement de l'institution

### Dépasser le travail au "pif"

Dépasser le travail au "pif" exige d'approfondir la connaissance de la population avec laquelle nous travaillons.

Avec tout ce qui a été dit jusqu'à maintenant, il est évident que dépasser le travail au "pif" n'est pas uniquement un désir de l'équipe O.L.O., mais une pratique qui s'est mise en place. Tout ce qui a été dit dans la partie "Attention à la culture" montre que les intervenantes ont commencé à mettre en pratique ces principes.

Le moyen que le projet s'est donné pour dépasser le travail au "pif", c'est une équipe multidisciplinaire de travail avec des rencontres hebdomadaires à certains endroits, mensuelles à d'autres, pour poursuivre l'orientation du projet. Ces rencontres d'équipe sont l'occasion de s'auto-critiquer, de réfléchir sur ses préjugés et attitudes, et de réorienter ses actions. Une démarche de réflexion-action se fait lors de ces rencontres d'équipe.

### Echanger plutôt que faire des discours

*Une attitude importante pour les intervenantes en conscientisation est de ne pas* imposer sa vision du monde, ses messages. Le projet O.L.O. essaie d'adopter cette attitude en établissant une relation d'égal à égal plutôt que de passer un message; de communiquer entre femmes plutôt que de professionnelle à cliente. Ainsi elles revalorisent le savoir populaire par rapport au savoir professionnel.

### Créer des méthodes et des outils appropriés

Comme nous l'avons vu plus haut, une démarche de conscientisation implique des *méthodes d'éducation libératrices et non bancaires. Cela veut dire créer des* méthodes et des outils appropriés. Les outils demandent à être adaptés à chaque situation particulière en fonction des objectifs visés, des caractéristiques des

personnes avec qui on les emploie, etc... Et face à des situations nouvelles, on sent souvent le besoin de créer de nouveaux outils.

L'innovation principale dans le projet O.L.O., c'est d'avoir remplacé les "cours prénataux traditionnels" par des rencontres collectives. Lors de ces rencontres, les femmes qui ont accouché et celles qui accoucheront partagent leurs expériences. Cela leur permet de briser leur isolement et de développer l'entraide.

En résumé, le projet O.L.O. permet de développer des attitudes et des rôles en conformité avec une pratique conscientisante. Les intervenantes remettent en question leur pratique et relativisent leur "professionnalisme". Aussi elles doivent travailler sur leurs barrières culturelles et leurs préjugés pour créer un climat de confiance. L'esprit d'O.L.O. consiste à établir une relation d'égal à égal, de femme à femme; à travailler "avec" et non "pour". Les rencontres collectives remplacent les cours et permettent de prendre le temps de connaître les femmes et leurs besoins. Des nouveaux outils s'inscrivent dans une pédagogie active orientée vers l'action.

Mais ce n'est pas suffisant pour qualifier le projet O.L.O. de pratique conscientisante. Est-ce que le projet O.L.O. rejoint les dimensions fondamentales de la conscientisation?

## *Le projet O.L.O. et les dimensions fondamentales de la conscientisation*

### Les opprimées doivent prendre la parole

Toute la remise en question des cours prénataux traditionnels avait pour but de permettre l'expression du vécu des femmes plutôt que la transmission des messages des intervenantes. Les résultats ne tardent pas à venir. Les femmes apprennent des choses, et se reconnaissent des compétences. Elles ont appris qu'elles ne sont pas

seules à vivre des problèmes. Elles ont développé une solidarité. Elles vivent l'entraide.

### On ne se libère pas seulement avec des idées

Amener des opprimées à échanger sur leur vécu d'exploitées et de dominées ajoute à l'oppression déjà subie, à moins que cette prise de conscience de la réalité ne débouche sur l'action pour l'améliorer et/ou la transformer. Or le projet O.L.O. dans sa courte histoire a déjà fait naître des projets d'action tels que la mise sur pied d'une halte-garderie, et une lutte pour revendiquer la gratuité du lait maternisé.

Le projet O.L.O. dépasse le stade des rencontres individuelles et de petits groupes. C'est un lieu d'échange et d'entraide. Déjà il commence à transformer certaines réalités du milieu: briser l'isolement, travailler les préjugés, offrir un service de halte-garderie, et mettre de l'avant une revendication sur le lait maternisé.

### Un projet de société mais aussi des alternatives à vivre maintenant

Le projet O.L.O. favorise l'émergence de certains projets alternatifs répondant aux besoins des femmes. Les intervenantes impliquées dans les différents projets sont préoccupées par la mise en place de nouveaux rapports sociaux, des rapports plus égalitaires, d'égal à égal, et non plus des rapports de professionnelles à clientes. Ces nouveaux rapports sociaux doivent être insérés dans une vision de société. Quel projet de société bâtissent ou cautionnent-elles? Ceci n'est pas clair dans le projet O.L.O.

Le projet O.L.O. c'est un départ, une sensibilisation à la conscientisation. L'objectif à court terme d'O.L.O. de réduire le nombre de bébés de petit poids (bébés à risques) est louable, mais insuffisant s'il n'est pas jumelé à des objectifs à moyen et à long terme de transformation des conditions de vie.

A quoi bon sensibiliser les femmes de milieux populaires à l'importance d'une bonne alimentation, si en même temps nous ne travaillons pas à améliorer leurs revenus pour qu'elles puisse manger convenablement.

Travailler en périnatalité en lien avec un projet de société, c'est se donner des objectifs à moyen et à long terme, en vue d'améliorer les conditions de vie et de travail des femmes et des familles des milieux populaires. Il faut lier la périnatalité avec un projet de société qui vise une répartition plus équitable de la richesse collective, une qualité de vie accessible à toutes les personnes, des politiques qui s'attaquent aux causes des problèmes, et l'exercice d'une véritable démocratie. Qu'est-ce que cela pourrait vouloir dire concrètement?

Au niveau de l'exploitation économique, cela pourra signifier :

-revendiquer le lait maternisé pour les bébés des assistées sociales et des familles des travailleuses à faible revenu.

-exiger l'assurance médicament pour tous les sans-emplois et les travailleuses à faible revenu.

-réclamer une réforme de l'aide sociale et l'augmentation du salaire minimum assurant un revenu décent pour tous.

Au niveau de la domination politique, cela pourrait vouloir dire :

-travailler à abolir les nombreux contrôles inhumains dont sont victimes les sans-emplois (assistées sociales et chômeuses)

-établir des relations plus égalitaires entre les intervenantes et les femmes des classes populaires

-développer une pratique en périnatalité qui permet la prise en charge par les femmes de leur santé

Au niveau culturel (idéologique), cela pourrait se traduire par :

-travailler à abattre les préjugés qui pèsent sur le dos des assistées sociales et des sans-emploi

-sensibiliser les femmes à leur oppression spécifique, à ce qu'elles s'approprient leur corps, etc.

Travailler en lien avec un projet de société implique aussi de s'allier avec différents groupes qui défendent les droits des femmes et travaillent à améliorer leurs conditions de vie et de travail tels: les groupes d'assistées sociales, les groupes de femmes, les coopératives, les comités de citoyennes, etc.

**La conscientisation n'est jamais terminée**

La conscientisation n'est pas un état qu'on atteint une fois pour toutes. La conscientisation, c'est plutôt un processus, un cheminement. Ce n'est jamais terminé. La réalité se modifiant continuellement, la conscience critique n'est jamais atteinte.

Il semble que cet esprit se retrouve dans le projet O.L.O. C'est un projet en mouvement, non-statique. Il ne cherche pas à transmettre des informations et des connaissances à tout prix. Il prend le temps d'écouter les femmes qui expriment leur vécu, leurs besoins. Avec elles, il cherche à trouver des solutions aux problèmes vécus. Contrairement aux cours prénataux, il n'est pas fixé dans le temps. Il suit le vécu des femmes en lien avec une continuité possible.

Le projet O.L.O. rejoint donc certaines dimensions de la conscientisation: considérer la personne comme un sujet créateur de l'histoire en libérant l'expression de son vécu, en échangeant avec elles pour mettre sur pied des solutions aux problèmes (revendications pour le lait maternisé, halte-garderie) et en étant un projet en mouvement, non fixé dans le temps et à l'écoute du vécu des femmes. Mais en même

temps, il manque une dimension fondamentale de la conscientisation: la relation à un projet de société à bâtir. L'analyse serait incomplète sans l'examen du projet O.L.O. en regard des axes de conscientisation.

## *Les axes de conscientisation*

La conscientisation est un processus jamais terminé. C'est une dialectique constituée de pôles entre lesquels l'action circule. Cette dialectique comporte différents aspects ou axes.

### Action-réflexion

L'axe fondamental de la conscientisation, c'est l'axe action-réflexion. Paulo Freire nous dit qu'il n'y a pas de véritable action de libération, s'il n'y a pas action-réflexion: "C'est donc seulement à travers une praxis authentique, sans "bla-bla-bla", sans activisme, mais dans l'action et la réflexion qu'on peut y parvenir ..."[17] "La parole sans réflexion c'est l'activisme. La parole sans action c'est du verbalisme. La parole avec action-réflexion c'est la praxis".[18]

L'importance de l'action-réflexion est manifeste dans le projet O.L.O. La réflexion a aidé beaucoup à saisir les besoins des femmes, à travailler sur les attitudes et les préjugés ...Mais l'important dans la présente démarche, c'est de réfléchir à l'expérience vécue et d'utiliser cette réflexion pour aller plus loin.

Cette action-réflexion prend source dans les rencontres régulières des équipes O.L.O. Cela permet de s'accorder une réflexion sur les actions et déclenche une attitude de changement dans notre pratique.

**Personnel-collectif**

Cet axe manifeste le lien entre les exigences de l'action collective d'une part et le cheminement personnel et la vie privée des individus. Entre autres, cet axe vise à briser la solitude et l'isolement des opprimées. C'est un axe qui a beaucoup été développé dans le cadre du projet O.L.O. Les femmes O.L.O. vivent un problème d'isolement, en se regroupant, elles peuvent trouver des moyens pour s'entraider. Elles apprennent qu'elles ne sont pas seules à vivre des problèmes.

**Services-luttes ponctuelles-stratégies à long terme**

Le but de cet axe est d'organiser des actions de façon à régler des problèmes immédiats en les liant à une visée de transformation de la société à long terme. C'est souvent un axe difficile à articuler dans nos pratiques. Le lien entre le court terme et le long terme n'est souvent pas facile à établir.

Le projet O.L.O. permet le passage d'un service individuel de distribution alimentaire à un regroupement. Il débouche sur une action ponctuelle. Car l'équipe O.L.O. a lancé une revendication au niveau provincial pour obtenir la gratuité du lait maternisé pour les assistées sociales. Cette action a été langée dans plusieurs C.L.S.C. et D.S.C. de la province. Au printemps 1986, cette revendication a été apportée au Front Commun des Assistées-s sociales et sociaux du Québec. Est-ce que cette action va déboucher ou s'insérer dans une véritable lutte? Il est trop tôt pour y répondre.

**Local-régional-national-international**

Dans des actions de transformation du milieu, il est nécessaire de dépasser sa problématique locale ou sectorielle pour mieux approfondir l'analyse de la situation et aussi établir ses stratégies et tactiques. C'est un axe qui a été développé dans le projet O.L.O. mais qui pourrait être poussé plus loin.

Le projet O.L.O. a été présenté à plusieurs intervenantes de C.L.S.C. et D.S.C. à travers la province par le biais des "Sessions en éducation sanitaire". A plusieurs endroits, des projets O.L.O. se mettent sur pied. Aussi l'équipe O.L.O. du C.L.S.C. Seigneurie de Beauharnois sollicite actuellement l'appui des C.L.S.C. et D.S.C. de la province dans la revendication pour la gratuité du lait maternisé.

Là où il y a une faiblesse à signaler, c'est au niveau des liens entre les intervenantes et les femmes de la classe ouvrière. Il y a peu de contacts présentement entre les équipes O.L.O. et les regroupements des assistées-s sociales et sociaux du Québec. Aussi l'action pour le lait maternisé se fait plus au niveau des intervenantes des différents C.L.S.C. et D.S.C. Un lien commence à se faire avec le Front Commun des Assistées sociales et sociaux du Québec. Mais il en est à ses débuts.

**Phénomènes-causes**

La recherche des causes constitue un autre axe de la conscientisation. Il incite à passer de la perception des phénomènes d'exploitation, d'aliénation et de domination, aux mécanismes et structures qui causent ces phénomènes.

Il semble que cet axe soit peu développé jusqu'à maintenant dans le projet O.L.O. Est-ce le résultat que le projet O.L.O. ne soit pas pensé dans un projet de société?

Est-ce le reflet d'un manque d'analyse politique des intervenantes? Est-ce par stratégie qu'elles ne le mettent pas de l'avant? Ce n'est pas clair.

**Masses populaires - organisations populaires - militante politisée organisation politique**

Cet axe vise les mécanismes pour arriver au projet de société.

Le projet O.L.O. a commencé à développer cet axe. Il a réussi à regrouper les femmes enceintes et isolées des milieux défavorisés. Il a donné lieu à la mise sur pied d'une organisation de halte-garderie. Les rencontres O.L.O. ont fait ressortir des besoins au niveau du logement. Il y a eu une tentative d'élaborer un projet de coopérative d'habitation. Mais ce projet semble avoir de la difficulté à aboutir.

Ces différentes difficultés semblent reliées à l'absence de projet de société, au manque de vision à long terme. On ne peut parler pour l'instant de militantes politisées. L'évolution du groupe à ce niveau dépendra sans doute de l'analyse politique et de l'orientation future du projet.

## Conclusion

Au niveau des attitudes des intervenantes, des dimensions fondamentales de la conscientisation et des axes de conscientisation, le projet O.L.O. de Valleyfield reprend certains éléments d'une pratique de conscientisation, mais sur certains aspects plus fondamentaux, il y a des choses à développer, concernant le projet de société, l'analyse des causes structurelles et des stratégies à long terme nécessaires pour développer une véritable pratique de conscientisation.

Même avec des éléments qui au début s'apparentent à la conscientisation, il n'est pas évident que le projet O.L.O. de Valleyfield, pas plus que celui de Sherbrooke ou d'ailleurs, débouche sur une véritable pratique de conscientisation. En certains endroits, le projet O.L.O. se résume uniquement à un service de distribution

alimentaire qui poursuit un objectif épidémiologique: donner naissance à des bébés de bon poids.

Le chapitre portant sur la formation des intervenantes en santé communautaire nous fair voir comment ces dernières ont en général une perception négative des femmes des classes populaires. Elles les voient comme non-instruites, superstitieuses, ayant des mauvaises habitudes de vie, sédentaires, non-organisées, dures avec leurs corps, pas soignées et soumises sexuellement. Les intervenantes voient à travers les lunettes de leur profession. Aussi elles ne semblent pas reconnaître le savoir populaire. Elles témoignent d'un sentiment de supériorité culturelle et professionnelle sans doute dû à plusieurs années de formation dans la ligne de l'idéologie dominante.

Ce chapitre fait état d'une pratique où les intervenantes se remettent en question comme professionnelles. Elles insistent sur l'importance de connaître le vécu des femmes des classes populaires. Elles interviennent avec les femmes à partir de leur vécu. Elles développent une approche plus globale, moins compartimentée, moins spécialisée. Pour cela, elles utilisent une pédagogie active axée sur l'action et pas seulement sur la connaissance. Elles instaurent des relations d'égal-à-égal plutôt que de professionnelle à cliente. Elles insistent sur l'importance du travail d'équipe et de la collectivisation des problèmes. Ce sont autant d'acquis qui témoignent de leur cheminement.

Le défi pour des pratiques renouvelées commence dans cette remise en question des modes d'intervention, dans le développement de ces nouveaux rôles et attitudes, dans cette confrontation du savoir populaire, et du savoir scientifique, dans cette attention au vécu des femmes des classes populaires.

Mais il faut aussi déboucher sur une action de transformation des conditions de vie des opprimées. Pour ce faire, notre pratique doit se situer au niveau d'un projet de société qui s'attaque aux causes structurelles de l'exploitation économique, de la domination politique et de l'aliénation culturelle des classes populaires.

Nous trouvions important de développer ces dimensions dans notre pratique O.L.O. à Sherbrooke. C'est pourquoi nous avons créé des liens avec le "Groupe d'action pour le respect des droits sociaux" de Sherbrooke (G.A.R.D.S.). Ce regroupement d'assistées sociales, membre du Front Commun des assistées sociales et sociaux du Québec, lutte pour une réforme juste et équitable de la loi d'aide sociale. Il revendique le retrait des "boubou-macoutes" et de leur contrôle immoral sur la vie privée des personnes. Il travaille à briser l'isolement des assistées sociales et à combattre les préjugés.

Comment avons-nous concrétisé ces liens? Les rencontres collectives du projet O.L.O. se tiennent au local du G.A.R.D.S. Les participantes sont informées des différents services et sont invitées à participer aux activités du G.A.R.D.S. Elles ont l'occasion de côtoyer les militantes et d'entendre parler des luttes et des actions qui se mènent au niveau local comme au niveau national pour défendre les droits des assistées sociales.

C'est ainsi que pourraient être créées les alliances nécessaires à une amélioration et à une transformation des conditions de vie et de travail des femmes et des familles de milieux populaires.

# CHAPITRE 8

# PARLONS POLITIQUE !

## Une enquête conscientisante avec des militants et militantes de classe populaire

Gérald Doré et Lorraine Gaudreau

Après un bon bout de militance au Comité des 100 et au Mouvement socialiste, entre 1980 et 1983 (voir Chapitre 10, pp. 329-330) nous étions quelque-un-e-s à vouloir nous donner les coudées franches pour développer une démarche de réflexion/action qui colle de plus près à la culture politique concrète des militants et militantes de classe populaire engagé-e-s dans des groupes populaires, des syndicats locaux ou des mouvements d'action catholique ouvrière.

A partir des relations de confiance que nous avions établies dans nos pratiques respectives avec la classe populaire, nous avons dressé, au printemps de 1983, une première liste d'invitation. Le soir du premier juin 1983, une quinzaine de personnes se réunissaient au local du Comité des citoyens et citoyennes du quartier Saint-Sauveur, sur la rue Carillon, à Québec. Les bases du Groupe "Carillon" étaient jetées.

Mais par où commencer? Pour cette première rencontre, nous avions demandé à chacun-e d'apporter un objet qui signifiait beaucoup pour lui-elle et premettrait aux autres de le-la connaître. Cette activité qui devait servir à faire démarrer la soirée l'a en fait toute remplie. La richesse des luttes des militantes et des militants présents, le

désir d'en savoir plus sur les objets des un-e-s et des autres, la similitude des intimidations, provocations et du harcèlement vécus, qu'on soit assistée sociale ou travailleur avec emploi, a fait que la soirée a passé sans qu'on s'en aperçoive. On parle, on parle :

"On veut lutter encore et encore."
"Tout le monde vit des pressions."
"On est pas dans un pays libre."
"A la minute où tu veux changer quelque chose, t'es plus libre."
"Le capitalisme = provocation."

On se redonne donc rendez-vous trois semaines plus tard. Mais l'été prend le pas sur les réunions. Il manque beaucoup de monde. On décide de se revoir à l'automne.

L'automne 83 est difficile, mais il marque aussi un tournant pour ceux et celles qui deviendront le noyau dur du Groupe Carillon. Difficile parce qu'on n'arrive pas à se voir tout le monde ensemble. Difficile parce qu'on ne sait pas par quel bout prendre tout ça. Difficile parce qu'on n'a pas de projet concret pouvant rallier les énergies.

Puis, un soir ou l'autre, au cours de cet automne, on se met à rêver... Pourquoi ne pas créer une organisation d'action politique ouvrière dont la pratique serait essentiellement de regrouper des militantes et militants de classe populaire qui s'engageraient dans une réflexion et de l'action autour du thème de l'action politique. Et ce à partir de leurs expériences, de leur vécu. Pas une structure, mais un réseau à partir de nos contacts dans les régions du Québec. Un réseau composé d'hommes et de femmes qui veulent relier leurs luttes qui sont déjà politiques à la question de "la" politique, celle qui concerne le fonctionnement de l'Etat et des institutions "politiques" (gouvernement, parlement, partis). Le moteur de notre stratégie d'action pourrait être une enquête conscientisante sur l'action politique populaire: les travailleurs et les travailleuses avec et sans emploi, parlant de politique en fonction de leurs intérêts.

L'idée mijote. Elle fait son chemin. On hésite. Est-ce le bon moyen? Puis...on dit oui, allons-y, on embarque. L'un d'entre nous prépare les grandes lignes du projet d'enquête qu'on proposera à la gang de juin qu'on pourrait éventuellement élargir. De grands tableaux avec des objectifs à court et long terme. On voit miroiter... l'an 2000.

OBJECTIFS COURT TERME
1984-85

REFLEXION/FORMATION/ACTION

REFLEXION :

1. Prendre le pouls des militant-e-s populaires sur la politique et l'action politique autonome de la classe populaire.

2. Identifier les culs-de-sac, faire sortir les frustrations.

3. Réveiller l'imagination politique des militant-e-s de la classe populaire.

4. Nous donner à partir des mots des travailleurs et travailleuses un vocabulaire politique nouveau, bien à nous.

FORMATION :

5. Nous donner la formation dont nous aurons besoin à mesure que nos questions et nos réflexions pour l'action se préciseront.

ACTION :

6. Nous engager dans les pistes d'action qui s'imposeront à nous au fil des découvertes que nous ferons avec les militants et les militantes que nous rencontrerons et qui se joindront à nous.

7. Bâtir ici notre collectif d'action politique populaire,susciter la naissance d'autres collectifs dans d'autres régions, former avec eux un réseau de collectifs d'action politique populaire.

OBJECTIFS A LONG TERME

les années à venir,vers l'an 2000...

1. Développer une action politique autonome de la classe populaire par la classe populaire.

2. Bâtir une alternative politique réaliste pour changer la société dans le sens des intérêts populaires :
.un projet de société pour l'avenir;
.des alternatives à vivre maintenant.

On se sent entrer dans une aventure un peu folle. C'est une folie qu'on a le goût de vivre et dont cette phrase d'un participant viendra plus tard marquer le sens :

> "Toutes les graines ne donnent pas des arbres. Mais tous les arbres viennent d'une graine. Si jamais il existe une action politique de la classe ouvrière au Québec, ça aura commencé comme on fait maintenant."

La rencontre pour lancer le projet d'enquête conscientisante est fixée au 13 décembre 1983, 19h00. On commence en prenant le dessert ensemble, geste parmi d'autres qu'on répétera souvent et qui contribueront à créer entre nous des liens chaleureux qui soutiendront notre cheminement. On dresse ensuite ensemble un tableau des gestes politiques qu'on a posés et des évaluations qu'on en a faites.

Ces gestes politiques, ce sont: des manifestations devant le parlement, des boycottages, des occupations, des implications dans des comités, des luttes pour partir un syndicat ou faire réouvrir son usine, des projets d'autogestion, des marches, des grèves de la faim, des lignes de piquetage. C'est aussi voter, être membre d'une coopérative d'habitation, travailler pour un parti politique, participer au 8 mars, aller à la Régie des loyers, faire des tracts, revendiquer...

On réalise que ces gestes politiques nous ont permis de faire des gains, d'améliorer nos conditions de vie ou de travail. Mais on réalise aussi que nos luttes sont dures à mener, qu'il y a des choses qu'on ne peut pas gagner, que souvent les gouvernements et les capitalistes nous bloquent. Ce partage de notre vécu politique nous prépare bien à la présentation du projet.

Le coeur de ce qu'on propose, c'est de se servir de l'enquête conscientisante comme moteur d'une mobilisation visant à jeter les bases d'une action politique à la couleur de la classe populaire.

MOYEN
1984-1985

Une enquête conscientisante sur le thème de la politique et de l'action politique :

*des militants et militantes populaires parlent à d'autres militants et militantes populaires, de politique et d'action politique ouvrière.*

C'est une démarche longue. Il s'agit de "prendre son souffle pour une course de fond".

## PREPARATION DE L'ENQUETE CONSCIENTISANTE : un travail de longue haleine avant d'aller voir le monde

L'enquête conscientisante a été développée en France et ailleurs dans le monde par l'Inodep [1] . Jean Merlo en donne la définition suivante:

L'enquête conscientisante, c'est l'investigation des conditions sociales

> d'existence des catégories sociales de milieu populaire, pour que ces catégories prennent conscience des blocages à leur épanouissement et se mobilisent contre ces blocages. [2]

Il y a donc deux volets dans l'enquête conscientisante. Celui de l'enquête qui se veut tout aussi rigoureuse que toute autre recherche sociologique avec ses trois phases: préparatoire, de mise en oeuvre et d'exploitation. Mais il y a surtout le volet "conscientisant". Pour nous, ce volet signifie que l'enquête dépassera l'analyse des données pour devenir un outil pédagogique porteur d'un processus d'éducation libératrice pour ceux et celles qui y travailleront, y participeront. L'enquête nous révèlera des défis à relever collectivement: nous du groupe de départ, ainsi que tous ceux et celles que nous rejoindrons.

Le volet "conscientisant" signifie aussi pour nous que les militants et les militantes de classe populaire, membres de groupe de base, participeront à toutes les étapes de la recherche, qu'ils et elles s'approprieront l'ensemble du processus. La formation politique jalonnant la démarche devra nous permettre aussi, à l'intérieur de notre collectif, d'établir des rapports égalitaires, de partager le pouvoir.

L'enquête n'est donc pas une fin en soi, mais un moyen de parler politique avec des hommes et des femmes de la classe populaire, pour en arriver à relever les défis de formation, de réflexion et d'action qui s'offriront à nous.

## *Un fonctionnement souple*

Le soir du 13 décembre 1983, on se retrouve donc, une douzaine de braves, prêt-e-s à s'embarquer. On veut se donner un fonctionnement souple, où chacun-e pourrait investir selon son énergie. On décide que chacune des rencontres du grand groupe sera préparée par trois ou quatre personnes, pas nécessairement les mêmes d'une fois à l'autre.

Au premier comité de préparation, on se retrouve à six. C'est stimulant. On se rappelle d'abord les étapes que nous aurons à franchir avant d'aller voir le monde: cerner le thème de l'enquête, découvrir les problèmes vécus par la classe populaire en lien avec ce thème, essayer de cerner les causes de ces problèmes et les situations qui nous font dire que ces causes sont valables, et bâtir un questionnaire à partir de tout ce matériel. On prépare ensuite le contenu de la rencontre qui visera à clarifier le thème de l'enquête. Il s'agit de ne pas rater notre coup. Il faut investir au niveau des outils pédagogiques, pour que les militants et les militantes de classe populaire qui seront présent-e-s prennent vraiment la parole et s'approprient la démarche, dès son départ.

## *Un brassage d'idées pour dire ce qu'on vit par rapport à la politique*

C'est à travers un brassage d'idées [3] qu'on jette les bases du contenu qui va nous servir tout au long de l'étape de préparation. Un brassage d'idées en trois temps, dix minutes par thèmes, ces trois thèmes étant: "classe populaire", "politique", et "classe populaire et politique". Quatre cent dix-huit mots sont prononcés en bien peu de temps. Puis nous choisissons parmi ces mots, ceux qui nous frappent le plus, ceux qui nous disent vraiment quelque chose, qui nous touchent, qui nous émeuvent, et ce pour chacun des thèmes. Ces mots-clés, les voici avec, entre parenthèses, le chiffre qui indique leur fréquence d'apparition :

Sous le thème "classe populaire": respect - humain et humaine (3)- répression (3) - peur (2) - division (2) - pauvre - victime - essouflement - mauvaise information - majorité - "pouilleux" - fatigue - solidarité (2) - isolement (4) - exploités - injustice (2) - contradiction - formation (2) - résistance - révolution.

Sous le thème "politique" : répression (3) - promesse (3) - bourgeoisie (2) - deux justices (2) - nucléaire - sans coeur - exploiteur (2) - manipulateurs (2) - lois (2) - patroneux - matraque - menteurs - mauvais partage - complot - discrimination -

dictatures - armée - inaccessible - loin - démobilisation - révolte - soumission - écrasement - voyage .

Sous le thème "classe populaire et politique" : renversement (4) - pouvoir - victoire (2) - exode (2) - révolte (3) - espoir (2) - possible (2) - difficile (2) - ruse - renard - jeunes - organisation - confiance (2) - outils - s'approprier - rassemblement (3) - dignité (2) - liberté - lentement mais sûrement - patience - juste milieu - force (2) - détermination - tranche de pain - debout - injustice - foi - mort - héritage - peur (2) - travail - justice.

Des mots choisis et des paroles dites au cours de la soirée, il ressort des lignes de fond. D'abord l'idée que l'aspect négatif du vécu de la classe populaire par rapport à la politique est complété par un aspect plus positif: celui de nos revendications, celui des besoins que nous avons exprimés. On constate aussi que l'on a décrit une situation, mais que l'on a aussi exprimé les rêves qu'on porte par rapport à cette situation. On ajoute que les gens se méfient, qu'ils ont peur, mais qu'on ne peut pas laisser toute la politique se jouer sans nous et que pour se l'approprier, ça va prendre un renversement. Ces éléments centraux nous amènent à définir provisoirement le thème de notre enquête :

LA CLASSE POPULAIRE ET LA POLITIQUE :
PEURS, REVES, RANCOEUR ET ESPOIR D'UN
RENVERSEMENT.

## *Des créations collectives pour nommer les problèmes vécus par la classe populaire par rapport à la politique*

Notre démarche s'amorce bien. Avec le brassage d'idées, nous avons réussi à déterminer un thème provisoire, mais surtout nous avons fait un tour d'horizon de notre perception du rapport de la classe populaire à la politique. C'est comme construire les fondations avant de monter les murs. C'est se donner une base commune de réflexion qui va servir tout au long de la démarche.

La seconde étape de notre travail va maintenant consister à déterminer les problèmes reliés au thème. Encore une fois quelques-un-e-s d'entre nous se réunissent pour préparer un outil d'animation pour le grand groupe. Après discussion, on décide d'utiliser des collages comme moyen d'expression collective. Le soir de la rencontre, on dépose donc sur la table des photos, des revues, de la colle, des stylos-feutres, et les mots-clés retenus lors de la rencontre précédente. On se divise en équipes puis, à l'aide du matériel, on construit des pancartes; chacune d'entre elles devant illustrer UN PROBLEME VECU PAR LA CLASSE POPULAIRE PAR RAPPORT A LA POLITIQUE. Pas moins de douze pancartes sont créées. Voici ce qu'elles nous disent :

*Collage sur le problème de la peur*

Victimes : "On se sent pas mal petits, tout sur notre dos."

Révolte : "Ca donnera rien, la révolte est trop grande, le problème est trop gros."

Division et démobilisation : "Le gouvernement nous divise entre assistés sociaux et entre assistés sociaux et travailleurs."

Manipulateurs : "On est manipulé par le gouvernement."

Discrimination : "La discrimination faite aux femmes qui ne s'embarquent pas."

Appauvrissement et préjugés qui nous bloquent.

Complot : "On ne nous demande pas notre opinion."

Promesse : "Promesses d'ivrogne."

Mauvaise information.

Isolement.

Mur entre la bourgeoisie et les pauvres mais on n'est pas dupes des politiciens.

La peur : "De ce qu'on ne connaît pas, de perdre ce qu'on a, des accroires par rapport à la politique, de la guerre...

Ca nous prend deux rencontres pour nous expliquer les pancartes et sutout pour en discuter le contenu et voir si les problèmes perçus par une équipe sont perçus par tous et toutes. Tout ce contenu est soigneusement noté en vue de faire un tableau-synthèse des problèmes et des causes déjà identifiés. Ce travail de décodage d'un premier contenu amené par le brassage d'idées et les collages peut paraître simple, mais c'est une étape délicate et importante, à ne pas rater. C'est le matériel sur lequel va s'appuyer le questionnaire avec lequel nous irons "parler politique" avec d'autres militantes et militants. Après quelques rencontres, on en arrive à une série de problèmes et un premier dépistage de causes possibles.

Ces problèmes qui sont exprimés par plusieurs énoncés ne sont pas toujours nommés précisément. Il faut arriver à leur donner chacun un nom. En recherche, on appelle ça : identifier les variables dépendantes. Pour la peur, ça va. Pour d'autres, il faut y penser. Par exemple, des énoncés comme "Promesses d'ivrognes" ou "La politique est sale", se rapportent au "sentiment d'immoralité". Nous nous rappelons de cette étape comme d'un moment assez complexe. Bien qu'il soit facile de saisir le sens de tout le contenu amené par le groupe, être capable, collectivement, de démêler ce contenu, de lui donner une logique qui nous permettra de recoder sous forme de questonnaire, pour vérifier si d'autres militantes et militants partagent notre perception de la politique, c'est là un défi. Et la contribution des participant-e-s intellectuel-le-s qui ont une formation à l'analyse de contenu est ici importante.

Nous sommes bien étonné-e-s de constater alors que la majorité des problèmes que nous avons identifiés sont de l'ordre des sentiments, de l'affectif, du subjectif. En langage de recherche, c'est le concept d'attitude[4] qui s'applique ici. Nous nous rendons compte que les hommes et les femmes de classe populaire vivent face à la politique des sentiments d'impuissance, d'immoralité, d'infériorité, d'incompétence, de peur. La politique donc plus proche des tripes que de la tête. Mais nous identifions aussi des conditions plus objectives expliquant la place de la classe populaire dans la politique, comme par exemple, la mauvaise information, la quasi absence des femmes en politique et le manque d'un parti qui défende nos intérêts. C'est stimulés et dynamisés que nous sortons de cette étape. Nous sommes en mars 1984. On sent qu'on avance, que notre évolution est positive, que chaque réunion est bien remplie avec un objectif clair qui nous fait voir qu'on ne travaille pas pour rien. Et tout cela se passe dans un climat détendu qui ne nous épuise pas, et à un rythme qui nous respecte.

## *Nommer les causes des problèmes.*

Nous sommes maintenant arrivé-e-s à l'étape d'identification des causes possibles ou hypothèses explicatives des problèmes vécus par la classe populaire par rapport à la politique.

L'équipe d'animation a, avant la rencontre du grand groupe, préparé un tableau-synthèse contenant d'un côté les problèmes et de l'autre des espaces vides pour les causes à découvrir ensemble. Nous nous divisons en ateliers pour identifier les causes et les inscrire sur des cartons, une seule cause par carton. Nous plaçons ensuite ces cartons à leur place respective sur le tableau-synthèse. Dans le langage de la recherche, c'est l'identification des variables indépendantes.

*Tableau-synthèse, les causes de la peur.*

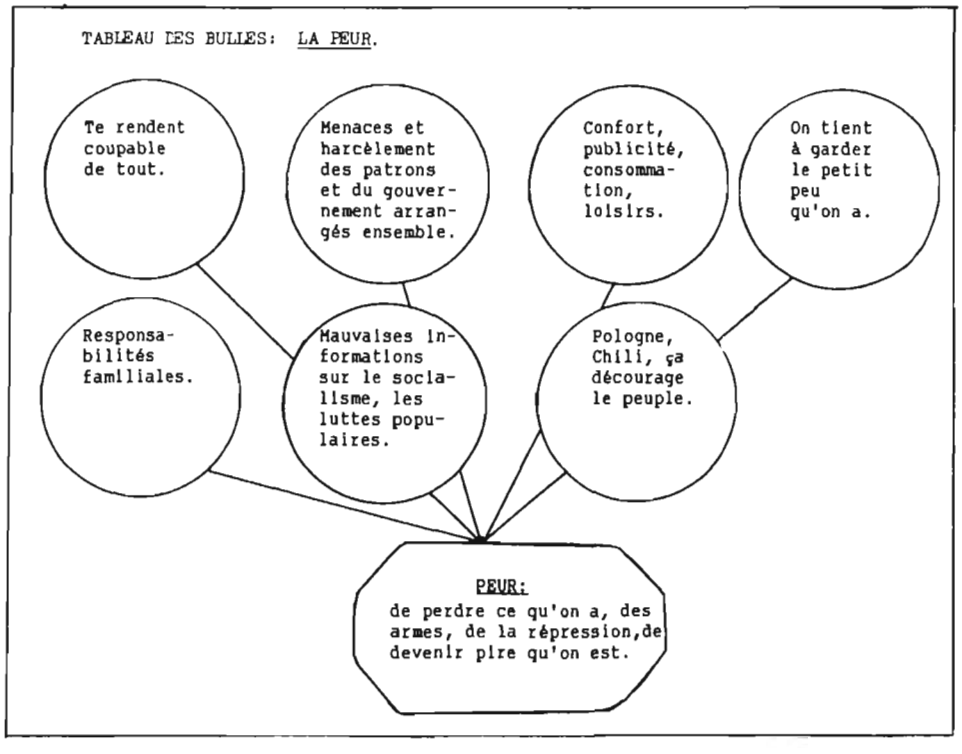
L'évaluation de cette soirée nous fait réaliser qu'il serait intéressant de nous donner de la formation politique sur, entre autres, l'histoire politique du Québec et d'ailleurs,

sur le rôle de l'éducation dans notre société. On se dit aussi qu'il faudrait transformer tout ce contenu en DEFIS à relever avec ceux et celles qu'on rencontrera plus tard.

Du tableau-synthèse des problèmes et de leurs causes, nous tirons un instrument qui va nous aider à bâtir le questionnaire. Cet instrument, nous l'appelons, au Groupe Carillon, les "tableaux des bulles". Nous en donnons un exemple ici.

Avant d'y jeter un coup d'oeil, spécifions que chaque série de bulles comprend trois principaux éléments :

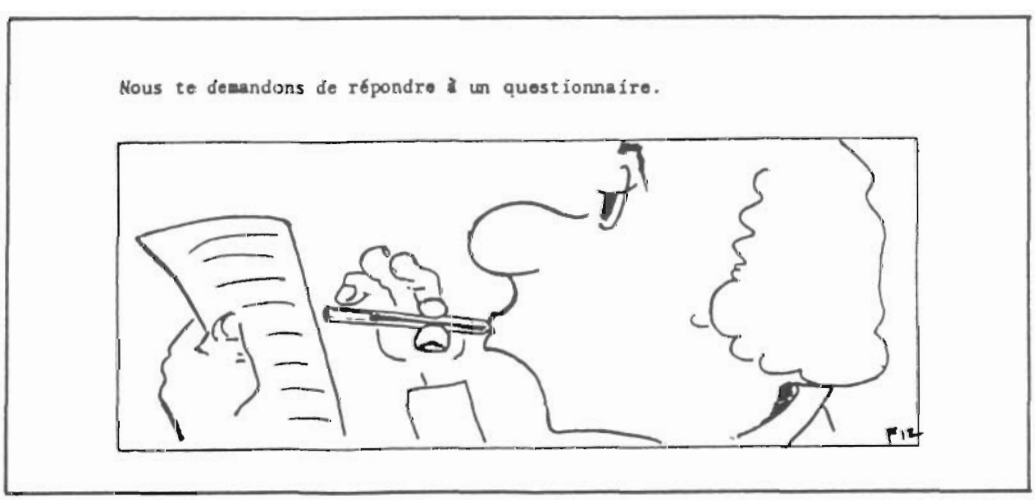
- d'abord le nom du problème (ex.: peur);
- ensuite un ou plusieurs énoncés nous permettant de définir ce problème. Ce sont des indicateurs d'opinion qui nous serviront dans le questionnaire à vérifier la présence ou l'absence de l'attitude visée chez un-e répondant-e (ex.: "J'ai peur de perdre ce que j'ai, si je me mêle de politique.");
- et finalement, des énoncés exprimant les causes perçues de ce problème.



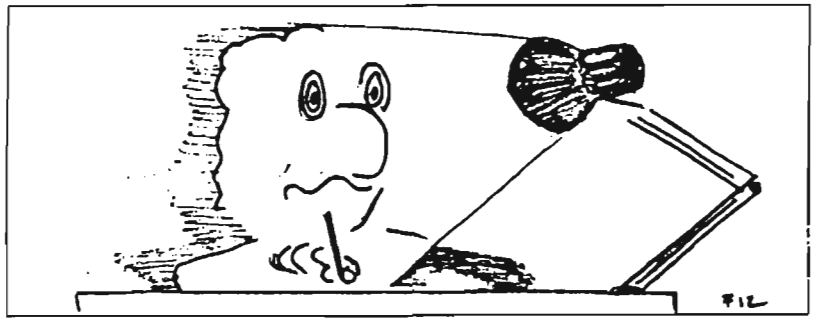
## *Le questionnaire*

Et avec tout ça, le temps passe. Nous arrivons à l'automne 1984. L'été a permis à l'un d'entre nous de préparer une ébauche de questionnaire, à partir de tous les énoncés recueillis à l'étape précédente. C'est le genre de contribution spécifique que peut apporter un-e militant-e intellectuel-le formé-e en recherche. Ca fait du bien de voir sur papier, à travers tout près d'une centaine de questions, le travail de neuf mois. La prochaine étape, qui nous prendra en fait tout l'automne, est de reviser chacune des questions, pour vérifier d'abord si elle rend bien l'idée qu'on voulait exprimer, et ensuite si elle est dans un langage clair qui colle à la culture de la classe populaire.

On passe quelques bonnes soirées à faire ce travail. Là aussi, c'est une étape délicate, car les énoncés-questions doivent vraiment nous permettre de vérifier les sentiments que nous percevons que la classe populaire vit par rapport à la politique. De plus, les paroles employées doivent être celles que les hommes et les femmes de classe populaire emploient quotidiennement pour parler politique. Nous terminons la version finale du questionnaire à la fin de l'hiver 1985. De la première page à la dernière page, il reflète notre longue démarche de réflexion sur le rapport de la classe populaire à la politique. En voici quelques extraits.



C'est un peu tannant à répondre...



Mais ça va nous permettre de dresser le tableau des attitudes et des opinions des militantes et des militants de la classe ouvrière face aux politiciens et à la politique.

-2-

Ici commence le vrai questionnaire

| | Tout à fait d'accord | D'accord | Plus ou moins d'accord | En désaccord | Tout à fait en désaccord | Ne rien inscrire dans cette colonne |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1- Dans la politique, même les meilleurs se font prendre et finissent sales | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | |
| 2- Ceux qui étaient pour nous autres changent de bord quand ils entrent en politique | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | |

-6-

Ici commence la deuxième partie du questionnaire

| | Tout à fait d'accord | D'accord | Plus ou moins d'accord | En désaccord | Tout à fait en désaccord | Ne rien inscrire dans cette colonne |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 34- Trouves-tu que la politique est sale? oui /__/ non /__/ Si non, passe à la question 39 | | | | | | |
| Si oui, réponds aux questions suivantes (35 à 38): | | | | | | |
| 35- Je trouve que la politique est sale parce que les politiciens ont des obligations cachées envers les gros qui les ont financés. | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | |
| 36- Je trouve que la politique est sale parce que les politiciens font des injustices aux ouvriers et aux ouvrières pour donner aux gros et se servir eux-mêmes. | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | |

-16-

Ici commence la troisième et dernière partie du questionnaire

Ne rien inscrire dans cette colonne

Inscris ta réponse au long (exemple: question 96) ou entoure le chiffre correspondant à ta réponse (exemple: question 97).

96- Nom du groupe, syndicat, association ou mouvement:

_____

_____

97- Sexe:

. Féminin..... 1

. Masculin..... 2

98- Age:

Dans son contenu final, ce sont neuf attitudes face à la politique et leurs causes que nous allons vérifier par le questionnaire :

le sentiment d'immoralité
le sentiment d'impuissance
la peur
le sentiment d'incompétence
le sentiment d'infériorité
le manque d'intérêt
la perception de l'information
le sexisme tel que perçu
l'absence perçue d'un parti qui défende nos intérêts.

Le questionnaire comprend aussi des questions sur les caractéristiques des participant-e-s ("variables d'analyse") que nous voulons mettre en rapport avec les résultats observés: âge, sexe, revenu, classe sociale, etc.

Nous sommes dès lors prêt-e-s à aller partager notre réflexion avec d'autres militants et militantes du mouvement populaire et syndical. Et c'est de cela dont nous allons parler dans la deuxième section de ce chapitre. Mais avant de le faire, nous aimerions apporter quelques commentaires généraux sur cette étape de préparation de l'enquête conscientisante.

## *Place des allié-e-s dans le processus*

Nous trouvions important comme militant-e-s allié-e-s de ne pas intervenir au niveau du contenu, dans cette étape de préparation, car c'est la parole des militant-e-s de classe populaire qui devait ressortir, ainsi que leur perception politique, et non pas la nôtre. C'est pourquoi notre rôle en fut un d'animation, au cours des rencontres, et de support technique, au niveau de la méthode; ceci nous ayant permis d'en arriver à un questionnaire final répondant aux critères dits "scientifiques" de collecte des données.

### *Le plaisir de se retrouver*

On s'était dit dès le départ que notre démarche serait longue. Elle le fut. Et cela nous permit de ne pas nous essouffler, de respecter notre quotidien et nos autres engagements, par exemple familiaux. La reprise de l'automne 84 a été difficile, mais le plaisir que nous avions à nous retrouver, stimulés par des fêtes et des repas communautaires, a permis à un noyau dur de se former et de passer à travers l'étape très aride de confection du questionnaire.

### *La formation d'un noyau dur*

Entre décembre 1983 et mai 1985, une vingtaine de personnes sont passées par le Groupe Carillon. Nous restions huit pour l'étape suivante, dont quatre de classe populaire. En passant l'enquête, nous allions par ailleurs reprendre contact avec plusieurs de ceux et celles qui avaient déjà fait un bout de chemin avec nous, et une personne de la classe populaire allait s'ajouter au noyau dur.

## L'ENQUETE : parler politique avec d'autres militants et militantes

### *Qui on va voir ?*

En réalisant l'enquête, nous voulons :

- vérifier si les problèmes de la classe populaire par rapport à la politique, tels que nous les avons identifiés, sont portés par les militants et les militantes de classe populaire actifs-ves dans les groupes populaires et les syndicats;

- recueillir un contenu qui orienterait l'action politique de la classe populaire dans le sens de sa culture propre;

- amener dans les groupes populaires et les syndicats un outil de réflexion sur l'action politique autonome de la classe populaire;

- mobiliser des militants et militantes de groupes populaires et de syndicats, en vue d'un rendez-vous politique où à partir des résultats de l'enquête, nous amorcerions collectivement une action.

C'est donc en fonction de ces objectifs que nous décidons d'établir des contacts pour passer le questionnaire. Bon, mais un petit problème se pose. "Chat échaudé craint l'eau froide". Et ne parle pas politique dans les groupes ou les syndicats qui le veut. Eh non! La politique c'est l'affaire des partis. De ces partis qui souvent, pour ne pas dire tout le temps, se moquent de nous une fois qu'on les a mis au pouvoir. La politique, ça a aussi été l'affaire des groupes étiquetés d'extrême-gauche, qui ont mené la pagaille dans notre histoire collective récente. Difficile à avaler l'idée d'un groupe populaire qui a pour objectif de réfléchir et d'agir dans le champ de "LA" politique et non seulement "DU" politique, c'est-à-dire des luttes sociales en général.

Ce que nous voulons développer, c'est un réseau de militantes et de militants issus majoritairement de la classe populaire, qui réfléchit sur sa place dans la politique, et découvre au fur et à mesure des moyens originaux, pour prendre sa place politiquement, pour dépasser la domination politique qui nous opprime. Et, il y en a qui comprennent et qui nous croient! Nous allons donc parler politique dans des groupes où nous-mêmes du Groupe Carillon militons ou avons déjà milité, ou dans des groupes où au moins un des membres s'approprie nos objectifs.

Les premières rencontres ont lieu en mai 1985, mais c'est surtout au cours de l'automne 85 et de l'hiver 86 qu'on passe le questionnaire dans la région de Québec, mais aussi à l'extérieur. Ce qu'on demande à ceux et celles qu'on contacte, c'est de réunir des militants et des militantes de classe populaire de leur groupe ou syndicat ou de leur région. Nous stimulons l'organisation d'une première rencontre dans une région ou dans un groupe, en espérant que des membres de cette région ou de ce groupe répètent l'expérience.

Nous fournissons aux volontaires un guide d'animation pour que chacune des rencontres se fasse selon le même modèle. Il est en effet important de respecter un certain nombre de consignes qui sont essentielles pour atteindre les objectifs de l'enquête.

## *Des rencontres en deux temps*

Les rencontres se divisent en deux parties: le questionnaire et une discussion enregistrée, les deux parties étant aussi importante l'une que l'autre. Dans un premier temps, un des membres de l'équipe d'animation lit les questions une à une, et les participant-e-s répondent en même temps à chaque question. Durant toute cette première partie, qui dure une heure et quart, la consigne est de ne pas parler. Et c'est parfois très difficile car l'envie ne manque pas de réagir aux énoncés-questions. De là tout l'intérêt d'une deuxième partie pour aller plus loin que les réponses au questionnaire.

La discussion qui dure au moins quarante-cinq minutes et parfois plus d'une heure est non dirigée et démarre à partir d'une simple question: "Qu'est-ce que ça vous dit ce questionnaire-là ?". Il n'est pas possible de rendre compte ici de la richesse du contenu de ces discussions. Paroles à la fois d'espoir et de défaitisme, de lutte et d'impuissance, de manque d'intérêt et de force collective... Paroles donc d'un vécu essentiel à saisir, avant de penser bâtir une action politique à l'image de la classe populaire.

## *Des rencontres avec...*

De mai 1985 à octobre 1986, nous avons rencontré 134 personnes dont 102 de la classe populaire et 32 de la petite-bourgeoisie, ces dernières étant pour la plupart permanentes dans des groupes populaires. Nous les avons principalement rencontrées dans les régions suivantes: Québec, Montréal, Saguenay-Lac-Saint-

Jean, Bas-du-Fleuve et Outaouais. Les rencontres étaient, comme nous l'avons spécifié plus haut, collectives, pour permettre une mise en commun du vécu politique de chacun et chacune et favoriser, par ce partage du vécu, des prises de conscience intéressantes. On peut dire qu'on aura vécu toutes sortes de sentiments au cours de ces rencontres. On revenait parfois d'une région stimulé-e-s à fond par un groupe qui désirait déboucher sur la politique. D'autres fois, on revenait un peu découragé-e-s, en se disant que la route est bien longue entre le manque d'intérêt généré par le fonctionnement même de notre société et le désir d'être acteur et actrice politique. Nous respections aussi le choix de plusieurs de lutter prioritairement sur les conditions de vie et de travail et non sur la politique. L'énergie ne peut se multiplier à l'infini, mais en même temps, l'action politique autonome de la classe populaire ne pourra se développer qu'à la condition qu'un noyau de base en fasse sa priorité. Ce dilemme, nous l'avons senti à travers nos rencontres.

Les rencontres étaient aussi pour nous une occasion de nous former politiquement. Sur place, lors des rencontres, mais aussi au retour dans l'automobile et, par la suite, en partageant nos observations avec les autres membres du Groupe Carillon qui n'étaient pas présents.

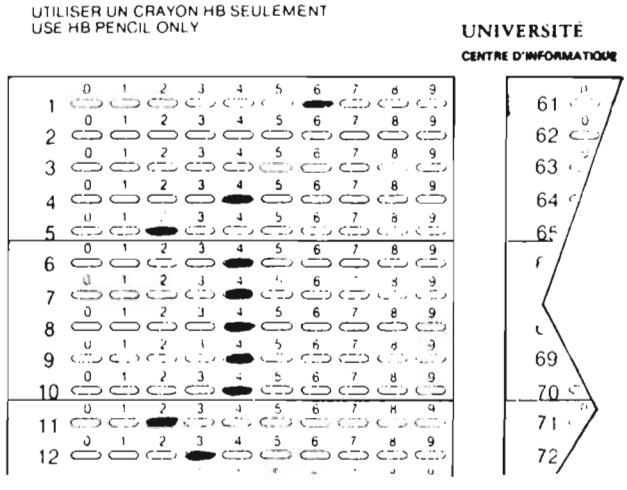
Cette étape de l'enquête fut très stimulante, puisqu'enfin nous nous retrouvions avec le monde, à partir de ce que nous avions bâti. Et le questionnaire collait vraiment au vécu de ceux et celles qui y répondaient.

## LES RESULTATS : le vrai point de départ d'une action politique autonome de la classe populaire.

A l'automne 1986, pendant que se poursuit l'enquête, un militant intellectuel allié met au point le programme de traitement informatique des réponses au questionnaire. Il n'arrive pas comme un cheveu sur la soupe, pour prendre le contrôle de l'enquête, du haut de sa compétence spécialisée. Il prend sa place, et rien que sa place, à une étape où un rôle important lui revient, mais après s'être lui-même mis à

l'écoute de la parole politique des militants-e-s populaires de sa région, en passant avec eux-elles le questionnaire. Un autre moment de saine démystification du rôle des professionnel-le-s de recherche dans le cours de cette enquête conscientisante.

Tout le monde du Groupe Carillon se tape la corvée de la transcription des réponses sur les feuilles de lecture optique à partir desquelles l'ordinateur traitera les résultats.




*Feuille de lecture optique.*

En même temps, commence l'analyse des discussions enregistrées, patiemment transcrites par l'une d'entre nous, qui y puisera un sujet de thèse de maîtrise, permettant ainsi de pousser plus loin l'analyse, dans l'intérêt et avec l'accord de tous. Le caractère technique de ces opérations de "saisie des données" et d'"analyse de contenu" n'empêche d'ailleurs pas six militant-e-s de classe populaire d'y participer. On apprend en le faisant, selon un principe bien connu de la conscientisation et de la pédagogie active. Les pages qui suivent nous serviront à présenter les premiers résultats de ce travail, tirés du questionnaire. D'autres sont à venir, notamment à partir de l'analyse de contenu.

1.4. IMMORALITÉ

EPS

A.2. - Ouais une pension d'$25,000.00 par année...

P.15. - $35,000.00 par année, assis chez eux. 6 P.18

P.9. (f) - C'que le monsieur dit, c'est vrai. Mais moi j'me pose une question. C'est quand vient les élections, disons Lévesque fait des promesses, Mulroney a fait des promesses, mais qu'est-ce qui s'passe une fois qui sont élus... C'est quoi l'gadget qui s'passe en dedans. Ce s'rait l'fun à savoir. Y sont aux élections, y ont été élus, y nous ont tout promis, mais y'a rien qui arrive. Mais c'est quoi le gadget en dedans des élec... du... d'la politique, c'est quoi là. 6. P.19

P. - Tant qu'y'ont pas été là y s'sont pas aperçus que c'était les multinationales au-dessus d'eux-autres qui règlaient tout.

P.11. (f) - Y'ont même pas de pouvoir, y sont là mais...

*Catégorisation du contenu des discussions enregistrées.*

## *Qui a répondu à l'enquête*

134 personnes avaient répondu à l'enquête Carillon, au moment où nous avons compilé les résultats qui suivent.

102 (76.1%) sont des militants et militantes de classe populaire et 32 (23.9%) sont des allié-e-s petit-e-s bourgeois-es.

60.4% sont des femmes et 39.6% sont des hommes.

Tous les âges sont représentés, avec une nette concentration entre 25 et 35 ans :

- 12.2% ont moins de 25 ans
- 43.5% ont entre 25 et 35 ans
- 19.8% ont entre 36 et 45 ans
- 13.7% ont entre 46 et 55 ans
- 9.2% ont entre 56 et 65 ans
- 1.5% ont 66 ans et plus.

Les situations familiales sont variées :

- 26.5% vivent seul-es
- 23.5% vivent en famille de 2 personnes
- 17.4% vivent en famille de 3 personnes
- 22.0% vivent en famille de 4 personnes
- 6.1% vivent en famille de 5 personnes
- 4.5% vivent en famille de 6 personnes et plus.

55.8% ont un revenu qui les placent en-dessous du seuil de pauvreté et 44.2% au-dessus du seuil de pauvreté.

Les répondants se distribuent à peu près également entre les différents niveaux de scolarité:

- 22.6% ont moins de 9 ans de scolarité
- 21.8% ont entre 9 et 11 ans
- 27.1% ont entre 12 et 14 ans
- 28.6% ont 15 ans et plus.

Sept régions du Québec sont représentées, avec une plus forte concentration dans les régions de Québec, du Saguenay-Lac-St-Jean et de Montréal :

- 35.1% des répondant-e-s habitent la grande région de Québec
- 32.8% le Saguenay-Lac-St-Jean
- 12.7% Montréal
- 9.0% l'Outaouais
- 6.7% le Bas-St-Laurent
- 3.0% le Centre du Québec (Trois-Rivières, etc.)
- 0.7% la Côte-Nord.

Au moment de l'enquête :

- 47.7% étaient sur le marché du travail
- 34.8% sur l'aide sociale
- 8.3% en chômage
- 3.8% conjointes sans revenu autonome
- 3.0% à la retraite
- 2.3% étudiaient.

Le nombre d'années de militance varie beaucoup d'un-e répondant-e à l'autre :

- 2.4% disent n'avoir aucune expérience militante
- 9.8% militent depuis moins d'un an
- 3.3% ont entre 1 an et 2 ans d'expérience
- 11.4% entre 2 et 3 ans
- 17.9% entre 3 et 4 ans
- 9.8% entre 4 et 5 ans
- 22.8% entre 5 et 10 ans
- 13.0% entre 10 et 15 ans
- 9.8% ont plus de 15 ans de militance.

Parmi les organisations dont les répondant-e-s sont actuellement membres, nous n'avons retenu pour la compilation que la première dans l'ordre d'importance. L'organisation la plus importante à laquelle ils-elles appartiennent actuellement est :

- pour 42.7% des répondant-e-s un groupe populaire
- pour 19.8% un syndicat
- pour 12.2% toutes sortes d'associations
- pour 6.9% un groupe de femmes
- pour 6.1% une coopérative
- pour 6.1% le Mouvement Socialiste
- pour 3.1% la JOC
- et 3.1% disent n'appartenir à aucune association.

Seulement 4.7% des répondant-e-s sont ou ont été membres d'un parti politique fédéral, 39.5% d'un parti politique provincial, 8.5% d'un parti politique municipal, 57.4% ne sont pas et n'ont jamais été membres d'un parti politique, à quelque niveau que ce soit. Concernant les deux partis qui reviennent le plus souvent (P.Q., 25.4% et M.S., 11.9%) les commentaires indiquent que le Parti Québécois est un parti auquel on a appartenu dans le passé, alors que le Mouvement Socialiste est un parti auquel on appartient actuellement.

## Les attitudes des militant-e-s de classe populaire à l'égard de la politique

### *Sentiment d'immoralité*

82.3% des répondant-e-s de classe populaire trouvent que la politique est immorale, alors que cette proportion est de 83.8% chez les allié-e-s de la petite-bourgeoisie. [5]

Les énoncés relatifs aux causes de cette immoralité ont tous recueilli une forte adhésion des répondant-e-s :

| | Classe populaire | Petite bourgeoisie |
|---|---|---|
| ...parce que les politiciens ont des obligations cachées envers les gros qui les ont financés | 92.7% | 96.6% |
| ...parce que les politiciens font des injustices aux ouvriers et aux ouvrières pour donner aux gros et se servir eux-mêmes | 92.4% | 96.7% |
| ...parce que les politiciens s'éloignent du monde ordinaire et changent de mentalité | 88.5% | 86.6% |

## *Peur*

Seulement 19.2% des répondant-e-s de classe populaire ont peur de la politique, alors que cette proportion est de 9.4% chez les allié-e-s de la petite bourgeoisie.

Les causes les plus fréquemment évoquées par les militant-e-s de classe populaire qui ont peur sont les suivantes :

...parce qu'on n'a que des mauvaises informations sur le socialisme et les luttes populaires (60.8%);

...parce que les politiciens nous font sentir qu'on est bons à rien (57.4%);

...à cause des menaces et du harcèlement des patrons et du gouvernement arrangés ensemble (53.7%).

Les autres énoncés relatifs aux causes recueillent moins de 50% d'adhésion de la part des répondant-e-s de classe populaire. Les petit-e-s bourgeois-e-s qui ont peur ne retrouvent pas en général les causes de leur peur dans les énoncés proposés, puisqu'aucun ne recueille plus de 18% d'adhésion.

## *Sentiment d'impuissance*

47.9% des répondant-e-s de classe populaire se sentent impuissant-e-s devant la politique, alors que cette proportion est de 25% chez les allié-e-s de la petite bourgeoisie. Il faut par ailleurs ajouter que 31.3% de l'ensemble des répondant-e-s obtiennent un score "plus ou moins d'accord" par rapport à l'impuissance. La prise en compte des deux catégories de résultats ne peut manquer de donner ici à réfléchir.

Les énoncés relatifs aux causes de ce sentiment d'impuissance ont tous suscité une forte adhésion de la part des répondant-e-s, aussi bien dans la petite bourgeoisie que dans la classe populaire. Les répondant-e-s qui se sentent impuissant-e-s devant la politique ont cette attitude pour les raisons suivantes:

| | Classe populaire | Petite bourgeoisie |
|---|---|---|
| ...parce que les boss sont organisés et nous, on ne l'est pas. On est isolés. | 90.6% | 64.7% |
| ...parce qu'on n'est pas vraiment dans un monde démocratique | 82.7% | 94.1% |
| ...parce qu'on est menacés par les représailles et les lois matraques | 65.6% | 58.8% |
| ...parce que dans la classe ouvrière, on n'a pas d'argent pour s'organiser | 77.2% | 58.8% |

| | | |
|---|---|---|
| ...parce que la politique,c'est gros. C'est un monde compliqué. | 75.4% | 58.8% |
| ...parce que l'organisation du travail nous isole: chacun sa tâche | 76.6% | 87.6% |
| ...parce que la fatigue du travail ne me laisse pas d'énergie pour les réunions. Je suis trop brûlé-e rendu-e au soir | 54.6% | 41.2% |
| ...parce que le gouvernement nous divise entre nous:les jeunes contre les vieux et les vieilles, les assistées sociales contre les travail-leuses et les travailleurs, etc. | 88.3% | 94.2% |

Parmi les "autres raisons" ajoutées par les répondant-e-s eux- elles-mêmes, il y en a une qui est mentionnée par 33.3% des répondant-e-s de classe populaire. C'est le manque d'information, d'instruction, de connaissances.

## *Sentiment d'incompétence*

La même ambivalence que pour le sentiment d'impuissance se retrouve ici. Seulement 35% des répondant-e-s de classe populaire se sentent incompétent-e-s pour s'occuper de politique, alors que cette proportion est de 18.7% chez les allié-e-s de la petite bourgeoisie. Par ailleurs, 33.3% de l'ensemble des répondant-e-s obtiennent un score "plus ou moins d'accord" par rapport à l'incompétence perçue. Ici encore les deux catégories de résultats donnent matière à réflexion.

Comme pour ceux-celles qui se sentent impuissant-e-s devant la politique, ceux-celles qui se sentent incompétent-e-s adhèrent en grand nombre aux causes

proposées. Il faut toutefois noter la faible adhésion des allié-e-s de la petite bourgeoisie sur trois des énoncés.

| | Classe populaire | Petite bourgeoisie |
|---|---|---|
| ..parce qu'au travail on est traité-e-s en ignorant-e-s. Ca prépare mal à prendre des responsabilités publiques | 62.5% | 30.0% |
| ...parce que le système électoral est trop compliqué | 69.0% | 36.4% |
| ...parce que le langage de la politique n'est pas mon langage | 75.9% | 72.7% |
| ...parce qu'on n'a pas été formé-e-s à ça | 75.0% | 81.9% |
| ...parce qu'on n'a jamais fait de politique dans ma famille | 51.7% | 18.2% |
| ...parce que l'école ne nous a pas préparé-e-s à ça | 66.1% | 72.8% |

## *Sentiment d'infériorité*

Les militant-e-s de classe populaire ne se sentent pas inférieur-e-s aux politiciens, c'est clair. Seulement 12.5% d'entre eux-elles manifestent cette attitude, alors que cette proportion est de 3.1% chez les allié-e-s petit-e-s bourgeois-e-s.

Pour les rares cas de militant-e-s de classe populaire qui éprouvent ce sentiment, les réponses relatives aux causes sont les suivantes :

...parce que la publicité valorise la richesse et moi, je ne suis pas riche (69.2%);

...parce que l'école m'a appris à me sentir inférieur-e devant l'autorité (66.1%);

...parce que je n'ai pas de contrôle sur rien (43.2%).

Les deux seul-e-s répondant-e-s de la petite bourgeoisie qui se sentent incompétent-e-s n'adhèrent qu'à ce dernier motif. Et ils ajoutent comme "autre raison", à l'instar de 35.2% des répondant-e-s de classe populaire: la supériorité des politiciens.

## *Manque d'intérêt*

Les répondant-e-s à l'enquête ne manquent pas d'intérêt pour la politique. Seulement 11.9% des répondant-e-s de classe populaire partagent cette attitude, alors que cette proportion est de 3.1% chez les allié-e-s de la petite bourgeoisie.

Parmi les causes évoquées pour expliquer ce manque d'intérêt, une seule rallie plus de 50% des répondant-e-s. Cette cause est la suivante: "parce qu'on n'a pas de choix, pas de parti qui représente nos intérêts". 75.8% des répondant-e-s de classe populaire qui manquent d'intérêt mentionnent cette cause, alors que la proportion est de 80% chez les allié-e-s de la petite bourgeoisie. Il est donc permis de penser que la présence significative d'une organisation politique populaire pourrait pratiquement ramener le manque d'intérêt au point zéro.

## *Mauvaise information*

86.9% des répondant-e-s de classe populaire se considèrent mal informé-e-s de ce qui se passe en politique. Cette proportion est de 93.7% chez les allié-e-s de la petite bourgeoisie.

Tous les énoncés relatifs aux causes de cette mauvaise information suscitent une forte adhésion des répondant-e-s :

| | Classe populaire | Petite bourgeoisie |
|---|---|---|
| ...parce que les moyens d'information sont contrôlés par les boss | 82.0% | 96.9% |
| ...parce que les journalistes se censurent pour protéger leur carrière et leur salaire | 72.6% | 71.9% |
| ...parce que les politiciens préparent en secret tout ce qui est important | 95.1% | 93.8% |

## *Sexisme*

Le sexisme en politique est un problème reconnu par 73.5% des répondant-e-s de classe populaire. Cette proportion est de 90.6% chez les allié-e-s de la petite bourgeoisie.

Les énoncés relatifs aux causes de ce sexisme suscitent une forte adhésion des répondant-e-s qui en reconnaissent l'existence :

| | Classe populaire | Petite bourgeoisie |
|---|---|---|
| ...parce que les lois sont faites par des hommes | 77.5% | 89.7% |
| ...parce qu'elles n'occupent pas une place égale à celle des hommes dans la société | 87.2% | 100% |

| | | |
|---|---|---|
| ...parce qu'il n'y a pas d'éducation politique pour les femmes | 48.9% | 69.0% |
| ...parce que l'éducation décourage d'entrer en politique | 54.1% | 82.8% |
| ...parce qu'elles ont des enfants et mettent toute leur énergie à s'en occuper | 49.4% | 51.7% |
| ...parce qu'elles n'acceptent pas la conception du pouvoir imposée par les hommes | 61.2% | 69.0% |

## *Absence d'un parti*

74.5% des répondant-e-s de classe populaire reconnaissent le problème de l'absence d'un parti qui représente les intérêts populaires. Cette proportion est de 87.5% chez les allié-e-s de la petite bourgeoisie.

Aucune cause n'était proposée aux répondant-e-s. Parmi les énoncés de cause formulés par les répondant-e-s eux-mêmes, plusieurs peuvent être regroupés sous le thème "force du pouvoir établi". Ce sont des énoncés comme: "Les dominants, leur fric, ont tout entre les mains pour maintenir leur Pouvoir", "Tout parti suivant une démarche électoraliste risque d'être récupéré par la bourgeoisie ou la machine d'Etat...", "Les moyens mis en place étouffent l'épanouissement de nouveaux partis", etc. 50% des répondant-e-s de classe populaire formulent ce genre d'énoncé pour expliquer l'absence d'un parti qui défende les intérêts populaires. Cette proportion est de 18.7% chez les allié-e-s de la petite bourgeoisie.

# LE MESSAGE POLITIQUE DE L'ENQUETE

Dans cette enquête, les militants et militantes de classe populaire nous livrent un message politique clair:

NOUS TROUVONS QUE LA POLITIQUE EST SALE
NOUS N'EN AVONS PAS PEUR
NOUS NE SOMMES PAS ENCORE SUR-E-S QUE NOUS POUVONS Y FAIRE QUELQUE CHOSE
NOUS NE SOMMES PAS SUR-E-S NON PLUS DE NOTRE COMPETENCE
MAIS NOUS N'AVONS PAS DE COMPLEXE D'INFERIORITE A L'EGARD DES POLITICIENS
LA POLITIQUE CA NOUS INTERESSE!
LA MAUVAISE INFORMATION EST UN GROS PROBLEME
LE SEXISME EN POLITIQUE, CA EXISTE!
IL NOUS MANQUE UN PARTI.

C'est un message dans lequel peut s'enraciner un espoir, malgré les zones d'incertitude que représentent le sentiment d'immoralité, le sentiment d'impuissance, le sentiment d'incompétence, la mauvaise information.

Le dégoût moral de la politique telle qu'elle se pratique, n'est heureusement pas de nature à détourner de la politique. L'intérêt pour la politique est bien vivant.

Au premier rang des causes du sentiment d'impuissance, vient l'isolement et le manque d'organisation. Ceci laisse à penser que seul un long et patient travail d'organisation à la base pourra arriver à dissiper ce sentiment, quant il réussira à franchir le seuil critique de la reconnaissance et de la crédibilité.

Les deux premières causes du sentiment d'incompétence tiennent au langage de la politique et au manque de formation. Cette constatation nous confirme la pertinence d'un de nos objectifs de départ: "nous donner à partir des mots des travailleurs et travailleuses un vocabulaire politique nouveau, bien à nous". Décidément, il faut continuer à chercher à faire de la politique AUTREMENT, en attachant beaucoup d'importance à la FORMATION, mais une formation collée à la culture populaire, dans l'action, et dans la ligne de la conscientisation.

Le même défi se pose pour l'information. La conscience critique à l'égard de l'information officielle est bien ancrée, mais il reste à promouvoir des alternatives, qui auront sans doute plus de chances de s'enraciner en s'accrochant aux luttes politiques menées par les militant-e-s de classe populaire qu'en cherchant à se placer sur le terrain de la concurrence économique avec les médias bourgeois.

S'il n'est pas possible à l'heure actuelle de toucher aux principaux facteurs structurels (organisation de l'économie, de l'Etat, etc) qui assoient la domination de la bourgeoisie, les facteurs culturels mentionnés sont à la portée d'une patiente démarche d'éducation politique dans l'action, qui s'adresse aussi bien aux militant-e-s intellectuel-le-s allié-e-s qu'aux militant-e-s populaires eux-elles-mêmes. L'enquête conscientisante racontée ici s'inscrit dans ce courant.

En tant que démarche de réflexion/action, elle est un processus en développement. Ce chapitre en a fixé l'image, de l'étape de la préparation à celle des premiers résultats. Mais le cheminement se poursuit. Au moment de rédiger ces lignes, en même temps que de nouveaux groupes répondaient au questionnaire, nous préparions le "rendez-vous politique populaire", au cours duquel les résultats allaient être dévoilés aux répondant-e-s, pour qu'ils et elles se les approprient. Une cinquantaine de participant-e-s s'annonçaient, dont la majorité de classe populaire. Toutes les régions touchées par l'enquête allaient être représentées. Le projet d'un réseau politique populaire commençait à se dessiner.

# Chapitre 9

# La pensée et le cheminement de Paulo Freire

Colette Humbert

L'homme se présentait ainsi à Paris en 1970 :

"Je suis né à Recife, le 19 septembre 1921, estrada do Encanamento, quartier de la Casa Amerela. Mon père, Joaquim Temistocles Freire, du Rio Grande do Norte, appartenait à la police militaire de Pernambouc; il était spirite sans être membre de cercles religieux. Bon, intelligent, il était capable d'aimer. Ma mère, Edeltrus Neves Freire, du Pernambouc, était catholique. Elle était douce et juste. Mon père est mort quand j'étais jeune, mais il m'a marqué pour toujours par son respect pour les croyances et les choix des autres ... La grande dépression de 1929 nous a poussés à rejoindre Joboatao où il semblait moins difficile de survivre. J'y ai eu faim et j'ai compris la faim des autres. Pendant mes études secondaires, j'ai commencé à m'initier à la psychologie du langage et à la philosophie. Je devins professeur de portugais.

C'est en 1944 que j'ai épousé Elza Maia Costa Oliveira; je dois beaucoup à son courage, sa compréhension, son intérêt pour ce que j'entreprenais. Elle était directrice d'école, c'est sans doute ce qui m'a induit à m'initier aux problèmes de l'éducation. Même pendant mes études de droit à Pernambouc, je m'intéressais

> plus à la philosophie de l'éducation et à la sociologie qu'à la discipline qui devait me conduire à la profession d'avocat. Je lisais Maritain, Mounier, Bernanos et j'ai commencé à m'interroger sur le langage de l'Eglise. N'ayant pas vu le lien entre ce que disaient les prêtres dans leurs sermons et la vie réelle des gens, je me suis éloigné de l'Eglise... jamais de Dieu. C'est en travaillant dans un département du Service Social que j'ai repris mon dialogue avec le peuple. Comme directeur de l'Education et de la Culture, j'ai fait les premières expériences qui devaient me conduire plus tard à la conscientisation pour laquelle j'entrepris mes recherches initiales en 1961."[1]

Nous avons là tous les éléments qui marqueront la pensée initiale de Paulo Freire et informeront sa première pratique conscientisante: l'alphabétisation-conscientisation.

- du peuple, après un détour par les études et l'université, il revient au peuple; la faim lui apparaît, non comme un fatalisme, mais comme une injustice dont les causes sont ailleurs que dans les populations qui en souffrent.

-le dialogue lui apparaît comme une attitude fondamentale, et tout particulièrement en éducation qui doit être "dialogique" et non transfert unilatéral du savoir: l'éducation doit répondre aux questions que se posent les "éduqués",

-le discours, les "dit" ne sont rien s'ils ne s'articulent pas sur des réalités existentielles: la pensée s'origine dans le vécu pour retourner au vécu.

Par Maritain, Paulo Freire s'est imprégné de culture thomiste: affirmation de l'objectivité de l'être, de la connaissance rejoignant le réel: "rien n'arrive dans l'esprit qui ne passe par les sens".

De Bernanos, il retiendra le caractère dramatique de la condition humaine, la lutte contre "la civilisation de la machine", une mystique qui affirme que la vérité est chez les pauvres. Il citera souvent cette phrase du "Journal d'un curé de campagne": "les riches ont tout, et ils voudraient aussi être aimés".

Du personnalisme communautaire de Mounier, il retiendra le rapport dialectique: personne/communauté/société. "Pas d'hommes libérés dans des sociétés qui ne le sont pas - pas de sociétés libérées si les individus ne le sont pas".

Il souscrit à ce que disait Mounier: "Nous allons expliquer et transformer - la production doit devenir une activité libératoire et libératrice-". "Entre l'optimisme impatient des fascismes, l'optimisme impatient de l'illusion libérale ou dite révolutionnaire: la voie propre de l'homme est cet optimisme tragique où il trouve sa juste mesure dans un climat de grandeur et de lutte."[2]

## Quelle est cette société - le Brésil - qui a vu naître et grandir Paulo Freire jusqu'à son âge d'homme?

Paulo Freire lui-même la voit comme une résultante de l'implantation coloniale portugaise au 15è siècle, avec sa monoculture de la canne à sucre nécessitant une énorme main-d'oeuvre arrachée à l'Afrique noire - Golfe du Bénin et en particulier, l'Angola. "Sans Brésil, pas de sucre et sans Angola pas de Brésil." De 1650 à 1700, les blancs d'Angola accepteront presque le Brésil comme métropole et recevront de lui leurs gouvernements.

A partir du 17è siècle, cependant, s'amorcera déjà une révolution de l'infra-structure coloniale du Brésil.

Au niveau économique: la guerre du sucre avec la Hollande et ses colonies amènera la décadence du commerce brésilien du sucre; la guerre d'indépendance aux Etats-Unis d'Amérique provoquera le développement des plantations de coton, et l'on verra apparaître l'élevage au Nordeste basé sur le travail libre, tandis que l'extraction des minerais est en perte de vitesse.

Au niveau politique: les guerres napoléoniennes provoqueront l'indépendance du Brésil en 1822. Le pays va baser son économie sur l'exportation de matières premières, la culture du café dans le sud et le centre: la force de travail sera les esclaves.

A la dépendance à l'égard du Portugal-Angola succèdera la dépendance économique vis-à-vis de l'Angleterre. C'est sous la pression anglaise que le Brésil abolira l'esclavage en 1888 et, l'année suivante, proclamera la république.

La deuxième guerre mondiale va faire subir une transformation rapide au Brésil, surtout après l'entrée en guerre des Etats-Unis qui accéléreront l'industrialisation du pays et la diversification des activités économiques. On assiste à une urbanisation sauvage, à la création d'une classe ouvrière. L'économique brésilienne passe de la domination anglaise à la domination américaine. Le pays, proclamé hier "à vocation agricole", se voit attribuer une "vocation industrielle".

Mais le pouvoir central reste ce qu'il a été depuis des siècles: un lieu de rencontres antagoniques entre les intérêts du pays lui-même et les intérêts étrangers; il sera l'objet de pressions multiples: celles des nations qui le dominent économiquement et par là même politiquement, celles des pouvoirs régionaux et locaux défendant leurs privilèges, celles des forces montantes: l'armée, le patronat industriel, les syndicats ouvriers, les mouvements étudiants. Que le Brésil soit colonie, empire, république, le pouvoir central doit faire face à ces pressions et ses réponses sont diverses.

De 1954 à 1964, période qui nous intéresse particulièrement puisque c'est celle où Paulo Freire lancera l'alphabétisation, le Brésil traverse une phase de luttes politiques exacerbées, sous quatre présidents.

Café Filho (1954-1955): Ouvre grandes les portes à l'invasion des groupes économiques internationaux, invasion qui culminera sous le gouvernement de Kubitschek (1956-1961) alors que les Etats-Unis s'assureront le contrôle du secteur industriel le plus avancé de l'économie nationale. Les centres urbains, en pleine croissance, acquièrent un poids réel; dans certaines régions, les groupes dominants traditionnels perdent le contrôle de la situation; des représentants des couches populaires parviennent à s'introduire dans les organes des pouvoirs locaux et régionaux. Les Assemblées Législatives des Etats et le Congrès National doivent compter avec les représentants des courants progressistes. Les ouvriers et les étudiants s'organisent sur le plan national. On voit apparaître un mouvement nationaliste populaire, anti-impérialiste. L'Union Démocratique Nationale (UDN) présente Janio Quadros comme candidat à la présidence de la république. Celui-ci, qui défend des thèses en contradiction avec l'orientation du gouvernement, doit se démettre très rapidement au profit du vice-président, Jango Goulart.

Le président Goulart instaure un régime populiste qui tente à la fois d'accompagner et de contrôler les mouvements urbains et ruraux, et de ne pas s'aliéner la bourgeoisie qui s'oppose à toute réforme. Position d'autant plus inconfortable que les groupes internationaux et le congrès entendent maintenir le statu quo et que la presque totalité des médias, dont l'influence est décisive sur les classes moyennes, se refusent à appuyer les positions officielles.

C'est dans ce contexte que le Président Goulart lance les campagnes d'alphabétisation des adultes en vertu de deux slogans: démocratie, participation. En effet, dans le Brésil d'alors, seuls les alphabétisés pouvaient

voter; c'était donc, au plus, un quart de la population brésilienne qui bénéficiait du droit de vote.

C'est alors qu'intervient Paulo Freire dont nous venons d'évoquer rapidement l'analyse factuelle. Il veut la participation maximum des milieux populaires. Dans le Nordeste, région la plus pauvre du Brésil, qu'on appelait alors "le triangle de la faim", on comptait 15 millions d'analphabètes sur une population de 25 millions d'habitants. Freire s'engage sur le front de l'alphabétisation.

Il le fait à partir de ses convictions d'humaniste. Pour lui, l'homme a le pouvoir d'émerger du monde où il est jeté, le pouvoir de se distancier du monde pour le transformer et y imprimer sa marque. Le monde devient objet de connaissance et champ d'action. L'homme se découvre alors: sujet de cette connaissance et de cet agir. "L'objet de la première appropriation de l'homme est celle de la parole et du droit de la prononcer". C'est bien ce qu'il appelle "sortir de la culture du silence."

Mais Freire s'engage dans l'alphabétisation-conscientisation à partir, également de l'observation de ce qui est mis en place officiellement. Il ne tarde pas à en dénoncer les "vices d'origine":

-les adultes y sont traités comme des enfants -mêmes abécédaires, mêmes méthodes- ce qui est la négation de l'expérience existentielle des hommes et des femmes qui sont porteurs de ce que l'on pourrait appeler une "connaissance sociale" énorme, concernant le travail de la terre, de la mer, de l'usine, concernant leurs capacités à survivre, leurs relations à la nature et aux éléments, concernant la quotidienneté de la vie.

-le concept de culture est lié au livre, à la sacralisation du livre et du savoir venu d'ailleurs. Pour lui, la culture "c'est l'ensemble cohérent de réponses

qu'un groupe humain spécifique donne aux défis qui lui sont lancés par son environnement."

-les abécédaires, les manuels véhiculent le modèle de développement industriel mis en place: le langage, les comportements, le vocabulaire sont empruntés aux classes moyennes urbaines.

-ces livres ne rendent pas compte des réalités conflictuelles, ils induisent des valeurs susceptibles de conforter le système en place et de maintenir les inégalités sociales.

-enfin, l'alphabétisation en cours, crée une situation de dépendance: vis-à-vis du maître-alphabétiseur, vis-à-vis des pouvoirs dont il est à la fois l'émanation et le représentant.

Condamnant cette alphabétisation comme "éducation domesticatrice", Paulo Freire met en place une alphabétisation comme "éducation libératrice".

## L'alphabétisation-conscientisation (Brésil 1961-1964)

Apprendre à lire et à écrire: c'est apprendre à nommer le monde, à mettre son empreinte sur le monde.

"Nous pensions à une alphabétisation qui serait elle-même un acte de création capable d'entraîner d'autres actes créateurs, une alphabétisation dans laquelle l'homme - parce qu'il n'est pas un objet - développe la vivacité d'invention et de ré-invention, son impatience à connaître: il s'agit bien là des caractéristiques des processus de recherche ... Nous cherchions une méthode

qui fut un instrument de l'élève et qui puisse identifier le contenu de l'apprentissage avec le processus d'apprentissage lui-même."
Avec un groupe d'étudiants, Paulo Freire prend comme point de départ l'univers-vocabulaire des hommes et des femmes concernés (de quoi parlent les pêcheurs, les paysans, les habitants des favelas?); de cet univers-vocabulaire, il retient quatre-vingt mots parmi les plus employés, pour les réduire à dix-huit mots retenus en fonction de deux critères: leur capacité à générer d'autres mots (richesse syllabique: voyelles et consonnes en nombre suffisant), leur charge existentielle parce que se référant à des "situations-limites" d'angoisse, de misère, de frustration. On apprendra à lire et à écrire non pas dans une classe, mais dans des "cercles de culture" où l'alphabétiseur-conscientiseur anime la discussion dans des mises en situation réelles, aide à la codification des mots.

Cette codification est d'importance capitale: c'est la visualisation d'une situation, par l'image que l'on construit ensemble - exemple, la favela. On apprend ainsi à recueillir, organiser tous les éléments qui constituent cette situation. La codification est suivie d'une dé-codification qui est l'analyse des données visuelles assemblées et articulées. "Par l'alphabétisation-conscientisation, dira plus tard Paulo Freire, il ne s'agit pas seulement d'apprendre à lire et à écrire des mots, mais aussi d'apprendre à lire et à écrire sa propre réalité."

Les cercles de culture connaissent un tel succès (300 travailleurs alphabétisés en 45 jours) qu'entre juin 1963 et mars 1964, des cours de formation d'alphabétiseurs-conscientiseurs fonctionnent dans la plupart des capitales des Etats. (Six mille pour le seul Guanabara). Le plan d'action de 1964 prévoyait la mise en place de 20 000 cercles de culture capables de former dans l'année près de deux millions d'analphabètes. On voit quelle menace réelle faisait peser le "Mouvement d'Education Populaire" concernant les rapports de forces politiques: dans l'Etat de Sergipe, 80 000 électeurs doivent s'ajouter aux 90 000 existants; à Pernambouc le nombre des votants

va passer de 800 000 à 1 300 000. Mais le plan prévu est brusquement interrompu: un coup d'état militaire renverse le Président Goulart, Paulo Freire est arrêté avec l'accusation de "traître au Christ et au peuple brésilien" animé par "une volonté de bolchéviser le pays". Il doit s'exiler au Chili.

## *Les idées-forces de Paulo Freire pendant cette période*

On a appelé Paulo Freire: "un Socrate sous les tropiques", un "humaniste chrétien", parfois, en se référant surtout à sa période brésilienne, "un idéaliste".

Il prône le plus-être de l'homme et parle souvent de la "vocation au plus-être de l'homme". On trouve là une connotation à résonnance religieuse qui sera toujours présente dans la vie et l'oeuvre de Freire. Dans une entrevue qu'il donnait en 1980 à une journaliste australienne, il insistait sur ce point: "chaque homme, chaque femme a le droit de dire ses propres mots, de s'exprimer dans son propre langage. L'homme personnel et collectif a le droit de nommer le monde. Ainsi le dit la Genèse: tu donneras un nom aux choses et aux animaux."

Sa pensée sur l'homme est largement de type philosophique, si l'on admet que la réflexion sur l'homme fait les philosophes! "C'est par une réflexion sur sa situation, son environnement concret, que l'homme devient sujet émergeant conscient de cette situation". "Dans la mesure où l'homme, s'intégrant aux conditions de son contexte de vie, réfléchit sur elles et apporte une réponse aux défis qu'elles lui opposent, l'homme crée sa culture et fait l'histoire." Se référant aux situations-limites, Freire dit "les situations-limites ne sont pas le contour infranchissable où s'achèvent les possibilités, mais la lisière où commencent toutes les possibilités. Elles ne sont pas la frontière entre l'être

et le néant, mais entre l'être et le plus-être." Ici, certainement pointe l'idéalisme de Paulo.

En tant que chrétien - ce qu'il ne cesse de revendiquer - il dira "Etre chrétien, c'est être révolutionaire. L'Evangile est révolutionnaire: puisque la Pâque nous demande de mourir à un esprit élitiste et dominateur pour renaître à un esprit populaire. Je suis un homme qui essaie de devenir chrétien." En tant qu'éducateur populaire, il verra dans l'éducation une pratique de la liberté. "L'éducation critique considère les hommes comme des êtres en devenir, des êtres inachevés, incomplets dans et avec une réalité également inachevée. Le caractère inachevé des hommes et le caractère évolutif de la réalité exigent que l'éducation soit une activité continue. L'éducation est constamment remise en cause et se refait dans la praxis: pour être, elle doit devenir".

Sa durée - au sens bergsonien du mot - (Freire a aussi fréquenté Bergson!) se trouve dans le jeu des contraires : stabilité et changement. L'éducation accumulative met l'accent sur la stabilité et devient réactionnaire, "l'éducation problématisante" n'accepte ni un présent comme donnée définitive, ni un avenir pré-déterminé, elle s'enracine dans un présent dynamique; c'est alors qu'elle devient prophétique ou "révolutionnaire".

L'éducation libératrice est aussi une action "culturelle" et une pratique continue de désaliénation des modèles culturels dominants, le processus créateur d'une nouvelle culture populaire, lieu de subversion pour lutter contre l'idéologie dominante, pour rompre la dépendance de l'opprimé à l'égard de l'oppresseur, dépendance intériorisée qui fait que le dominé, à la fois admire le dominant et cherche à lui ressembler, tout en le refusant et le détestant. Se référant à Albert Memmi, dans son ouvrage Portrait du colonisateur et du colonisé, Freire affirme: "Il faut briser cette croyance diffuse, magique, dans l'invulnérabilité et la toute puissance de l'oppresseur."

On le voit donc, à cette époque, Paulo Freire considère la "conscientisation", comme un "déchirement de la réalité" (celle-ci n'est plus fatale ni magique), comme une insertion critique de l'homme dans une réalité à transformer. Dans son premier ouvrage, Education, pratique de liberté, il définit la conscientisation comme le passage d'une conscience naïve à une conscience critique, mais plus tard, il mettra en garde ses lecteurs contre "les connotations idéalistes et psychologisantes de cet ouvrage" qui est cependant essentiel dans le domaine de l'éducation populaire.

Lui-même fera l'auto-critique de son action au Brésil des années 60, puisque les cercles de culture ont été balayés par le coup d'état militaire et que le MEP s'est "rangé". Il l'a faite en ces termes, lors d'un séminaire à l'Inodep en 1974:

"Ce fut, certes, une réussite pédagogique par la rapidité avec laquelle les gens s'alphabétisaient, par leur participation maximale dans l'apprentissage de la lecture et de l'écriture, par leurs capacités nouvelles d'interrogation sur le monde; mais ce fut un échec politique à cause de deux naïvetés dont nous étions encore prisonniers et de deux erreurs que nous avons commises.

Naïveté de croire que le "dévoilement de la réalité créait, ipso facto, des volontés collectives de transformation de cette réalité; naïveté de nous être appuyés sur les slogans du régime - démocratie, participation, sans nous demander de quelle démocratie, de quelle participation il s'agissait.

Au niveau des erreurs, nous n'avions pas fait d'analyse économique, politique, idéologique sérieuse du Brésil d'alors, ni de la place qui était dévolue au Brésil dans la société internationale et le système économique capitaliste; nous n'avions pas envisagé la création d'organisations populaires, ni leur articulation sur les forces syndicales et politiques progressistes existantes.

A cette auto-critique s'est jointe la critique de militants signalant l'absence d'option politique claire, ce qui ne manquerait pas de conduire la conscientisation à la récupération par les pouvoirs conservateurs. "Certes, disent-ils, la conscientisation a eu, chez le Freire de l'époque brésilienne, une dimension politique, mais quand il parle du peuple, il n'en définit pas les termes et les composantes avec précision et surtout, on ne voit pas apparaître de stratégies d'action et d'alliances".

Quoi qu'il en soit, Paulo Freire, dès ces années, 1961- 1964, a fait un apport considérable à l'éducation populaire, en particulier: en enracinant le processus de conscientisation dans l'identité culturelle, en s'appuyant sur "la connaissance sociale", existentielle du peuple, et non sur un savoir préfabriqué; en partant des représentations et des explications que les milieux populaires donnent spontanément à leurs situations et non en avançant des théories toute faites.

C'est sans doute ce qui explique l'intérêt immédiat des éducateurs populaires pour la conscientisation. Même, si comme on l'a dit, chacun y trouvait son compte: le latino-américain qui se reconnaissait dans un langage socio-affectif et parfois incantatoire, le catholique qui s'identifiait facilement à l'orientation humaniste chrétienne des philosophes français qui ont marqué Freire, le pédagogue qui adhérait aux accents de libération caractérisant les tendances progressistes "de la pédagogie autrement", le marxiste qui entrevoyait une problématique dialectique.

## L'expérience au Chili (1964-1968) et aux Etats-Unis (1968-1969)

Il n'est pas simple de faire accepter au Chili une méthode considérée comme subversive au Brésil. Bon nombre des membres du parti démocrate chrétien alors au pouvoir dénoncent la conscientisation comme "radicale", quelques-

uns la refusent en lui collant l'étiquette "communiste", d'autres tentent de la mettre au service du parti dans une visée électoraliste.

Mais Waldon Cortes, coordonnateur de l'Office de Planification des Adultes, créé au cours de l'année 65, parvient à éviter les pièges et à faire accepter un programme d'alphabétisation dans le cadre de la mise en place de la réforme agraire. Ce programme, placé sous la responsabilité de Jacques Chonchol, futur ministre de l'agriculture du Président Allende, concerne surtout les paysans groupés en communautés agricoles dont le gouvernement cherche, non seulement à accroître la production, mais encore à assurer l'intégration dans la société chilienne.

On comprend à la fois l'importance de l'enjeu et l'étroitesse de la marge de manoeuvre des animateurs-conscientiseurs, d'autant plus qu'il s'agit d'une étape nouvelle: celle d'une post-alphabétisation de populations qui avaient su lire et écrire, mais qui, n'en ayant pas eu l'usage, étaient redevenues analphabètes.

Il ne s'agit pas, au Chili, dans ce contexte et avec ces populations, de repérer les mots d'un univers-vocabulaire, mais les "thèmes" qui émergent dans la vie familiale, sociale, professionnelle, et celle du citoyen. Ces thèmes: "la terre est injustement répartie", "les coopératives agricoles ne marchent pas", révèlent la pensée des groupes concernés sur leur réalité, en même temps que l'action qu'ils préfigurent. Ils comportent un pouvoir mobilisateur pour la libération des dominations, des exploitations perçues, d'où leur nom de "thèmes-générateurs" ou "thèmes mobilisateurs".

La clarification de l'univers thématique fait prendre conscience aux paysans chiliens de leur capacité à comprendre les structures sociales et à intervenir dans le rapport de forces existant.

En deux ans, le programme chilien attire l'attention de l'Unesco qui, reconnaissant la valeur de "la méthode Freire" cite en exemple le Chili: c'est l'une des cinq nations qui, dans l'après-guerre, a le mieux réduit l'analphabétisme et surtout, celle qui a conduit, pour un temps, les paysans à s'organiser de façon efficace en coopératives.

Que peut-on dire de cette expérience chilienne concernant l'évolution de la pensée de P. Freire? D'une part, que la conscientisation n'est pas rivée à la seule alphabétisation mais peut engager son processus avec le support d'un autre vecteur: la mise en place, la gestion de coopératives de production par exemple. Ces supports se multiplieront à travers le monde; dans les secteurs économiques: associations de chômeurs (Amérique latine), syndicats de bidonvilles (sud-est asiatique), organisations d'assistés sociaux (Québec); dans les secteurs politiques: mouvements de base , comités de défense de citoyens, formation de leaders populaires (Europe); dans les secteurs idéologiques/culturels/religieux: radios, journaux, analyse et représentations des conduites religieuses, critique des sciences humaines par rapport au type de changement qu'elles induisent (en pays industrialisés), etc. Dans tous les cas, la technique - qu'il s'agisse de lecture, de coopératives, d'un journal ou d'une recherche sociologique - devra être maîtrisée et le processus de conscientisation vérifiable en tant qu'éducation politique.

C'est au Chili que Freire a écrit ce premier ouvrage que nous avons évoqué Education, pratique de liberté mais là - sans doute aussi - qu'il s'est pris de curiosité plus grande pour les philosophes marxistes. Pour lui, une éducation libératrice devient plus qu'un pari sur l'homme, une foi anthropologique, une confiance inébranlable dans le pouvoir créateur de l'être humain, dans sa capacité à construire et à reconstruire; elle devient un défi de l'histoire, une lutte à mener contre les structures d'exploitation, de domination, d'aliénation. Freire souscrira à ce que dit Marx dans L'Idéologie allemande: "Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie sociale, politique, intellectuelle. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine

leur être social, c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience". Il perçoit mieux que l'idéologie dominante "est toute la superstructure d'impressions, d'illusions, de façon de penser et de conception de la vie. Qu'elle se veut une explication universelle, mais n'est, en fait, que l'expression de la volonté d'une classe dominante pour rester au pouvoir". Il comprend mieux enfin ce que dit Marx dans La sainte famille: "les chrétiens vont aux pauvres parce qu'ils sont pauvres et faibles, les communistes parce que les pauvres sont la force motrice déterminante de l'histoire." Mais ce moteur-là est bloqué. Freire fait le pari que la conscientisation pourra le remettre en marche.

Homme du Tiers Monde, Paulo Freire, qui avait dénoncé la dépendance du troisième monde à l'égard du premier monde, prend de plus en plus conscience que le Tiers Monde n'est pas seulement une réalité géographique, mais aussi, et sans doute plus encore, une réalité socio-économique et politique. C'est pourquoi en 1967, il accepte l'invitation de l'Université de Cambridge au Massachussets d'enseigner comme professeur invité.

Aux Etats-Unis, le contact avec une société hautement industrialisée amène un élargissement de sa pensée, en même temps qu'une politisation de cette pensée. Deux phénomènes le frappent: l'oppression des Chicanos, des Noirs, des Porto-Ricains, des Antillais, des Blancs venus de partout qui n'ont pas pu s'insérer dans la société américaine: ils en sont le tiers monde. Dans le même mouvement, il dénonce le "premier monde" du tiers monde que constituent les bourgeoisies nationales, les "élites occidentalisées".

Il constate l'état d'aliénation, de domestication que toute une série d'institutions de contrôle social provoquent dans de larges secteurs de la population américaine "y compris ouvrière", dira-t-il. Il parle alors en termes de classes dominantes et de classes dominées. Il souligne les contradictions à l'intérieur de toute société: contradictions structurelles, antagonisme des intérêts corporatistes ou de classes.

C'est aux Etats-Unis qu'il mettra en forme le livre qui connut un succès rapide à travers le monde: Pédagogie des opprimés, dans lequel il analyse clairement le lien entre éducation et action politique.

## *Pédagogie des opprimés*

Il est important que nous tentions de relever et de comprendre ce qui est nouveau chez P. Freire dans Pédagogie des opprimés qui fut très vite traduit en 25 langues et accueilli par les animateurs populaires du Tiers Monde comme l'apport décisif dont ils avaient besoin et dans lequel ils reconnaissaient leurs intuitions, leurs interrogations, leurs tentatives de nouvelles pratiques en éducation populaire.

Woldietrich Scmied-Kowarzik, dans son livre Pédagogie dialectique, paru à Munich en 1974, insiste sur le fait que la pédagogie des opprimés ne présente pas seulement une alternative d'éducation des adultes dans le Tiers Monde, mais dépassant les expériences concrètes - qu'elle élabore une compréhension dialectique de toute théorie de l'éducation. "Sur la base d'une articulation des perspectives chrétiennes et marxistes , des théories de Buber et de Hegel, Freire reprend le rapport original entre dialectique et dialogique, et définit l'éducation comme la principale expérience dialectique de libération de l'homme par l'homme qui ne peut être accomplie que dans le dialogue critique mené entre éducateurs et éduqués".

Reprenons quelques-unes des affirmations de Freire à ce sujet :
"La tâche de l'éducateur dialogique, travaillant en équipe pluridisciplinaire sur un univers thématique, consiste à redonner aux hommes ce qu'ils ont reçu d'eux de manière parcellaire ou fragmentée, et ceci sous une forme organisée et problématique".

"Parler de la réalité comme d'une chose arrêtée, disserter sur ce qui est complètement en dehors de l'expérience existentielle des éduqués est un souci de l'éducation, son désir incessant. Or, dans ces dissertations, la parole se vide de la dimension concrète qu'elle devrait avoir ou se transforme en phrases creuses, en verbiage aliénant et aliéné."

"Chez le nécrophile - emprunt à Eric Fromm[3] - la mémoire remplace l'expérience. Il dévore dès qu'il est en contact, il possède en dévorant. L'oppression, qui est un contrôle écrasant, est nécrophile .... L'éducation bancaire est aussi nécrophile, elle veut contrôler la pensée et l'action en poussant les hommes à s'ajuster au monde, elle veut inhiber le pouvoir créateur et le pouvoir d'agir."

Dans la pratique conscientisante de l'éducation, le projet de travail s'organise à partir de la vision du monde qu'ont les acteurs - éducateurs/éduqués - et leurs thématiques. Un tel projet doit toujours être en train de se rénover, de se développer."

Cette pédagogie des opprimés, pour Paulo Freire, est le moment d'une théorie de l'action culturelle en liaison avec une praxis politique. Elle vise à libérer l'homme de tout fatalisme, à le rendre sujet responsable de sa pratique personnelle et collective. Cette éducation est solidarité avec les opprimés. Elle vise à rendre les opprimés capables de s'organiser pour transformer la situation, elle implique que les opprimés expérimentent pratiquement les possibilités de cette transformation - ici et maintenant - Enfin, la pédagogie des opprimés, vue comme pédagogie de l'engagement, est un processus permanent de libération.

C'est dans la pédagogie des opprimés que Freire dépasse les notions d'éducateurs et d'éduqués pour commencer à clarifier les rapports entre milieux populaires et groupes conscientiseurs, qu'il qualifiera plus tard d'avant-garde.

"Personne ne libère personne, personne ne se libère seul, les hommes se libèrent ensemble... " "Il est nécessaire que les opprimés dépassent leurs connivences avec l'oppresseur en s'engageant dans la lutte organisée pour leur libération, et que ces opprimés ne soient pas des "masses de manoeuvre" pour les militants".

"La lutte pour la reconstruction de l'homme détruit commence par l'auto-conscience de cette homme détruit: la propagande, le dirigisme, la manipulation - armes de la domination - ne peuvent être des instruments de la libération."

"La conscience politique à l'égard des opprimés ne peut - à aucun prix - être un don que feraient des leaders à des masses, mais le fruit de leur lutte dont il faut reconnaître le caractère pédagogique."

"Dans cette relation milieux populaires/leaders, deux éléments doivent nous guider: d'une part, les besoins exprimés par ces milieux populaires et non les besoins de notre imagination, d'autre part, les décisions qu'ils ont prises eux-mêmes et non celles que nous prenons à leur place."

C'est dans le contexte du continent américain de cette époque: la révolution cubaine, l'impact de Camillo Torrès et du Che que s'exprime Paulo, d'où une transformation de son langage également:

"Les leaders révolutionnaires, d'une façon ou d'une autre, ont fait partie de la couche sociale des dominateurs; à un moment historique, ils optent pour les opprimés et les rejoignent."

Toutefois, il ne faudrait pas être naïf: "Il ne faut pas que les objectifs de l'action révolutionnaire restent limités aux aspirations que le peuple retire de sa vision du monde. S'il en était ainsi, au nom du respect envers le peuple -

respect bien entendu nécessaire - les leaders révolutionnaires finiraient par accepter passivement cette vision du monde, ils ne rempliraient plus le rôle indispensable de toute éducation politique."

Si l'apport essentiel de cette période (1968-1969) au niveau de la précision du concept de conscientisation est que ce processus est une pédagogie de l'engagement politique, ce qui manque à cette étape, c'est l'analyse des enjeux des luttes à mener et la définition des fronts réels des luttes.

## Période européenne et ... vision mondiale (1969-1979)

### *Paulo Freire au Conseil Oecuménique des Eglises (COE)* [4] *à Genève*

Les pratiques conscientisantes de Paulo Freire au Brésil, au Chili, son effort de théorisation aux Etats-Unis, son ouvrage Pédagogie des opprimés le signalent à l'attention du Conseil Oecuménique des Eglises qui vient de décider de la création d'un département "pour le renouveau de l'éducation" au service d'un développement-libération et de la formation d'animateurs populaires, d'organisateurs communautaires. Pressenti, Paulo Freire accepte d'en être le premier directeur. Commence alors pour lui une période qui va être déterminante sur sa pensée et l'impact de cette pensée.

Plusieurs types d'influences l'obligeront à aller plus loin, à se situer plus précisément: son travail même au COE où le Tiers Monde est largement présent, dès cette époque; des rencontres avec Illitch, la découverte de l'Afrique et d'Amilcar Cabral; la participation à deux créations: l'INODEP en 1970 à Paris, l'IDAC en 1971 à Genève; les interpellations de militants; son

travail de conseiller auprès du gouverment de Guinée-Bissau qui lançait des programmes d'alphabétisation et repensait tout le processus éducatif du pays.

## *Confrontation avec Illitch* [5]

Freire et Illitch soumettent la pédagogie, l'éducation à un débat de nature politique. Pour eux, toute coupure entre éducation et politique est dangereuse, car l'éducation ne peut pas être pensée indépendamment des pouvoirs qui la constituent, ni détachée de la réalité concrète dans laquelle elle s'inscrit. C'est bien ainsi que tous deux ont été entendus, dans une période de crise générale des modèles, des théories, des valeurs traditionnelles; crise qui touche aussi bien l'idéologie bourgeoise, le christianisme et les églises, le marxisme comme théorie monolithique, les expériences historiques du socialisme, les modèles organisationnels et institutionnels.

Leur débat, au COE, en 1974, oblige Paulo Freire à clarifier sa position à ce sujet: comme Illitch, il refuse d'enfermer l'éducation à l'école, mais il ne prône pas, comme lui, l'abandon de l'école (la société dé-scolarisée), il propose la recherche d'espaces "encore libres", ou la création "d'espaces de liberté".

Alors qu'Illitch demande le "démantèlement du monde industriel et technico-bureaucratique pour mettre l'outil au service de l'homme dans une société conviviale", Paulo Freire en appelle au dépassement de la société de classes fondée sur des rapports d'exploitation, pour que les hommes et les femmes puissent devenir créateurs de leur avenir historique. Il affirme le rapport dialectique entre société et éducation: "l'école n'est ni néfaste, ni bénéfique, en soit, c'est son environnement politique et idéologique qui détermine sa fonction. La transformation profonde et radicale de l'éducation en tant que système ne peut avoir lieu que quand - et seulement quand - la société s'engage elle-même dans une transformation radicale."

Comme Illitch, Paulo Freire a souligné: le rôle du facteur subjectif: contenu de conscience socio-politique des milieux populaires dans le processus de transformation de la réalité: colère, révolte, espoir, etc ..., identification des problèmes auxquels ils doivent faire face et les explications qu'ils donnent à ces problèmes; l'articulation entre libération collective et libération personnelle sur laquelle il insiste toujours plus, le combat contre l'aliénation et la re-découverte de l'autonomie créatrice, la recherche de formes nouvelles d'organisation qui combinent les exigences de l'efficacité et l'exercice de la démocratie.

## *L'influence d'Amilcar Cabral* [6]

On a pu dire de Cabral qu'il a projeté à l'échelle mondiale un plan d'action qui a arraché à l'anonymat historique les peuples de Guinée Bissau et du Cap Vert. Il a inséré leur combat dans le mouvement général de la lutte contre l'impérialisme. "Chef de guerre, rassembleur d'hommes, éveilleur de conscience, leader humaniste, diplomate militant, Cabral a fait preuve d'une clairvoyance politique porteuse d'une réelle vision de l'histoire."

Pour lui, la réalité est le point de départ de toute réflexion théorique, de toute ligne d'action. Il met l'accent sur l'analyse concrète des situations concrètes. Le socialisme qu'il envisage pour le Cap Vert et la Guinée Bissau ne peuvent, en aucun cas, être des socialismes importés, une théorie toute faite à appliquer, mais il devra s'inventer à partir de la culture, de l'histoire, de la composition sociale du pays, dans la prise en compte de ses références religieuses, du système social dont il est l'héritier. La lutte pour la libération qui mobilise, organise le peuple, requiert une unité morale des composantes sociales du pays et l'élimination graduelle des vestiges des mentalités tribales et féodales, le rejet des tabous sociaux et religieux incompatibles avec le caractère national et rationnel d'un mouvement de libération. Le combat

contre le colonisateur lui-même, doit inclure dans son propre développement, la transformation des conditions de vie du peuple, par l'exercice de la démocratie, de la critique et de l'auto-critique, par l'alphabétisation, la création d'écoles, de services de santé, etc ... "C'est ainsi, dit-il, que s'opère un changement qualitatif qui prend racine dans le droit inaliénable des peuples à l'auto-détermination et à l'indépendance pour bâtir leur avenir."

A l'Unesco à Paris, en juillet 1972, Amilcar Cabral affirmait: "La lutte pour la libération, qui est l'expression la plus complète de la vigueur culturelle de notre peuple, de son identité, de sa dignité, enrichit la culture et lui ouvre de nouvelles perspectives de développement. Les manifestations culturelles acquièrent un contenu nouveau et de nouvelles formes d'expression. Elles deviennent ainsi un puissant instrument d'information et de formation politique, non seulement dans la lutte pour l'indépendance, mais aussi dans la bataille pour le progrès... La dynamique de la lutte exige la participation croissante des populations à la gestion de leur propre vie: ce qui met en évidence que la lutte pour la libération n'est pas seulement un fait culturel, mais qu'elle est aussi un facteur de culture."

Ce langage, ces accents ne pouvaient que faire écho chez Freire, tout comme ce que disait Cabral des leaders petits bourgeois, s'appuyant sur l'analyse que faisait Gramsci du rôle des "intellectuels organiques":

"Les luttes de libération supposent deux conditions: la résistance des peuples à la domination, avec pour appui leur identité, leur dignité personnelle et collective, et l'activation de cette résistance par l'action des leaders petits bourgeois, solidaires du peuple qui, eux aussi, ont à se reconstruire en tant qu'hommes et en tant qu'Africains. Ils s'engagent avec le peuple pour le mobiliser et l'aider à s'organiser."

Cabral, la Guinée Bissau furent des phares pour Freire.[7] Cabral et sa pensée mobilisatrice, la Guinée Bissau comme lieu d'une pratique nouvelle pour ce Brésilien qui aimait tant la langue portugaise.

## *Participation à la création de l'INODEP et de l'IDAC*

C'est en 1970 à Paris, au cours du colloque de création de l'INODEP,[8] qui réunissait 70 représentants de mouvements populaires ou d'instituts de développement de tous les continents, que Paulo Freire donna son appui à ce Réseau International qui se donnait pour objectif la formation de militants d'organisations populaires. Il le faisait en ces termes:

"Je considère l'Inodep comme un lieu susceptible de lever les ambiguïtés qui pèsent sur la conscientisation, particulièrement celles-ci: Conscientiser serait faire prendre conscience de la misère ou de l'exploitation: c'est une mauvaise action! Conscientiser serait amener des gens à faire des choses ensemble: c'est un abus! Conscientiser serait rameuter des troupes pour sa propre organisation ou son propre parti: c'est une manipulation! Si la conscientisation implique à la fois la transformation des structures et des mentalités, je vois l'Inodep comme un lieu où des femmes et des hommes du Tiers Monde et de Premier Monde travailleront ensemble à la transformation de la société internationale et de leurs propres sociétés. Je dis "assez!" aux Occidentaux qui s'abattent sur le Tiers Monde en s'attribuant la mission prophétique de le sauver. "Assez!" à ces centaines d'organisations qui naissent en Occident et se présentent dans le Tiers Monde pour lui dire ce qu'il faut faire, tout en s'appuyant sur l'invasion culturelle et économique de l'Occident.

Je considère l'Inodep comme un lieu d'apprentissage où il n'y aura ni éducateurs ni éduqués, mais des éducateurs/éduqués et des éduqués/éducateurs; dans un contexte théorique, certes, mais dont l'enracinement et la référence sera l'univers des pratiques de ceux et celles

qui seront là. L'Inodep aura le souci constant de la dialectique pratique/théorie/pratique, avant-garde/peuple/avant-garde."

Tout au long de ses années de présidence de l'Inodep International, Paulo Freire a animé des séminaires à Paris, de 1970 à 1976, qui ont permis d'avancer dans la précision du concept, du processus, de la visée de la conscientisation. "Il n'y a pas de conscientisation - disait-il en 1976 - s'il n'y a pas de conscience de classe, d'option de classe, s'il n'y a pas d'analyse des structures, s'il n'y a pas d'organisations populaires, de praxis vraiment révolutionnaire."

Quant à l'Institut d'action culturelle (IDAC), qu'il a créé en 1971 à Genève, avec des exilés politiques brésiliens, Paulo Freire entend qu'il traduise la pratique et la théorie de la conscientisation dans le contexte socio-culturel des sociétés hautement industrialisées.
Dans le premier numéro des documents trimestriels de l'IDAC, publié en 1973, Paulo Freire s'exprime sur le thème "conscientisation et révolution", et il tient à se positionner par rapport à deux dangers: celui de l'objectivisme, celui du subjectivisme.

"Maintes fois, j'ai été critiqué, non pas sur un manque de clarté dans l'analyse ou les bases théoriques de la conscientisation. Ces critiques révèlent la position objectiviste mécaniciste - par là même anti-dialectique - de ceux qui les formulent. En tant que mécanicistes, ils nient la réalité même de la conscience et, par voie de conséquence, refusent la conscientisation; mais je ne vois pour ma part aucune raison pour refuser le rôle de la conscientisation dans le processus révolutionnaire ... La problématique du facteur subjectif (conscience de la réalité d'oppression et volonté d'agir pour la dépasser) est au coeur à la fois de la réflexion philosophique et de l'action politique. Je me réfère à la question des relations entre sujet et objet, conscience et réalité, pensée et être, théorie et pratique. Tout essai pour comprendre ces relations qui se basent sur le dualisme sujet-objet, en niant leur unité dialectique est

incapable d'expliquer de façon satisfaisante, ces relations. En brisant l'unité dialectique sujet-objet, la vision dualiste implique la négation d'un des pôles: celui de l'objectivité en la soumettant aux pouvoirs d'une conscience qui la créerait selon son bon plaisir, celui de la subjectivité (réalité de la conscience et sa relative autonomie) qui ne serait alors qu'un simple reflet de l'objectivité".

Freire fait donc pièce à deux affirmations si souvent entendues: "changeons les structures et ... les mentalités seront transformées", "changeons les coeurs, et les structures se transformeront."

Quant au rôle de ce qu'on appelle "l'avant-garde", parfois confondue dans le parti ou dans un petit groupe "foquiste",[9] il la voit de la même manière dans un rapport dialectique avec le peuple et souscrit à ce que disait Mao: "le parti doit être la conscience critique du peuple, et le peuple doit être la conscience critique du parti".

Il refuse la relation de domination - surtout imposée au nom de la révolution! Pour lui, les groupes conscientiseurs, les partis doivent toujours apprendre avec, et en même temps que, le peuple. Si l'on veut briser les structures d'exploitation, de domination, d'aliénation, il faut lutter de façon permanente contre les dichotomies entre manuel/intellectuel, théorie/pratique, savoir/action. Il faut se poser la question de la connaissance: Quels modes d'acquisition des connaissances? Quels types de connaissances (quoi savoir? pourquoi savoir?) et reconnaître que la connaissance est un processus social.

Enfin, Paulo Freire éclaire la relation entre conscientisation et projet de société. Il ne s'agit nullement d'un projet de société pré-fabriqué, mais d'un projet qui se dévoile peu à peu, dans l'analyse des contradictions d'une société concrète, dans la lutte contre ces contradictions. Toutefois, le rêve, le désir "d'une autre chose", "d'un autrement", comme utopie mobilisatrice et créatrice sont à prendre en compte comme agents mobilisateurs pour faire

advenir ce qu'il appelle "les inédits viables historiques". Pour lui, les capacités d'anticipation du peuple sont importantes. Il aurait écrit comme Cabral "Notre lutte a toujours été faite de rêves impossibles."

## Le retour au Brésil

La fin des années 70 marque un changement dans la société brésilienne qui "se libéralise". Freire attend le moment où il pourra retrouver ce pays auquel il n'a jamais cessé de penser.

C'est un homme du sud qui veut retourner au sud! C'est un homme dont la latinité n'a jamais cessé d'être vivace en lui, surtout dans les pays à dominante anglo-saxonne où sa pensée ne s'est jamais trouvée à l'aise pour s'exprimer. C'est un homme qui s'est fait le reproche - et à qui on a fait le reproche - d'une distanciation grandissante entre une évolution théorique évidente et une pratique concrète allant diminuant, si l'on considère un engagement direct avec les milieux populaires.

En 1979, il retourne donc au Brésil et se fixe à Sao Paulo. Nous n'avons pas assez d'éléments pour dire ce qu'est, en ce lieu, le type d'apports nouveaux que Freire pourrait faire, surtout à partir de son travail avec les syndicats ouvriers. Mais ce que nous pouvons dire, c'est que son parcours en est certainement influencé.

## En guise de conclusion

Faut-il conclure alors, que le processus de conscientisation est un chemin ouvert? Nous ne le ferons pas en disant une parole définitive, mais en faisant quelques constats, en suscitant un questionnement.

On a dit que Paulo Freire n'avait pas eu de pensée originale au niveau de la théorie qu'il avait puisée dans les courants de pensée politiques, philosophiques, idéologiques et pédagogiques pour élaborer la sienne. On ne peut le nier et ces quelques pages le prouvent. Mais n'est-ce pas l'apanage d'un esprit ouvert, attentif à ce qui se passe dans le monde. La pensée, la théorie qui s'élaborent dans le secret d'un bureau et une solitude protégée sont beaucoup plus suspectes. C'est aussi une preuve que la conscientisation a le monde pour "école", que son espace ne saurait se circonscrire entre des murs protecteurs et ghettoïsants!

Des questions fondamentales se font jour qui donnent raison à la conscientisation en même temps qu'elles confortent son rôle irremplaçable.

La conjoncture de paupérisation et de précarisation grandissantes de nouvelles couches sociales dans les pays à technologies avancées et performantes pose de façon neuve le problème du "sens" de nos sociétés. La relation au "vivant" - manipulations génétiques - font surgir le problème de la vie même. La destruction croissante de la nature, avec les dangers qu'elle fait poindre, soulève la question du rapport de l'homme avec son environnement immédiat et planétaire. Les nouvelles formes de luttes en Europe, initiées par la base, à partir de la base, l'invention de formes renouvelées d'organisation, la perte de crédibilité des partis traditionnels (y compris de gauche) transforment et élargissent le champ du politique.

Il nous semble que dans cet univers de questionnements, les vieilles réponses ont perdu toute pertinence.

Il nous faut ré-inventer avec audace. Le processus de conscientisation peut y aider, quand bien même il n'en porterait pas le nom!

# Chapitre 10

# LES INTELLECTUELS-LES DANS LES LUTTES POPULAIRES

## Convergence et actualité de Freire et de Gramsci

Gérald Doré

Quand on le laisse seul
Le monde mental
Ment
Monumentalement

*Prévert*

Au cours d'une enquête menée en 1985-86 auprès de militant-e-s de classe populaire appartenant à des groupes populaires, des syndicats ou au Mouvement socialiste (voir Chapitre 8), plusieurs d'entre eux-elles ont abordé la question du rapport aux intellectuel-le-s dans leur organisation :

- "...c'té intellectuels-là qui sont du côté d'la classe ouvrière populaire.
- "Qui disent ..."
- "Ben là faudrait s'brancher, ils le disent-tu ou ben s'ils le sont?"

- "...si j'te dis parle comme moi, si tu veux être mon chum, tu vas parler comme moi. Tu vas t'forcer. Y ont-tu le pouvoir de s'forcer au moins?"
- "...OK ...OK j'suis ben prête à t'écouter, toi l'intellectuel, mais moi tu m'écoutes-tu? T'sé c'est ça moé que j'parle. Parce que moi j'me dis que on a autant besoin un de l'autre.
- "... ceux qui ont plus de connaissances avec les autres qui ont plus de vécu, c'est ensemble qu'on va arriver à faire quelque chose."

Cette question pouvait être abordée dans le contexte de cette enquête, parce qu'elle était reconnue de part et d'autre; ce qui ne peut être le cas dans les organisations où les intellectuel-le-s ne se reconnaissent pas pour ce qu'ils-elles sont, se prennent pour les classes populaires et/ou s'autorisent à parler et agir en leur nom et place.

Nous reviendrons plus loin sur la définition de l'intellectuel-le. Qu'il suffise d'indiquer pour le moment que les intellectuel-le-s dont il s'agit ici ne sont évidemment pas les seul-e-s "grands" intellectuel-le-s, ceux et celles qui sont consacré-e-s vedettes par les médias pour l'influence qu'ils-elles exercent sur les idées à l'échelle de toute la société. Au contraire, il faut inclure dans notre réflexion tou-te-s les intellectuel-le-s, c'est-à-dire tous ceux et celles qui exercent dans la société des fonctions reliées à la production et à la diffusion du savoir, du savoir-faire et des idéologies (éducateurs-trices, journalistes, travailleurs-euses sociaux-ales, sociologues, etc.).

Ils-elles nous intéressent notamment du fait qu'un certain nombre d'entre eux-elles se retrouvent aux côtés de membres de classe populaire dans des centrales syndicales, des groupes populaires et, éventuellement, des organisations politiques. En effet, la plupart de ces intellectuel-le-s "ordinaires" sont syndiqué-e-s et la question de leur rapport aux classes populaires se pose, pour beaucoup d'entre eux-elles, dans leur propre centrale syndicale. D'autres interagissent avec des personnes de classe populaire dans des groupes qui militent sur les conditions de vie ("groupes populaires"), soit à titre de membres de ces groupes, soit à titre de personnes-ressources, dans l'exercice de leur travail salarié (par exemple, certain-e-s

organisateurs et organisatrices communautaires de C.L.S.C.). Il s'en trouve enfin qui sont directement rémunéré-e-s par les syndicats ou les groupes populaires pour exercer des fonctions intellectuelles à l'intérieur même de ces organisations.

C'est moins le titre professionnel, le diplôme ou le niveau de revenu qui importent ici que la fonction exercée dans l'organisation et la différence culturelle découlant de la formation requise pour cette fonction. Peu importe que les agent-e-s en question aient terminé ou non leur diplôme d'études collégiales ou leur baccalauréat universitaire, qu'ils-elles aient pris leur formation au collège, à l'université, dans les sessions de leur syndicat ou de leur mouvement d'action catholique, qu'ils-elles soient bien salarié-e-s et syndiqué-e-s dans un C.L.S.C. ou mal rémunéré-e-s sur un poste à la merci des subventions de Centraide.

Au-delà des différences réelles qu'implique cette diversité de statuts, leur activité dans l'organisation a en commun de s'appuyer sur des connaissances et des habiletés qui les placent objectivement dans une situation de domination culturelle des bases populaires avec qui ils-elles travaillent ou militent. Et cette situation a de bonnes chances d'être assumée subjectivement du fait que les intellectuel-le-s ainsi défini-e-s, ont acquis leurs connaissances et leurs habiletés dans une société de classes, où elles sont associées à l'intériorisation d'un sentiment de supériorité et au culte d'un langage et d'un code de procédures fermés, qui constituent autant d'obstacles à franchir pour une authentique alliance avec les classes populaires.

C'est au coeur de cette contradiction que se situe la conscientisation. Le problème de l'alliance culturelle à bâtir entre intellectuel-le-s et classes populaires est la trame de fond de la réflexion de Paulo Freire dans Pédagogie des opprimés, écrit en 1969, aussi bien que dans Conscientisation et révolution, écrit en 1973. C'est sous le thème du dialogue, de la "relation dialogique" entre les "leaders révolutionnaires" et les "masses", ou encore entre "l'éducateur humaniste, révolutionnaire", "l'éducateur conscientisant" et les "opprimés" que cette question est abordée.

## Freire et la question des intellectuels-les

Pour Freire, personne n'est mieux préparé que les opprimé-e-s pour comprendre la signification d'une société oppressive. Mais leur connaissance d'eux-elles-mêmes comme opprimé-e-s est paralysée du fait qu'ils-elles ont intériorisé la justification que l'oppresseur donne de leur situation.[1] Pour dénouer ce noeud, un rôle fondamental revient à ceux et celles qui passent "du pôle des oppresseurs au pôle des opprimés"[2] ou pourrions-nous ajouter, à ceux et celles qui ont été formé-e-s pour remplir leur fonction dans le pôle oppresseur et qui décident de faire servir leurs connaissances et leurs habiletés à la cause du peuple..

A ce stade, se pose pour Freire un nouveau problème, celui de l'authenticité de l'adhésion au peuple chez ceux et celles qui effectuent ce passage. La solidarité n'est pas une prise de position verbale portée par une théorie politique, quand elle est à la mode. Elle ne se ramène pas non plus à un cercle de "semblables-à-soi", où, à l'abri des concerné-e-s, on échafaude pour eux-elles les meilleurs projets de société. Dans l'adhésion authentique, les opprimé-e-s ne sont pas une "entité abstraite", mais des femmes et des hommes en chair et en os, avec qui on lutte[3] et par conséquent, que l'on côtoie réellement et souvent, avec qui on parle et on partage des émotions, dans une relation vécue où des différences de langage, d'attitudes, de comportements et d'apparence viennent troubler les habitudes acquises et les modes de relation appris dans le contexte d'une autre classe sociale. L'expérience n'est donc pas qu'intellectuelle, mais existentielle, non seulement de l'ordre des idées et des connaissances, mais du vécu et des émotions. Elle est insécurisante pour des gens éduqués à cultiver des distances professionnelles et à entretenir un sentiment de supériorité culturelle par la magie du langage conceptuel et la maîtrise des techniques et procédures. "C'est là généralement, écrit Freire, une étape difficile pour ceux qui font ce genre de découverte ... les normes de la domination sont tellement ancrées à l'intérieur d'eux-mêmes que ce renoncement est pour eux presque une mort."[4] Dans Lettres à la Guinée-Bissau sur l'alphabétisation, publié en 1978, il reprendra l'expression très forte employée à ce sujet par le leader

révolutionnaire de ce pays, Amilcar Cabral: le nécessaire suicide de la petite bourgeoisie comme classe.[5]

*Photo : Jornal da Educaçao, Brésil*

Cette étape est donc un moment de vérité: on avance ou on recule, on se laisse interpeller ou on se raidit sur ses positions, on se replie parmi ses semblables (avec ou sans discours progressiste), ou on franchit le seuil de sa propre classe pour s'ouvrir à un nouveau champ de relations humaines, chargé d'émotions et d'imprévus. Freire emploie à ce sujet, après Guevara, une expression dont ceux et celles qui refusent de franchir ce seuil feront facilement (trop facilement) les gorges chaudes. Il parle d'un "acte d'amour".[6]

L'engagement authentique avec le peuple exige des intellectuel-le-s un "retour constant sur eux-mêmes". Il doit avoir "la signification profonde d'une re-naissance".[7] La vision selon laquelle l'intellectuel-le se considère propriétaire du savoir qui va libérer les opprimé-e-s, et qu'il leur impose, est périmée (ne serait-ce que par les fruits empoisonnés qu'elle a produits). Le contenu du dialogue avec les opprimés peut varier "en fonction des conditions historiques, en fonction du niveau de perception de la réalité qu'on atteint les opprimés", mais il est toujours d'actualité. On

ne saurait lui substituer les slogans et la relation verticale parce qu'on ne peut "prétendre libérer les opprimés avec des instruments de "domestication" ..."[8] Le dialogue suppose "que nous ayons confiance dans les hommes opprimés. Que nous les croyons aussi capables de porter des jugements valables."[9]

Pour s'engager dans la lutte, les opprimé-e-s ont besoin d'arriver par eux-elles-mêmes à partir de leur réflexion sur leur propre expérience, à la conviction de la nécessité de la lutte, comme l'ont fait avant eux-elles les militant-e-s politisé-e-s qui les accompagnent dans ce cheminement.[10]

L'éducation conscientisante vise à dépasser la contradiction éducateur/élève: "L'éducateur n'est plus celui qui simplement éduque, mais celui qui en même temps qu'il éduque, est éduqué dans le dialogue avec l'élève."[11] Et sans doute un des gros problèmes en éducation populaire est-il celui de l'éducation populaire des intellectuel-le-s qui se retrouvent dans les organisations des classes populaires. "Comment puis-je dialoguer, écrit Freire, si je projette sur l'autre l'ignorance, c'est -à-dire si je la vois toujours chez l'autre et jamais chez moi?"[12] Comment puis-je dialoguer si je réfléchis, je parle et j'agis à la place de l'autre? C'est dans le dialogue avec les masses populaires et non dans ses livres qu'un-e intellectuel-le politisé-e peut connaître "non seulement la situation objective où elles se trouvent, mais encore la conscience qu'elles ont de cette situation, leurs différents niveaux de perception d'elles-mêmes et du monde dans lequel et avec lequel elles vivent".[13] Il-elle a d'ailleurs besoin de cette connaissance pour apporter efficacement sa contribution spécifique qui consiste à "présenter aux individus les dimensions significatives de leur situation de façon qu'ils puissent par une analyse critique, découvrir les interactions entre les éléments de cette situation" et ainsi renouveler leur perception et leur compréhension de la réalité "en se situant à un niveau qu'elles n'avaient pas encore atteint."[14]

Le renouvellement de compréhension de la réalité par les classes populaires, à partir de la réflexion sur leur expérience vécue, est la base du renouvellement de leur pratique, le seul chemin par où peut passer le courant entre la réalité telle que vécue individuellement, localement, et la réalité politique à l'échelle de la société. En prenant

les opprimé-e-s pour des réceptacles de leurs slogans ou de leur propagande ("éducation bancaire"), en les considérant comme des simples exécutant-e-s de leur décision, les "leaders" (animateurs-trices, éducateurs-trices, responsables politiques, etc) leur refusent la véritable praxis (praxis= action/réflexion/action/...) et par conséquent, écrit Freire, "ils se dépouillent de la leur".[15] "Est impossible, écrit-il encore dans la conclusion à Conscientisation et révolution, la dichotomie (la séparation) entre l'intention du militant, qui est politique, et les méthodes, les techniques et les procédés par lesquels cette intention se traduit dans la pratique."[16]

Et sans doute est-il opportun d'ajouter que cette critique s'adresse aussi bien aux leaders sorti-e-s du peuple qu'à ceux-celles qui sont passé-e-s du pôle oppresseur au pôle opprimé.[17] L'acquisition, par la formation dans l'action plutôt qu'à l'école, de connaissances et d'habiletés d'analyse, de communication et d'organisation peut tout aussi bien se vivre comme l'accès à un statut supérieur, et se traduire dans des attitudes de domination et d'imposition à l'égard de sa propre classe d'appartenance. Dans certains processus avancés de conscientisation, on a même pu observer un retournement de situation dans lequel des leaders populaires, devenu-e-s des intellectuel-le-s au sens où nous l'entendons ici, se sont placé-e-s dans un rapport de compétition avec les intellectuel-le-s d'origine de leur organisation, cherchant à imposer leur point de vue sans attitude dialogique à l'égard de celui des autres. Comme quoi, pour les leaders populaires comme pour les intellectuel-le-s formé-e-s à l'école dominante, la conscientisation est une processus constamment à reprendre.

Enfin, la critique de Freire ne concerne pas seulement les individus, mais aussi bien les organisations politiques qui ont comme visée de défendre les intérêts populaires. "Le parti révolutionnaire qui refuse d'apprendre avec les masses populaires, écrit Freire, brise l'unité dialectique enseigner et apprendre. Il n'est plus révolutionnaire, il est devenu élitiste. Il oublie un avertissement fondamental de Marx, dans sa troisième thèse sur Feuerbach: "... L'éducateur a lui-même besoin d'être éduqué."[18]

## Gramsci et la question des intellectuels-les

Cette question du rapport des intellectuel-le-s aux masses populaires avait été posée bien avant Freire, dès les années vingt et trente par un militant intellectuel italien, lié aux luttes ouvrières et à la fondation du parti communiste de son pays.[19] Sa pensée, longtemps remisée sur les tablettes de l'histoire, parce qu'elle contrariait la conception stalinienne de l'action politique, a fait l'objet d'une re-découverte dans les milieux militants des années soixante-dix. Un intellectuel québécois, Jean-Marc Piotte, a d'ailleurs largement contribué à cette résurgence par la publication, en 1970, d'un livre intitulé La pensée politique de Gramsci.[20] Gramsci est devenu à cette époque un auteur à la mode dans le jet set de la gauche québécoise, et on peut se demander à juste titre comment il se fait qu'aussi peu d'intellectuel-le-s de gauche aient tiré les conclusions pratiques de cette pensée, pour laquelle "il n'y a pas action unilatérale des intellectuel-le-s sur les masses, mais action réciproque par laquelle la classe elle aussi influence idéologiquement les intellectuels."[21]

DR

*Antonio Gramsci*

Les choses se sont passées comme si la pensée de Gramsci avait été retournée par les intellectuel-le-s de gauche d'ici pour leur servir à se penser davantage eux-elles-

mêmes plutôt qu'à penser et surtout transformer leur rapport aux classes populaires. Et sans doute que si on avait compris le sens pratique et existentiel de la pensée de Gramsci plutôt que de chercher à la placer dans les discours et les écrits du moment, le lien aurait-il été plus tôt fait entre cette pensée et celle de Freire; et les exigences pratiques qu'elles comportent. Deux pensées qui se répondent du nord au sud, d'une conjoncture à l'autre, dans l'histoire des luttes de libération.

Pour ma part, je suis venu à Gramsci en retard, bien après Freire, et c'est en lisant le chapitre "Les intellectuels" du livre de Maria-Antonietta Macciocchi, Pour Gramsci,[22] que j'ai été frappé de l'intensité de la convergence.

Contrairement à l'image idéaliste que beaucoup d'intellectuel-le-s aiment bien donner d'eux-elles-mêmes, Gramsci ne les considère pas au-dessus ou en dehors des rapports entre les classes sociales, mais bien dans ces rapports. De la même manière qu'un organe n'existe pas en dehors de la place qu'il occupe et de la fonction qu'il remplit dans un être vivant (un "organisme"), l'intellecutel-le ne peut être défini en dehors de la place qu'il occupe et de la fonction qu'il remplit dans les rapports qui s'établissent entre humain-e-s divisé-e-s en classes sociales, du fait des places différentes qu'ils-elles occupent dans l'économie. C'est cette liaison "organique" aux classes sociales qui définit sociologiquement les intellectuel-le-s. Chaque classe sociale a besoin de ses intellectuel-le-s "qui lui assurent homogénéité et conscience de sa propre fonction, non seulement dans le secteur économique, mais aussi dans le secteur social et politique."[23] Et plus une classe accède à une position dominante dans la société, plus elle intègre à son service "des intellectuel-le-s nombreux et variés de façon à pouvoir jouer son rôle de domination et de direction à tous les niveaux de la société."[24]

On n'a qu'à penser ici à la multiplicité et à la complexité des fonctions d'organisation, de recherche, de communication, de formation, etc. qui s'exercent dans notre société

capitaliste avancée, aussi bien dans l'Etat que dans les entreprises. Le phénomène a atteint une telle ampleur que les agent-e-s défini-e-s par ces fonctions (cadres intermédiaires et inférieurs, professionnel-le-s salarié-e-s) en sont venu-e-s, contrairement à ce qu'observait Gramsci pour son temps,[25] à se constituer en une véritable classe intermédiaire (nouvelle petite bourgeoisie ou petite bourgeoisie salariée), essentiellement définie par ses fonctions politiques et idéologiques.[26]

En corollaire, une des conditions pour qu'une classe donnée progresse comme classe montante est qu'elle réussisse à produire ou à s'incorporer des intellectuel-le-s qui participent à son organisation et à son influence. C'est sur ce terrain de la possible liaison organique entre intellectuel-le-s et classes dominées que s'opère la convergence entre Gramsci et Freire. La question du dialogue entre l'éducateur-trice conscientisant-e et le-la leader révolutionnaire et les opprimé-e-s est la question de la liaison organique de l'intellectuel-le aux masses populaires.

L'intellectuel-le organique de Gramsci peut surgir "directement de la masse", comme plus tard le leader de Freire pourra sortir du peuple. Mais il peut tout aussi bien s'agir d'un "intellectuel bourgeois" qui "adhère au programme du prolétariat et à sa doctrine, se fond en lui, participe à son essence et en devient partie intégrante".[27] C'est le passage du "pôle des oppresseurs au pôle des opprimés" de Freire. Et la convergence de Freire et de Cabral sur la difficulté et les exigences de ce passage répond, à quelque quarante ans d'écart, à celle de Gramsci et de Lénine pour qui "le processus de création" d'idéologues de la classe ouvrière "et d'affranchissement de l'intellectuel de ses attaches petites-bourgeoisies est long, douloureux, difficile (et incertain)."[28]

La maîtrise de cette difficulté repose essentiellement sur la capacité de l'intellectuel-le de "prendre pour point de départ le sens commun, philosophie spontanée des masses",[29] de se laisser émotivement interpeller par elles, et de cheminer, à partir du sens commun, pour le dépasser dans un mouvement critique aboutissant, avec les masses, à une conscience d'elles-mêmes et de leur place dans l'histoire. Ces trois dimensions de la mutation culturelle de l'intellectuel-le appellent des commentaires.

Au point de départ, l'intellectuel-le de métier doit apprendre à reconnaître avec Gramsci que: "... tous sont déjà cultivés car tous pensent, tous rapprochent causes et effets."[30] ; pensée à laquelle fait écho l'aphorisme de Freire "nul n'ignore tout et nul ne sait tout."[31] Pour Gramsci, "tous les hommes sont intellectuels ... mais dans la société tous les hommes n'ont pas une fonction d'intellectuels."[32] Il existe un savoir populaire à reconnaître et "son mérite ... ne réside pas seulement dans le fait, écrit Gramsci, que le sens commun fait appel quoique implicitement, au principe de causalité, mais dans le fait que, d'une façon beaucoup plus précise, il sait reconnaître par une série de jugements, la cause exacte, simple, immédiate, sans se laisser séduire par les arguties et les obscurités métaphysiques, pseudo-profondes, pseudo-scientifiques."[33]

La reconnaissance authentique et pleinement consentie de ce savoir du peuple sur sa propre expérience est intimement reliée à la deuxième dimension qui est la disponibilité de l'intellectuel-le à se laisser atteindre émotivement dans sa relation au peuple. (eh oui! lui ou elle, comme les autres). Gramsci était déjà explicite à ce sujet:

> "L'erreur de l'intellectuel consiste à croire qu'il peut savoir sans comprendre et surtout sans sentir et se passionner ... C'est une erreur de croire que l'intellectuel peut être tel (et non pas un simple pédant) s'il prend des distances et se coupe du peuple-nation, c'est-à-dire, s'il ne sent pas les passions élémentaires du peuple pour les comprendre et donc les expliquer et les justifier par rapport à une situation historique donnée et les relier dialectiquement aux lois de l'histoire, à une conception du monde élaborée de façon scientifique et cohérente ..."[34]

Il ne s'agit pas en effet pour l'intellectuel-le organique - et c'est là notre troisième dimension- de confirmer les gens dans la philosophie du sens commun, mais bien de les outiller pour qu'ils accèdent à "une conception supérieure du monde". Si la "philosophie de la praxis" - le marxisme - affirme comme nécessaire le contact entre

intellectuel-le-s et gens du peuple, "ce n'est pas pour réduire l'activité scientifique et maintenir l'unité au plus bas niveau des masses mais précisément pour édifier un bloc intellectuel - moral, rendant politiquement possible un progrès intellectuel des masses et pas seulement de quelques groupes d'intellectuels."[35] En conscientisation, on dira que l'attention au vécu des milieux populaires ne présenterait guère de pertinence politique, si elle n'avait d'autre but que de leur retourner l'image de leurs conditions de vie, telle qu'ils la perçoivent déjà eux-mêmes. Pour Freire, "les thèmes qui proviennent du peuple reviennent à lui sous forme de problèmes à résoudre." Plus les intervenants-es entrent dans l'univers culturel de la base sociale avec laquelle ils-elles travaillent, "plus ils se rapprochent du noyau central des contradictions principales et secondaires dans lesquelles vivent les gens". Et leur travail consiste à proposer au peuple, par le biais de ces contradictions, sa situation présente "comme un problème qui le met au défi et donc exige de lui une réponse non seulement au niveau intellectuel, mais à celui de l'action."[36]

Ce mouvement dont parle Gramsci entre intellectuel-le-s et masses populaires est dialectique, c'est-à-dire qu'il se vit dans les contradictions de la réalité. C'est de ce mouvement incessant que de nouvelles couches intellectuelles, "issues de la masse elle-même" naissent, en même temps que des intellectuel-le-s déjà institué-e-s comme tel-le-s parcourent le chemin inverse, "c'est-à-dire qu'ils vont à la rencontre des masses, pour s'y mêler et s'y fondre de façon organique.[37] Et ce mouvement critique correspond bien à ce que Freire et d'autres avec lui, nommeront plus tard, à partir de leur propre expérience, la "conscientisation".

Bien qu'il soit plus approprié de parler de convergence plutôt que d'influence - Freire ne se référant pas à Gramsci dans l'élaboration de sa pensée - il faut voir les similitudes frappantes qui les caractérisent à bien des égards. Par exemple, la dénonciation par Freire de la vision "bancaire" de l'éducation dans laquelle celle-ci devient "un acte de dépôt où les élèves sont les dépositaires et l'éducateur le déposant ... une donation de ceux qui jugent qu'ils savent, à ceux qu'ils jugent ignorants"[38] correspond en tous points à la critique par Gramsci de la culture bourgeoise. Cette manière de "concevoir la culture, écrit Gramsci, correspond au savoir encyclopédique dans lequel l'homme

n'est vu que sous la forme d'un récipient qu'il faut remplir et bourrer de données empiriques, de faits bruts et isolés, qu'il devra ranger dans son cerveau comme dans les colonnes d'un dictionnaire, pour pouvoir répondre à chaque occasion aux sollicitations du monde extérieur."[39]

L'intuition même de la conscientisation se retrouve dans la conception que Gramsci se fait de la culture pour le prolétariat: "C'est une façon d'organiser, de maîtriser son propre moi intérieur, une manière de prendre en main sa personnalité propre, d'accéder à une conscience supérieure (souligné de l'auteur) par laquelle on parvient à comprendre sa propre valeur historique, son propre rôle dans la vie, ses propres droits et ses propres devoirs."[40] Freire parlera de son côté d'un "processus dans lequel des hommes, en tant que sujets connaissants, et non en tant que bénéficiaires, approfondissent la conscience qu'ils ont à la fois de la réalité socio-culturelle qui modèle leur vie et de leur capacité de transformer cette réalité."[41]

Ce dernier aspect de l'action articulée à la réflexion - qui est l'image de marque du marxisme comme théorie de l'histoire[42] - est évidemment déjà fortement soulignée chez Gramsci. La philosophie de la praxis "implique le rapport nécessaire entre théorie et action, le connaître pour le transformer; et par "praxis" et "transformation", Gramsci désigne le travail révolutionnaire des masses, non pas au sens abstrait mais en liaison avec la vie réelle, la pratique, la révolution historique concrète qui, dans les masses, "trouve la source des problèmes à étudier et à résoudre".[43]

Avant Freire, Gramsci aura reconnu que c'est en partant avec le peuple, de là où il est, qu'on peut arriver avec lui à reconnaître et dépasser les contradictions qui marquent ses conditions d'existence. "Chaque révolution, écrit Gramsci, a été préparée par un travail intense de critique, d'offensive culturelle, de pénétration des idées à l'intérieur de groupe d'hommes, d'abord réfractaires et seulement soucieux de résoudre au jour le jour, instant par instant, leurs propres problèmes économico-politiques, pour leur compte personnel et sans le moindre lien de solidarité avec ceux qui se trouvaient dans les mêmes conditions..."[44]

Ce genre de situation est le plus souvent le point de départ d'où s'amorce, en lien avec une pratique, le passage d'une conscience individuelle (je vis tel problème) à une conscience de groupe ou communautaire (nous sommes plusieurs à vivre le même problème, nous pouvons nous entraider) et de la conscience communautaire à la conscience de classe (les problèmes que nous vivons sont liés aux autres problèmes vécus par l'ensemble des travailleurs-euses: la solidarité dans la lutte s'impose).[45]

L'expérience dans laquelle Freire a mis au point sa pédagogie de la conscientisation est celle qu'il a menée avec des paysan-ne-s et des ouvrier-e-s agricoles apprenant à lire leur réalité et à agir sur elle à travers l'apprentissage de la lecture et de l'écriture des mots qu'ils employaient pour en parler. Au Québec, c'est surtout dans les luttes sur des problèmes liés aux conditions de vie que la conscientisation a planté ses racines. Comme le rappelle à juste titre Colette Humbert, la conscientisation est née "en dehors des organisations politiques issues du mouvement ouvrier historique (syndicats et partis politiques de gauche)... dans les groupes et organisations populaires autonomes".[46] Il faut voir qu'il s'agit là d'une conjoncture fort différente de celle dans laquelle Gramsci concevait la liaison organique entre l'intellectuel et les masses populaires.

Gramsci vivait dans la pleine effervescence du "mouvement ouvrier historique". Il a milité au parti socialiste italien. Il a connu le moment historique des grandes scissions qui, dans plusieurs partis socialistes européens, ont donné naissance aux partis communistes. Il a été lui-même, en 1921, un des fondateurs du parti communiste italien, dont il devait devenir dirigeant et député jusqu'à son emprisonnement en 1926.

Sa conception du parti est cohérente avec sa conception du rôle des intellectuel-le-s lié-e-s aux masses populaires. Il le voit comme un "intellectuel collectif".[47] Il doit être en mesure non seulement d'opérer la transformation de la base économique de la société mais d'exercer sur elle un leadership intellectuel et moral - ce que Gramsci appelle "l'hégémonie". Il doit être l'artisan d'une "révolution culturelle"[48] qui

transforme les prolétaires en intellectuel-le-s capables de penser leur place dans les rapports sociaux et dans l'histoire.

Contrairement à la tendance qui prévaudra par la suite dans les partis communistes, sous l'influence du stalinisme, "il ne s'agit pas, pour Gramsci, d'attendre que les conditions économiques soient mûres, car c'est tout au contraire le mûrissement de la nouvelle vision du monde qui précipite le moment du changement infrastructurel",[49] c'est-à-dire économique. La condition préalable de l'avènement du socialisme est "l'instauration d'une nouvelle hégémonie qui garantisse, avant même la prise du pouvoir, l'exercice d'une nouvelle direction culturelle de la part de la classe ouvrière."[50]

Le "rôle pédagogique indiscutable"[51] que Freire attribuera au parti révolutionnaire était prévu par Gramsci. On notera la convergence entre le passage qui suit et les niveaux en conscientisation :

> "... le parti révolutionnaire ne peut laisser les masses au niveau des revendications économiques corporatistes qui n'est que le premier et le plus élémentaire moment du processus plus général ... et auquel fait suite un second moment, "celui au cours duquel on atteint à la conscience de la solidarité des intérêts entre tous les membres d'un groupe social, mais dans un domaine encore purement économique". Le saut qualitatif est effectué par le troisième moment, "celui au cours duquel on prend conscience que ses propres intérêts corporatifs, dans leur développment présent et à venir, dépassent le cadre d'un simple groupe économique et peuvent, doivent même, devenir les intérêts des autres groupes subordonnés."[52]

## Actualité de Gramsci et de Freire

Si à quelque quarante ans d'écart, la conception du rôle des intellectuel-le-s du parti de l'Italien Gramsci a été en quelque sorte réactualisée dans la conception conscientisante de l'éducation du brésilien Freire, c'est sans doute qu'elle n'était pas encore accomplie dans l'histoire et qu'elle continuait à se poser comme un défi à relever pour ceux et celles qui s'inscrivent dans un rapport de solidarité avec les classes opprimées. Et vingt-cinq ans après les premières expériences de Freire, la question se pose encore dans les mêmes termes.

Beaucoup d'intellectuel-le-s qui se voulaient du côté des classes populaires ont lu Gramsci ou Freire - selon le courant dans lequel ils se situaient. Ils-elles en ont parlé, les ont commentés, s'en sont faits des maîtres à penser du moment, les ont critiqués, puis sont passés à d'autres analyses et d'autres auteur-e-s, en esquivant le défi existentiel qu'ils nous invitent à relever.

La conscientisation et d'autres pratiques dans la même veine ont malgré tout effectué une percée au Québec à compter des années soixante-dix. Pratiques de conscientisation[53] a rendu compte d'une partie d'entre elles. Des acquis existent, mais ils sont fragiles, portés à bout de bras par des militants et militantes dont l'option pour les classes populaires est intégrée au projet de vie. Les pratiques de conscientisation sont notamment vulnérables aux sursauts des organisations auxquelles sont rattaché-e-s plusieurs des agent-e-s qui les animent. Ils-elles les y soutiennent d'ailleurs la plupart du temps à contre-courant des orientations dominantes de ces organisations.

Dans le champ des services sociaux auquel ont été traditionnellement rattachés plusieurs animateurs et animatrices de pratiques de conscientisation, l'étau se resserre. L'incitation sinon la contrainte, se fait de plus en plus pressante pour que les allié-e-s du peuple rentrent dans le rang.

L'heure n'est pas à la mobilisation de ceux et celles qui vivent les problèmes, mais au recrutement et à la coordination de bénévoles appelé-e-s à compenser le désengagement de l'Etat. Les groupes d'entraide de courte durée, axés sur la psychologie des membres, plutôt que sur les situations sociales d'où originent leurs problèmes, sont les mieux vus sinon les seuls tolérés. Et le conformisme avec lequel la majorité des intervenant-e-s se coulent dans leurs fonctions d'intellectuel-le-s organiques de la bourgeoisie néo-libérale québécoise n'aide pas la minorité qui cherche à vivre sa pratique professionnelle comme un rapport de solidarité.

Dans le réseau des groupes populaires, des pratiques liées à la culture et aux intérêts populaires survivent et se développent malgré un environnement caractérisé par un recul sur des pratiques d'aide conventionnelle.

En effet, certains groupes n'ont plus de "populaire" que le nom qu'on continue à leur donner. On y retrouve peu ou pas de personnes des classes populaires, sinon comme usager-ères de services, et les enjeux collectifs n'y sont plus à l'ordre du jour. Des intellectuel-le-s déclassé-e-s par la crise s'y maintiennent en emploi, sur un marché du travail précaire, en donnant des services avec des moyens de pénurie. L'Etat impose ses conditions. La pratique se redéfinit en fonction des subventions possibles.[54]

Dans les syndicats, des pratiques d'éducation syndicale dans la ligne de la conscientisation, mais sans le nom, existent depuis des années. Elles continuent à s'y mener discrètement, à contre-courant de la débâcle politique. Le divorce qui a toujours existé entre le discours politique radical des "instances" et la culture politique concrète des membres de classe populaire dans les syndicats locaux est consommé. Le courant n'a pas circulé, vraiment pas, dans l'axe: syndicats locaux - militants-e-s politisé-e-s - organisations politiques.[55] La réflexion sur le projet politique est à refaire et autrement ... en espérant que le renvoi de la question aux options personnelles ne soit que provisoire.

Sur le plan de l'organisation politique proprement dite, on ne peut passer sous silence la lente, douloureuse et encore incertaine gestation d'un mouvement socialiste, apte à remplir le vide laissé par la désillusion péquiste.

Le 19 janvier 1980, un comité appelé "Comité des 100" (à cause du nombre de ses recrues), se réunissait pour la première fois, en vue de préparer la fondation de ce mouvement. Le recrutement s'était effectué sur la base d'une représentation égale des cinq composantes suivantes: CSN, FTQ, CEQ, universités, groupes populaires. Il s'agissait en fait d'une rencontre d'intellectuel-le-s, au sens où nous l'avons défini, où ceux-celles de formation universitaire étaient nettement majoritaires par rapport aux intellectuel-le-s formé-e-s dans l'action. Inspiré par mon expérience politique antérieure, le bout de chemin déjà parcouru en conscientisation et la composition même de l'auguste assemblée à laquelle je participais, je n'avais pu résister à la tentation d'y réciter au micro ce poème de Prévert:

Il ne faut pas laisser les intellectuels jouer avec les allumettes
Parce que Messieurs quand on le laisse seul
Le monde mental Messssieurs
N'est pas du tout brillant
Et sitôt qu'il est seul
Travaille arbitrairement
S'érigeant pour soi-même
Et soi-disant généreusement en l'honneur des travail-
leurs du bâtiment
Un auto-monument
Répétons-le Messssssieurs
Quand on le laisse seul
Le monde mental
Ment
Monumentalement [56]

A part quelques manifestations de complicité, mon intervention était tombée à plat. Nous n'étions pas plus prêt-e-s à tirer des conclusions pratiques de Prévert que de Freire ou de Gramsci!

S'en suivirent près de deux années fébriles de travail en commissions et en plénières, d'adoption de statuts et de résolutions ... loin, très loin de la culture politique et de la culture tout court de militants et militantes de classe populaire qui, à partir de leur expérience dans leur syndicat local ou dans leur groupe populaire, auraient été prêt-e-s à aborder à leur rythme et à leur manière la question de l'action politique. En septembre 1980, une résolution avait été adoptée, à l'effet que "les membres du Comité des 100 établissent des contacts auprès d'individus pouvant renforcer l'organisation". Ce libellé anémique exprimait en fait un compromis, au terme d'un débat animé sur l'opportunité d'aller sur les terrains de lutte des militant-e-s de classe populaire, prendre leur pouls sur le mouvement en formation. Encore sous le choc des menées m.-l. et trotskystes dans les "instances" de leur centrale, des permanent-e-s syndicaux-ales s'étaient montré particulièrement hostiles à cette conception organique de la construction du mouvement. Finalement, nous avions été trois (!) à donner suite au mandat de l'assemblée, et le rapport de cette "opération contacts" fut reçu, six mois plus tard, dans l'indifférence générale.[57]

Puis ce fut la fondation du Mouvement socialiste, à la fin de 1981, avec le lancement d'un manifeste qui cherchait à rendre l'esprit des centaines de pages débattues et adoptées pendant ces deux années. Le manifeste fut un succès de vente: plus de 10,000 exemplaires. Et après? Au premier congrès, le Mouvement comptait cinq cents membres. Une résolution sur l'intégration aux structures du Mouvement d' "unités de base ouvrières et populaires" y fut battue. Les premières années du Mouvement furent occupées à la liquidation d'une faction trotskyste, la traversée d'un lourd débat sur l'opportunité de l'action électorale, la discussion et l'adoption de résolutions de programme, une première expérience électorale (en 1985). En même temps, dans quelques régions, à contre-courant du style politique de l'ensemble du Mouvement, commençait à prendre forme une participation significative de militants et militantes de classe populaire.

Des intellectuel-le-s qui avaient pris beaucoup de place quittaient en nombre le Mouvement, laissant une marge d'initiative à d'autres plus discrèt-e-s, mais plus sensibles au rôle pédagogique d'un parti orienté vers les intérêts des classes populaires. Cette modification de la composition et du style politique du Mouvement socialiste m'apparaît aujourd'hui plus importante que la baisse numérique de ses effectifs depuis la fondation. On peut, me semble-t-il, la considérer comme significative et prometteuse.

Parmi les auteur-e-s de ce livre, certain-e-s sont membres du Mouvement socialiste, d'autres pas. Lorraine et moi avons préféré, en 1983, nous donner les coudées franches pour mener une démarche de réflexion politique avec des militants et militantes de classe populaire, plutôt que d'épuiser nos énergies dans un style politique qui, selon nous, ne correspondait pas à la culture et à l'expérience politiques de ces militant-e-s. Nous décrivons au chapitre 8 la démarche dans laquelle nous sommes engagé-e-s.

En résumé, il existe actuellement au Québec, dans un contexte hostile et difficile, des pratiques conscientisantes et autres, de formation dans l'action, qui se mènent sur le terrain des luttes syndicales et des luttes sur les conditions de vie. En y réfléchissant sur leur vécu de lutte, des militants et militantes de classe populaire y renforcent leur conscience de la nécessité de changements politiques. Il est significatif que 75% des répondant-e-s de classe populaire à l'enquête mentionnée au début de ce chapitre reconnaissent l'absence d'un parti politique qui défende les intérêts des classes populaires. En même temps, une organisation politique orientée vers les intérêts populaires cherche à prendre racine.

Les deux pôles, syndicats/groupes populaires, d'un côté, et organisation politique, de l'autre, ont besoin de se renforcer et de se développer, en même temps qu'il est nécessaire que le courant passe entre les deux. Colette Humbert a bien mis en évidence les obstacles à surmonter pour que s'opère l'articulation entre organisations populaires et organisation politique. Ils sont objectifs ou structurels: différences dans

le type d'organisation, le champ d'action (local/national), le type de pouvoir interne (décentralisé/centralisé), l'appartenance de classe des membres (classe populaire/petite bourgeoisie) et le type de formation (dans l'action/spécialisée). Ils sont subjectifs ou culturels: langage, comportements, habitudes.[58]

Et nous revenons à notre question du rapport des intellectuel-le-s aux classes populaires. Les intellectuel-le-s ont un rôle essentiel à jouer pour que ces ferments de conscientisation et de politisation dont nous avons parlé combinent leurs effets et soulèvent la pâte sociale en un véritable mouvement à l'échelle de toute la société. Et pour que ça arrive, il est urgent, pour le moment, au Québec, de donner la priorité au facteur subjectif ou culturel. Il faut que plus d'intellectuel-le-s de gauche vivent des pratiques qui les mettent en contact direct et continu avec les classes populaires, qu'ils se laissent interpeller et remettre en question dans ce rapport vécu, qu'ils soient eux-elles-mêmes sujets de leur propre éducation populaire, qu'ils-elles fassent ce "chemin inverse" dont parle Gramsci.

Il s'agit là d'une expérience existentielle de mutation culturelle à vivre comme telle, pour ce qu'elle est, et pour laquelle il n'existe aucun substitut connu: ni diplôme, ni verbalisme, ni connaissance des "auteurs", ni fréquentation des jet set, ni ligne juste. Inutile d'essayer d'exorciser ce défi en criant des noms comme "populisme" ou "basisme". Il faut le relever.

# CONCLUSION

Les pratiques présentées dans ce volume nous révèlent que des militants et des militantes réussissent, à force de créativité, à concrétiser leur visée conscientisante à l'intérieur d'activités très diverses, qu'il s'agisse de formation populaire ou syndicale, de services ou de luttes. Que ce soit dans un atelier d'alphabétisation, dans une lutte pour l'obtention de HLM ou contre l'ingérence de l'Etat dans la vie privée des assistées sociales et assistés sociaux, des pratiques ont été développées pour favoriser l'émergence d'une conscience critique et la mise à jour des rapports de force politiques. La variété des enjeux en cause et la diversité des milieux concernés montrent que la conscientisation, en tant que stratégie culturelle d'alliance avec les classes populaires, peut s'enraciner dans de multiples conjonctures et permettre le renouvellement des pratiques dans plusieurs champs d'intervention.

Les efforts relatés pour favoriser la jonction entre féminisme et conscientisation sont particulièrement éloquents à cet égard. En montrant comment l'oppression des femmes peut être vécue différemment selon la classe d'appartenance, en portant attention aux multiples facettes de la culture des femmes de classe populaire, en tentant d'agir avec les contradictions existantes entre les leaders féministes et les femmes de milieux populaires, l'intervention conscientisante ouvre une piste intéressante pour le travail sur l'oppression des femmes en milieu populaire.

Par ailleurs, les expériences rapportées dans ce volume montrent que le travail de conscientisation commence à déboucher sur la politique. L'enquête du Groupe Carillon a permis à des militan-e-s de plusieurs organisations populaires et syndicats locaux d'aborder la réflexion sur la politique dans des termes et à un rythme respectueux de leur cheminement. Cette expérience rejoint un axe fondamental de la

conscientisation, à savoir celui qui incite à créer des liens solides entre les masses populaires, les organisations populaires, les militant-e-s politisés et les organisations politiques. Ce dernier pôle est encore très faible au Québec, étant donné le manque d'enracinement d'une organisation politique porteuse du projet de société que vise la conscientisation. Néanmoins, le courant circulant sur cet axe s'est renforcé à la faveur de l'initiative du Groupe Carillon.

D'autres pratiques permettent d'approfondir une dimension fondamentale de la conscientisation, à savoir la question de l'alliance ou de l'engagement avec les classes opprimées. Le questionnement des intervenantes en santé communautaire, qui recherchent les causes de leur difficulté à rejoindre les classes populaires, les amène à reconnaître un écart socio-économique et culturel important entre eux et leur "clientèle". Conséquemment, elles sont sollicitées pour définir leur pratique professionnelle davantage dans un rapport de solidarité avec les classes populaires que dans un rapport de domination culturelle. Dans les termes de Gramsci, l'intellectuel qui prend cet engagement avec les classes opprimées devient un intellectuel organique de ces classes plutôt que d'être un intellectuel organique de la bourgeoisie néo-libérale, dont la fonction est de justifier et d'exécuter les coupures dans les politiques sociales et la répression idéologique.

N'étant définie ni par un champ de pratique, ni par un type de milieu, ni par un cadre institutionnel, ni par une appartenance professionnelle, la conscientisation est option de classe, stratégie d'action, méthodologie d'intervention. S'appliquant dans tous les milieux et tous les champs de pratique, du plus spécifique au plus global, elle cherche dans chacun à articuler le vécu personnel le plus immédiat aux perspectives de changement social les plus larges.

Elle est une approche "intégrée", au sens le plus fort du terme, en ce qu'elle situe d'emblée le vécu individuel d'oppression dans la communauté de ceux qui le partagent et dans le contexte de société qui le produit. En conscientisation, le geste individuel qu'on pose pour s'aider soi-même s'insère dans l'entraide qu'on développe avec ceux qui connaissent la même situation, en même temps qu'il s'inscrit dans la

mouvance de l'organisation des classes populaires pour changer la société. Les chapitres qui précèdent nous indiquent comment peuvent s'articuler ces différents niveaux de la pratique dans une action en développement, et non dans un étapisme linéaire.

La conscientisation intéresse les membres des professions d'aide qui sont vraiment prêts à faire ce qu'il faut pour rejoindre les populations les plus "à risques". Elle indique les conditions à créer pour que l' "acte professionnel" soit autre chose qu'un geste isolé, sans emprise sur les causes: une contribution dans un processus collectif où ceux qui vivent le problème non seulement s'entraident, mais s'organisent pour changer les conditions sociales qui le déterminent. La conscientisation concerne les professionnel-le-s qui veulent arrêter de se faire croire qu'ils ont la réponse toute apprise et toute faite à des situations qu'en réalité ils connaissent mal, parce qu'ils ne les vivent pas.[1] Elle les incite à se laisser interpeller et remettre en question par la spécificité de vécus généralement très différents de ceux qu'ils expérimentent dans leur univers social familier. Elle invite à vivre la pratique professionnelle non comme une "relation d'aide" (au sens le plus étroitement assistancialiste), mais comme l'expérience existentielle d'un rapport de solidarité qui change la vie et enrichit le sens qu'on lui donne. Ce genre d'option, quand elle réussit à inventer le chemin de sa pratique, rend au bout du compte l'intervention professionnelle vraiment efficace, parce qu'elle couvre alors des dimensions totalement niées dans les grilles à courte vue de ceux qui gèrent le social au nom des intérêts dominants.

La conscientisation intéresse les militant-e-s intellectuels qui veulent vivre leur engagement AVEC les classes populaires: une relation de partenaire qui partage leur cheminement politique plutôt que de porte-parole qui parle à leur place ou de leader qui les domine. Dans la ligne de la conscientisation, l'intellectuel-le attache plus d'importance à l'émergence des classes populaires comme acteur historique sur la scène politique qu'à l'émergence de son propre rôle dirigeant dans une organisation politique marginalisée, parce que ses attitudes et ses conduites sont culturellement coupées de celles des classes qu'elle prétend défendre.

A partir de 1960, on a assisté au Québec à un essor du secteur public et parapublic, entraînant la multiplication d'emplois fortement scolarisés et comportant des fonctions d'encadrement social et idéologique. Il y eut croissance spectaculaire des effectifs de professionnel-le-s salariés, depuis les enseignant-e-s jusqu'aux sociologues en passant par les travailleurs-euses sociaux, les relationnistes etc. A travers la syndicalisation, l'animation sociale et d'autres mouvements du genre, il y eut émergence d'une portion significative de cette nouvelle petite bourgeoisie salariée dans le champ des luttes sociales. Compte tenu de leur formation aux techniques de communication, d'organisation, de recherche, etc. et de la plus grande flexibilité de leur emploi du temps, les membres de cette classe ont eu tendance à monopoliser le discours et le leadership dans les syndicats et les organisations populaires. Les emprunts faits par eux aux courants socialistes européens, combinés à une combativité réelle de l'ensemble des mouvements sociaux, ont contribué à bâtir ici un climat de radicalité politique, simplifié par les médias, et dont le tonus n'a commencé à se relâcher qu'après le tournant des années quatre-vingt.

Plusieurs militant-e-s de classe populaire ont participé à cette radicalisation du discours et de la pratique, mais en général la vision que ces nouveaux salarié-e-s à fonction intellectuelle entretenaient d'eux-mêmes comme travailleurs-euses, plutôt que comme allié-e-s des classes populaires, leur a permis de se justifier de prendre beaucoup (trop) de place dans les syndicats et les organisations populaires. Ils ont eu tendance à y imposer un style, un langage et une mode de fonctionnement qui ont tenu à l'écart de l'action militante beaucoup de membres de classe populaire qui AUTREMENT auraient pu y participer.

Au moment où le ressac de cette vague marque le signal du bilan, la conscientisation fournit des indications sur cet "AUTREMENT" à inventer. Qu'ils sortent des rangs des classes populaires ou de la petite bourgeoisie salariée, qu'ils soient autodidactes ou formés dans les départements de sciences humaines, les intellectuel-le-s militants ne peuvent plus se permettre de perdre de vue la distance culturelle qui les sépare des membres des classes populaires immergés dans l'immédiateté des situations d'exploitation économique, de domination politique et d'aliénation culturelle. Ils ne

peuvent non plus se permettre de relâcher l'attention qu'ils doivent constamment porter à la culture concrète de ceux qui vivent ces situations. Ils ne peuvent non plus se soustraire au bout du chemin qu'ils doivent refaire, jour après jour, pour se remettre en question au contact de cette culture, en vue de développer un authentique rapport d'alliance.

Sans doute parce qu'elle interpelle le moment présent, la conscientisation est signe de contradiction. Des professionnel-le-s s'en défendent en la déclarant incompatible avec les conditions de leur pratique, alors que d'autres savent ménager, dans des contextes difficiles les espaces de liberté qui leur permettent de la pratiquer. Des militant-e-s (ou ex-militant-e-s?) intellectuels cherchent à la banaliser, en lui collant des étiquettes ou en minimisant son influence. D'autres la promeuvent et y forment des intervenant-e-s.

Ceux qui la prennent pour référence de pratique se sont donné un lieu de rencontre, le Collectif québécois de conscientisation,[2] où ils s'y forment en l'expérimentant dans l'apprentissage de leur propre éducation populaire. Ce Collectif fête cette année son dixième anniversaire. Près de trois cents intervenant-e-s ou militant-e-s y sont passés au fil de ces années et , bon an mal an, ses effectifs se sont maintenus à une centaine de membres, en provenance de toutes les régions du Québec. *Pratiques de conscientisation* et le présent ouvrage qui en est la suite nous donnent une idée des effets multiplicateurs de cette formation à la conscientisation. *Pratiques de conscientisation* a touché près de trois mille lecteurs; ce qui en ferait un succès "populaire" pour ce genre de plblication, au Québec, si on s'en tient aux critères de tirage de l'Institut québécois de recherche sur la culture.[3]

Quoi qu'il en soit de l'intérêt pour la conscientisation et des polémiques qui l'entourent, elles ne doivent pas nous faire perdre de vue l'essentiel pour la conscientisation qui est son rapport à sa propre visée: "l'abolition de la société de classes et la libération personnelle et collective des exploitations économiques, des dominations politiques et organisationnellles, des aliénations culturelles et religieuses et de l'idéologie dominante."[4] Si des forces sociales sont susceptibles de se

renforcer dans le sens de cette visée (qui est l'utopie à approcher sans qu'on puisse jamais s'y installer), il faut voir qu'une stratégie comme la conscientisation (qu'elle en porte le nom ou pas, peu importe!) en sera nécessairement le creuset.

Repliée sur elle-même, la fraction intellectuelle progressiste de la petite bourgeoisie salariée peut bien jongler avec des valeurs nouvelles, les expérimenter à petite échelle, les répercuter dans les médias, jamais elle ne pourra les traduire en changements viables à l'échelle de la société, à moins de fusionner ses projets d'alternatives à ceux qui découlent des intérêts des classes populaires. De leur côté, celles-ci ont besoin des outils d'analyse, de communication, d'organisation, de formation, etc. des intellectuel-le-s pour dépasser leur expérience de l'oppression, leurs moyens individuels de résistance et les transformer en une démarche collective de lutte et de changement.

La conscientisation est une stratégie et une méthodologie pour dépasser la "situation-limite" dans laquelle est entretenue une profonde ségrégation sociale et culturelle entre ceux qui vivent les problèmes sociaux et ceux qui sont entrés dans une profession ou une militance pour s'en occuper. A ce titre, elle est le lieu possible de la libération d'un formidable potentiel de changement. Ce potentiel s'actualisera-t-il? L'authenticité du dialogue dans l'action entre intellectuel-le-s (au sens où nous les avons définis) et membres des classes populaires, dans les organisations syndicales et populaires, au fil des années qui viennent, sera le garant de l'accomplissement de ce potentiel. Une phrase de Freire, citée par Colette Humbert, doit être reprise ici, parce qu'elle marque la moment présent: "Les situations-limites ne sont pas le contour infranchissable où s'achèvent les possibilités mais la lisière où commencent toutes possibilités."

*Notes*

## Notes de l'introduction

1- Ampleman Gisèle, Gérald Doré, Lorraine Gaudreau, Claude Larose, Louise Leboeuf, Denise Ventelou. *Pratiques de conscientisation.* Montréal, Nouvelle Optique, 1983, p.12

2- Ampleman et al., ouvr. cit. p.291

3- Voir : Doré Gérald. *La politique sociale comme pratique de classe.* Thèse de doctorat en sociologie. Québec, Université Laval, 1978, pp.42-51, 106-109, 177-179, 487-494.

## Notes du chapitre 1

1- Définition du "PLACOTAGE"

La culture savante donne volontiers une définition méprisante au terme placotage. Par exemple, dans son *dictionnaire nord-américain de la langue française*, (Montréal, Beauchemin, 1979), Louis-Alexandre Belisle assimile placotage à commérage, potinage et donne comme définition à placoter: "parler à tort et à travers sans arrêt", en ajoutant comme exemple pour illustrer son propos: "ils passent leurs avant-midi à placoter chez le forgeron". Comme si les cultivateurs qui se réunissaient chez le forgeron pendant les longs mois d'inactivité de l'hiver parlaient nécessairement à tort et à travers, comme si ces rencontres ne pouvaient pas être une occasion valable d'échange et de réflexion sur leur vécu paysan. En fait, dans la culture populaire, le terme "PLACOTAGE" a une double signification. Il peut vouloir dire l'action de "médire", aussi bien que l'action de "causer", comme l'ont constaté Gaston Dulong et Gaston Bergeron dans leur recherche *Le Parler populaire du Québec et de ses régions voisines* (Gouvernement du Québec, 1980, vol. 8, p. 3429). Et c'est bien dans ce dernier sens, l'action de "causer", que l'emploient ici les membres du Comité H.L.M.

2- *Livre vert sur l'habitation du gouvernement du Québec*, 1985, p. 163-169

3- ADDS: Association pour la défense des droits sociaux
CCQSS: Comité des citoyens du quartier St-Sauveur

4- De la revue *Vie Ouvrière*, Mars 86, page 17

**Notes du chapitre 2**

1- Yvan Comeau, *Alphabétisation-conscientisation : une entrée dans un réseau de solidarité*, Thèse de maîtrise, Université Laval, juin 1982, 183p.

En juin 1982, j'ai entretenu cette préoccupation pour l'alphabétisation en me rendant avec SUCO au Burkina Faso, en Afrique de l'Ouest, à titre de conseiller pédagogique pendant tout près de deux ans. SUCO désigne le Service Universitaire Canadien Outre-mer. Depuis avril 1984, son principal bailleur de fonds gouvernemental, l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI), lui a coupé 95% des vivres. J'étais alors à l'Institut National pour l'Alphabétisation et la Formation des Adultes (INAFA), rattaché au Ministère de l'Éducation et dont le mandat est de promouvoir l'alphabétisation, former les alphabétiseurs-es, préparer le matériel pédagogique et évaluer annuellement les activités d'alphabétisation sur tout le territoire.

2- Collectif, *L'habitation en milieu rural : derrière le pittoresque ...*, Coopérative de Services Multiples de Lanaudière, Ste-Julienne, septembre 1982, 212 p.

3- "Ces rapports, les hommes ne les produisent plus par eux-mêmes de façon autonome, ils leur apparaissent comme le produit non voulu de forces, de mécanismes, d'institutions dont la maîtrise leur échappe." Jean-Pierre Dupuy, *Ordres et désordres*, Seuil, Paris, 1982, p. 41.

4- Il s'agit bien de la Coopérative de Services Multiples de Lanaudière dont le siège social est à Ste-Julienne. Les membres utilisent dans leur langage l'expression "la Coopérative".

5- Pour un bilan de ces actions, voir *Grand Rassemblement (rapport)*, St-Gabriel-de-Brandon, juin 1985, 26 p.

6- L'aide sociale est un thème formellement abordé dans le programme d'alphabétisation-conscientisation et dans les échanges informels des ateliers.

7- Ces propos sont représentatifs d'une discussion de groupe sur l'abandon scolaire et sont rapportés après une analyse de contenu (voir *Alphabétisation-conscientisation...*, op.cit.). Le contenu peut paraître étonnant ici, mais je n'ai pas vérifié les faits relatifs à ces négligences administratives.

8- "...la perception des choses, des faits, tels qu'ils existent concrètement dans leurs relations logiques et circonstancielles". Paulo Freire, *L'éducation : pratique de la liberté*, Cerf, 1978, p.109.

9- Je pense ici entre autres à la méthode *De l'écoute à la lecture... et jusqu'à l'écriture* de Clémence Laroche et Armand Trépanier qui est encore utilisée pour l'alphabétisation.

10- Ce sont les grands niveaux d'analphabétisme généralement admis. Les analphabètes complets sont celles et ceux qui ne savent ni lire, ni écrire; les semi-fonctionnels-les peuvent lire et écrire, mais avec des problèmes sérieux, entre autres pour la formation de plusieurs syllabes (de 0 à 4 ans de scolarité; environ 300 000 personnes au Québec); enfin les fonctionnel-les qui lisent et écrivent mais avec des difficultés sérieuses dans l'orthographe et la construction de phrases (5 à 8 ans de scolarité; environ 1 200 000 personnes au Québec). Généralement, la lecture présente de meilleures performances que l'écriture.

11- Cette grille de préparation origine de l'OPDS-RM. Voir *Pratiques de conscientisation*, Nouvelle Optique, Montréal, 1983, p. 201.

12- Cet item n'apparaît évidemment pas dans ces termes à l'ordre du jour. En fait, il sera écrit par exemple "Lecture : la crise économique" ou "Discussion : à l'heure du souper". Je discute de ce matériel plus loin.

13- Cette utilisation de l'image ne saurait se faire n'importe comment dans d'autres contextes culturels. Ainsi, en Afrique, l'image et ses perspectives n'étaient pas partie prenante de l'univers culturel. A ce moment, des dessins qui superposent des objets, des personnes ou ont en perspective une femme en second plan, donc plus petite, donnent lieu à des interprétations de l'image : à propos du dernier exemple, la femme sera considérée inférieure à l'homme. La lecture d'une image est un décodage particulier. Voir GRAAP, *Pour une pédagogie de l'autopromotion*, Bobo-Dioulasso, pp. 30 à 40 et pp. 81 à 100.

14- Colette Humbert, *Conscientisation*, L'Harmattan, Paris, 1976, pp. 132 à 135.

15- Nous n'avons pas rencontré d'"idée" pouvant révéler une expression de la conscience critique libératrice.

16- La prise de parole par les apprenants-es est décisive pour permettre l'expression critique. Dans un autre contexte, une recherche a permis d'établir que "plus les auditeurs ont l'occasion de parler, plus ils vont répondre aux objectifs de la causerie, soit constater les faits, prendre conscience et trouver des solutions." Yvan Comeau, *Observations sur la méthode d'alphabétisation à l'Institut National pour l'Alphabétisation et la Formation des Adultes (INAFA). Analyse de contenu*, INAFA, Ouagadougou, octobre 1983, p. 32.

17- Paulo Freire, *Pédagogie des opprimés*, Maspero, Paris, 1977, p. 96.

**Notes du chapitre 3**

* Je tiens à remercier les femmes de R.Q.S.E. du Nord pour la confiance qu'elles m'ont accordée pendant ces quatre ans. Je remercie particulièrement Louisette Fluet, Marlène Jacob et Annie Plamondon qui ont lu et commenté ce texte avant sa rédaction finale. Merci également à Francine Jacques pour la dactylographie et à Simon Hénaire pour la réalisation des dessins.

1- Ce montant et les autres relatifs à l'aide sociale réfèrent aux barèmes qui prévalaient en 1986.

2- Cette situation prévalait au moment de la rédaction de ce texte. Il y a eu des changements depuis, suite au plan triennal de Mme Lavoie-Roux. Les auxiliaires familiales des CLSC ne suffisent plus... On exploite de plus en plus les réseaux privés qu'on paie souvent moins cher ! C'est à suivre ...

3- Weitzman L.J., *The Divorce Revolution* : *The Unexpected social and Economic Consequences for women and children in America*, cité dans Friedan, Betty, "Le féminisme revu et corrigé", *Châtelaine*, mai 1986, pp. 42-44

4- Conseil national du Bien-être social (C.N.B.E.S.), *La pauvreté à la hausse*, mars 1985, p.1

5- Vandelac Louise, *A droites toutes ! ou l'impact "des droites" sur le féminisme et le rapport des sexes*, conférence au Colloque de l'Association d'économie politique, Montréal, novembre 1985.

6- C.N.B.E.S., *Progrès de la lutte contre la pauvreté*, octobre 1986

7- Richer Jocelyne, "Les realwomen", *Le Droit*, 5, 6 et 7 août 1986

8- Article de Lise Bissonnette "L'Etat sous influence", *Le Devoir*, 4 mars 1986, p.6

9- Article de Carole Beaulieu : "Selon Betty Friedan, la véritable obscénité, c'est la pauvreté de femmes", *Le Devoir*, 18 octobre 1985

10- Barnabé J., "R.Q.S.E. du Nord : une pratique de conscientisation avec des femmes de la classe populaire", *Service social*, vol. 34, nos 2 et 3, 1985, pp. 249-269.

11- Pontbriand M.-T. et Rose Ruth, *Les femmes et la fiscalité*, U.Q.A.M., juillet 1985, pp. 56-59.

12- Barnabé J., (op. cit.), p.268.

**Notes du chapitre 4**

1- Gouvernement du Québec, *Rapport du comité d'étude sur l'assistance publique*, juin 1963. Cette recommandation (no.7) avait précisément pour objectif de faire "disparaître la notion latente et inadmissible de charité publique dont l'Etat risque toujours de s'inspirer dans l'élaboration de sa politique sociale" (p.118)

2- Rapport de la Commission Populaire Itinérante sur le désengagement de l'Etat, *La force des idées, la force du nombre*, extrait du Mémoire de la Coalition B.S. Dignité, Solidarité Populaire Québec, mai 1987, p.31

3- Extrait de la Plateforme d'un ensemble d'organismes sociaux et familiaux, de syndicats, de groupes populaires et de femmes, Communiqué de Presse: *Pour une réforme juste et équitable de l'aide sociale*, 24 septembre 1986

4- *Le Journal de Montréal*, "Une police de l'aide sociale", 26 mars 1986

5- Ampleman et coll., *Pratiques de conscientisation*, Montréal, Ed. Nouvelle Optique, 1983

6- Entretiens de Kolette Turcot avec Lucien Duquesne, *Kolette*, Ed. Science et Service Quart Monde, 1987, p.123

7- Ibid., p.147

8- *Journal de Montréal*, "Des femmes se sentent piégées", 12 juin 1986

9- *La Presse*, "Mgr Proulx: On n'a pas le droit de harceler les assistés sociaux", 19 juin 1986

10- Gouvernement du Québec, Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, *Intervention "Visite à domicile"*, 28-04-1986, page 15 de 16

11- Ibid., p. 2 de 11

12- Entretiens de Kolette Turcot avec Lucien Duquesne, op. cit., p. 146

13- *Le Devoir*, Editorial de J.C. Leclerc, "Qui donc est fraudeur", 18 juin 1986

14- *La Presse*, "Qui sont ces agents qu'on surnomme "boubou-macoutes"?", 31 mai 1986

15- *Radio-Canada*, Emission Contrechamp, 10 avril 1987

16- *La Presse*, op. cit., 31 mai 1986

17- *Radio-Canada*, op. cit.

18- *La Presse*, 'La Commission des droits dénonce les visites des agents d'aide sociale", 26 juin 1986

19-*The Gazette*, "Boubou Macoutes to finish their assignment", 27 juin 1986

20- Cour supérieure, Juge Louis Tannenbaum, J.C.S., 30 décembre 1986, *Jugement no 500-05-007514-860*, District de Montréal, prov. de Québec, CANADA

21- *Le Bulletin* de la Ligue des Droits et Libertés, "Les suites du Jugement Tannenbaum, vol. VI, no1, mars 1987

22- Gouvernement du Québec, Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, op.cit., page 2 de 11

23- Ibid., page 2 de 2

24- Entretiens de Kolette Turcot avec Lucien Duquesne, op.cit., p.146

25- *Le Devoir*, Les "boubou-macoutes" nuisent à l'économie du Québec, 29 mai 1987

26- *Le Soleil*, "Les abris fiscaux coûtent $28 milliards par an", 22 octobre 1986

27- *Le Matin*, "Plus du quart des bénéficiaires ... sont réadmis", 17 mars 1987

28- INODEP : voir note 8 du chapitre 9

**Notes du chapitre 6**

1- Freire Paulo. *Pédagogie des opprimés*, Paris, Maspéro, 1971, p.205

2- Freire Paulo. *L'éducation, pratique de la liberté*, Paris, Cerf, 1971, p.116

3- Ampleman Gisèle, Doré Gérald, Gaudreau Lorraine, Larose Claude, Leboeuf Louise, Ventelou Denise. *Pratiques de conscientisation*. Montréal, Nouvelle Optique, 1983, p.71.

4- Ampleman et al., ouvr. cité, p.128.

**Notes du chapitre 7**

1- "Compte-rendu, Colloque Innovation En Pré et Post Natal", Montréal, mai 1985, p.219.

2- Francine Campeau, Francine Leduc, Diane Turbide, *Développement de stratégies d'intervention auprès des femmes enceintes vivant en milieu défavorisé, Evaluation d'équipe du projet recherche-action,* Montréal, Texte polycopié, fév. 1985, p.18.

3- idem, p.19.

4- Gisèle Ampleman, Gérald Doré, Lorraine Gaudreau, Claude Larose, Louise Leboeuf, Denise Ventelou, *Pratiques de conscientisation*, Montréal, Nouvelle Optique, 1983, pp.263-290.

5- Claire Amyot, Francine Leduc, Lise Renaud, Anne Wery, *Expérimentation sociale : Développement de stratégies d'intervention auprès des femmes enceintes vivant en milieu défavorisé*, Montréal, Texte Polycopié, avril 1983, p.14.

6- idem, p.7.

7- Paulo Freire définit ainsi l'éducation bancaire :
"de cette façon, l'éducation devient un acte de dépôt où les élèves sont les dépositaires et l'éducateur le déposant. Au lieu de communiquer, l'éducateur fait des "communiqués" et des "dépôts" que les élèves, simples accessoires, reçoivent patiemment, mémorisent et répètent."
Paulo Freire, *Pédagogie des opprimés,* Petite Coll. Maspéro, Paris, 1980, p.51.

8- Monique Ouellette, "Pédagogie militante : un regard sur deux démarches en éducation populaire", *Revue Internationale d'Action Communautaire,* Montréal, vol. 3, no. 43, printemps 1980, pp. 101-109.

9- Claire Amyot et al., loc. cit., p.11.

10- Claire Amyot et al.é, loc. cit., p. 12-13.

11- Paulo Freire, *Pédagogie des opprimés*, Petite Coll. Maspéro, Paris, 1980, p.115.

12- Francine Campeau et al., loc. cit., *compte rendu du 21 juin 1984,* texte polycopié, sept. 1984, p.12.

13- idem., p.14.

14- Colette Humbert, *Conscientisation : expériences, positions dialectiques et perspectives,* Paris, L'Harmattan, 1976, p. 61.

15- Francine Campeau et al., loc. cit., "compte rendu du 21 juin 1984", p.5.

16- Gisèle Ampleman et al., loc. cit., p. 285.

17- Paulo Freire, op. cit., p.29

18- idem, p. 71.

**Notes du chapitre 8**

1- L'INODEP, Institut Oecuménique pour le Développement des Peuples, est un réseau international d'éducation populaire. Régionalisé, ce réseau a des centres en Afrique, Amérique Latine, Asie du Sud-Est, Océan-Indien et Pacifique, ainsi qu'à Paris pour les pays industrialisés.
L'INODEP bénéficie du statut consultatif auprès de l'UNESCO. Il est soutenu par la Commission des Communautés Européennes (D.G.8) pour ses recherches et projets d'éducation au développement. Il est consultant au groupe permanent interministériel contre l'illétrisme en France.

2- Merlo, Jean. *Une expérience de conscientisation par enquête en milieu populaire.* Paris, L'Harmattan, 1982, p. 40. Voir aussi: Humbert, Colette et Jean Merlo. *L'enquête conscientisante.* Paris, L'Harmattan, 1978, 88 pp.

3- Sur le brassage d'idées, voir: Ampleman, Gisèle, Gérald Doré, Lorraine Gaudreau, Claude Larose, Louise Leboeuf et Denise Ventelou. *Pratiques de conscientisation.* Montréal, Nouvelle Optique, 1983, pp. 223-226.

4- "Une attitude est, selon Bardin, une prédisposition, relativement stable et organisée, à réagir sous forme d'opinions (niveau verbal), ou d'actes (niveau comportemental), vis-à-vis d'objets (personnes, idées, évènements, choses, etc.) de manière orientée." (Bardin, Laurence. *L'analyse de contenu.* Paris, PUF, 1977, p. 156).

5- Sauf indications contraires, ce sont les scores "tout-à-fait d'accord" et "d'accord" sur l'ensemble des énoncés relatifs à une attitude qui sont ici comptés, pour arriver au pourcentage inscrit.

**Notes du chapitre 9**

1- Réunion préparatoire au colloque de Chantilly qui devait fonder l'INODEP, Institut Oecuménique pour la Développement des Peuples. Voir note 8 ci-dessous.

2- Cité dans Andreola, Baldino Antonio, *Emmanuel Mounier et Paulo Freire.* Thèse de doctorat en sciences de l'éducation, Université de Louvain, 1985.

3- Nécrophile : néologisme. Ethymologiquement : ami de la mort. Le nécrophile est celui qui fait mourir, qui répand la mort au sens figuré du terme; dans ce sens, qui tue les capacités de penser, les potentialités créatrices.

4- Conseil Oecuménique des Églises (COE)
Fondé officiellement en 1948, après une série de conférences oecuméniques en Europe dont la première eu lieu à Edimbourg en 1910, le COE est actuellement composé de 310 Églises protestantes, anglicanes, orthodoxes, ainsi que d'Églises nationales catholiques non romaines.
Parmi ses buts spécifiques, on peut retenir : manifestation d'une unité visible et d'un témoignage commun, promotion de l'homme, appui à la libération des peuples, lutte pour la justice, la paix et contre le racisme et la militarisation. Une assemblée générale se réunit tous les six ans dans l'un ou l'autre des continents, elle élit le Comité Central composé de 40 membres. La dernière Assemblée Générale a eu lieu à Vancouver en 1983.

5- Paulo Freire et Yvan Illitch se sont connus au Centre Interculturel de Documentation (C.I.D.O.C.) de Cuernavaca au Mexique où Illitch animait depuis 1967 de nombreux séminaires ayant pour objet l'analyse critique de l'école. A partir du constat de l'"l'échec scolaire" en pays industrialisés grandissant dans les mêmes proportions que les crédits alloués à l'enseignement, et de la dé-culturation engendrée par l'importation des systèmes scolaires occidentaux en Amérique Latine et en Afrique, il en venait à cette conclusion : "le système scolaire obligatoire représente finalement, pour la plupart des hommes, une entrave au droit de l'instruction" (Dans "Une société sans école" Ed. du Seuil, 1971, Paris, avant-propos p.7)
Au cours du printemps et de l'été 1970, Illitch soumettait les chapitres de son livre aux participants de marque de ses groupes d'études dont : P. Freire, Fred Godman, Denis Sullivan, Didier Piveteau, Peter Berger, José Maria Bulnes et bien d'autres.
Illitch veut en finir avec l'institution scolaire, car actuellement, dit-il "l'éducation se situe à l'écart du monde, tandis que le monde ne possède aucune valeur éducative... Sans doute l'éducation a tout à gagner de la dé-scolarisation de la société, même si cette exigence paraît à bien des enseignants, une trahison face à la lutte contre les ténèbres de l'ignorance. Mais la lumière s'est éteinte depuis longtemps dans les écoles". p.49
De l'école-système, de l'école-institution, il dénonce surtout trois mythes : le mythe des valeurs institutionnalisées, des valeurs étalonnées, des valeurs conditionnées.
Concernant les valeurs institutionnalisées : c'est à l'école que l'on apprend à se

soumettre aux institutions, à s'engager dans la consommation illimitée (pour l'heure des examens et des diplômes), et à devenir la proie de tous les pouvoirs institutionnels.

Pour ce qui est du mythe des valeurs étalonnées, Illitch souligne que le rite initiatique de l'école conduit les êtres jeunes à un monde où tout se mesure, y compris l'homme, et les portent à accepter tout système de classement : le développement d'un pays se mesure à son taux de croissance, l'intelligence à ses quotients !

Enfin, au sujet du mythe des valeurs conditionnées : l'école assure la vente de programmes, qui se présentent comme toute autre marchandise, dûment préparés et conditionnés : recherches (toujours dites scientifiques !), prévisions en matière de demandes et d'approvisionnement, service de vente dont le dernier point est la classe.

Comme pour toute autre marchandise : quelques-uns déterminent ce que les autres doivent "acheter".

"Prisonnier de l'idéologie scolaire - affirme Illitch - l'être humain renonce à la responsabilité de sa propre croissance et, par cette abdication, l'école le conduit à une sorte de suicide intellectuel" (p.106).

Face à l'industrie du savoir, il entend opposer des lieux et des réseaux d'acquisitions de connaissances, principalement dans trois domaines :

- relations aux objets, aux choses, à la nature, et ceci à partir de la vie quotidienne;
- relations d'échanges de connaissances, d'informations, de compétences;
- relations entre groupes d'études, de recherches, à partir de leurs besoins réels et des problèmes qu'ils ont à résoudre.

Illitch prône la mise en oeuvre d'une véritable éducation qui prépare à la vie dans la vie, qui donne le goût d'inventer et d'expérimenter. Il veut libérer la jeunesse de la longue gestation scolaire qui la conforme au modèle officiel.

6- Fondateur et dirigeant du PAIGC (Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert) qui, créé clandestinement avec le MPLA (Mouvement Pour la Libération de l'Angola) en 1956, à Bissau et Ruanda, a lutté contre le colonialisme portugais. Il fut assassiné à Conakry en 1973.

7- Voir à ce sujet : Freire Paulo. *Lettre à la Guinée-Bissau sur l'alphabétisation*, Paris, Maspéro, 1978.

8- L'INODEP, Institut Oecuménique pour le Développement des Peuples, est un réseau international d'éducation populaire. Régionalisé, ce réseau a des centres en Afrique, Amérique Latine, Asie du Sud-Est, Océan-Indien et Pacifique, ainsi qu'à Paris pour les pays industrialisés.
L'INODEP bénéficie du statut consultatif auprès de l'UNESCO. Il est soutenu par la Commission des Communautés Européennes (D.G.8) pour ses recherches et projets d'éducation au développement. Il est consultant au groupe permanent interministériel contre l'illétrisme en France.
Dans ce chapitre, les citations de Freire qui ne sont pas associées à des titres de livres, proviennent de notes de séminaires qu'il a co-animés à l'INODEP, entre 1970 et 1976.

9- Foquisme : théorie et stratégie révolutionnaire dont les promoteurs ont été Raoul Castro et Che Guevara à Cuba.
De petits groupes mobiles (foco : foyer) doivent, dans le pays, mener une double action :
- harcèlement de l'ennemi pour lui prendre des armes et le désorienter;
- conscientiser à la révolution les masses paysannes résignées, en ridiculisant l'ennemi qui paraît indomptable, en galvanisant les opprimés.
Le foquisme a une stratégie différente de celle de Trotsky : dans le foquisme, le groupe mobile prépare la révolution de masse, dans le trotskysme, le groupe mobile est l'avant-garde technique et dirigeante de la révolution populaire.

**Notes du chapitre 10**

1- Freire Paulo, *Pédagogie des opprimés*. Paris, Maspéro, 1974, pp. 22-23.

2- Freire, ouvrage cité, p.39, voir aussi p. 56.

3- Freire, ouvrage cité, p. 27.

4- Freire, ouvrage cité, p. 149.

5- Freire Paulo. *Lettres à la Guinée-Bissau sur l'alphabétisation*, Paris, Maspéro, 1978, pp. 122-123.

6- Freire Paulo, *Pédagogie des opprimés*, pp. 27, 73 (note 4), 74 et 156.

7- Freire, ouvrage cité, p. 40.

8- Freire, ouvrage cité, p. 44. Voir aussi pp. 46 et 61.

9- Freire, ouvrage cité, p. 45, Cette confiance ne doit pas être naïve cependant. "Les leaders doivent faire confiance aux potentialités des masses, écrit Freire, (...) mais il leur faut se défier, toujours se défier, de l'ambiguité des hommes opprimés". (p. 163). Voir aussi p. 178.

10- Freire, ouvrage cité, p. 46.

11- Freire, ouvrage cité, p. 62. Voir aussi p. 63.

12- Freire, ouvrage cité, p. 74.

13- Freire, ouvrage cité, p. 80.

14- Freire, ouvrage cité, p. 91.

15- Freire, ouvrage cité, p. 117.

16- Freire, ouvrage cité, p. 197.

17- Freire, ouvrage cité, pp. 135, 151.

18- Freire, ouvrage cité, pp. 192-193.

19- Pour une excellente biographie de Gramsci, lire : Fiori Giuseppe, *La vie d'Antonio Gramsci.* Paris, Le livre de poche, 1977, 543 pp.

20- Piotte Jean-Marc. *La pensée politique de Gramsci.* Montréal, Parti Pris, 1970, 302 pp.

21- Piotte, ouvrage cité, p. 215.

22- Macciocchi Maria-Antonietta. *Pour Gramsci.* Paris, Le Seuil, coll. "Points", 1974, pp. 203-282.

23- Gramsci, cité dans Macciocchi, p. 207.

24- Piotte, ouvrage cité, p. 25.

25- La négation par Gramsci de l'"autonomie" des intellectuels-le-s, telle que prônée par la tradition idéaliste, le conduit à chercher à prouver "que les intellectuels en tant que tels ne forment pas une classe indépendante" (cité dans Macciocchi, p. 210). Une division en classes sociales qui intègre les critères politiques et idéologiques ne peut plus ignorer aujourd'hui, l'apparition d'une classe intermédiaire définie par ses fonctions intellectuelles dans l'État et les entreprises. Voir à ce sujet : Saint-Pierre, Céline, "De l'analyse marxiste des classes sociales dans le mode de production capitaliste", *Socialisme québécois*, no 24, 1er trimestre 1974, pp. 9-40.

26- En 1971, au Québec, cette classe représentait 19% de la population de 15 ans et plus. Voir : Doré Gérald. *La Politique sociale comme pratique de classe*, thèse de doctorat en sociologie, Québec, Université Laval, 1978, p. 178.

27- Macciocchi, p. 212.

28- Macciocchi, p. 211.

29- Gramsci, cité dans Macciocchi, p. 218.

30- Gramsci, cité dans Macciocchi, p. 276.

31- Freire Paulo. *L'éducation : pratique de la liberté*, Paris, Cerf, 1971, p. 109.

32- Gramsci, cité dans Macciocchi, p. 241.

33- Gramsci, cité dans Macciocchi, p. 218.

34- Gramsci, cité dans Macciocchi, p. 237.

35- Gramsci, cité dans Macciocchi, p. 219.

36- Freire Paulo. *Pédagogie des opprimés*, pp. 114, 101 et 81.

37- Macciocchi, p. 219.

38- Freire, ouvrage cité, p.51.

39- Gramsci, cité dans Macciocchi, p. 223.

40- Gramsci, cité dans Macciocchi, p. 223.

41- Freire Paulo. "Cultural Action and Conscientisation", *Harvard Educational Review*, vol. 40, no 3, August 1970, p. 453 (Je traduis).

42- "Les philosophes, écrit Marx, n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, ce qui importe, c'est de le transformer". ("Thèse sur Feuerbach", dans Marx-Engels, *L'idéologie allemande*, Paris, Editions Sociales, 1968, p. 34).

43- Macciocchi, pp. 235-236.

44- Gramsci, cité dans Macciocchi, p. 223.

45- Ampleman Gisèle, Doré Gérald, Gaudreau Lorraine, Larose Claude, Leboeuf Louise, Ventelou Denise. *Pratiques de conscientisation*, Montréal, Nouvelle Optique, 1983, p. 273.

46- Humbert Colette. "Education populaire et politique : l'urgence d'un renouvellement des modèles traditionnels de la gauche", *Service Social*, vol. 34, nos 2-3, 1985, p. 311.

47- Macciocchi, p. 220.

48- Macciocchi, p. 226.

49- Macciocchi, p. 226.

50- Macciocchi, p. 227.

51- Freire Paulo. "Conscientisation et révolution" (1973), dans *Pédagogie des opprimés*, Paris, Maspéro, 1974, p. 192.

52- Macciocchi, p.225.

53- Ampleman et al. ouvrage cité, 304 pp.

54- Voir à ce sujet : Panet-Raymond, Jean "Nouvelles pratiques des organisations populaires... Du militantisme au bénévolat au service de l'État", *Service Social*, vol. 34, nos 2-3, 1985, pp. 340-352.

55- Concernant cet axe de la conscientisation, voir : Ampleman et al., pp. 279-280.

56- Prévert Jacques. *Paroles.* Paris, Gallimard, coll. "Folio", 1972, p.216.

57- J'avais inclus dans ce rapport le résultat d'un brassage d'idées que j'avais réalisé, dès mars 1980, donc en précédant de plusieurs mois le mandat de l'assemblée, avec des militantes assistées sociales de Montréal et de Québec, sur le thème du "socialisme". Voir : Ampleman et al., pp. 238-254.

58- Humbert Colette, article cité, pp. 312-316.

**Notes de la conclusion**

1- Ce qu'on pourrait appeler, dans les termes de Freire, la conscience "primaire" des professionnels/les : voir Ampleman Gisèle, Gérald Doré, Lorraine Gaudreau, Claude Larose, Louise Leboeuf, Denise Ventelou. *Pratiques de conscientisation.* Montréal, Nouvelle Optique, 1983, p. 272.

2- Collectif québecois de conscientisation C.P. 25, Limoilou, G1L 4T8, Canada.

3- Dagenais Angèle "Fernand Dumont et l'IQRC", *Le Devoir*, samedi 11 octobre 1986, p. C-10.

4- Ampleman et al., ouvrage cité, p.269.

# Index des outils pédagogiques

pages

Analyse de contenu ..... 268

Brassage d'idées ..... 253-254
Brochure ..... 206

Carnet de faits ..... 19
Collage ..... 255
Contrat collectif ..... 53-60

Echanges informels ..... 58
Entrevues par paire ..... 53
Evaluation ..... 55-65-208 à 210
Exercices ..... 60-65
Exposé-éclair ..... 201

Feuilles mobiles ..... 59
Fiches ..... 19-21

Grammaire ..... 54
Grille de cheminement ..... 39
Grille de préparation ..... 59
Guide de formation d'un cours de base ..... 165 à 168

Informatique ..... 267-268

Jeu de l'objet ..... 247-248
Jeu de mots ..... 209

Magnétophone ..... 95-268
Mini-réflexions ..... 18 à 25
Mise en situation ..... 64-66 à 73

Ordre du jour ..... 59

Panel ..... 202-203
Photolangage ..... 186 à 188
Placotage ..... 14
Portrait ..... 189 à 200
Programme ..... 56-57

Questionnaire ..... 208-260 à 263

Rencontres collectives ..... 218 à 220-226-235

Schéma de projet ..... 93

Tableau cadre ..... 31 à 36
Tableau des bulles ..... 259
Tableau des gestes politiques ..... 250
Tableau sur le vécu ..... 27 à 30
Tableau-synthèse ..... 258
Témoignage ..... 55
"Test" d'alphabétisation ..... 48-49

Univers thématique ..... 295
Univers vocabulaire ..... 61-290-295

Vidéo ..... 205

# TABLE DES MATIERES

page

INTRODUCTION.....9

CHAPITRE 1 : CONSCIENTISER PAR LE PLACOTAGE DANS LE CADRE D'UNE EXPERIENCE AVEC UN COMITÉ H.L.M.....13
Jacques Lacroix

Le comité H.L.M.
Le "placotage"
Comment le "placotage" a-t-il pris sa place ?
Le montage des mini-réflexions
Les mini-réflexions
Pour garder les acquis des mini-réflexions : le Tableau cadre
La conscientisation par le placotage se fait par le Tableau cadre
Les avantages du Tableau cadre
Les exigences de cette pratique

CHAPITRE 2 : UNE ENTREE DANS UN RESEAU DE SOLIDARITE: L'ALPHABETISATION-CONSCIENTISATION.....43
Yvan Comeau

On est du monde quand même!
A notre coopérative, pas besoin de "boss"

page

**J'y vas ou j'y vas pas aux ateliers?**
**Etre ensemble trente semaines...et plus!**
**Un atelier d'alpha**
**Le bon matériel et le moins bon**
**"J'écris mieux, donc j'ai moins peur..."**
**La prochaine fois...!**

CHAPITRE 3 : **FEMINISME ET CONSCIENTISATION**.....79
**L'expérience d'un groupe de femmes de classe populaire**
Jocelyne Barnabé

**Marie-Rose, Marie-Blanche, Marie-Louise... et les autres femmes**
**L'égalité garantie ou... la pauvreté, pour toute garantie**
**R.Q.S.E. du Nord au Front Commun des assistées sociales et sociaux du Québec**
**Un comité spécial: "Autonomie financière des femmes"**
**Un cheminement qui respecte les valeurs et la culture des femmes**
**Une histoire vraie: Pro-choix ou Pro-vie**
**Chez les féministes socialistes**
**Porno aliénante ou libératrice?**

page

CHAPITRE 4: VAINCRE LA PEUR ET LES PREJUGES
LA LUTTE CONTRE LES BOUBOU-MACOUTES.. 109
Louise Leboeuf

**Une histoire qui commence par un budget gouvernemental**
**L'aide sociale au cours des années**
**L'image de l'assisté-e social-e fraudeur**
**La lutte dans un contexte de mobilisation et de politisation**
**Une lutte supportée par des alliés-es**
**L'ampleur du pouvoir administratif, tel que révélé dans un document secret**
**Boubou-Macoute, un titre bien mérité**
**Les visites à domicile devant la cour**
**Le jugement**
**Les femmes particulièrement touchées**
**Des chiffres à démystifier**
**Un travail dans le quotidien**

CHAPITRE 5 : LA FORMATION DES FORMATEURS ET FORMATRICES A LA F.T.Q..... 159
Michel Matte

**Historique des idéologies et des pratiques des différents affiliés de la F.T.Q.**
**Les besoins de formation**
**Les objectifs et les méthodes**
**La formation de formateurs et formatrices**

page

**Le rôle joué par le programme de formation de formateurs et formatrices dans la consolidation du mouvement F.T.Q.**

CHAPITRE 6 : **LA FORMATION DES INTERVENANTES EN SANTE COMMUNAUTAIRE EN MILIEUX POPULAIRES**.....179
Gisèle Ampleman

**Trois jours de formation: Contenu et déroulement de la session**
**Première journée : Se connaître comme intervenante et mieux connaître les milieux populaires**
**Présentation des participantes**
**Formulation des attentes et des questions**
**Photolangage**
**Elle-nous : le double portrait**
**Exposé éclair sur la pauvreté**
**Deuxième journée : Présentation des expériences d'intervention communautaire**
**Troisième journée : Découvrir des outils et réfléchir sur la pédagogie active**

CHAPITRE 7 : **LE PROJET O.L.O. ET LA CONSCIENTISATION**.....215
**Une expérience terrain en périnatalité en milieu populaire**
Ronald Duhaime

page

**Description du projet O.L.O.**
**Analyse du projet**
**Attitudes et rôles des intervenantes**
**Le projet O.L.O. et les dimensions fondamentales de la conscientisation**
**Les axes de la conscientisation**

**CHAPITRE 8 : PARLONS POLITIQUE!..... 247**
**Une enquête conscientisante avec des militants et militantes de classe populaire**
Gérald Doré et Lorraine Gaudreau

**Préparation de l'enquête conscientisante : un travail de longue haleine avant d'aller voir le monde**
**L'enquête: parler politique avec d'autres militants et militantes**
**Les résultats : le vrai point de départ d'une action politique autonome de la classe populaire**
**Le message politique de l'enquête**

**CHAPITRE 9 : LA PENSEE ET LE CHEMINEMENT DE PAULO FREIRE.....283**
Colette Humbert

**Quelle est cette société -Le Brésil- qui a vu naître et grandir Paulo Freire jusqu'à son âge d'homme?**

page

**L'alphabétisation-conscientisation (Brésil 1961-1964)**
**L'expérience au Chili (1964-1968) et aux Etats-Unis (1968-1969)**
**Période européenne et... vision mondiale (1969-1979) :**
- **Paulo Freire au Conseil Oecuménique des Eglises, à Genève**
- **Confrontation avec Illitch**
- **L'influence d'Amilcar Cabral**
- **Participation à la création de l'Inodep et de l'Idac**

**Le retour au Brésil**

**CHAPITRE 10: LES INTELLECTUELS-LES DANS LES LUTTES POPULAIRES** ..... 311
**Convergence et actualité de Freire et de Gramsci**
Gérald Doré

**Freire et la question des intellectuel-le-s**
**Gramsci et la question des intellectuel-le-s**
**Actualité de Gramsci et de Freire**

**CONCLUSION** ..... 333

**NOTES** ..... 339

**INDEX DES OUTILS PEDAGOGIQUES** ..... 359